

cahiers

LEON TROTSKY

14

JUIN 1983

INSTITUT LEON TROTSKY • PUBLICATION TRIMESTRIELLE
DIFFUSION LA PENSEE SAUVAGE

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

cahiers LEON TROTSKY

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

N°14

JUIN 1983

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Jean-François Godchau, président, Pierre Broué, directeur scientifique,
Isabelle Longuet, trésorière, Michel Dreyfus, Jean Risacher.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean-Paul Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

Prix du numéro 14 France: 40F Etranger: 40F
Abonnement pour quatre numéros (14,15,16,17) France: 140F Etranger: 160F

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de: JOUBERT - CLT.

NUMEROS DISPONIBLES (Port en sus: 6F)

CLT 1	20F	CLT 7/8	40F
CLT 2	20F	CLT 9	40F
CLT 3	35F	CLT 10	35F
CLT 4	20F	CLT 11	35F
CLT 5	30F	CLT 12	40F
CLT 6	35F	CLT 13	40F

Collection complète n°1 à n°13: 250F (Port en sus 25F).

Commandes et versements à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*.

NUMERO SPECIAL

Léon Sedov (1906-1938)

2^e Partie: Ecrits sur les Procès de Moscou

SOMMAIRE

Institut Léon Trotsky — Présentation	3
Le Livre rouge sur les Procès de Moscou (1936)	11
Le Procès de Novosibirsk, préparation d'un procès plus important (1937)	142
Le « Trotskysme » en Russie (1937)	159
A Propos du procès Piatakov-Radek (1937)	162
L'Affaire Mdivani-Okoudjava (1937)	166

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication: Jean-François Godchau

Présentation

Ce numéro 14 des Cahiers Léon Trotsky, un petit peu plus fort que le format habituel, constitue en réalité, comme le savent nos lecteurs fidèles, la seconde partie des « Ecrits de Léon Sedov 1930-1937 » dont la première partie a été publiée dans le numéro 13, que nous avons consacré à des articles, témoignages, documents se rapportant au fils aîné de Trotsky mort dans des circonstances très suspectes — et que nous avons étudiées — en février 1938 à Paris.

Nous avons expliqué dans le numéro 13 comment l'internement de Trotsky par un gouvernement socialiste norvégien qui cédait au chantage de Moscou, avait obligé son fils, jusque là collaborateur précieux mais effacé, à monter en première ligne et à rédiger lui-même les principaux textes dirigés contre ce que Trotsky appelait « l'imposture » de Moscou.

Nous publions ci-dessous le fameux Livre rouge sur le Procès de Moscou, en rendant pour la première fois hommage à son traducteur Jean van Heijenoort. Cette petite brochure fut la pièce maîtresse de la contre-offensive des partisans de Trotsky et des hommes épris de vérité. C'est elle qui, finalement, jeta bas l'édifice des procès et dévoila les mensonges pour ce qu'ils étaient — ce que tout le monde aujourd'hui sait désormais, même à Moscou. Nous avons ajouté une petite introduction et quelques notes permettant de mieux comprendre ce texte. Nous l'avons fait suivre de quelques-uns des principaux articles consacrés par Sedov aux procès dans cette même période dans la presse de langue française, anglaise, allemande ou russe.

Ce faisant nous avons, délibérément mais non sans regret, laissé de côté deux textes importants de Sedov sur cette question et dans cette période. L'un est l'article intitulé « Accusé, j'accuse... », paru dans Confessions n° 10 du 4 février 1937. Sedov y parle des persécutions contre son jeune frère. Il y fait deux prédictions qui méritent d'être relevées. La première concerne le « troisième procès de Moscou » qui eut lieu immédiatement après sa mort, avec une précision telle qu'elle devrait au moins exciter la curiosité de ceux qui aiment comprendre comment certains individus peuvent « prédire » le développement :

« Après une nouvelle instruction secrète, nous aurons un nouveau grand procès dont les principaux accusés seront certainement Boukharine, que Lénine appelait « l'enfant chéri du parti », et Rykov, qui succéda à Lénine à la présidence du conseil des commissaires du peuple ».

La seconde « prédiction » est un versement important de l'intéressé au dossier de son assassinat ouvert par le numéro 13 et qui ne sera fermé, comme le souligne Gérard Rosenthal, qu'avec l'ouverture des archives du G.P.U.. Il écrit en effet :

« En faisant de moi l'un des principaux accusés des deux derniers procès, Staline poursuit un but précis. Il est probable qu'il ne s'en tiendra pas à des accusations. Je veux donc prévenir l'opinion publique que je ne suis nullement enclin à me suicider ou à disparaître. Si quelque chose m'arrivait, c'est du côté de Staline et non ailleurs qu'il faudrait en rechercher la cause ».

L'autre texte est la lettre adressée par Sedov, le 5 janvier 1937, au comité central de la Ligue des Droits de l'Homme (Bulletin d'information et de presse du comité pour l'enquête sur le procès de Moscou, *supt* au n° 1, 1937). Pas une plaidoirie, comme il le note, mais un « contre-réquisitoire ». Il y rappelle, non sans humour, les aveux arrachés pas les Inquisiteurs et ces « balais » des sorcières qui sont aujourd'hui « remplacés par les lettres à l'encre chimique entre Trotsky et les accusés ». Il passe en revue les points sur lesquels porte l'accusation, en montre la fausseté, l'absence de base matérielle, l'accumulation des démentis et impossibilités. Peu tendre pour le misérable juriste, l'avocat Rosenmark, qui crut bon de brandir sa petite autorité au Palais pour tenter d'étayer, dans un rapport public à la L.D.H., l'un des pires crimes de l'histoire mondiale, il ne l'est pas non plus pour cette Ligue qui s'intitule des Droits de l'Homme — que de majuscules! — et qui, en l'occurrence, semble s'être surtout préoccupée de ne pas compromettre, par un souci excessif des droits des accusés en U.R.S.S., la politique du Front populaire français... Laissons la parole à Léon Sedov, quand il s'excuse d'avoir demandé à la Ligue de le recevoir en tant que témoin :

« La Ligue des Droits de l'Homme? L'homme en question, celui qu'elle défend, c'est le procureur Vychinsky, pour ne pas parler de son patron. Par toute son attitude, par la publication du rapport de Me Rosenmark, la Ligue perd à mes yeux qualité pour mener une enquête sur le procès de Moscou. Je ne peux ni ne veux plus, de quelque manière que ce soit, avoir affaire avec votre enquête.

Lorsque j'ai demandé à être entendu, je n'ai pas cru avoir affaire à une Ligue d'esprit antidreyfusard.

C'était une erreur. Je la corrige par ce document »

Nous sommes en 1983 et Me Hermann, dit Raymond, Rosenmark, le fameux « expert » de la Ligue des Droits de l'Homme, ne survit plus dans la mémoire des hommes que par l'ignominie d'un rapport prétentieux et bête concluant à la validité d'aveux arrachés par les moyens les plus odieux. Sans

tomber dans la grandiloquence, on peut sans doute admettre que c'est pour des gens comme lui qu'a dû être inventée l'expression de « pouibelle de l'Histoire » — où il a sa place. Car cet « avocat » qui cautionna le plus sanglant de tous les procureurs, ce « juriste » qui approuva l'extorsion des aveux par la police en la niant, fut, dit-on, ulcéré des commentaires qui accueillirent le rapport dans lequel il volait au secours des bourreaux et salissait les innocents à défaut de sa robe. En fait, on peut oublier Me Rosenmark, c'est tout à fait sans importance, et il ne manquera pas de médiocres « philistins », comme disait Trotsky, pour jouer à l'avenir le rôle qu'il joua en 1936, pour un peu d'argent, de la gloriole ou des compliments.

Il ne faut pas en revanche oublier Léon Sedov. Son action, ses écrits, sa mort même ont été une illustration de ce qu'est le combat pour les Droits de l'Homme. Et on ne peut douter que, de sa lucidité, de son courage, de son esprit de sacrifice, il ne manque pas aujourd'hui d'innocents qui ont encore besoin. Il nous a semblé utile de le redire dans cette présentation : nous avons quelques rares lecteurs distraits et peut-être ne se seraient-ils pas aperçus que les lignes qui suivent, loin d'être de l'histoire ancienne, sont un matériau et des armes solides pour une actualité brûlante.

Institut Léon Trotsky

Le Livre rouge sur le Procès de Moscou

C'est à la demande de nombre de nos lecteurs que nous reproduisons ici la traduction française du célèbre travail de Léon Sedov, l'un des classiques de la littérature scientifique anti-stalinienne, depuis longtemps introuvable. Nous le publions en *reprint* dans sa traduction de 1936 qui était — l'indication n'en a jamais été donnée — l'œuvre de Jean van Heijenoort.

Une annotation systématique de ce petit livre nous aurait entraînés à dépasser largement le nombre de pages que nous nous sommes fixé. Nous nous contenterons donc de quelques remarques générales en introduction et d'un appendice biographique pour les lecteurs les plus curieux ou les plus assoiffés d'érudition.

Ce travail, le chef d'œuvre de Sedov, est à la fois un travail scientifique et un outil politique. Il ne dit pas *toute* la vérité, telle qu'elle apparaît à travers les archives de Harvard, sur les rapports entretenus par Léon Sedov avec le vieux-bolchevik Ivan N. Smirnov et sur la « mission » de l'émissaire de ce dernier, Eduard S. Holzman (translittéré en Goltzman dans l'édition de 1936). Sedov — et il ne pouvait en être autrement — nie farouchement toute association politique avec les accusés du procès de Moscou et affirme que Holzman ne lui a transmis que des informations générales et un article d'I.N. Smirnov qu'il a reproduit dans le *Bulleten Oppositsii*. Pierre Broué a démontré dans le *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, dans l'article « Trotsky et le Bloc des Oppositions de 1932 » que Holzman, en tant que messenger de Smirnov, avait apporté à Trotsky des informations capitales sur la résistance à Staline en U.R.S.S. et sur un épisode qui peut bien avoir décidé Staline à exterminer ses adversaires. Car 1932 n'est pas seulement, comme on le souligne généralement, l'année de l'apparition, avec la « plateforme Rioutine » d'une opposition, animée par les plus jeunes disciples de Boukharine, c'est-à-dire la seconde génération des « droitiers », avec Slepkov, elle est aussi celle de la conclu-

sion d'un bloc de toutes les autres oppositions: celle de Zinoviev et Kamenev avec leurs amis de Leningrad, de leurs dissidents de 1929 autour de Safarov et des jeunes dirigeants staliniens des J.C. comme Tarkhanov, des anciens dirigeants staliniens des J.C., non seulement V.V. Lominadzé et le philosophe Jan Sten, mais sans doute les cadres nationaux comme Chatzkine, du groupe ex-trotskyiste et « capitulard » d'I.N. Smirnov et Ter-Vaganian et enfin des « trotskystes » proprement dits. C'est ce bloc politique, réel, que Staline a présenté comme un bloc terroriste et Sedov ne pouvait pas ne pas nier tout en bloc. On s'en souviendra à la lecture de son travail.

Le deuxième type de remarques concerne ce que les dirigeants soviétiques ont eux-mêmes « révélé » après la mort de Staline, et l'aspect le plus important touche à l'assassinat de Kirov. Il apparaît, après les affirmations de Khrouchtchev et les informations apportées par Roy Medvedev et Anton A. Antonov Ovseenko, que Sedov avait parfaitement raison de voir la main du G.P.U. dans l'assassinat même de Kirov. Il est possible que le chef de cet organisme à Leningrad, Filip D. Medved, n'ait pas joué le rôle qu'il lui attribue et que le véritable organisateur, pour le compte de Staline-Iagoda, ait été Ivan Z. Zaporozjets, son adjoint. Pour le reste, les hypothèses de Sedov sont largement confirmées, et au-delà, sur la responsabilité de Staline dans ce crime qu'il allait invoquer pour justifier la répression. Notons à ce propos que Sedov ne donne pas non plus — et c'est légitime — d'indication sur les contacts qui avaient été pris avec lui, pour contacter Trotsky, par l'entourage de Kirov au moment où l'on envisageait sérieusement à Moscou l'élimination de Staline au profit de ce dernier. Sedov se devait d'être, sur ce point aussi, muet comme la tombe, pour ne pas compromettre et faire condamner d'autres personnes.

La peur des successeurs de Staline à partir du moment où le fameux discours de Khrouchtchev au XX^e congrès commençait le dynamitage de l'édifice des procès et notamment de celui que Sedov met en pièces ici même, a empêché les nouveaux hiérarques de l'U.R.S.S. de faire des « révélations » sérieuses et de garnir les points de suspension laissés dans notre connaissance des événements. On dispose cependant — le progrès est net — d'indications d'années de décès et de décisions de réhabiliter les chefs militaires. Mais on ne sait toujours pas, par exemple, pourquoi Iouri Gaven, le vieux bolchevik letton, présenté comme un conspirateur de haute volée, n'a pas comparu devant les juges et pourquoi tel ou tel compare était témoin plutôt qu'accusé. On ne sait toujours pas avec certitude si les pauvres types qui comparaissaient devant leurs juges aux côtés des vieux-bolcheviks étaient de véritables victimes ou au contraire des complices en définitive bernés, des agents provocateurs froidement lâchés par leur employeur.

Enfin, les aléas de sa carrière d'espion international nous ont permis d'identifier celui que Sedov qualifie, avec prudence, de « semi-capitulard ».

L'homme, qui se faisait appeler alors Adolf Sénine et s'appelait en réalité Abraham Sobolevicius, était, avec son frère Ruvin, dit Roman Well, un agent du G.P.U. infiltré dans les rangs de l'Opposition: devenu Jack Soble (et son frère Dr Robert Soblen), il fut démasqué comme agent du G.P.U. et « se mit à table » abondamment dans les années cinquante.

Disons-le: tel qu'il est, établi au prix d'heures de veille, de dépouillement de la presse, de confrontations, de recoupements, le *Livre rouge* est autrement solide que l'édifice du procès construit à grands frais avec des moyens d'Etat: c'est lui en réalité qui a porté le premier coup décisif à l'édifice stalinien des mensonges. A ce titre, il méritait d'être publié à nouveau, comme un témoignage, mais aussi comme un hommage.

AVANT-PROPOS

Ce LIVRE ROUGE n'est qu'une première contribution à l'analyse du procès de Moscou.

Sauf le premier chapitre, qui a un caractère de politique générale, et le deuxième, qui rappelle les faits antérieurs, chapitres susceptibles de présenter un intérêt moins immédiat pour le lecteur, ce travail, basé sur le compte rendu officiel, est consacré à l'analyse du procès lui-même. Il a déjà paru en langue russe, comme article rédactionnel dans le Bulletin de l'Opposition; l'auteur l'a revu pour l'édition française.

L'enquête en est à son début. De nouvelles informations et de nouveaux témoignages ne se feront pas attendre. Certains documents n'ont pas trouvé place dans ces pages, car nous ne croyons pas possible de les rendre publics avant de les avoir rigoureusement vérifiés, de même que les circonstances qui y sont liées.

L'auteur de ces lignes se tient à l'écart de la politique active. Il ne s'est jamais adressé à l'opinion publique. S'il le fait aujourd'hui par cette étude, c'est que des raisons impérieuses l'y ont contraint.

Des hommes, à Moscou, ont été piétinés dans la boue, fusillés pour des crimes qu'ils n'avaient jamais commis, assassinés.

Léon Trotsky — père de l'auteur — est calomnié ignominieusement, calomnié comme rarement personne le fut dans l'Histoire. Tout son honneur de révolutionnaire, toute son œuvre de quarante années sont mis en cause.

Et la calomnie a déjà porté ses fruits: Léon Trotsky est interné, condamné au silence pour que d'accusé, il ne se fasse pas accusateur.

L'auteur de ces lignes est aussi l'un des accusés du procès de Moscou. Il a le droit de se défendre. Mais un double devoir s'imposait surtout à lui. Le devoir du seul accusé resté en liberté, de rétablir la vérité ; le devoir de défendre l'honneur de Trotsky.

Le véritable procès, celui des fusilleurs de Moscou, ne fait que commencer. Nous n'avons d'autres armes que la vérité. Nous poursuivrons notre tâche jusqu'au bout, sans faiblesse, quelles que soient les difficultés à surmonter. La vérité se fera.

Il ne restera pas pierre sur pierre de la monstrueuse machination stalinienne. L'effroyable responsabilité en retombera sur les thermidoriens de Moscou.

Le crime de Staline apparaîtra tel qu'il est, l'un des plus grands de l'Histoire moderne.

L. Sédov

Le 28 octobre 1936.

Pourquoi Staline avait-il besoin de ce procès ?

Il est hors de doute que Staline devait avoir des raisons bien impérieuses pour en venir à pareille extrémité, pour perpétrer ces assassinats. Des raisons de divers ordres, situées sur différents plans, mais toutes étroitement liées. Staline voyait certainement dans ce procès une machination suprêmement habile destinée à marquer très clairement aux yeux de tous le début d'une nouvelle période, celle d'un renforcement encore plus grand de la puissance de la bureaucratie stalinienne et de la destruction définitive de l'opposition. Quand Trotsky se trouvait encore en U. R. S. S., c'est-à-dire aux mains de la clique thermidorienne, Staline avait alors pensé qu'une opération minutieusement préparée et se terminant par l'exil était le meilleur moyen de se débarrasser d'un bolchévik irréductible. Il s'est trompé et il n'est pas besoin d'être particulièrement perspicace pour comprendre combien cette erreur le hante. Aujourd'hui, devant cette opposition toujours renaissante et grandissante, il fait froidement fusiller des bolchéviks, anciens dirigeants du parti et de l'Internationale communiste, des héros de la guerre civile. Mais cette fois encore il se trompe, comme il devra dans un avenir prochain le constater. Ce crime effroyable, accompli de sang-froid, retombera sur la tête de son auteur !

Les raisons de politique intérieure

Le socialisme est édifié, les classes sont abolies, proclame la doctrine officielle du stalinisme. « Le socialisme est édifié », et jamais encore l'Union soviétique n'a connu une telle inégalité, actuellement, presque vingt ans après la révolution d'Octobre : des salaires de 100 roubles et des salaires de 8 à 10.000 roubles. Les uns vivent dans de misérables baraques, ils ont des souliers éculés ; d'autres ont des automobiles somptueuses et vivent dans des appartements magnifiques. Les uns luttent pour se nourrir, eux et leur famille ; d'autres

ont leur voiture, des domestiques, une maison de campagne dans la banlieue de Moscou, une villa au Caucase, etc. « Les classes sont abolies », mais quoi de commun entre la vie d'un directeur de trust et celle d'un manoeuvre ? Celle d'un maréchal et celle d'un kolkhozien ? Certes, même actuellement, une certaine inégalité serait encore inévitable, mais, et c'est là toute la question, cette inégalité s'*accentue* d'année en année, prenant les proportions les plus monstrueuses, et l'on fait passer cela... pour le socialisme.

Dans les domaines les plus divers, l'héritage de la révolution d'Octobre est en train d'être liquidé. L'internationalisme révolutionnaire fait place au culte de la patrie dans le sens le plus étroit. Et patrie signifie avant tout autorités. On réintroduit les grades, les décorations, les titres. On rétablit la caste des officiers avec les maréchaux en tête. Les vieux ouvriers communistes sont rejetés à l'arrière-plan ; la classe ouvrière est scindée en couches différentes ; la bureaucratie mise sur le « bolchévik sans-parti », sur le stakhanoviste, c'est-à-dire sur l'aristocratie ouvrière, sur le contremaître et, avant tout, sur le spécialiste et l'administrateur. On rétablit l'ancienne famille petite-bourgeoise, qu'on idéalise de la façon la plus conventionnelle ; malgré les protestations générales, on interdit l'avortement, ce qui, dans les conditions matérielles difficiles, dans l'état primitif de la culture et de l'hygiène, signifie l'esclavage de la femme, le retour aux temps d'avant la révolution. On a abrogé le décret de la révolution d'Octobre sur l'école nouvelle. L'école est réformée sur le modèle de la Russie tsariste : on réintroduit l'uniforme pour les élèves, non seulement pour enchaîner leur indépendance, mais aussi pour faciliter la surveillance hors de l'école. Pour apprécier un élève, on se base sur ses notes de conduite, on s'oriente vers l'élève soumis et docile, et non pas vers l'écolier vivant et indépendant. La vertu fondamentale de la jeunesse, c'est aujourd'hui le « respect des aînés », à côté du « respect de l'uniforme ». On a créé toutes sortes d'inspecteurs pour surveiller la conduite et les mœurs de la jeunesse. On a dissous l'Association des vieux bolchéviks et celle des anciens forçats politiques. Ils rappelaient trop le « maudit » passé révolutionnaire.

Dans le domaine de l'économie, c'est une marche à vive allure vers la droite, on rétablit le marché, le système de l'équilibre financier des entreprises, le travail aux pièces. Après l'abolition administrative des classes, la direction staliniste en est venue à miser sur les gens aisés ; c'est sous ce signe que s'effectue la différenciation entre les kolkhozes et à l'intérieur des kolkhozes.

« Le socialisme est édifié »... Mais il y a dans le pays un

nombre immense de prostituées, et la prostitution croît. Or, la prostituée est le plus souvent une ouvrière ou une employée mal payée, ou encore une ancienne kolkhozienne chassée de son village par la faim. La plaie des enfants abandonnés est loin d'être fermée.

« Le socialisme est édifié », c'est dire que l'Etat doit dépérir et qu'en tout cas le rôle de la contrainte doit diminuer de plus en plus. C'est le contraire qui se passe. Jamais encore la répression n'a eu un caractère aussi général et aussi rigoureux, et cette répression, dirigée dans le passé contre les ennemis de classe du prolétariat, est dirigée maintenant *contre le prolétariat lui-même*, car c'est contre lui que la nouvelle couche sociale dominante, la bureaucratie, défend ses privilèges matériels. Par tous les moyens, la bureaucratie s'approprie une part énorme du revenu national. Elle a quelque chose à défendre ! La bureaucratie soviétique, qui s'enrichit et prospère, défend avec rage ses privilèges, sa vie « aisée et heureuse », contre les masses privées de droits.

Mais en même temps, la situation matérielle des masses s'améliore, quoique à une extrême lenteur, bien moins rapidement que croît l'inégalité. Cela leur donne une confiance de plus en plus grande en elles-mêmes, cela conduit non pas au renforcement mais à l'affaiblissement des positions politiques de la bureaucratie. L'ouvrier qui, il y a quelques années, était entièrement occupé à gagner son pain quotidien, en travaillant souvent 14 et même 16 heures par jour, en deux équipes, s'efforçait avant tout d'apaiser sa faim et de nourrir sa famille. L'amélioration de la situation économique lui a donné la possibilité de respirer ; ses exigences se sont accrues. Il veut d'abord s'habiller mieux, avoir un pardessus, aller au cinéma. Mais ce n'est qu'un commencement. Chez l'ouvrier se manifeste ensuite le besoin de lire, d'atteindre à la culture ; il commence à penser à participer consciemment au processus de la production, à défendre ses intérêts et bientôt — quel crime ! — il veut prendre une part active à la politique. Cela, Staline ne saurait l'admettre. C'est ce qu'il craint mortellement.

Le mécontentement de l'ouvrier, son aspiration à la vie politique active, ses protestations « oppositionnelles » contre l'inégalité sociale, tout ce complexe de contradictions violentes qui déchirent l'Etat soviétique, Staline veut le surmonter par la *répression policière* ! Et pour donner à la répression un caractère encore plus impitoyable, Staline a besoin du « terrorisme ». En étourdissant la masse, en l'effrayant, Staline rend encore plus aisée sa répression sanglante. Voici ce qui vous attend, dit Staline en montrant les cadavres de Zinoviev et de Kaménev, si vous vous permettez de douter de mon

infaillibilité, si vous ne consentez pas à devenir les muets esclaves de la bureaucratie.

Si dans le passé chaque mécontentement, chaque protestation étaient qualifiés de « trotskisme », Staline a, par les assassinats de Moscou, *identifié* « trotskisme » et « terrorisme ». Quiconque est mécontent ou montre simplement une attitude critique est un « trotskiste ». Cela signifie désormais un « terroriste ». Ce n'est pas le camp de concentration ni la prison qui le menacent, mais la fusillade immédiate.

Staline est définitivement entré dans la voie de l'extermination de tous ceux qui expriment leur mécontentement et, en premier lieu, des oppositionnels de gauche. Pionniers de la lutte contre la bureaucratie, seuls révolutionnaires prolétaires qui aient des racines dans les masses, *les bolchéviks-léninistes sont le plus grand danger pour Staline*. Dans les camps de concentration et les isolateurs, on les déclarera « terroristes », c'est-à-dire passibles de la fusillade. Dans l'U. R. S. S. entière il y a sans aucun doute, actuellement, des « jugements » et des fusillades auxquels le procès de Moscou a servi de signal. Terrible et effrayante réalité...

Par les assassinats de Moscou, Staline se dresse aussi contre son propre appareil, surtout contre la mince couche de celui-ci qui se compose encore de vieux bolchéviks, car dans cette partie de l'appareil existe un mécontentement largement répandu, quoique dissimulé. Devenu l'exécuteur aveugle des ordres des sommets stalinistes, l'ancien révolutionnaire perd toute perspective ; ses droits sont réduits au droit d'être en extase devant le « père du peuple » et il connaît, mieux que d'autres, Staline, usurpateur perfide, assassin impassible, fossoyeur de la révolution. Et pour tenir en main son propre appareil, au moins la partie de celui-ci encore liée par quelque chose à la révolution d'Octobre, il ne reste aujourd'hui à Staline rien d'autre qu'à le terroriser toujours davantage.

Par les assassinats de Moscou, Staline veut aussi tuer politiquement l'opposition de gauche et Trotsky personnellement, contre qui est surtout dirigé le procès. *Trotsky est le principal accusé*, quoiqu'il ne se soit pas trouvé sur le banc des inculpés. C'est lui que Staline s'efforce de couvrir de boue et de sang. Les ressources de l'injure et de la calomnie journalistiques sont épuisées. Avec les cadavres des fusillés, Staline veut donner un nouveau poids à la calomnie la plus empoisonnée, la plus fangeuse, la plus vile. S'il n'avait pas fusillé Zinoviev, Kaménev et les autres, le procès serait apparu comme une pitoyable comédie, et non pas comme une tragédie effroyable. C'est seulement soulignées par les assassinats que les calomnies du procès de Moscou prenaient une nouvelle force et pouvaient secouer l'opinion publique mondiale.

Par ses fusillades, Staline montre, et veut montrer, que la bureaucratie bonapartiste ne s'arrêtera devant rien dans sa lutte pour garder le pouvoir usurpé par elle et pour maintenir ses privilèges. La classe ouvrière doit bien s'en souvenir.

Mais ces assassinats montrent aussi *combien est précaire la situation de la bureaucratie*. Ce n'est pas par excès de force que l'on en vient à une extrémité aussi sanglante. Pour affermir sa position, la bureaucratie — Staline — doit mener le pays, déjà complètement terrorisé, à de nouvelles formes encore inconnues d'arbitraire monstrueux et de répression féroce. Mais c'est une impasse. Une issue, — dans la mesure où cela dépend de la bureaucratie, — ne peut être trouvée que dans la voie d'une nouvelle réaction, encore plus profonde. Par la tentative de tuer politiquement Trotsky et par l'assassinat de vieux bolchéviks, *Staline veut s'ouvrir plus sûrement les voies qui mènent à la réaction*.

Le danger de guerre ne fait qu'accentuer le caractère bonapartiste du stalinisme. Ce n'est pas sur l'initiative et le courage de la classe ouvrière en lutte pour l'idéal communiste que compte Staline en cas de guerre prochaine, mais sur la caste privilégiée des officiers, sur la soumission aux « supérieurs » tout-puissants des « inférieurs » privés de tout droit, poussés par la peur.

La fusillade de vieux bolchéviks, quel prélude à la « constitution la plus démocratique du monde » ! Que ceux qui ont des illusions sachent, — signifie par là Staline, — que la démocratie de la constitution consiste à donner le droit aux électeurs et aux congrès de voter pour moi. Et qui ne vote pas pour Staline, c'est-à-dire pour la bureaucratie et ses privilèges, est un trotskiste, donc un terroriste que nous fusillerons dans les 24 heures. La constitution staliniste est un mensonge destiné à couvrir le régime plébiscitaire.

Une raison a peut-être encore poussé Staline à l'assassinat de vieux bolchéviks. C'est la peur de la bureaucratie devant le terrorisme, non pas le terrorisme organisé, comme on a voulu nous le représenter au procès de Moscou, — il n'existe rien de tel en U. R. S. S., — mais devant les terroristes isolés qui sortent de la jeunesse désespérée et privée de perspectives. Ces tendances terroristes sont vraisemblablement peu développées en U. R. S. S. Pendant les dix années de la domination bureaucratique, il a été accompli un assassinat politique dirigé par un de ces jeunes communistes désespérés contre les sommets stalinistes, l'assassinat de Kirov. Il est beaucoup plus vraisemblable que la bureaucratie gonfle ce danger, avec le but de justifier et de faciliter sa répression contre les hérétiques et les mécontents.

Ceci à l'intérieur du pays, mais au dehors ?

Les raisons de politique extérieure

Staline ne rompt pas seulement de façon sanglante avec le bolchévisme, avec toutes ses traditions et son passé, il s'efforce aussi de trainer le bolchévisme et la révolution d'Octobre dans la boue. Et il le fait *dans l'intérêt de la réaction mondiale et intérieure*. Les cadavres de Zinoviev et de Kaménev doivent montrer à la bourgeoisie mondiale que Staline a rompu avec la révolution, doivent témoigner qu'elle peut compter sur lui, qu'il est mûr pour diriger un Etat national. Les cadavres des vieux bolchéviks doivent montrer à la bourgeoisie mondiale que Staline a bien en réalité changé radicalement de politique, que les hommes qui sont entrés dans l'histoire comme les chefs du bolchévisme révolutionnaire, les ennemis de la bourgeoisie, sont aussi ses ennemis : Trotsky, dont le nom est indissolublement lié au nom de Lénine comme chef de la révolution d'Octobre, Trotsky, créateur de l'Armée rouge et organisateur de la victoire, Zinoviev et Kaménev, les plus proches disciples de Lénine, l'un président de l'Internationale communiste, l'autre adjoint de Lénine et membre du bureau politique, Smirnov, l'un des plus vieux bolchéviks, vainqueur de Koltchak. Pour ceux-ci, c'est aujourd'hui le passage par les armes, et la bourgeoisie mondiale doit y voir le symbole de temps nouveaux. C'est la fin de la révolution, dit Staline. La bourgeoisie peut et doit compter maintenant avec Staline, comme avec un allié sérieux, comme avec le chef d'un Etat national (1).

Tel est le but fondamental du procès dans le domaine de la politique extérieure. Mais ce n'est pas tout, c'est loin d'être tout. Les fascistes allemands, qui crient que la lutte contre le communisme est leur mission historique, se trouvent, dans ces derniers temps, dans une position manifestement difficile. Staline a abandonné depuis longtemps la marche à la révolution mondiale. Il mène une politique nationale « raisonnable », les mesures thermidorienne surgissent l'une après l'autre. Il devient de plus en plus difficile aux fascistes et aux autres ennemis les plus acharnés du communisme de représenter Staline, avec sa III^e Internationale nationaliste, comme la source d'un danger et de secousses révolutionnaires. Aussi lancent-ils avec d'autant plus d'insistance la

(1) Otto Bauer est saisi d'effroi devant l'impression que la fusillade de Moscou peut produire sur les amis sincères de l'U.R.S.S., libéraux et socialistes. C'est pour Staline une étape passée. Ces amis-là lui sont maintenant de peu d'utilité. Il recherche des amis plus « sérieux », des alliés en cas de guerre, la bourgeoisie française, anglaise, américaine, etc.

calomnie que la IV^e Internationale n'est rien d'autre qu'une filiale de la III^e, sur la base de la division du travail. Les uns épaulent la politique thermidorienne de Staline en U. R. S. S., les autres (la IV^e Internationale) attisent la révolution en Occident ; se présentant comme les ennemis de Staline, ils ne sont en fait que ses auxiliaires (1).

Ces mensonges donnent à Staline un argument supplémentaire pour accomplir ses assassinats et condamner en fait Trotsky à être passé par les armes : il faut prouver sans cesse que Staline n'a rien de commun ni avec la révolution, ni avec la IV^e Internationale révolutionnaire.

Au lieu de la révolution internationale, la Société des Nations, le bloc avec la bourgeoisie. Vive la Pologne de Pilsudski ! Staline pactiserait sans hésiter même avec Hitler, sur le dos de la classe ouvrière allemande et internationale. Mais voilà, cela dépend de Hitler ! Toute cette politique internationale du stalinisme éloigne et éloignera de plus en plus la classe ouvrière des partis qui, on se demande pourquoi, se dénomment encore communistes. Dans la classe ouvrière européenne, et en particulier parmi les ouvriers communistes, la défiance et le mécontentement augmentent envers la politique staliniste. Le fait en lui-même ne troublerait pas beaucoup Staline, s'il ne craignait que les ouvriers révolutionnaires ne trouvent la voie de la IV^e Internationale ; Staline comprend très bien qu'une telle orientation constituerait un grand danger pour sa politique en U. R. S. S. même. (Sous ce rapport, soit dit entre parenthèses, il est plus perspicace que les critiques bornés qui jugent les trotskistes comme des « sectaires » sans perspectives). C'est pourquoi Staline s'efforce de discréditer la IV^e Internationale, de tuer Trotsky politiquement, en l'accusant de terrorisme et de liaison avec la Gestapo et en rendant ces accusations « probantes » par la fusillade de vieux bolchéviks... Avec du sang et de la boue, Staline veut barrer aux ouvriers avancés la voie de la IV^e Internationale. Tel est encore un des buts du procès de Moscou.

(1) C'est avec ce but que les fascistes allemands, par exemple, ont lancé récemment le bruit d'une conférence commune de la III^e et de la IV^e Internationales à Bréda, en Hollande, du financement de la IV^e Internationale par Staline et autres absurdités.

La « douce vengeance »

Outre les raisons politiques de l'affaire, il existe une raison purement personnelle : l'insatiable soif de vengeance de Staline. Elle entre comme partie constituante dans tous ses actes. Elle n'a pas joué un faible rôle dans la création du dernier complot.

Dans une des dernières lettres qu'il a écrites avant son internement en Norvège, L. Trotsky raconte l'épisode suivant :

« En l'année 1924, Staline, Djerzinski et Kaménev étaient assis par un soir d'été autour d'une bouteille de vin (je ne sais pas si c'était la première) et bavardaient sur n'importe quoi, quand on en vint, dans la conversation, à se demander ce que chacun d'eux aimait le mieux dans la vie. Je ne me souviens pas de ce que dirent Djerzinski et Kaménev, de qui je tiens cette histoire. Mais Staline dit : Ce qu'il y a de meilleur dans la vie, c'est de choisir sa victime, de bien préparer le coup, de se venger sans pitié, et puis d'aller se coucher. »

Dans la même lettre, Trotsky rapporte, d'après les paroles de Kroupskaïa, une déclaration de Lénine sur Staline, qui n'a jamais été publiée :

« En l'automne 1926, Kroupskaïa me dit en présence de Zinoviev et de Kaménev : « Wolodia (c'est ainsi qu'elle appelait Wladimir Lénine) disait de Staline : Il lui manque l'honnêteté la plus élémentaire. » Et elle répétait : « Comprenez-vous ? L'honnêteté humaine la plus élémentaire ! » Je n'ai jamais encore publié ces paroles, car je ne voulais causer aucun tort à Kroupskaïa. Mais maintenant qu'elle est définitivement emportée dans le courant officiel et qu'elle n'élève pas la moindre voix de protestation contre le crime infâme de la clique dirigeante, je me juge en droit de livrer à la publicité ces paroles de Lénine. »

(Trotsky ne connaissait pas alors l'article misérable et aussi odieux, si pénible que cela soit à dire, de Kroupskaïa sur le procès.)

Rappelons encore quelques autres déclarations de Lénine sur Staline. En mars 1923, Lénine se préparait à la lutte contre Staline au XII^e congrès du parti ; par l'intermédiaire de sa secrétaire Fotiéva, il fit dire ceci à Trotsky : Ne pas entrer en pourparlers avec Staline, car « Staline conclura un compromis pourri et trompera ».

C'est un compromis de cette espèce que Staline avait conclu avant le procès avec Zinoviev, Kaménev et les autres ; pour prix de leurs aveux, ils auraient la vie sauve. Et il les a trompés ! Et de quelle horrible façon !

Déjà auparavant, Lénine avait dit de Staline : « *Ce cuisinier ne nous préparera que des plats trop épicés.* » Lénine, quoique pressentant de façon juste les tendances de Staline, ne pouvait cependant pas s'imaginer jusqu'où irait ce César Borgia de nos jours.

La brutalité et la déloyauté, la perfidie et l'absence de scrupules, voilà les traits des plus caractéristiques de Staline. Ces traits personnels du « chef » sont devenus les traits de la clique bonapartiste dirigeante. Et c'est cet homme que la *Pravda* déclare « limpide, pur comme le cristal » ! Il n'y a pas de limites à la bassesse humaine.

Staline, qui, dans les milieux de l'appareil, a la réputation de bien savoir doser, commence à perdre le contrôle de lui-même.

Il accélère par là la liquidation de son absolutisme. La montée du mouvement ouvrier en Occident, et de là en U.R.S.S., mettra fin au régime corrompu de la clique bonapartiste.

Les amalgames stalinistes étaient prévus

« Que l'opposition soit simplement proclamée « parti de la contre-révolution », c'est insuffisant ; personne ne le prend au sérieux... Il ne reste qu'une chose à Staline, c'est d'essayer de tirer un trait de sang entre le parti officiel et l'opposition. Il lui faut à tout prix *lier l'opposition à des attentats, à la préparation de l'insurrection armée, etc.* (Trotsky, le 4 mars 1929, *Bulletin de l'Opposition*, n° 1.)

Les assassinats de Moscou ont été pour beaucoup, démocrates libéraux et socialistes — Otto Bauer en est un exemple manifeste — un coup de tonnerre dans un ciel clair. Ennemis de la révolution russe dans son époque héroïque, ne comprenant pas le sens des profondes modifications sociales qui se produisent en U.R.S.S., de l'âpre lutte entre la bureaucratie qui défend ses privilèges matériels de caste et la classe ouvrière privée de droits qui commence à élever une voix de protestation, ils idéalisent le régime bureaucratique thermidorien et le « socialisme » staliniste et annoncent le retour graduel de l'U. R. S. S. à la démocratie, voyant dans la constitution plébiscitaire staliniste le commencement d'une nouvelle ère « démocratique ». Sur la tête de ces candides rêveurs, Staline a versé un seau d'eau froide. Avec ses assassinats, il a apporté une rectification, non seulement à « la plus démocratique » des constitutions, mais aussi aux conceptions de tous ces messieurs.

Sans avoir la prétention de jouer aux prophètes, les bolchéviks-léninistes peuvent dire que non seulement ils n'ont naturellement jamais eu la moindre illusion sur le régime bonapartiste de Staline, non seulement ils ont prévu les évé-

nements, mais encore ils ont *averti* à maintes reprises l'opinion publique prolétarienne de l'Occident *que Staline s'engagerait contre le bolchévisme dans la voie d'une répression et d'amalgames sanglants.* Il n'a pas d'autre voie.

Staline défend non pas des idées progressives, mais les privilèges de caste de la nouvelle couche sociale, de la bureaucratie soviétique, qui, depuis longtemps déjà, est devenue un frein au développement socialiste de l'U. R. S. S. Il est impossible de défendre ces privilèges par les méthodes de la démocratie prolétarienne ; on ne peut les défendre qu'à l'aide de falsifications, de calomnies et d'une sanglante répression.

C'est dans cette voie que Staline s'est engagé sans hésiter depuis des années, depuis 1924, sinon plus tôt. Le procès de Moscou est l'amalgame le plus grandiose de Staline, mais c'est loin d'être le premier (*ni le dernier*).

Dans les premiers temps, Staline a agi de façon prudente, à petites doses, habituant peu à peu la conscience du parti à des amalgames plus empoisonnés et plus infâmes, comme celui du dernier procès.

En 1926 déjà, au plus fort de la lutte à l'intérieur du parti, la Guépéou avait envoyé à quelque jeune oppositional inconnu son agent. La « liaison » du jeune oppositional avec l'agent de la Guépéou avait servi à Staline à accuser l'opposition de « *liaison avec un officier de Wrangel* », car l'agent de la Guépéou avait été, paraît-il, dans le passé, officier de l'armée de Wrangel ! Que cet « officier de Wrangel » ait été un agent de la Guépéou, l'appareil staliniste lui-même dut le reconnaître officiellement, accusé qu'il fut par les dirigeants de l'opposition, alors encore membres du Comité Central. Mais en attendant, Staline avait ouvert une campagne enragée de calomnies contre l'opposition pour sa liaison avec l'« officier de Wrangel ». Cette campagne fut menée dans la presse, dans les cellules du parti, dans les meetings ; elle étourdit la masse qui ne connaissait pas les dessous de cette affaire.

En 1928, la tentative fut faite de créer un amalgame au centre duquel devait se trouver *G. V. Boutov*, secrétaire de Trotsky au Commissariat du peuple à la Guerre. En employant la violence, Staline voulut monter autour de Boutov un « complot » qui le reliât aux blancs et ainsi de suite. Boutov subit en prison de cruelles épreuves et des tortures non seulement morales, mais aussi physiques. Il lutta désespérément, fit la grève de la faim, jeûna 40 à 50 jours et, à la suite de cette grève de la faim, mourut en sep-

tembre 1928 en prison. Seule la fermeté de Boutov empêcha alors Staline de monter autour de lui un amalgame.

En janvier 1929, lors de l'exil de Trotsky, Staline déclara que l'activité de Trotsky « dans ces derniers temps » était dirigée « vers la préparation de la lutte armée contre le pouvoir soviétique ». Par les mots « dans ces derniers temps », Staline voulait montrer que l'opposition de gauche avait fait un brusque tournant, passant de la politique de la réforme à celle de l'insurrection armée. Cette invention calomnieuse était nécessaire à Staline pour justifier l'exil de Trotsky.

Dans l'été de 1929, Trotsky se rencontra à Stamboul avec J. Blumkine. Blumkine avait en 1918 assassiné l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, le comte Mirbach, et pris part à l'insurrection armée des socialistes-révolutionnaires de gauche contre le pouvoir soviétique. Mais alors il n'avait pas été fusillé et par la suite, pendant de longues années, il avait fidèlement servi le pouvoir soviétique. Il fut fusillé en 1929 pour s'être rencontré avec Trotsky à Stamboul. Avant de fusiller Blumkine, la Guépéou avait tenté de fabriquer autour de l'« affaire » Blumkine un amalgame. Mais il n'en sortit rien. Peu après la fusillade de Blumkine, dans cette même année 1929, furent fusillés à Moscou deux oppositionnels de gauche, *Silov* et *Rabinovitch*. Ils furent fusillés après une tentative malheureuse de les lier à une affaire de « complot » ou d'« espionnage ».

En 1932, Trotsky fut privé de la nationalité soviétique, sur une liste commune avec une dizaine de menchéviks que Staline n'avait mis là que pour créer un amalgame : entourer Trotsky de menchéviks. Cela devait, selon le dessein de Staline, discréditer Trotsky et montrer son caractère contre-révolutionnaire. Mais tout cela n'était encore que les fleurs, les fruits allaient venir.

L'assassinat de Kirov, acte terroriste de quelques jeunes communistes, donna à Staline une possibilité incomparable, possibilité attendue depuis si longtemps, de monter un « véritable » amalgame. C'est ainsi qu'apparut l'affaire de Zinoviev, Kaménev et des autres bolchéviks connus de janvier 1935. La tentative de faire entrer Trotsky dans cet amalgame se termina, on le sait, par un lamentable fiasco. Mais c'est cet échec précisément qui poussa Staline à préparer une nouvelle affaire. « Staline est devant la nécessité de couvrir les amalgames manqués par de nouveaux amalgames de plus grande envergure et... mieux réussis. » (Trotsky). Dans la brochure consacrée à l'assassinat de Kirov, en janvier 1935, Trotsky avertissait avec insistance qu'il fallait être prêt « à de nouveaux amalgames encore plus monstrueux ».

« Quel caractère doit prendre le prochain coup ? Cette question n'est pas résolue définitivement, peut-être même dans le cercle le plus étroit des conspirateurs (Staline, *Iagoda*). Ni la volonté malfaisante ni les moyens matériels ne font défaut aux conspirateurs. La préparation de l'« opinion publique » se fera sur la ligne des dangers terroristes qui menacent du côté des trotskistes. » (1).

Il semble difficile de s'exprimer plus clairement !

Entre le premier et le dernier procès Zinoviev, Staline a monté un nouvel amalgame (en juillet 1935), dont rien ne parvint à la grande presse. La figure centrale de cet amalgame était Kaménev. Vraisemblablement parce que Staline avait besoin de corriger l'erreur du précédent procès, où Kaménev avait été condamné de façon relativement modérée (5 ans de prison). Kaménev fut accusé d'avoir pris part à un attentat contre Staline. Le principal témoin de l'accusation était le frère de Kaménev, l'artiste Rosenfeld. Il y eut trente inculpés, rassemblement fort suspect. Kaménev nia catégoriquement toute participation à cette affaire et raconta ensuite à ses camarades de l'isolateur de Verkhné-Oural'sk que la plupart des inculpés étaient des gens qu'il avait vus pour la première fois de sa vie au procès. Kaménev fut alors condamné à 5 nouvelles années d'emprisonnement.

C'est à cette affaire que Kaménev fait allusion dans son discours final au procès de Moscou, quand il dit : « C'est pour la TROISIÈME fois que je comparais maintenant devant le tribunal » (2).

Cette affaire est aussi mentionnée en quelques mots dans le verdict. Mais, au cours du procès lui-même, il n'en est rien dit. Il n'en est rien dit parce que tout amalgame antérieur ne fait que gêner Staline pour en préparer de nouveaux. Et Staline est encore loin d'avoir dit son dernier mot.

En mai 1936, Trotsky écrivait : « Nous sommes maintenant en 1936. Les méthodes de Staline sont les mêmes. Les dangers politiques se sont accrus devant lui. La technique de Staline et de *Iagoda* s'est enrichie de l'expérience de plusieurs échecs. C'est pourquoi nous ne devons nous faire aucune illusion : les plats les plus épicés sont encore pour l'avenir ! »

Ces lignes ont été écrites à un moment où la préparation du procès était déjà en pleine marche. Le procès de Moscou a pleinement confirmé le pronostic de Trotsky. Répétons-le : les plats les plus épicés sont encore pour l'avenir.

(1) L. Trotsky, *La Bureaucratie staliniste et l'assassinat de Kirov*, p. 17.

(2) *Le Procès...*, p. 171.

L'assassinat de Kirov

Tous les amalgames stalinistes ont été construits sur le cadavre de Kirov. Pour voir clair dans le procès de Moscou, il faut rappeler tout d'abord l'histoire de cet assassinat et des faits qui s'y rattachent.

Le 1^{er} décembre 1934, à Léninegrad, le terroriste Nikolaïev assassinait Kirov.

Pendant plus de deux semaines, on ne sut rien ni de l'assassin ni du caractère de l'assassinat.

Les 6, 12 et 18 décembre, les journaux soviétiques communiquaient la nouvelle du passage par les armes de gardes-blancs terroristes (104 personnes en tout), dont la plus grande partie, disait-on, était venue illégalement en U. R. S. S. de Pologne, de Lettonie, de Finlande et de Roumanie. Il se créait l'impression que ces gens avaient été fusillés en relation avec l'affaire Nikolaïev, c'est-à-dire que Nikolaïev avait été en liaison avec des gardes-blancs.

Le 17 décembre, seize jours après l'assassinat, dans des résolutions d'organisations du parti sur l'assassinat de Kirov, il est mentionné pour la première fois que Nikolaïev avait autrefois fait partie du « groupe de Zinoviev ». (Dans ce groupe était d'ailleurs entrée toute l'organisation du parti de Léninegrad en 1926).

Le fait que Nikolaïev fût mentionné comme « zinoviéviste » éclairait d'un seul coup les intentions de Staline : tenter d'impliquer dans l'assassinat de Kirov l'opposition de gauche et Trotsky, par l'intermédiaire de l'ancien groupe zinoviéviste, bien qu'il ait rompu avec l'opposition depuis 1928, mais qu'il était plus facile, du point de vue policier, de mêler à l'affaire.

Le 22 décembre, l'agence Tass communiquait qu'en relation avec l'assassinat de Kirov, on avait arrêté quatorze anciens zinoviévistes (Kotolynov, Chatski, Mandelstam et autres) dont la majorité faisait, paraît-il, partie du prétendu « centre de Léninegrad ». L'information caractérisait comme « fermé » ce centre, dont l'existence n'était nullement démontrée ; elle ne disait pas un mot de Zinoviev, de Kaménev, ni d'aucun autre zinoviéviste connu.

Le 23 décembre était publiée une nouvelle information indiquant que depuis le 16 décembre, donc depuis une semaine, à propos de l'affaire Nikolaïev, on avait arrêté Zinoviev, Kamé-

nev, Evdokimov, Bakaïev, etc. ; d'ailleurs, pour sept d'entre eux, parmi lesquels Zinoviev, Kaménev et Evdokimov, « vu l'absence de données suffisantes », des poursuites judiciaires ne seraient pas engagées ; ils seraient remis à la Guépéou en vue d'une répression administrative.

Le 27 décembre, les journaux publiaient l'acte d'accusation de l'affaire Nikolaïev, Kotolynov et autres, qui ne contenait pas un mot sur le groupe Zinoviev et sa participation à l'assassinat de Kirov (1).

Les 28 et 29 décembre eut lieu le procès des quatorze (Nikolaïev, Kotolynov et autres), qui, on le sait, furent condamnés à mort et fusillés.

Au procès des quatorze, la majorité écrasante des inculpés, malgré une instruction de quatre semaines, ne reconnut pas sa participation à l'assassinat de Kirov. Outre Nikolaïev, seuls Zvezdov et Antonov la reconnurent pleinement, et Iouz-kine partiellement, c'est-à-dire quatre sur 14.

Si, comme cela fut admis par la version nouvelle du procès de Moscou, Zinoviev, Kaménev, Bakaïev et les autres n'étaient pas seulement en liaison avec le centre de Léninegrad, qui aurait accompli l'assassinat de Kirov, mais encore avaient dirigé immédiatement, pratiquement, cet assassinat, comment expliquer alors qu'une instruction poursuivie un mois durant n'ait apporté absolument aucune donnée sur ce sujet ? Pourquoi les inculpés, qui ont fait d'amples dépositions, se seraient-ils résolus à dissimuler à tout prix le rôle précisément de Zinoviev, de Kaménev et des autres ? Pourquoi la participation de ceux-ci aurait-elle été également dissimulée par l'agent de la Guépéou (2) qui se trouvait dans l'entourage de Nikolaïev ?

La seule explication en est que Zinoviev, Kaménev, etc., n'ont rien eu à voir avec l'assassinat de Kirov. C'est précisément pour cela, alors qu'ils n'étaient pas encore définitivement brisés, qu'on ne put les accuser de l'assassinat de Kirov.

Le 16 janvier 1935, les journaux soviétiques publiaient l'acte d'accusation de l'affaire du prétendu Centre de Moscou, avec Zinoviev, Kaménev, Evdokimov et autres en tête.

Zinoviev, Kaménev, Evdokimov et les autres, au sujet desquels on avait communiqué, quelques semaines auparavant tout au plus, qu'ils étaient étrangers à l'assassinat de Kirov, furent traduits en jugement à propos de cet assassinat. L'affaire prit une tournure nouvelle. Les 15 et 16 janvier, le

(1) La tentative était faite de mêler directement à l'affaire L. Trotsky à l'aide d'un consul anonyme. Voir à ce sujet page 35.

(2) Voir page 25.

tribunal statuait sur le sort de Zinoviev, de Kamenev, etc., 19 inculpés en tout. Ils étaient accusés d'aspirer au « rétablissement du capitalisme » et de mener une activité contre-révolutionnaire en général. Aucun fait concret, aucune preuve ne furent apportés par l'accusation. Il fut seulement dit au cours du procès que par leurs « critiques malveillantes », en « répandant des bruits », Zinoviev, Kamenev, etc., avaient favorisé l'état d'esprit terroriste et qu'ils portaient par conséquent la responsabilité politique et morale de l'assassinat de Kirov. En même temps, le tribunal considérait comme établi le fait qu'aucun des inculpés n'avait rien à voir avec l'assassinat lui-même, encore qu'il n'y eût aucun doute à ce sujet pour tout homme tant soit peu informé et politiquement averti. Si Zinoviev, Kaménev et les autres avaient si peu que ce fût, trempé dans l'assassinat de Kirov, comment expliquer, encore une fois, que la nouvelle enquête, du 16 décembre 1934 au 15 janvier 1935, n'ait même pas fait apparaître un seul fil qui conduisit à l'assassinat de Kirov ? Or, dans l'affaire Zinoviev-Kaménev furent impliquées des dizaines de personnes, déjà très démoralisées pour la majorité d'entre elles et qui s'accusèrent l'une l'autre de crimes inexistantes. Et aucune d'elles, ni d'un mot, ni d'une allusion, ne fût-ce que « fortuitement », n'a remis dans les mains de la Guépéou le fil de la participation de Zinoviev, de Kaménev et des autres à l'assassinat de Kirov.

Staline dut se satisfaire en 1935 de l'aveu par Zinoviev et les autres d'une « responsabilité politique et morale » de l'assassinat de Kirov, aveu arraché déjà sous la menace de la fusillade. Mais par la formulation insolente et intentionnellement équivoque du verdict, — « l'enquête n'a pas établi les faits » de la participation de Zinoviev et des autres à l'assassinat de Kirov, — Staline se gardait la possibilité de « développer » à l'avenir cette affaire selon l'évolution de la situation.

Tous les inculpés évitèrent alors la fusillade. Ils furent condamnés à de longues peines d'emprisonnement. Il était alors tout à fait clair déjà que l'arrestation et la condamnation de Zinoviev et de Kaménev étaient provoquées non pas par leur activité (elle était inexistante), mais par le plan de Staline : en frappant ce groupe, frapper tout ce qui était opposition dans le pays, en particulier à l'intérieur de la bureaucratie elle-même pour laquelle Zinoviev et Kaménev représentaient encore une certaine autorité, et surtout frapper le « trotskisme ».

A peine le procès de Zinoviev et de Kaménev venait-il de se terminer qu'une nouvelle affaire, la troisième, commençait en

liaison avec l'assassinat de Kirov. Le 23 janvier 1935, douze dirigeants de la Guépéou de Léninegrad comparaissaient devant le Tribunal militaire sous l'inculpation suivante : « Disposant d'informations sur un attentat en préparation contre Kirov... ils avaient fait preuve non seulement d'une attitude insouciant, mais aussi d'une négligence criminelle..., n'ayant pas pris les mesures nécessaires. »

Nous avons ainsi appris, de façon tout à fait inattendue, que la Guépéou avait « DISPOSÉ D'INFORMATIONS » sur l'attentat en préparation contre Kirov et que les dirigeants de la Guépéou de Léninegrad « N'AVAIENT PAS PRIS DE MESURES pour tirer au clair et faire cesser à temps l'activité à Léninegrad... de l'assassin de Kirov, L. Nikolaitsev, QUOIQU'ILS AIENT EU TOUTES POSSIBILITÉS NÉCESSAIRES POUR LE FAIRE ».

Par quelle voie la Guépéou pouvait-elle être au courant et avoir « toutes possibilités nécessaires » ? Par une SEULE voie : PARMIS LES TERRORISTES DE LÉNINEGRAD, LA GUÉPÉOU AVAIT SON AGENT PROVOCATEUR (peut-être même plus d'un), en liaison immédiate avec Nikolaitsev.

Le jugement des membres de la Guépéou de Léninegrad et la formulation même du verdict démontrent de façon irréfutable que l'assassinat de Kirov ne s'est pas produit sans que la Guépéou y fût mêlée. Le verdict dit littéralement qu'« ils furent informés (sic) de l'attentat en préparation contre Kirov... et qu'ils firent preuve d'une incurie criminelle ». Trotsky avait déjà expliqué dans sa brochure consacrée à l'assassinat de Kirov que l'« incurie » n'avait rien à voir ici et il avait écrit ceci : « Lorsque la préparation de l'attentat terroriste, dont la Guépéou était au courant, était déjà commencée, la tâche de Medved (chef de la Guépéou de Léninegrad) et de ses collaborateurs n'était nullement d'arrêter les conspirateurs, — ç'eût été trop simple — il fallait trouver un consul approprié, le mettre en rapports avec Nikolaitsev... établir un lien entre le groupe de Zinoviev-Kaménev et les terroristes de Léninegrad. Ce n'était pas un travail facile. Il demandait du temps et Nikolaitsev s'est refusé à attendre. » (1)

Medved, c'était un instrument dans les mains de Staline-Iagoda, rien de plus. STALINE PORTE PAR CONSÉQUENT LA RESPONSABILITÉ NON SEULEMENT POLITIQUE, MAIS AUSSI DIRECTE DE L'ASSASSINAT DE KIROV. Bien entendu, Staline et la Guépéou ne voulaient pas cet assassinat ; ils comptaient arrêter les terroristes au dernier moment, mais en préparant l'amalgame (le consul-Trotsky) ils jouèrent avec la tête de Kirov. Ce jeu fut interrompu par le coup de revolver prématuré de Nikolaitsev.

(1) L. Trotsky. *La bureaucratie staliniste et l'assassinat de Kirov*, éd. fr., p. 38.

Restée inachevée, la combinaison avec le consul et Trotsky s'effondra pileusement. Le procès même contre Zinoviev et Kaménev dut être construit sur des accusations « générales », sans qu'il y eût la possibilité de les mêler à l'assassinat de Kirov. Maintenant, un an et demi plus tard, sans le moindre fait nouveau, une nouvelle affaire, — c'est la quatrième, — est montée dans les coulisses de la Guépéou autour du cadavre de Kirov : Zinoviev, Kaménev et les autres, s'avère-t-il, ont organisé et accompli l'assassinat de Kirov.

* * *

Le fait qu'on n'ait pas pu établir plus tôt l'activité terroriste de Zinoviev et des autres s'explique, selon la Guépéou et le tribunal, par le caractère tout particulièrement conspiratif du complot.

En fut-il ainsi ? Le procès de Moscou donne un tableau absolument contraire. En théorie, une conspiration extraordinaire, qui va jusqu'au projet d'assassiner les exécuteurs des actes terroristes après l'arrivée au pouvoir, pour effacer toutes traces ; en pratique, des bavardages incessants sur la terreur, des rencontres, des voyages, des communications incessantes.

Montrons-le dans les faits. Bakaïev, avec le but de préparer l'assassinat de Kirov, va à Léninegrad et s'y lie avec Kotolynov, Lévine, Roumiantsev, Mandelstam, Miasnikov (1) (ce sont tous des fusillés de l'affaire Nikolaïev). Bakaïev rencontre cinq personnes ! Mais cela ne lui suffit pas.

On apprend qu'il est allé à Léninegrad non pas seul, mais avec quelque « trotskiste-terroriste » (dont le nom n'est pas cité et dont le tribunal ne tente même pas d'établir l'identité). Mais comme si Bakaïev s'efforçait visiblement d'être découvert, il prie de « convoquer les gens ». « Un peu plus tard, dans l'appartement de Lévine, se ressemblèrent, en plus de lui-même et de Mandelstam, Sossitski, Wladimir Roumiantsev, Kotolynov et Miasnikov » (2). (A cette réunion, il ne manque que le chef de la Guépéou, Medved !). Pensant certainement qu'on n'avait pas encore tout fait pour que l'affaire fût découverte à coup sûr, Bakaïev demande qu'on lui présente aussi Nikolaïev personnellement. Il se rencontre avec Nikolaïev et s'entretient avec lui de l'assassinat de Kirov et non pas seul à seul, mais en la présence du même « trotskiste » anonyme, comme s'il s'efforçait d'avoir un témoin.

Encore un détail intéressant. Lors du voyage de Bakaïev à Léninegrad, Lévine vient à sa rencontre à la gare. Il se plaint

(1) *Le Procès du Centre trotskiste-zinoviéviste*, publié par le Commissariat du peuple de la Justice de l'U.R.S.S., p. 33 et 34.

(2) *Ib.*, p. 61.

à Bakaïev : « Eh bien, Grégori Evséïevitch (Zinoviev) ne croit ni Guertik, ni Koukline, ni même Evdokimov. » (1)

Nous apprenons ainsi, c'était d'ailleurs indiqué dans l'acte d'accusation, que Guertik, Koukline et Evdokimov furent aussi en liaison avec les terroristes de Léninegrad. Et c'est cela qu'on appelle de la « conspiration » !

Zinoviev n'envoie pas seulement Bakaïev, Guertik, Koukline et Evdokimov (et plus tard, comme nous le verrons, Kaménev lui-même) à Léninegrad pour assurer la liaison avec les terroristes, mais juge encore nécessaire de raconter tout cela à droite et à gauche. Ainsi, par exemple, Reingold, qui selon les documents judiciaires ne prit aucune part immédiate à l'acte terroriste contre Kirov, déclare : « J'ai appris de Zinoviev lui-même que l'assassinat de Kirov à Léninegrad était préparé sur sa propre directive... » (2). Tout se passe comme si Zinoviev craignait fort que son rôle personnel dans l'assassinat de Kirov restât inaperçu et insuffisamment apprécié. Le même Reingold indique que Faïvilovitch se tenait aussi en liaison avec les terroristes de Léninegrad.

Bakaïev indique que l'assassinat de Kirov fut aussi confié à Karev ; Evdokimov proposa en outre de mettre Karev en liaison avec Lévine et Anichev. Bien entendu, cela ne parut pas suffisant à Zinoviev et il proposa de mettre Karev également en rapports, à Léninegrad, avec Roumiantsev. Ainsi, Karev était en liaison avec Lévine, Anichev et Roumiantsev. En outre, Bakaïev, lors d'un « entretien », informe Karev de l'existence du groupe terroriste de Kotolynov. L'affaire ne s'arrête pas là. Il s'avère qu'en juin 1934 Kaménev se rendit personnellement à Léninegrad, « où il chargea le zinoviéviste actif Iakovlev de préparer, parallèlement avec le groupe Nikolaïev-Kotolynov, l'attentat contre Kirov » (3) ; Kaménev informe de plus Iakovlev que d'autres groupes préparent également des actes terroristes : à Moscou contre Staline, à Léninegrad le groupe Roumiantsev-Kotolynov contre Kirov.

En quête de nouveaux auditeurs, Zinoviev raconte ses intentions terroristes à Matorine et à Pikel ; Pikel met de plus Bakaïev en liaison encore avec un autre « terroriste », Radine.

Après une absence de presque deux années, Mratchkovski revient à Moscou dans l'été de 1934. Kaménev lui raconte immédiatement que « Bakaïev organise à Léninegrad... un acte terroriste contre Kirov » (4).

Evdokimov raconte enfin que « dans l'été 1934, dans l'appartement de Kaménev à Moscou, une conférence avait eu lieu à

(1) *Ib.*, p. 60.

(2) *Ib.*, p. 32.

(3) *Ib.*, p. 67.

(4) *Ib.*, p. 43.

laquelle assistèrent Kaménev, Zinoviev, Evdokimov, Sokolnikov, Ter-Vaganian, Reingold et Bakatev. On avait décidé à cette conférence de hâter l'assassinat de Kirov » (1).

Ainsi, il apparaît que des dizaines de terroristes — le nombre des seules personnes nommées plus haut se monte à 24 — ont bavardé pendant de nombreux mois sur la terreur, ont eu des entrevues terroristes, ont tenu des réunions terroristes, etc., etc. Ils ont bavardé là-dessus à droite et à gauche ; tous leurs amis et connaissances savaient qu'ils préparaient l'assassinat de Kirov ; seule... la Guépéou l'ignorait. Et quand la Guépéou, après l'assassinat de Kirov, opéra enfin des arrestations, elle ne sut rien en tirer. Près de deux mois d'instruction autour de l'affaire Kirov, la présence, répétons-le, parmi les terroristes, d'un agent (d'agents) de la Guépéou, trois procès, et la Guépéou n'a malgré tout encore aucun soupçon de l'« activité terroriste » de Zinoviev, Kaménev et autres. Il semble que l'affaire se passe dans la lune et non pas en U. R. S. S., entièrement prise dans les filets d'une Guépéou toute-puissante.

* * *

Et tout ce tapage et tout cet invraisemblable remue-ménage « terroriste » autour de Kirov. Pourquoi donc Kirov ? Admettons pour un instant que Zinoviev et Kaménev eussent été réellement des terroristes. Pourquoi donc leur eût-il fallu assassiner Kirov ? Zinoviev et Kaménev étaient des gens trop avertis pour ne pas comprendre que l'assassinat de Kirov, une figure absolument de troisième plan, immédiatement remplacé par un autre Kirov-Jdanov, ne pouvait les « rapprocher du pouvoir ». Or, d'après les termes mêmes du verdict, ils cherchaient par la terreur à se rapprocher du pouvoir et cela seulement.

* * *

Notons encore ceci. Zinoviev, dit Vychinski, avait hâté l'assassinat de Kirov et « le désir de renchérir sur les terroristes-trotskistes n'était pas le dernier des motifs », et à un autre endroit : « Zinoviev déclara que c'était pour eux une question d'« honneur » que de réaliser leur désir criminel (l'assassinat de Kirov) plus vite que les trotskistes » (2). Bakaïev, de son côté, déclara devant le tribunal : « Zinoviev a dit que les trotskistes, d'après la directive de Trotsky, avaient entrepris l'organisation de l'assassinat de Staline et que nous (c'est-à-dire

(1) *Ib.*, p. 48.
(2) *Ib.*, p. 148.

les zinoviévistes) devons prendre en main l'initiative de l'assassinat de Staline » (1)

Si Zinoviev avait tant voulu dissimuler sa participation (2) et celle de ses amis aux actes terroristes, il eût dû être fort satisfait de ce que les « trotskistes » prissent sur eux tous les risques et que par cela même les zinoviévistes, tout en se tenant à l'écart, pussent, ensuite, jouir des fruits de la victoire.

Il y a ici une incohérence manifeste : ou Zinoviev veut dissimuler sa participation aux actes terroristes, ou il donne à ces actes un caractère de démonstration politique (« C'est nous les zinoviévistes et non les trotskistes qui... »). Mais non pas l'un et l'autre à la fois !

* * *

Il est hors de doute que si le dixième de ce dont s'accusèrent les inculpés avait été vrai, ils auraient été jugés et fusillés il y a au moins deux ans. L'assassinat de Kirov fut l'acte de quelques jeunes communistes désespérés de Léninград, sans liaison avec quelque organisation terroriste centrale que ce fût (il n'en existait pas). Ni Zinoviev, ni Kaménev, ni aucun autre des vieux bolchéviks n'ont rien eu à voir avec l'assassinat de Kirov.

(1) *Ib.*, p. 48.

(2) Reingold, par exemple, indique, et le tribunal estima ce fait établi, que Zinoviev lui avait dit : « La principale tâche pratique est d'organiser le travail terroriste d'une façon assez conspirative pour ne se compromettre en rien. » (Le Procès..., p. 19.)

Deux procès

(Janvier 1935 — Août 1936)

Le procès de Moscou était en fait, en tout cas devait être, une *revision* du premier procès des 15 et 16 janvier 1935 où Zinoviev, Kaménev, Evdokimov, Bakaïev et autres furent condamnés à de longues années d'emprisonnement. Le verdict du procès de janvier 1935 disait que « *l'enquête n'avait pu établir de faits qui donnassent les éléments permettant d'accuser directement les membres du « centre de Moscou » d'avoir donné leur accord à l'organisation de l'acte terroriste dirigé contre le camarade Kirov ou d'avoir donné quelques instructions à ce sujet.* »

Ces « *faits* » sont, paraît-il, établis maintenant. De là le nouveau procès. Telle est la version officielle. On revise l'« affaire » Zinoviev.

On aurait pu croire que le jugement dût s'appuyer sur les éléments du premier procès, sur toute sa « structure », en élargissant et en complétant ce qui n'avait pas été « établi » dans le passé, en corrigeant ouvertement, sans oublier d'en expliquer les raisons, l'« erreur » du premier procès.

Rien de tel ! Le tribunal n'a même pas essayé d'établir la relation — c'eût été peine perdue ! — entre le premier et le second procès, de s'appuyer sur les éléments du premier procès, etc. Il le rejette simplement comme une vieilleries inutile, faisant apparaître par cela même ce premier procès comme une machination policière, qui avait pu être utile autrefois, mais ne l'était plus maintenant. Elle est extrêmement instructive, la comparaison des deux procès. Elle dévoie tout le mensonge des « constructions » judiciaires stalinistes.

Le Centre de Moscou et le « Centre unifié »

Au premier procès, toute l'accusation tournait autour du prétendu « Centre de Moscou » (zinoviévistes) dont faisaient partie, d'après les termes de l'accusation : Charov, Koukline, Guertik, Fédorov, Gorchénine, Zinoviev, Kaménev, Evdokimov et Bakaïev, c'est-à-dire exclusivement des zinoviévistes. Des « trotskistes », non seulement des véritables, mais même de ceux qui

ont capitulé, comme Smirnov, Mratchkovski (pseudo-trotskistes), il ne fut pas dit un mot dans l'affaire.

Au procès actuel on a presque complètement oublié le Centre de Moscou et l'accusation est construite exclusivement sur l'activité du soi-disant « Centre unifié » (d'une composition tout autre). Au premier procès, ce Centre unifié ne fut nullement mentionné pour la simple raison que la Guépéou n'avait pas encore réussi à l'inventer.

Ni le tribunal, ni le procureur ne font aucune tentative d'éclaircir quelles furent les relations politiques et organisationnelles entre le soi-disant Centre de Moscou (1) et le soi-disant Centre unifié. Cependant, cette question aurait dû présenter un immense intérêt pour l'accusation, d'autant plus que dans le premier centre est entrée une série d'hommes qui n'étaient pas dans le second et quelques-uns, comme Zinoviev, Kaménev, Bakaïev et Evdokimov étaient entrés dans les deux centres.

Selon l'explication du procureur, Zinoviev, Kaménev et autres (19 accusés en tout, à qui il faut encore ajouter les 14 fusillés de l'affaire Nikolaitsev) ont simplement caché en décembre 1934 et janvier 1935 l'existence du Centre unifié, reconnaissant pour le reste tout ce qu'on exigeait d'eux. Inconcevable ! Zinoviev, Kaménev et les autres n'avaient épargné ni eux-mêmes ni leurs proches ; pourquoi auraient-ils dissimulé le rôle des « trotskistes » précisément, pour qui ils n'avaient jamais nourri de sentiments particulièrement tendres et dont la mise en cause pouvait alors alléger réellement le sort de Zinoviev et de Kaménev, car le principal coup de la Guépéou aurait été, évidemment, pour le trotskisme.

Les dix-neuf et les quatre

Au premier procès de Zinoviev et autres furent condamnés 19 personnes. En voici la liste : 1. Zinoviev, 10 ans d'emprisonnement, comme « *principal organisateur et dirigeant du Centre de Moscou* » ; 2. Guertik, A.N. ; 3. Koukline, A.S. et 4. Sakhov, B.N., comme « *participants les plus actifs* », 10 ans d'emprisonnement ; 5. Charov, I.V. ; 6. Evdokimov, G.E. ; 7. Bakaïev, I. P. ; 8. Gorchénine, I. S. et 9. Tsarkov, A. N., 8 ans

(1) Sans aucun doute, le Centre de Moscou n'a jamais existé au monde. Liés par de longues années d'un travail commun, des hommes se sont rencontrés, ont eu des entretiens, ont critiqué... et c'est tout. Vychinski, par exemple, communique que Kaménev a déclaré en janvier 1935 qu'il ignorait l'existence du « Centre de Moscou » : ...Il (Kaménev) dit que du moment (?) que l'existence (??) de ce centre est démontrée (???), il en prend la responsabilité. » ! (Le Procès..., p. 149).

d'emprisonnement ; 10. Fédotov, G.V. ; 11. Hertzberg, A.V. ; 12. Hessen, S.M. ; 13. Tarassov, I.I. ; 14. Périmov, A.V. ; 15. Anichev, A.I. et 16. Faïvilovitch, L.I., six années chacun ; 17. Kaménev, L.B. ; 18. Bachkirov, A.S. et 19. Bravo, B.L., comme « participants les moins actifs » à 5 ans d'emprisonnement.

En liaison avec cette affaire, furent condamnés à l'internement dans un camp de concentration pendant quatre à cinq années Zaloutski, Vardine, etc., 49 personnes en tout, et à la déportation, de deux à cinq années, 29 personnes. Au total 97 personnes, anciens dirigeants de l'ex-opposition zinoviéviste.

Des 19 condamnés du premier procès, on ne retrouve dans le procès actuel, choisis avec l'arbitraire le plus complet, que quatre seulement. Pourquoi les 15 autres ne furent-ils pas cités, fût-ce seulement comme témoins ? Qu'est-il advenu de ces 15 hommes ? Pourquoi quatre seulement furent-ils mis en cause et pourquoi ceux-là précisément ? Rappelons-le encore une fois : le verdict cite, parmi les plus « actifs », à côté de Zinoviev, Guertik, Koukline et Sakhov (10 ans d'isolateur), tandis qu'Evdokimov et Bakaliev avaient été mis dans la catégorie de gens déjà moins actifs et Kaménev dans la catégorie des moins actifs (cinq ans d'isolateur « seulement »).

Il s'avère maintenant que Kaménev avait été, à côté de Zinoviev, Bakaliev et Evdokimov, un des principaux dirigeants ; d'autre part, Guertik, Koukline et quelques autres, quoique mentionnés à plusieurs reprises dans le procès actuel comme des terroristes dirigeants, ne sont pas sur le banc des accusés ! Beaucoup, parmi les « 19 », ne sont même pas mentionnés du tout dans la nouvelle affaire. Il faut supposer qu'en ce qui les concernait, il y avait eu en 1935 une erreur judiciaire. Il fallait soit les mettre en cause, soit les réhabiliter, en tout cas les citer en tant que témoins.

D'abord 19 bolchéviks sont condamnés à de longues peines d'emprisonnement pour avoir participé, quoique « cela ne soit pas établi », à l'assassinat de Kirov, puis quatre d'entre eux, sur le choix de Staline, sont impliqués dans un nouveau procès et fusillés. Le sort des autres reste inconnu. Et il s'est trouvé malgré tout un individu, l'avocat anglais Pritt, pour avoir le front de caractériser la « procédure » de ce procès comme un « exemple pour le monde entier ! »

Les quatre zinoviévistes arbitrairement impliqués dans le procès — Zinoviev, Kaménev, Evdokimov et Bakaliev — furent impliqués non pas évidemment dans l'intérêt de la justice, mais pour des considérations politiques et policières. Zinoviev et Kaménev étaient nécessaires à Staline pour donner à ce procès toute son importance politique. Bakaliev et Evdokimov furent, vraisemblablement, ceux que l'on a pu briser et sans qui la mise en cause des seuls Zinoviev et Kaménev eût été difficile.

Le fait que Koukline et Guertik, surtout, n'aient pas été mis en cause dans le procès ne peut s'expliquer, à ce qu'il semble, que parce qu'on n'est pas parvenu à les briser. C'est pour cette raison qu'ils convenaient fort peu à Staline, même en tant que témoins, devant ce tribunal « modèle ». Il n'est pas exclu non plus que certains d'eux constituent les réserves de Staline pour de nouveaux procès.

La valeur des aveux

Au procès de Moscou, aucun document, aucune preuve matérielle (on ne peut prendre au sérieux le passeport du Honduras d'Olberg) ne furent produits, aucun témoin qui ne fût directement impliqué dans l'affaire ne fut cité. Le dernier procès, tout comme le premier de 1935, fut construit exclusivement sur les dépositions mensongères des inculpés eux-mêmes, qui furent en même temps les (faux) témoins de l'accusation. Quatre d'entre eux, Zinoviev, Kaménev, Evdokimov et Bakaliev avaient déjà fait des dépositions au premier procès.

Comparons-les :

Janvier 1935
KAMÉNEV reconnaît qu'il « n'a pas lutté assez activement ni assez énergiquement contre la décomposition qui était la conséquence de la lutte contre le parti et sur le terrain de laquelle une bande de brigands (Nikolaïev et autres) a pu naître et réaliser son crime. »

... Reconnaît qu'« il n'a pas rompu définitivement tous ses rapports avec Zinoviev » (Quel crime effroyable !)

BAKALIEV déclare qu'« il n'y avait (parmi les zinoviévistes) qu'une critique malveillante et hostile des mesures les plus importantes prises par le parti ».

Pas un mot sur les attentats, la terreur, le « Centre unifié », etc., etc.

ZINOVIEV (sous la menace du revolver) dit que « ... le parti a absolument raison quand il parle de la responsabilité politique de l'ancien groupe « zinoviéviste » anti-parti dans l'assassinat qui vient d'être accompli. »

Cette formule vague et stéréotypée montre à elle seule le caractère forcé de l'« aveu »

Août 1936
VYCHINSKI : Vous confirmez par conséquent qu'il existait chez vous un tel plan monstrueux (la prise du pouvoir par la terreur) ?
KAMÉNEV : Oui, ce plan monstrueux existait.

VYCHINSKI : L'assassinat de Kirov a-t-il été votre œuvre directe ?

KAMÉNEV : Oui.

VYCHINSKI : Vous avez été chargé d'organiser l'assassinat du camarade Staline ?

BAKALIEV : Oui.

VYCHINSKI : Vous avez pris part à l'assassinat de Kirov ?

BAKALIEV : Oui.

VYCHINSKI : Ce centre était-il composé de vous, de Kaménev, etc. ?

ZINOVIEV (de nouveau sous la menace du revolver) : Oui.

VYCHINSKI : Alors, c'est vous tous, qui avez organisé l'assassinat de Kirov ?

ZINOVIEV : Oui.

EVDOKIMOV : *Nous devons en porter la responsabilité (de l'assassinat de Kirov), car c'est le venin dont nous avons intoxiqué ceux qui nous entouraient au cours d'une dizaine d'années, qui a rendu possible la réalisation de ce crime.*

VYCHINSKI : *Reconnaissez-vous que c'est avec votre collaboration qu'a été préparé l'assassinat de Kirov ?*

EVDOKIMOV : *Oui, je l'avoue.*

Après avoir faussement pris sur eux en 1935 la responsabilité politique de l'assassinat de Kirov, Zinoviev et autres, commençant de céder au chantage de Staline, acceptent en 1936 l'accusation encore plus monstrueuse d'avoir assassiné Kirov et préparé d'autres attentats. Ces hommes ont dit une contre-vérité et en 1935 et en 1936. Mais leur contre-vérité de 1935 — la reconnaissance de la « *responsabilité politique* » de l'assassinat de Kirov — n'était rien en comparaison de l'effroyable mensonge de 1936, dont le caractère est combien pénible et forcé ! Ces « oui », « oui », répétés à chaque question du procureur, cela seulement ne dévoile-t-il pas tout le mensonge des aveux ? Vychinski lui-même qualifie les dépositions des inculpés de « *tromperie, mensonge, ...dissimulation* », les juge « *indignes de la moindre confiance* ».

Nous demandons : Quelle valeur ont les aveux d'inculpés qui « *ont menti jusqu'à maintenant comme ils mentent maintenant...* » (procureur Vychinski) ? Et quelle valeur a ce procès basé *exclusivement* sur ces aveux, c'est-à-dire sur la « *tromperie, le mensonge... la dissimulation* » ?

Le « rétablissement du capitalisme » ou la « soif du pouvoir personnel » ?

En liaison avec le premier procès, Zinoviev et Kaménev avaient été accusés d'être pour le retour au capitalisme, pour la « *restauration capitaliste* ». C'est avec ce refrain que les journaux soviétiques de l'époque (début 1935) ont poursuivi Zinoviev et Kaménev.

Si l'on ne pouvait alors établir le caractère de l'activité de Zinoviev et de Kaménev (la terreur), on avait du moins nettement établi leur but : *le rétablissement du capitalisme*.

Au second procès, le « rétablissement du capitalisme » est tout à fait oublié. On apporte une nouvelle version : « *...Il est établi d'une façon irréfutable que le seul motif de l'organisation du bloc trotskiste-zinoviéviste fut la tendance à s'emparer coûte que coûte du pouvoir* » (1). Le procureur le répéta des dizaines de fois : « *Pour le pouvoir, le pouvoir à tout prix,*

(1) Dans l'acte d'accusation, *Le Procès...*, p. 12.

la soif du pouvoir personnel, voilà toute l'idéologie de cette bande » (1).

Le verdict est rendu, les inculpés sont condamnés et fusillés pour le fait d'avoir, en tendant au pouvoir personnel, employé la terreur. Et soudain, quelques semaines après ce procès, Staline donne l'ordre de revenir à la première version, la jugeant sans doute plus « heureuse ». La *Pravda* du 12 septembre publie un tonitruant article selon lequel les accusés « *...ont tenté de cacher le véritable but de leur lutte. Ils ont donné la version qu'ils n'avaient aucun programme. En fait, leur programme existait. C'était le programme de l'écrasement du socialisme et du rétablissement du capitalisme* ». Et maintenant toute la « campagne » se fait dans ce sens. Une des questions les plus importantes — le mobile des inculpés — est révisée par des articles de journaux, en négligeant complètement tout ce qui fut dit devant le tribunal !

Quand Staline a besoin de démontrer que les inculpés sont des gens sans principes, il déclare qu'ils n'ont aucun programme et qu'ils étaient menés par la « *soif du pouvoir* ». Quand il lui faut démontrer leur caractère contre-révolutionnaire, il annonce sans se troubler qu'ils tendaient non pas au pouvoir pour le pouvoir, mais au rétablissement du capitalisme. A quelle désinvolture une domination incontrôlée de dix années n'a-t-elle pas habitué ces gens là !

La fin de la légende du consul

En impliquant en 1935 dans l'assassinat de Kirov le groupe de Zinoviev, Staline voulait avant tout, par l'intermédiaire de ce groupe, frapper le « trotskisme ». C'était son but principal. En même temps, la tentative fut faite de mêler aussi directement le nom de Trotsky à l'affaire Nikolaïev.

Au vingtième jour (1) d'interrogatoire (le 20 décembre 1934), Nikolaïev indiquait enfin qu'un *consul* anonyme, qu'il fréquentait, « *lui avait dit qu'il pouvait établir une liaison avec Trotsky, s'il (Nikolaïev) lui confiait quelque lettre du groupe pour Trotsky* ». Et c'est tout.

Comme on le voit, l'initiative de cette proposition venait du *consul* anonyme : d'ailleurs, au procès de Nikolaïev, l'accusation et le tribunal ne jugèrent même pas nécessaire d'éclaircir si une lettre quelconque avait été écrite et transmise à Trotsky, si Trotsky avait répondu, etc. : la Guépéou préféra ne pas entrer dans ces détails, craignant à juste titre de se compromettre et de discréditer son amalgame.

Le 29 décembre 1934, le *Temps* communiquait que « *les mi-*

(1) *Ib.*, p. 125, entre autres.

lieux étrangers de Moscou... se perdent en conjectures sur la nationalité de ce diplomate ». Le 30 décembre, une agence télégraphique communiquait qu' « une conférence des consuls s'était tenue, à laquelle il fut décidé... d'exiger des autorités soviétiques de donner publiquement le nom du consul soupçonné ».

Staline fut alors contraint, le 2 janvier 1935, de donner le nom du consul. « Le consul étranger mentionné dans l'acte d'accusation de l'affaire de l'assassinat de Kirov est le consul letton, M. Bissienieks ». Et le lendemain, 3 janvier, l'agence Tass communiquait que le consul mentionné avait été rappelé par son gouvernement.

Le consul ne jugea pas nécessaire de démentir ni de donner une information quelconque. Il ne jugea même pas nécessaire d'indiquer pourquoi il avait eu besoin d'une lettre du terroriste Nikolaïev pour Trotsky. Il avait sans doute de sérieuses raisons non seulement pour couvrir l'amalgame de la Guépéou, mais même pour y participer.

A Moscou, on comprit bien vite que l'amalgame avec le consul n'avait pas eu de succès et qu'il valait mieux se taire sur son compte. Aussi c'est avec d'autant plus d'insistance que Moscou ordonna à ses laquais français de pourchasser Trotsky, pour lui créer en particulier des difficultés en France où il vivait alors (ce qui n'a pas réussi en France à ce moment-là, vient de réussir en Norvège). C'est avec une impudence encore inégalée que Duclos écrivit dans l'*Humanité*, le 29 décembre 1934 : « Il est démontré maintenant (Où ? Quand ? Comment ?) qu'entre l'assassin Nikolaïev, ses associés, Trotsky et un représentant diplomatique d'une puissance impérialiste (la Lettonie !) des liaisons (??) existaient qui permettent d'établir la responsabilité de Trotsky dans l'assassinat de Kirov » ; « le consul, poursuivait l'*Humanité*, servit de trait d'union entre Trotsky et le groupe des assassins de Léninegrad ».

Le consul était en 1935 l'unique « base » pour accuser Trotsky d'avoir participé à l'assassinat de Kirov. « Les mains de Trotsky sont rouges du sang d'un chef prolétarien (Kirov) » ! hurlait l'*Humanité*. La preuve ? Le consul !

Or, au procès de Moscou on a purement et simplement oublié ce consul. Lui, qui avait été le « trait d'union », qui avait prouvé qu'entre Trotsky et Nikolaïev existait une liaison, etc..., soudain plus un mot ! L'amalgame, qui avait échoué, fut sans gêne jeté à l'égoût et... remplacé par un autre.

Peut-on se compromettre davantage ? A quelle confiance peuvent prétendre ces gens quand ils se démasquent eux-mêmes comme des calomniateurs et des falsificateurs ?

Les inculpés et leur attitude devant le tribunal

Les accusés se divisent en deux groupes bien distincts. Le noyau principal du premier groupe, ce sont de vieux bolchéviks, connus de tout le monde, Zinoviev, Kaménev, Smirnov, etc. Le second groupe, ce sont des jeunes gens inconnus, au nombre desquels il y a aussi des agents directs de la Guépéou; ils étaient nécessaires au procès pour démontrer que Trotsky avait pris part à l'activité terroriste, pour établir une liaison entre Trotsky et Zinoviev, une liaison avec la Gestapo. Si, pour avoir rempli les tâches confiées par la Guépéou, ils ont été malgré tout fusillés, c'est parce que Staline ne pouvait laisser en vie des témoins si bien informés.

La réunion artificielle de ces deux groupes au procès représente un amalgame typique.

La conduite même des deux groupes devant le tribunal est aussi différente que leur composition. Les vieux bolchéviks paraissent absolument brisés, écrasés, répondent d'une voix éteinte, pleurent même. Zinoviev est défait, voûté, blanchi, les joues creusées. Mratchkovski crache le sang, perd connaissance, il faut l'emporter. Ils apparaissent tous comme des gens traqués et complètement épuisés. Mais les jeunes comparés se conduisent avec aisance et désinvolture, ils ont le visage frais, presque serein. Ils se sentent comme à une fête. C'est avec un contentement non dissimulé qu'ils font le récit de leurs rapports avec la Gestapo et de toutes les autres fables (1).

Les accusés du premier groupe

I. — ZINOVIEV, G. E. (né en 1883), bolchévik depuis la formation de la fraction bolchévik en 1903, collaborateur le plus proche, pendant de nombreuses années, de Lénine dans l'émigration. Membre du Comité central et du Bureau politique,

(1) Nous avons puisé ces renseignements dans les compte-rendus des journalistes anglais qui assistèrent au procès.

président du Soviet de Pétersbourg après la révolution d'octobre et l'un des fondateurs de l'Internationale communiste, son président permanent pendant de nombreuses années. S'est séparé de l'opposition de gauche en janvier 1928.

2. — KAMÉNEV, L. B. (né en 1883), comme Zinoviev, membre du parti depuis 1901, bolchévik depuis la formation de la fraction au deuxième Congrès du Parti social-démocrate russe, collaborateur de Lénine pendant de nombreuses années dans l'émigration, ancien membre du Comité central et du Bureau politique. Président du Soviet de Moscou et Président du Conseil du Travail et de la Défense, Président suppléant du Conseil des Commissaires du peuple. S'est séparé de l'opposition en janvier 1928.

3. — EVDOKIMOV, G. E. (né en 1884), l'un des plus anciens bolchéviks ouvriers, dirigeant du Soviet de Léninegrad et de l'organisation du parti à Léninegrad. Ancien membre du Comité central et du Bureau d'organisation du Comité central. Zinoviéviste, s'est séparé de l'opposition en janvier 1928.

4. — BAKAÏEV, I. P. (né en 1887), l'un des plus anciens bolchéviks ouvriers, ancien membre de la Commission centrale de contrôle, a pris une part marquante à la guerre civile; dirigea un moment la Tcheka de Léninegrad. Zinoviéviste, s'est séparé de l'opposition en janvier 1928.

5. — SMIRNOV, I. N. (né en 1880), membre du parti depuis 1899, l'un des plus vieux bolchéviks, connu à diverses reprises la prison et la déportation sous le tsarisme; prit une part active à la révolution d'Octobre; dirigeant de la V^e Armée, qui écrasa Koltchak. A dirigé toute l'activité des Soviets et du parti en Sibérie après la victoire. Membre du Comité central et Commissaire du peuple aux Postes et Télégraphes. Oppositionnel de gauche depuis 1923, il s'est séparé de l'opposition en 1929.

6. — MRATCHKOVSKI, S. V. (né en 1883), ouvrier de l'Oural, de famille révolutionnaire (il est né en prison), vieux bolchévik, l'un des héros de la guerre civile. Après la victoire, accomplit des tâches militaires responsables, commanda la région militaire de la Volga, etc. Oppositionnel de gauche depuis 1923, il s'est séparé de l'opposition en 1929.

7. — TER-VAGANIAN, V. A. (né en 1893), vieux bolchévik et écrivain marxiste, fondateur de la revue *Sous le drapeau du marxisme*; auteur d'une série de travaux, en particulier sur Plékhanov, Lénine, etc. Oppositionnel de gauche depuis 1923, il s'est séparé de l'opposition en 1929.

8. — GOLTZMAN, E. S. (né en 1882), vieux bolchévik, travailla dans le domaine de l'économie. Il ne fut jamais un oppositionnel actif. Sympathisa avec l'opposition en 1926-1927.

9. — PIKEL, R. V. (né en 1896), membre du parti depuis le début de la révolution, chef de cabinet de Zinoviev. Ecrivain. Zinoviéviste, il s'est séparé de l'opposition en janvier 1928.

10. — DREITZER, E. A. (né en 1894), membre du parti depuis 1917, participa activement à la guerre civile. Oppositionnel de gauche depuis 1923, il s'est séparé de l'opposition en 1929.

11. — REINGOLD, I. I. (né en 1897), membre du parti depuis 1917. Durant une certaine période, Commissaire du peuple adjoint aux Finances et membre du Collège de ce Commissariat. N'a jamais été un oppositionnel actif. Zinoviéviste, il s'est séparé de l'opposition en janvier 1928.

Le second groupe

1. — BERMAN-IOURINE, K. B. (1) (né en 1901), N'A JAMAIS APPARTENU A L'OPPOSITION DE GAUCHE, NI JAMAIS EU AUCUN RAPPORT AVEC ELLE; a travaillé dans l'appareil staliniste, tant durant son séjour en Allemagne qu'après son retour en Russie. Le nom de Berman-Iourine est tout à fait inconnu en Occident. Seule une information parue dans le journal des stalinistes allemands, *Die Deutsche Volkszeitung* (du 6 septembre 1936), où il était indiqué que Berman-Iourine se faisait aussi appeler STAUER, a permis d'établir que Berman-Iourine-Stauer a bien réellement existé.

2. — FRITZ DAVID, I. I. (né en 1897), N'A JAMAIS APPARTENU A L'OPPOSITION DE GAUCHE, NI JAMAIS RIEN EU DE COMMUN AVEC ELLE, a travaillé dans l'appareil staliniste, dans l'appareil syndical en particulier; ancien théoricien du Parti communiste allemand dans les questions syndicales et rédacteur de l'organe central des syndicats rouges (R.G.O.), dans lequel il s'attaqua plus d'une fois au trotskisme. Collaborateur de la *Rote Fahne*, des *Izvestia* et de la *Pravda* de Moscou jusqu'à une époque récente.

(1) Ces trois stalinistes germano-russes (Berman-Iourine, M. Lourié, Fritz David) appartenaient, comme on nous le communique, à l'intérieur du Parti communiste allemand, à la clique de Neumann, étroitement liée dans le passé à la Guépéou, l'une des cliques les plus répugnantes qu'il y ait jamais eu dans la Troisième Internationale.

Selon des renseignements parvenus à l'étranger, Moscou aurait liquidé le groupe Neumann avec l'aide de la Guépéou. (L'emploi de la Guépéou, comme instrument de lutte intérieure dans les sections de la Troisième Internationale, est devenu depuis longtemps un phénomène courant, qui a conduit l'appareil de la Troisième Internationale jusqu'à la limite de la décomposition). Il n'est pas exclu, par conséquent, que la mise en cause dans le procès des anciens agents de Staline, F. David, Berman-Iourine et M. Lourié, ait été faite en relation avec la liquidation du groupe Neumann.

3. — LOURIÉ, M. I. (EMEL) (né en 1897), membre du Parti communiste allemand et fonctionnaire de ce parti. A appartenu à l'opposition zinovéviste, mais a capitulé au moment du XV^e Congrès du Parti communiste russe (en janvier 1928), ne fut pas exclu du parti. Depuis lors, il avait non seulement rompu avec l'opposition et était devenu un partisan de la « ligne générale », mais il s'était même « spécialisé » dans les articles les plus acharnés et les plus ignobles contre le trotskisme.

Surmontant notre répugnance, citons un article d'Emel (Lourié) paru dans le numéro 96 de la *Correspondance Internationale* (édition allemande) de novembre 1932 : « CETTE COMMANDE (de fournir à la bourgeoisie des calomnies contre l'Union soviétique) EST MAINTENANT EXÉCUTÉE PAR LÉON TROTSKY... Dans la Pologne de Pilsudski, Trotsky bénéficie d'une sympathie particulière de la part de la police politique. » Tous commentaires seraient superflus. L'organe central de l'opposition de gauche allemande, *Die Permanente Revolution*, dans ses numéros 32 et 34, publia alors deux notes sur la production anti-trotskiste de cet individu.

Dans les écrits de Fritz David on peut aussi, naturellement, trouver des perles semblables. Et ces gens figurent au procès comme « trotskistes ! »

Le Comité central du Parti communiste allemand vient d'exclure de ses rangs ces trois « trotskistes », Fritz David, Moïse Lourié et Berman-Iourine, un mois et demi après leur exécution (*Die Deutsche Volkszeitung*, 11 octobre 1936).

4. — LOURIÉ, N. L. (né en 1901), absolument inconnu de tout le monde; aucune donnée sur lui ni aucune trace de lui n'ont été trouvées jusqu'à maintenant.

Les quatre individus mentionnés ci-dessus n'étaient pas seulement inconnus personnellement de Trotsky, de Sédov et de leurs plus proches amis, mais Trotsky et Sédov n'apprirent leurs noms que par les informations de presse sur le procès de Moscou.

5. — OLBORG, V. P. (né en 1907), tente en 1930 d'adhérer à l'opposition de gauche allemande à Berlin (qui portait alors le nom de « *Minorité du Leninbund* ». Cependant, il essuie un refus, car il n'inspire pas confiance (il reste dans le Parti communiste allemand, collabore à des éditions stalinistes, etc.). Olberg s'adresse alors à l'« *Opposition de Wedding* » (groupe Landau), où il est accepté. A la suite de l'unification des deux groupes, Olberg réussit à pénétrer dans l'organisation allemande de l'opposition de gauche. C'est à ce moment-là qu'il propose ses services comme secrétaire de L. Trotsky. Des amis berlinois de Trotsky, les Pfemfert (Pfemfert, édi-

teur révolutionnaire bien connu en Allemagne et rédacteur de la revue *Die Aktion*) font à cette occasion la connaissance d'Olberg. Voici ce que Pfemfert écrit de lui dans une lettre du 1^{er} avril 1930 à Trotsky : « *Olberg a produit sur moi une impression très défavorable. Il n'inspire pas confiance* ». Dans cette même lettre, Pfemfert communique quelle impression désagréable et suspecte a produit sur lui l'intérêt exagéré qu'Olberg manifestait pour l'opposition russe, pour Trotsky, sa vie, etc. Bien entendu, il n'est plus question d'un voyage d'Olberg auprès de Trotsky.

En avril-mai 1931, Olberg, en même temps que le groupe Landau, est mis hors des rangs de l'opposition de gauche allemande. En février 1932, il fait une déclaration, demandant sa réadmission dans l'organisation. Cette demande est rejetée. Citons ici l'une des dépositions que nous avons sur Olberg et dont l'auteur est E. Bauer, actuellement membre du S.A.P. (Parti socialiste ouvrier d'Allemagne), qui a appartenu à l'organisation trotskiste et qui était alors secrétaire de l'opposition allemande. Voici ce qu'écrit Bauer : « *La déclaration d'Olberg (de février 1932) demandant son retour dans l'organisation fut repoussée dans une lettre écrite de ma main. Depuis lors, aucun de nous n'a plus entendu parler d'Olberg* ».

Sédov s'est rencontré de temps en temps, à titre personnel, avec Olberg dans la seconde moitié de 1931 et au début de 1932. L'objet de ces rencontres était surtout matériel : Olberg procurait des livres, des coupures de journaux, etc. Ces rencontres n'avaient pas de caractère politique, au véritable sens du mot, ni encore moins organisationnel, Olberg n'étant pas membre de l'organisation et Sédov se tenant à l'écart du travail de l'opposition allemande.

Depuis 1932, nous le répétons, personne, ni Sédov, ni aucun trotskiste allemand, n'a eu de rapports avec Olberg. Depuis 1932, c'est-à-dire depuis plus de quatre ans, ils avaient complètement perdu Olberg de vue, jusqu'au moment du dernier procès. Cette déclaration ne manquerait pas de preuves. Il y a dans l'émigration plusieurs dizaines de gens qui faisaient partie de l'opposition de gauche allemande ou qui l'ont touchée de près, sans compter ceux qui lui étaient politiquement hostiles. Sans aucun doute, ils confirmeraient tous notre déclaration; certains l'ont déjà fait, en particulier l'émigration allemande de Prague, où Olberg a vécu dans ces dernières années, *sans entrer en liaison avec aucun des trotskystes allemands*, qui sont pourtant un certain nombre à Prague.

Et cet homme prétend qu'il fut un « *émissaire* » de Trotsky en Allemagne, que Trotsky avait en lui une « *confiance abso-*

lue », qu'il lui fut donné de l'argent (1) par l'opposition pour se procurer un passeport, etc.

* * *

Il faut dire encore quelques mots sur le rôle absolument différent qu'ont joué durant l'instruction ces deux groupes d'inculpés : les vieux bolchéviks et les jeunes inconnus.

Tout d'abord, les dépositions de la majorité des vieux bolchéviks se limitent à quelques pages. En effet, les dépositions citées sont celles d'Evdokimov, de la page 6 à la page 10, de Zinoviev, de la page 16 à la page 38, de Kaménev, de la page 10 à la page 34, de Ter-Vaganian, de la page 11 à la page 32, etc.; de plus, les dates des dépositions sont de fin juillet, début août, jusqu'au 14 août.

Il en est tout autrement avec les « jeunes ». Olberg, par exemple, a commencé ses dépositions dès janvier (le 21 février il avait déjà pu arriver aux pages 77-78). Le 9 mai, l'instruction pour Olberg était déjà terminée. Ses dépositions forment un volume de 262 pages; ce n'est d'ailleurs qu'à la dernière page qu'Olberg se souvient enfin de la liaison des trotskistes avec la Gestapo, au dernier jour de l'interrogatoire (2). Ainsi, l'instruction de l'affaire Olberg fut terminée presque trois mois avant que les vieux, Kaménev, Ter-Vaganian, Evdokimov, Smirnov, etc., aient fait leurs premiers « aveux ». Le 21 juillet, M. Lourié était déjà arrivé aux pages 243-244; d'ailleurs, c'est une nouvelle fois dans les dernières pages seulement qu'il y a sa déposition sur sa liaison avec la Gestapo, le même jour que M. Lourié, le 21 juillet, à la page 142.

Il faut noter que les dépositions de Dreitzer et surtout de Reingold, qui se conduisit au procès comme un agent de la Guépéou, accablant tout le monde, forment aussi un fort volume. Aux pages 102-103, Dreitzer « se souvient » que Trotsky lui a envoyé une lettre écrite de sa propre main et, à la page 195, qu'il a préparé des actes terroristes en commun avec Schmidt et d'autres.

Ce sont les dépositions de Reingold qui sont le plus souvent citées. Elles constituent les matériaux fondamentaux de l'accusation, en particulier, pour accabler les autres inculpés.

(1) Sur l'origine de cet argent, comme sur toute l'histoire du passeport du Honduras d'Olberg, nous disposons de renseignements fort intéressants que nous ne jugeons possible de rendre publics qu'après une vérification précise.

(2) Cela découle avec une certitude absolue du fait qu'Olberg fut inculpé de liaison avec la Gestapo le 31 juillet, c'est-à-dire plus de deux mois et demi après sa déposition du 9 mai et que sa déposition du 31 juillet porte les numéros des pages 263 et 264.

Parmi les accusés du procès de Moscou, il n'y a pas un seul véritable bolchévik-léniniste. L'opposition de gauche avait rompu avec les zinoviévistes en janvier 1928, quand ils avaient capitulé devant la bureaucratie staliniste. Smirnov, Mratchkovski, Ter-Vaganian et Dreitzer s'étaient séparés de l'opposition deux ans plus tard, à la fin de l'année 1929.

Depuis janvier 1928, Trotsky n'avait entretenu aucun rapport avec les zinoviévistes, ni personnellement, ni par l'intermédiaire de qui que ce soit; il ne leur avait pas écrit une seule fois, n'avait pas reçu d'eux une seule lettre. Et cela se comprend. La voie de l'opposition de gauche, celle d'une lutte implacable contre le stalinisme, et la voie des groupes capitulards devant le stalinisme divergeaient complètement.

* * *

Zinoviev et Kaménev avaient formé avec Staline en 1922-1923 ce qu'on avait appelé la *troïka*, aux mains de laquelle se trouvait pratiquement tout le pouvoir au moment de la maladie de Lénine et, surtout, après sa mort. À l'aide de l'appareil du parti, la *troïka* prépara et mena la lutte contre Trotsky et le « trotskisme ». Mais bientôt elle-même se scindait. Zinoviev et Kaménev, avec leur éducation internationale, leur expérience de l'émigration, et en partie sous l'influence des ouvriers de Leningrad, entrèrent en opposition avec Staline, avec sa politique nationale de construction du socialisme en un seul pays, d'espoir dans le koulak, etc. Zinoviev et Kaménev s'appuyaient d'ailleurs sur l'appareil du parti à Leningrad, qui, évidemment, n'était pas en mesure de venir à bout de l'appareil de l'Union entière, que Staline fit alors entrer automatiquement en lutte contre Zinoviev et Kaménev. Bientôt, Zinoviev et Kaménev, malgré leur lutte passée contre le « trotskisme », se mettaient en 1926 sur la plate-forme de l'opposition de gauche, reconnaissant sa justesse. Le passage dans le camp de l'opposition de gauche des « inventeurs » du trotskisme, en tant que tendance idéologique hostile au léninisme, porta à cette légende du trotskisme un coup irréparable. Mais l'opposition zinoviéviste, qui avait son origine dans l'appareil, penchait beaucoup pour la diplomatie, les combinaisons, les manœuvres tactiques, les compromis, les capitulations, etc. Dès janvier 1928, au XV^e Congrès du Parti communiste russe, Zinoviev, Kaménev et leurs amis capitulaient devant la fraction staliniste, capitulaient non seulement par manque de courage politique, mais aussi avec la conviction sincère qu'il était impossible de pousser la lutte jusqu'à la scission.

Par la suite, Zinoviev, Kaménev et leurs amis capitulèrent

encore deux fois. A chaque nouvelle capitulation, ils firent des concessions toujours plus grandes à Staline et, tombant de plus en plus bas, ils devinrent ses prisonniers. Staline resserra de plus en plus l'étau sur eux. Si, au début, ils reconnaissaient « seulement » le caractère d'hostilité au parti de leur activité, ils furent bientôt contraints d'avouer leur esprit « contre-révolutionnaire », d'encenser Staline et plus tard (sous la menace du revolver) de prendre sur eux la « responsabilité politique et morale » de l'assassinat de Kirov. Avouant tout ce que Staline exigeait d'eux, se chargeant de la plus monstrueuse accusation lancée contre eux-mêmes, contre leurs camarades, contre le parti, ils étaient devenus le jouet des sommets stalinistes bonapartistes.

Quoique à un degré moindre, mais au fond pareillement, Smirnov, Mratchkovski, etc., ont suivi la même voie. Après avoir capitulé devant Staline, ils ont tous reconnu en 1929 qu'ils n'étaient plus des combattants révolutionnaires, mais des gens épuisés, qui avaient un grand passé, mais plus d'avenir. La capitulation les avait intérieurement brisés pour toujours.

La conduite des accusés au cours du procès ne fut que le parachèvement tragique, la dernière étape de leur chute.



Tout ce que nous venons d'expliquer, on l'oublie en Occident (non en U.R.S.S.; là-bas, on le comprend malheureusement trop bien), quand on se demande comment des hommes tels que Zinoviev, Kaménev et surtout Smirnov et Mratchkovski, vieux militants révolutionnaires, ont pu tomber aussi bas. On se représente le Zinoviev ou le Smirnov des années héroïques de la révolution russe. Or, depuis, il s'est passé près de vingt années, dont plus de la moitié sous le régime thermidorien et corrompu de Staline. Non, sur le banc des accusés, ce n'étaient que les ombres du Smirnov de la guerre civile ou du Zinoviev des premières années de l'Internationale communiste. Sur le banc des accusés, c'étaient des hommes brisés, écrasés, finis. Avant de les tuer physiquement, Staline les avait brisés et tués moralement.

La capitulation est un plan incliné. Nul n'a encore réussi à s'y maintenir. Une fois qu'on y est, il faut glisser jusqu'au bout. Rakovski qui a résisté plus longtemps que les autres vieux bolchéviks, — il n'a capitulé qu'en 1934, — en est arrivé à réclamer aujourd'hui l'exécution de Zinoviev, de Kaménev et de Trotsky ! Une telle attitude, précisément de la part de Rakovski, a rencontré une incompréhension toute particulière en Occident : un homme honnête, d'une grande pureté morale, et soudain... Comment s'expliquer cela ? Comme si Rakovski

pouvait s'échapper de dessous la pesante meule bureaucratique, qui a broyé les anciens révolutionnaires ! Il faudrait plutôt se demander comment Rakovski, qui fut à la tête de l'opposition jusqu'en 1934, a pu tout ignorer du terrorisme, si celui-ci avait réellement existé ? Resté dans l'opposition jusqu'en 1934. Rakovski se réfère, comme preuve de l'existence de la « terreur », à... Zinoviev, Kaménev, etc., avec qui l'opposition avait rompu depuis 1928. L'absolutisme staliniste n'admet pas de demi-capitulations : tout ou rien, il n'y a pas de milieu.

L'« art » de Staline de briser les caractères révolutionnaires consiste à aller prudemment, progressivement, en poussant les gens de degré en degré, toujours de plus en plus bas... Quel stimulant ces hommes pouvaient-ils avoir pour lutter ? Ils avaient non seulement renoncé à leurs propres idées, mais aidé Staline à les traîner dans la boue. Si le mouvement ouvrier international ne s'était pas trouvé à un niveau si bas, sans aucun doute ces gens se seraient conduits tout autrement. Isolés du mouvement révolutionnaire, et même du monde en général, ils ne voyaient que la montée et le renforcement du fascisme, et en U.R.S.S. la nuit opaque du stalinisme. La misérable conduite des accusés est avant tout l'expression du profond désespoir qui enlevait toute perspective à ces hommes.

Et comment des hommes de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui, même les meilleurs, ne pourraient-ils pas se démoraliser ? Est-ce que des révolutionnaires se sont jamais forgés dans le vide ? Non, il faut pour cela un travail collectif, des relations mutuelles, des rapports avec la masse, une formation théorique, etc. Ce n'est que dans de telles conditions qu'a pu se former le type du révolutionnaire et du bolchévik. Mais c'est un passé lointain. Dans les dix dernières années, il se produit en U.R.S.S., un processus inverse. L'absence de vie sociale, de pensée libre et d'action collective soudée par une discipline consciente et non pas servile, — tout cela ne peut pas ne pas mettre les vieux au rancart et, en même temps, empêcher la formation des jeunes.

C'est pourquoi comparer la conduite des inculpés de Moscou à celle de certains militants courageux devant les bureaux fascistes, c'est pêcher par superficialité. Ces militants-ci n'étaient pas brisés par dix années de domination staliniste ; ils n'étaient pas isolés comme les victimes de Staline, ils sentaient derrière eux le soutien du prolétariat mondial. L'opposition était aussi beaucoup plus marquée : fascisme et communisme. Or, au procès de Moscou, Zinoviev et Kaménev, quoiqu'ils se trouvassent devant un tribunal thermidorien d'usurpateurs stalinistes, étaient devant un tribunal qui dans sa

phraséologie faisait appel — quelle audace monstrueuse ! — à la révolution d'Octobre et au socialisme. Outre d'effroyables tortures morales, les inquisiteurs de la Guépéou ont utilisé aussi cette phraséologie et, en particulier, le danger de guerre : cela ne pouvait manquer d'aider à briser ces malheureux accusés.

La comparaison avec les hommes de la Révolution française est aussi superficielle. Ces hommes étaient dans l'épanouissement de leur force, les événements se passaient avec une vitesse de kaléidoscope, personne ne pouvait compter obtenir grâce et, surtout, tout cela se passait à l'époque de la montée puissante d'une révolution telle qu'il n'y en avait pas encore eu dans l'histoire. La Révolution russe a connu aussi pareille époque (1917-1922), mais c'est précisément dans ces années-là que les Smirnov et les Mratchkovski luttèrent et périèrent héroïquement sur les fronts de la guerre civile. Si l'on recherche des comparaisons historiques avec la conduite des jacobins, ce n'est pas en 1789-1794 qu'il faut les prendre, mais dix ans plus tard, à l'époque de l'Empire, quand beaucoup d'entre eux étaient devenus des préfets et autres dignitaires de Napoléon.

Mais comment expliquer malgré tout que *tous* les onze vieux (en laissant de côté les cinq jeunes) aient eu une telle conduite devant le tribunal ? Il ne faut pas oublier que ces onze n'étaient pas des inculpés pris au hasard, mais qu'ils avaient été choisis au cours d'une longue et terrible instruction parmi 50 autres prisonniers ou même plus, que Staline n'a pu réussir à briser. *Ce sont précisément ceux qui ont pu être brisés qui ont été impliqués dans le procès.* Ce qu'il est advenu des autres, on n'en sait rien ; on peut craindre le pire. Une partie d'entre eux, nous n'en doutons pas, a été fusillée au cours de l'instruction même ; on a fusillé ceux qui n'ont pas cédé au chantage de Staline ; ils ont été fusillés « pour l'édification » des autres. Outre la torture de l'interrogatoire, — la même question est posée du matin au soir, des semaines durant, à l'accusé qui reste debout. — outre le tourment quant au sort de leurs familles et autres tortures prises dans l'arsenal de l'Inquisition la plus noire et la plus terrible, le passage par les armes d'un certain nombre d'accusés fut un des « arguments » les plus décisifs de l'instruction staliniste. On disait à Smirnov ou à Evdokimov : aujourd'hui on a fusillé un tel (par exemple, Koukline ou Guertik), demain on fusillera un tel, car ils n'ont pas fait les dépositions exigées, et ensuite ce sera votre tour. (Ce n'est là, bien entendu, qu'une hypothèse).

Le revolver sur la tempe, Zinoviev et Kaménev se disent : si nous ne signons pas ces infamies que veut nous extorquer Staline, il nous fusillera secrètement, sans jugement. Mais si

nous signons, nous avons malgré tout une chance de salut. Peut-être Staline ne nous trompe-t-il pas en nous promettant la vie sauve pour prix de nos aveux. La série précédente de procès, construits aussi pour la plupart sur de faux aveux et où les accusés avaient subi des condamnations légères ou fictives, renforçait leurs espoirs. Les accusés ne pensaient d'ailleurs pas seulement au salut de leur vie, mais voyaient dans ce salut la seule possibilité de démasquer plus tard, dans une situation nouvelle, l'amaigame staliniste et ainsi de se réhabiliter, ne fût-ce que partiellement. Ils ont commis une erreur tragique et cette erreur *n'était pas fortuite*, elle découlait de toute leur conduite antérieure, comme nous nous sommes vus forcés de le démontrer.

Mais même chez ces inculpés il s'est trouvé un dernier reste de forces, une dernière goutte de dignité. Si brisés qu'ils fussent, *aucun* des vieux bolchéviks n'a pris, ne pouvait prendre sur lui l'accusation d'être « *en liaison avec la Gestapo* ».

Nous pensons — et cela peut sembler paradoxal à qui juge les choses superficiellement — que la force morale intérieure de Zinoviev et de Kaménev dépassait considérablement le niveau moyen, quoique elle se soit trouvée insuffisante dans des conditions absolument exceptionnelles. Des centaines et des milliers de chefs communistes, socialistes et autres, qui s'adaptent à la bureaucratie soviétique ou au capitalisme, auraient été incapables de supporter même la centième partie de la pression continue et effroyable à laquelle furent soumis Zinoviev, Kaménev et les autres.

Encore un point. Les discours des inculpés ne se distinguent en rien des discours du procureur, ne se distinguent en rien des milliers d'articles assoiffés de sang qui remplissent la presse. Par leurs discours où ils s'accusent sans faits ni preuves, par leur répétition littérale de ce que leur dictait le procureur, par leur empressement à se noircir, les inculpés ont en quelque sorte voulu dire au monde entier : ne nous croyez pas ; est-ce que vous ne voyez pas que tout cela est mensonge, mensonge du commencement jusqu'à la fin ?

*
*
*

Oui, la génération des vieux bolchéviks, à quelques exceptions près, s'est épuisée jusqu'au bout. Ils ont eu trop à porter sur leurs épaules, — trois révolutions, le travail illégal, la prison, la guerre civile. Les forces leur ont manqué, leurs nerfs n'ont pas tenu.

Mais il y a malgré tout en U.R.S.S. des révolutionnaires inébranlables, quelques milliers de bolchéviks-léninistes. Eux, Staline ne pourra pas les attirer dans ses procès, quoiqu'il

puisse les exterminer l'un après l'autre, les exterminer, mais non pas les briser. Ces combattants révolutionnaires ne sont pas entrés et n'entreront pas dans la voie funeste de la capitulation, car ils croient en la justesse de leur cause. Ils préfèrent périr dans les caves de la Guépéou, inconnus, sans soutien et sans sympathies. Ce sont eux qui assurent la continuité révolutionnaire et sauvent l'honneur révolutionnaire du mouvement ouvrier soviétique !

Les accusés qui n'étaient pas au procès

Outre les seize fusillés, il est fait mention dans l'affaire d'un grand nombre de personnes accusées d'être terroristes ou d'avoir pris part à l'activité terroriste. Aucune d'entre elles, pour des raisons inconnues et en complète contradiction avec les règles de la justice, ne fut impliquée dans le procès comme accusé, ni citée comme témoin. (Nous ne parlons pas de Safonova ni de Iakovlev, qui ne furent que les auxiliaires du procureur Vychinski). L'acte d'accusation informe que les affaires de 1) GAVEN, 2) GUERTIK, 3) KAREV, 4) CONSTANT, 5) MATORINE, 6) P. OLBERG, 7) RADINE, 8) SAFONOVA, 9) FAIVILOVITCH, 10) SCHMIDT, 11) ESTERMAN, 12) KOUZMITCHEV, sont « réservées ». Pourquoi ? Par l'arbitraire le plus pur. Gaven, par exemple, dont nous parlerons plus amplement, bien qu'il ait été mentionné à diverses reprises comme ayant transmis les instructions terroristes de Trotsky à Smirnov, est absent du procès. Guertik, Faivilovitch, Karev, Radine ont « organisé » l'assassinat de Kirov ; Schmidt, Esterman, Kouzmitchev ont « organisé » l'assassinat de Vorochilov, etc. Mais en ce qui concerne ces douze personnes, l'acte d'accusation mentionne au moins que leur affaire est réservée. Or, il est d'autres personnes dont on ne nous dit rien. En voici la liste : (1)

1. ANICHEV, condamné à six années de prison dans le premier procès Zinoviev ;
2. ARKUS, vieux membre du parti, fut à la direction des Finances ;
3. BOGDAN, vieux membre du parti, ancien secrétaire de Zinoviev (s'est suicidé) ;
4. BOUKHARINE, membre du Comité central du Parti communiste, ancien membre du Bureau politique, ancien dirigeant de l'Internationale communiste, directeur des *Izvestia* ;

(1) Nous ne mettons pas sur cette liste les personnes qui, d'après les données judiciaires, se trouvent à l'étranger : Weiz, Slomovitz, etc.

5. CHAROV, vieux bolchévik ouvrier, zinoviéviste ; condamné à huit ans de prison dans le premier procès Zinoviev
6. CHATSKINE, l'un des dirigeants du groupe de Lominadzé, vieux membre du parti ; ancien dirigeant de l'Internationale communiste des jeunes ;
7. CHLIAPNIKOV, vieux bolchévik, ancien membre du Comité central, dirigeant de l'ancienne Opposition ouvrière ;
8. CHTYKGOLD, vieux membre du parti, ancien secrétaire de Sklianski, qui fut suppléant de Trotsky pendant la guerre civile ;
9. DREITZER, sœur du fusillé ;
10. EISMONT, vieux membre du parti, déjà arrêté en 1932 ;
11. FÉDOTOV ;
12. FRIEDLAND, jeune théoricien soviétique ;
13. FRIEDMAN ;
14. FOURTYCHEV, vieux membre du parti ;
15. GAIEVSKI, vieux communiste, héros de la guerre civile ;
16. GRUNSTEIN, vieux bolchévik, ancien forçat politique, occupa un poste important dans les affaires militaires ;
17. HERTZBERG, vieux membre du parti, condamné dans le premier procès Zinoviev ;
18. IAKOVLEV ;
19. IATSEK, vieux membre du parti ;
20. IÉLINE ;
21. IOUDINE ;
22. KOUKLINE, l'un des plus vieux bolchéviks ouvriers, l'un des dirigeants de l'organisation du parti à Léninegrad, ancien membre du Comité central, condamné à 10 ans de prison dans le premier procès Zinoviev ;
23. KUNT ;
24. LIEPSCHITZ, P. ;
25. LOMINADZÉ, ancien secrétaire de l'Internationale communiste des jeunes, l'un des dirigeants du mouvement des Jeunes, ancien membre du Comité central (s'est suicidé) ;
26. MEDVÉDEV, vieux bolchévik, dirigeant de l'ancienne Opposition ouvrière ;
27. MOUKHINE ;
28. OKOUDJAVA, vieux bolchévik, dirigeant du parti dans le Caucase ;

29. OUGLANOV, ancien secrétaire du Comité central et du Comité de Moscou, l'un des dirigeants de l'opposition de droite ;
30. PIATAKOV, vieux bolchévik, membre du Comité central, Commissaire du peuple adjoint à l'Industrie lourde ;
31. POUTNA, dirigeant bien connu dans l'Armée rouge, jusqu'à ces derniers jours attaché militaire à Londres ;
32. RADEK, ancien membre du Comité central, journaliste connu ;
33. RIOUTINE, ancien membre du Comité central et dirigeant de l'organisation du parti à Moscou ;
34. RYKOV, membre du Comité central, ancien président du Conseil des Commissaires du peuple, jusqu'à ces derniers jours Commissaire du peuple aux Postes et Télégraphes ;
35. SÉRÉBRIAKOV, l'un des plus vieux bolchéviks ouvriers, ancien secrétaire du Comité central ;
36. SLEPKOV, jeune théoricien des droitiers de l'« école Boukharine », journaliste ;
37. SMILGA, I.T., ancien membre du Comité central, l'un des dirigeants de l'insurrection d'Octobre, occupa des postes dirigeants dans les affaires militaires et économiques ;
38. SOKOLNIKOV, vieux bolchévik, l'un des dirigeants de la guerre civile, ancien Commissaire du peuple aux Finances, ancien membre du Comité central ;
39. STEN, l'un des dirigeants du groupe Lominadzé (« gauchistes »), vieux membre du parti, ancien membre de la Commission centrale de contrôle ;
40. TOMSKI, ancien dirigeant des syndicats, ancien membre du Comité central et du Bureau politique (s'est suicidé) ;
41. ZAIDEL.

Tous ces hommes sont accusés soit d'avoir eu une activité terroriste, et c'est l'écrasante majorité, soit d'avoir manifesté des sympathies pour le terrorisme et entretenu des liaisons avec les terroristes !

Il faut encore ajouter à cette liste ceux qui ont été condamnés en même temps que Zinoviev en janvier 1935 et qui ne figurent pas sur les listes précédentes : 1) SAKHOV, 2) GORCHÉLINE, 3) TSARKOV, 4) FÉDOROV, 5) HESSEN, 6) TARASSOV, 7) PÉRI-MOV, 8) BACHKIROV, 9) BRAVO (ce sont dans leur majorité de vieux bolchéviks). Il faut aussi compter les 78 vieux bolchéviks zinoviévistes (Zaloutski, Vardine et autres) internés dans un camp de concentration en relation avec le premier procès Zinoviev. Il faut encore ajouter le principal accusé de ce pro-

cès, TROTSKY, et aussi SÉDOV (1). Nous obtenons ainsi une liste de 142 personnes ! Chacune d'elles est accusée des crimes les plus noirs. A quelques exceptions près, cette liste se compose des représentants les plus connus du bolchévisme.

Si quelqu'un avait à composer une liste des 20 à 25 représentants les plus marquants du bolchévisme, ceux qui ont joué le plus grand rôle dans l'histoire du parti et de la révolution, on pourrait sans crainte lui recommander de prendre pour base la liste des 142, plus les vieux bolchéviks exécutés à la suite du procès de Moscou. Dans cette liste entreraient *six anciens membres du Bureau politique* et chefs du parti : *Boukharine, Zinoviev, Kaménev, Rykov, Tomski et Trotsky*. Dans le Bureau politique de Lénine il y avait cinq d'entre eux, plus Lénine et Staline. *Des membres du Bureau politique de Lénine il ne reste aujourd'hui que Staline seul. Les autres sont soit fusillés, soit accusés de terrorisme (Tomski s'est suicidé).*

Dans le Testament de Lénine, il est mentionné six hommes : *Trotsky, Staline, Zinoviev, Kaménev, Boukharine et Piatakov*, ces deux derniers comme « *les plus marquants parmi les jeunes* ». Deux des révolutionnaires mentionnés par Lénine dans son Testament ont été fusillés par Staline ; Trotsky est pour ainsi dire condamné à mort ; Piatakov est en prison sous l'inculpation de terrorisme. Boukharine vient d'être gracié, mais on ne sait pas pour combien de temps. De nouveau, *Staline reste seul*. Parmi les fusillés et ceux qui ont été mis en cause au procès comme ayant participé au terrorisme, il y a 19 *anciens membres du Comité central* : Boukharine, Chliapnikov, Evdokimov, Fédorov, Kaménev, Koukline, Lominadzé, Ouglanov, Piatakov, Radek, Rioutine, Rykov, Sérébriakov, Smilga, Smirnov, Sokolnikov, Tomski, Trotsky, Zinoviev (Boukharine et Rykov sont encore membres du Comité central !), et trois anciens membres de la Commission centrale de contrôle : Bakaïev, Gaven, Sten. Toute la fleur du parti bolchévik, tous les chefs de la révolution d'Octobre s'avèrent être des « *chiens enragés* », des « *bandits* », des « *agents de la Gestapo* ». Peut-on imaginer plus grande calomnie contre la révolution d'Octobre ? Si aux 142 que nous avons comptés plus haut, on ajoute les 16 fusillés, puis les 102 fusillés en relation avec l'assassinat de Kirov, les prétendus gardes-blancs, les 12 hommes de la Guépéou condamnés (voilà les véritables coupables !), on obtient en tout 286 personnes les plus diverses et qui souvent n'ont rien de commun entre elles, parmi lesquelles, à l'exception de Nikolaïev, de quelques-uns de ses amis et de quelques membres de la Guépéou de Léninegrad, *personne n'a*

(1) On pourrait aussi inclure dans cette liste Ruth Fischer et Maslov.

eu le moindre rapport avec l'assassinat de Kirov. Elles n'en sont pas moins accusées par Staline d'avoir trempé dans cet assassinat et on ne sait pas combien de fois Staline exhibera encore le cadavre de Kirov ni combien de gens il accusera d'être responsables de cet assassinat ou d'y avoir participé. Et combien d'hommes ont été fusillés en secret, sans que personne n'en sache rien ? Combien de dizaines de milliers ont été déportés ou internés dans un camp de concentration ?

* * *

Nous avons déjà dit que la composition de la liste des accusés était *arbitraire*, non seulement parce que nous avons affaire à un *amalgame*, mais aussi parce que tous les inculpés envisagés n'ont pu être brisés par Staline. La liste des accusés a certainement changé plus d'une fois et elle n'a été définitivement arrêtée que le jour même de la signature par le procureur de l'acte d'accusation. Le fait que les seize inculpés aient été choisis par Staline sur une liste beaucoup plus étendue, découle non seulement des considérations générales énoncées plus haut, mais peut aussi se démontrer quasi mathématiquement.

Le dossier de chaque inculpé porte un numéro (ces numéros sont indiqués entre parenthèses dans les citations des dépositions). Si nous rangeons les inculpés par ordre alphabétique, nous obtenons le tableau suivant (1) :

Bakaïev	1
Berman-Iourine	4
David, Fritz	8
Dreitzer	10
Zinoviev	12
Kaménev	15
Mratchkovski	18
Olberg, V	21
Pikel	25
Reingold	27
Smirnov, I. N.	29

(1) Pour que la démonstration garde sa valeur, nous avons conservé, naturellement, l'ordre alphabétique *russe*.

Dans l'affaire figure encore un dossier n° 31, dans lequel ont été réunies les dépositions de Reingold, Pikel, Safonova et Dreitzer. C'est, semble-t-il, quelque affaire particulière. Il y a aussi un certain nombre de dossiers portant les numéros 3 (Karev), 14 (Matorine), 24 (Olberg Paul). Ils ne suivent pas l'ordre alphabétique, probablement parce que chacun d'entre eux se rapporte spécialement à l'un des inculpés : Karev à Bakaïev, Matorine à Zinoviev et à Kaménev, et Olberg à son frère. C'est pourquoi, sans doute, leurs numéros suivent les numéros des inculpés à qui ils sont liés.

Les numéros des dossiers de ces onze inculpés suivent exactement d'ordre alphabétique (russe). Les dépositions de Goltzman ne sont pas du tout citées au cours du procès, de sorte que le numéro de son dossier nous reste inconnu. Les autres inculpés ont les numéros suivants (1) :

Lourié, M.	32
Lourié, N.	33
Evdokimov	36
Ter-Vaganian	38

Par ces tableaux, nous voyons que toute une série de numéros manquent, et avec les numéros manquent aussi les accusés à qui ils correspondaient. Pour un total de 19 personnes (plus le dossier n° 31, dont nous avons parlé en note), il y a 38 numéros. A qui correspondent donc les 18 autres ? Il nous paraît fort vraisemblable qu'à quelques exceptions près, comme celle de Safonova, que la Guépéou réserve peut-être pour un procès futur, ces « inculpés » absents sont ceux que Staline n'a pu réussir à briser et qu'il a vraisemblablement fusillés sans jugement.

(1) Le fait qu'Evdokimov et Ter-Vaganian viennent à la fin seulement, s'explique, semble-t-il, parce que primitivement Staline n'avait pas l'intention de les faire entrer dans le procès. Indiquons aussi que les « aveux » d'Evdokimov ne datent que du 10 août, c'est-à-dire quelques jours avant la publication de l'acte d'accusation, et ceux de Ter-Vaganian du 14 août seulement, c'est-à-dire du jour même de la signature par le procureur de l'acte d'accusation. Ayant obtenu ces aveux, le procureur s'est empressé de rédiger l'acte d'accusation et de le signer. Les deux Lourié, vraisemblablement, n'étaient pas prévus non plus au début pour entrer dans ce procès et ils y furent mis plus tard.

Exista-t-il un « Centre unifié » ?

L'axe du procès et en même temps de la base de l'accusation, c'est le soi-disant « *Centre unifié* ». C'est lui qui décida d'entrer dans la voie de la terreur, c'est lui qui organisa et dirigea les attentats. La question du « Centre » a, par conséquent, une importance décisive pour l'analyse du procès. Nous sommes contraints de l'examiner en détail.

Nous nous sommes déjà efforcés de montrer avec quel arbitraire Staline avait impliqué dans le procès quatre zinoviévistes, les désignant comme membres du Centre. Mais il fallait coûte que coûte arriver jusqu'à Trotsky, sans quoi tout le procès n'aurait servi de rien. L'échec de l'affaire du consul le força à chercher de nouvelles voies. Staline comprenait que les zinoviévistes, qui avaient rompu avec l'opposition de gauche dès janvier 1928, en capitulant devant l'appareil bureaucratique, n'avaient plus eu depuis lors aucune liaison avec l'opposition de gauche et ne pouvaient guère lui servir pour atteindre son but. Il lui fallait les « unifier », eux qui avaient déjà pris sur eux-mêmes, autrefois, la responsabilité politique de l'assassinat de Kirov, avec les trotskistes. C'est à cette « unification » que devait précisément servir le « Centre unifié ». Après des tentatives malheureuses de mettre en cause de véritables trotskistes, — le chantage de Staline ne pouvait que se heurter à un refus brutal de leur part — Staline s'arrêta à d'anciens oppositionnels de gauche, Smirnov, Mratchkovski et Ter-Vaganian. Ceux-ci avaient ouvertement rompu avec l'opposition de gauche depuis 1929, c'est-à-dire depuis sept ans ! Et en l'absence de tout trotskiste authentique (parmi les inculpés, rappelons-le encore, il n'y a pas un seul véritable trotskiste), Staline fut contraint de se contenter de pseudo-trotskistes, d'autant plus que l'un d'entre eux, I. N. Smirnov, avait rencontré par hasard à Berlin Sédov, ce qui lui donnait au moins le prétexte formel de parler de « liaison » avec l'étranger.

Ainsi naquit dans le cerveau policier de Staline l'idée de créer le « Centre unifié ». Le reste était affaire de technique policière.

La composition du Centre

L'acte d'accusation et le verdict donnent pour le Centre unifié la composition suivante : Zinoviev, Kaménev, Evdokimov, Bakaïev, pour les zinoviévistes, et Smirnov, Ter-Vaganian, Mratchkovski, pour les « trotskistes ».

Mais même dans la question de la composition du centre, les accusés se contredisent l'un l'autre. Il ne s'agit pourtant pas de quelque comité large, dont la composition serait flottante, où il serait difficile de se souvenir de tout le monde, mais d'une direction terroriste, strictement conspirative par sa nature même. La composition d'un tel centre conspiratif aurait dû être en tout cas exactement déterminée. C'est d'ailleurs ce que tente de faire l'acte d'accusation qui énumère les sept membres du Centre cités plus haut. L'inculpé Reingold, l'un des principaux témoins de l'accusation, donne une composition différente du centre. « *J'étais, dit-il, en relations d'organisation et aussi personnelles avec une série de membres du centre trotskiste-zinoviéviste : Zinoviev, Kaménev, Sokolnikov et autres* ». (1) Et plus loin Reingold répète : « *Je peux confirmer que dans le centre trotskiste-zinoviéviste entraient Zinoviev, Kaménev, Bakaïev, Evdokimov, Smirnov, Mratchkovski, Ter-Vaganian et Sokolnikov* ». (2)

Le fait que Sokolnikov faisait partie du centre est aussi confirmé par Kaménev, qui précise, en réponse à une question du procureur, que Sokolnikov était même un « *membre dont la participation était strictement secrète* » (3), afin qu'il pût, en cas de découverte, poursuivre l'activité terroriste. On se demande alors pourquoi le procureur n'a pas immédiatement cité Sokolnikov devant le tribunal. C'est très simple : citer Sokolnikov à ce moment même, c'eût été briser toute la construction mensongère et par là fragile du procès. Il faut d'abord préparer Sokolnikov dans les cellules de la Guépéou et cela, même en cas de succès, demande du temps. Le fait que Reingold mentionnât Sokolnikov, sur l'ordre de Staline, était nécessaire pour permettre à Staline de le châtier sans même le juger.

En confirmant les dépositions précédentes concernant Sokolnikov, Kaménev donne de son côté une nouvelle variante du centre (du « complot », comme il s'exprime), qui « *était composé des personnes suivantes : de moi-même, Zinoviev, Evdokimov, Bakaïev et Koukline* » (4). Outre Sokolnikov, Koukline apparaît aussi comme un membre du centre. Tout comme pour Sokolnikov, le procureur ne juge pas nécessaire d'impliquer

(1) *Le Procès...*, p. 54.

(2) *Ib.*, p. 55.

(3) *Ib.*, p. 67.

(4) *Ib.*, p. 67.

Koukline dans le procès. Cependant, Koukline, l'un des plus vieux bolchéviks ouvriers et zinoviéviste dirigeant, condamné en janvier 1935 à dix ans de prison, est mentionné à maintes reprises au cours du procès comme l'un des dirigeants de l'activité terroriste !

Selon les indications de Smirnov, le groupe de Lominadzé était aussi entré dans le bloc (1) (Smirnov ne dit rien du Centre et plus tard, comme nous le verrons, il nie même son existence). Notons qu'aucun membre de ce groupe n'a été inculpé. Ter-Vaganian, quoiqu'il « *confirme les déclarations de Smirnov* », ne mentionne pas lors de son énumération le groupe de Lominadzé. Mratchkovski, au contraire, non seulement mentionne le groupe de Lominadzé-Chatskine comme ayant fait partie du bloc, mais dit encore que Lominadzé personnellement faisait partie du Centre. Bakaïev nomme non seulement Koukline, mais encore Charov, vieux bolchévik zinoviéviste également, condamné lors du premier procès de 1935. On mentionne aussi à diverses reprises Karev comme ayant participé à une conférence terroriste de direction (le Centre ?). Mais lui non plus n'est pas sur le banc des accusés, son affaire étant, on ne sait pourquoi, « *réservee* ».

Mieux encore, Kaménev déclare qu'en cas de découverte, outre Sokolnikov, étaient également désignés, comme suppléants, Sérébriakov et Radek, « *qui, selon Kaménev, pouvaient très bien assumer ce rôle* » (2). Rappelons que Sérébriakov s'est séparé de l'opposition en 1928, que Radek s'en est séparé également en 1928, et de quelle manière ! Depuis 1929 Radek est intervenu à plusieurs reprises dans la presse, comme l'un des adversaires les plus haineux et les plus enragés du trotskisme. Mais cela ne lui a servi de rien !

Au cours du procès, on amène aussi, de prison, pour servir de « *témoin* », Safonova, dont l'interrogatoire produit une impression particulièrement pénible et répugnante. Espérant gagner son salut (et en réalité, Staline dans le meilleur des cas la réserve pour un nouveau procès, pour ensuite la fusiller, comme il a fusillé tous les Berman-Iourine), Safonova accable avec une véritable frénésie I. N. Smirnov. Et cette Safonova, selon le compte-rendu du procès, « *a été elle-même membre du centre trotskiste et a pris une part active au travail de ce centre* » (3). Pourquoi donc n'est-elle citée que comme témoin ?

Le Centre a aussi, paraît-il, mené des pourparlers pour une « *activité commune* » (c'est-à-dire terroriste) avec Chatskine, Sten (des « *gauchistes* »), Rykov, Boukharine, Tomski, (des

(1) *Ib.*, p. 17.

(2) *Ib.*, p. 68.

(3) *Ib.*, p. 77.

« droitiers »), Chliapnikov et Medvédev (ex- « Opposition ouvrière »). Bien entendu, nul d'entre eux n'est cité devant le tribunal, même comme témoin.

Comme on le voit, avec chacun des accusés le « Centre » prend une composition différente.

* *

La falsification n'est pas chose si facile. On a beau noyer les contradictions, elles réapparaissent obstinément à la surface. Ces contradictions dans la composition du Centre s'expliquent sans aucun doute par le fait qu'au cours de l'instruction, la composition en a été changée plus d'une fois.

On n'est pas parvenu à briser certains « candidats » primitivement désignés ; il a donc fallu remanier la composition du Centre alors que l'affaire était déjà en marche, en y faisant entrer de nouvelles victimes, en faisant de nouveau concorder les dates et les dépositions.

De plus, toute l'affaire a été préparée avec une telle hâte que tous les inculpés n'ont pu apprendre leur rôle...

A quel moment se placent au juste la création et l'action du « Centre unifié » ?

Voici ce que dit l'acte d'accusation : « A LA FIN DE L'ANNÉE 1932, eut lieu l'unification du groupe trotskiste et du groupe zinoviéviste qui organisèrent un centre unifié... » (1).

Organisé à la fin de l'année 1932, ce centre, selon les termes de l'accusation, mena une activité terroriste presque pendant quatre ans : « de 1932 à 1936 » (2). C'est bien la fin de 1932 qui est considérée comme le moment — et cela est répété des dizaines de fois au cours du procès — où les zinoviévistes, d'une part, et les prétendus « trotskistes » (Smirnov et autres), d'autre part, auraient créé, paraît-il, d'après les instructions de Trotsky, le Centre unifié, « qui s'était posé comme tâche l'exécution d'une série d'actes terroristes » (3).

Que se passa-t-il ensuite ? Voici ce que disent certains inculpés. Bakaïev raconte : « En automne 1932, Zinoviev et Kaménev avaient été exclus du parti... Il fut décidé de suspendre pour quelque temps l'activité terroriste. En automne 1934, elle fut reprise » (4). Reingold dit aussi : « Notre activité terroriste a été interrompue pendant la période entre l'automne 1932 et l'été 1933 » (5). Les désaccords concernent seulement le moment de la reprise de cette activité. Il s'ensuit donc que le centre qui fut formé à la fin de l'année 1932 cessa son activité quelque temps... avant sa formation, en automne 1932 (6). En réalité, pour démontrer que le centre (s'il avait jamais existé)

(1) *Le Procès...*, p. 11.

(2) *Ib.*, p. 37.

(3) *Ib.*, p. 37.

(4) *Ib.*, p. 60.

(5) *Ib.*, p. 56.

(6) Dans le verdict, la tentative est faite d'améliorer la chose, par l'indication que le centre naquit non pas à la fin de l'année 1932, mais en automne 1932. Cela ne change rien à l'affaire. Il reste que le centre s'organisa et en même temps cessa son activité. Il s'était sans doute organisé avec le but spécial... de cesser son activité.

ne pouvait faire autrement que de cesser son activité en automne 1932, nous n'avons pas besoin de ces dépositions. Ce fut, en effet, en automne 1932 (en octobre) que Zinoviev et Kaménev furent exilés de Moscou, et en hiver (le 1^{er} janvier 1933) que Smirnov fut arrêté. Mratchkovski se trouvait aussi hors de Moscou; il était, selon des informations de l'époque, déporté, de même que Ter-Vaganian et un certain nombre d'anciens oppositionnels. Nous voyons que depuis l'automne 1932 et au moins jusqu'en été 1933 (retour de Zinoviev et de Kaménev de déportation), le centre ne pouvait pratiquement pas exister.

Cela n'empêche pas Dreitzer de déposer qu'au PRINTEMPS 1933 il reçut des « instructions du centre trotskiste-zinoviéviste pour hâter les actes terroristes contre la direction du parti communiste de l'U.R.S.S. » (1). Selon Dreitzer, par conséquent, il apparaît que, juste dans la période où le centre « avait cessé son activité », il exigeait qu'il « hâtât » la préparation des actes terroristes.

A ce fatras d'absurdités, il est difficile de comprendre quoi que ce soit ! Le centre s'organise et se dissout tout à la fois, cesse son activité et en même temps la « hâte ».

Il n'y a pas un moindre imbroglio dans la question de savoir à quelle époque au juste le centre « reprend » enfin sa mystérieuse activité. Bakaïev, qui répond le plus précisément à cette question, dit « en automne 1934 », c'est-à-dire deux ans après. Cette date n'est pas donnée par hasard. Elle doit apparaître comme une préparation à l'« aveu » de l'assassinat de Kirov. Si l'on ajoute foi à la déposition de Bakaïev, la seule période où le centre ait existé et ait eu une activité terroriste fut la seconde moitié, et, en particulier, l'automne de l'année 1934, c'est-à-dire une période de quelques mois seulement. Si l'on adopte la version des autres inculpés (Pikel, Reingold, Zinoviev, Kaménev), le centre a existé et agi de l'été ou de l'automne 1933 à la fin de l'année 1934, c'est-à-dire une année et demie tout au plus. Cependant, l'acte d'accusation et le verdict disent que le centre a existé de 1932 à 1936. Pour démontrer que cette affirmation n'est pas gratuite, Vychinski pose la question suivante à Zinoviev : « Pendant combien de temps a-t-il (le centre) fonctionné ? » Zinoviev répond : « De fait, jusqu'en 1936 » (2). Ce témoignage de Zinoviev est pour le moins étrange, car lui-même, tout comme Evdokimov, Bakaïev et

(1) *Ib.*, p. 52.

(2) *Le Procès...*, p. 44. Citant dans son réquisitoire les paroles de Zinoviev : « Jusqu'en 1936 », Vychinski remplace 1936 par 1934, craignant, visiblement, que le mensonge n'apparût trop grossièrement. (Voir *Le Procès...*, p. 154.)

Kaménev, était en prison depuis décembre 1934. (Depuis la fin de l'année 1934, aucun des membres du centre n'était plus à Moscou). Sans doute de la fin de l'année 1934 à l'année 1936 menèrent-ils une activité terroriste... en prison. Un autre membre du centre, Mratchkovski, dans les quatre années de son « activité terroriste », ne fut que deux fois, en 1932 et en 1934, à Moscou, et encore n'y fit-il que de brèves apparitions. Comment il a pu, dans ces conditions, travailler activement dans le centre, c'est incompréhensible.

Il y a mieux encore : *l'un des membres du centre, I. N. Smirnov, ne quitta pas la prison depuis le 1^{er} janvier 1933, c'est-à-dire pendant plus de trois ans et demi*. On se demande quel rôle il put jouer dans l'activité du centre, alors qu'il fut arrêté dans la période où ce centre venait de s'organiser, et comment, en particulier, il put prendre une part active à l'assassinat de Kirov, alors qu'il passa en prison, sans en sortir, les deux années qui précédèrent cet assassinat. Or, dans le verdict, il est écrit noir sur blanc — et Smirnov fut fusillé à la suite de ce verdict — qu'il est accusé d'« avoir organisé et réalisé le 1^{er} décembre 1934... l'assassinat de Kirov » (1). N'est-ce pas là un tribunal « modèle » ?

Vychinski, il est vrai, a aussi réponse à cela. Au sujet de la directive sur la terreur que Dreitzer aurait reçue en 1934, c'est-à-dire alors que Smirnov était depuis longtemps déjà en prison, le procureur Vychinski dit : « Je suis profondément (!) convaincu (!!) que vous en étiez au courant (de la directive sur la terreur) tout en étant détenu » (2). Les preuves matérielles sont remplacées par de faux « aveux » et par la lecture dans les cœurs.

* * *

Au cours du procès, il est mentionné plusieurs réunions : dans la maison de campagne de Zinoviev et de Kaménev à Ilinskoïe, dans l'appartement de Zinoviev, dans l'appartement de Kaménev et dans le wagon de Mratchkovski. Les trois premières se composaient exclusivement de zinoviévistes ; la dernière, dans le wagon de Mratchkovski, au contraire, d'anciens trotskistes (à l'exception d'Evdokimov). D'ailleurs, le fait même de la dernière réunion est formellement nié par I. N. Smirnov. Ces réunions, si elles eurent réellement lieu, ne furent et ne pouvaient être des séances du centre « unifié », puisqu'elles n'étaient que des réunions d'un seul groupe. Le tribunal ne tente d'ailleurs pas de présenter ces réunions comme des assemblées du centre unifié.

(1) *Ib.*, p. 179.

(2) *Ib.*, p. 157.

Avec le but d'accabler Smirnov, Vychinski demande à Zinoviev : « *Et vous, personnellement, avez-vous entendu de Smirnov une série de propositions (sur la terreur) ?* » Zinoviev répond : « *J'ai mené personnellement des pourparlers avec lui à deux ou trois reprises* » (1).

Ce dialogue, en passant, fait apparaître tout le caractère fictif du centre. Il s'avère que pendant toute l'activité terroriste, les deux membres les plus marquants du centre n'ont « *mené des pourparlers* » qu'« *à deux ou trois reprises* ». Et le travail commun dans le centre ? La participation commune à ses séances ? Rien de tout cela !

Ainsi, au cours du procès, il n'y a aucun élément qui permette de dire que le Centre unifié se soit réuni, ne fût-ce qu'une seule fois, et ait pris, ne fût-ce qu'une seule fois, une décision quelconque.

I. N. Smirnov lui-même qui, au cours de l'instruction préalable, était entré dans la voie des « *aveux* », fit au contraire devant le tribunal la tentative de se reprendre (2) : sur la question du Centre, le dialogue suivant eut lieu avec le procureur :

Vychinski. — *Quand donc avez-vous quitté le centre ?*

Smirnov. — *Je n'avais pas à le quitter, il n'y avait rien que j'aurais pu quitter.*

Vychinski. — *Le centre existait-il ?*

Smirnov. — *Mais quel centre... ?* (3)

Le compte rendu du procès est même contraint de dire que Smirnov, pour confirmer que le centre n'existait pas, invoqua le fait qu'« *il ne se réunissait pas* » (4). Par ces déclarations, Smirnov a porté le dernier coup à la légende du « Centre unifié ».

Est-ce la peine de s'arrêter sur le fait que ni le tribunal, ni le procureur ne tentent d'éclaircir toutes ces contradictions ? Craignant à juste titre qu'en « *approfondissant* » les questions, ils soient menacés de contradictions encore plus désagréables, ils préfèrent raisonnablement ne pas s'y arrêter.

Le lecteur attentif du compte rendu du procès, mais qui n'est pas initié aux amalgames stalinistes, ne manquera pas

(1) *Ib.*, p. 54.

(2) Cela explique que les dépositions de Smirnov devant le tribunal contredisent dans une certaine mesure ses dépositions lors de l'instruction. N'ayant pas le courage de rompre ouvertement avec les « *aveux* » extorqués par la Guépéou et de dire toute la vérité, Smirnov tenta malgré tout d'opposer de la résistance au cours du procès. Il faut rendre cette justice à Smirnov, qu'il s'est conduit quelque peu mieux que les autres accusés.

(3) C'est la traduction officielle de la Correspondance Internationale (numéro spécial sur le procès). La réponse de Smirnov correspond plutôt, en français, à l'exclamation : **Allons donc !**

(4) *Le Procès...*, p. 81.

de se dire : « *Quel centre bizarre ! Impossible d'établir exactement sa composition, ni le moment de sa création, ni le moment de son action; il ne s'est pas réuni une seule fois. Qu'a-t-il donc fait ? On n'en sait rien !* » Certes, ce centre serait fort bizarre, si... s'il avait jamais existé (1).

(1) Outre le Centre unifié, figure aussi au procès un certain Centre terroriste de Moscou (ne pas confondre avec le Centre zinoviéviste de Moscou de 1934 !). La composition officielle de ce centre est : Dretzer, Reingold et Pikel. Il serait facile de montrer que tout ce que nous avons dit sur la question du Centre unifié peut aussi se rapporter plus ou moins à ce « *centre* ». Comme pour l'autre, sa composition varie selon les diverses dépositions. Ce « *centre* » fut organisé par Mratchkovski avant son départ de Moscou en 1932. Revenant à Moscou presque deux ans plus tard, Mratchkovski entend un rapport du dirigeant de ce centre, Dretzer, d'après lequel... le centre de Moscou s'est organisé et ainsi de suite.

Quelle avait été la réalité ?

Après avoir écrasé en 1927-1928 l'opposition de gauche, Staline, qui avait nié jusqu'alors la possibilité de l'industrialisation, de la collectivisation, de l'économie planifiée en général, fit un tournant à gauche. La nouvelle politique économique de Staline, extrêmement contradictoire, chaotique et menée suivant des méthodes purement bureaucratiques, fut formée de lambeaux pris à la plate-forme de l'opposition de gauche. Aussi, c'est avec une exaspération d'autant plus grande que Staline dirigea le feu de la répression contre les partisans de cette plate-forme. Le tournant de Staline à gauche (plus le renforcement de la répression) conduisit en 1929 à un désarroi dans les rangs de l'opposition de gauche. L'industrialisation et la collectivisation entreprises ouvraient de nouvelles possibilités et de nouvelles perspectives. Dans ces conditions, de nombreux oppositionnels furent enclins à considérer avec indulgence le régime bureaucratique qui allait se renforçant. Ils furent emportés par une vague de capitulations. Il y eut parmi eux Radek, Préobrajenski, I. N. Smirnov, Mratchkovski, Ter-Vaganian, Dreitzer, etc.

Les années suivantes (1930-1932) furent les années d'une direction bureaucratique, incontrôlée, de l'économie par les sommets stalinistes, qui menèrent rapidement le pays à une très grave crise économique et politique. Cette crise prit des formes particulièrement aiguës en 1932. L'abolition administrative des classes à la campagne et la collectivisation « intégrale » forcée avaient radicalement ruiné l'agriculture. Dans l'économie soviétique, les disproportions avaient pris des dimensions extraordinaires : entre l'industrie et l'agriculture et à l'intérieur de l'industrie, niveau catastrophique de la qualité, absence de produits de consommation, inflation, désorganisation complète des transports. La situation matérielle des masses empirait sans cesse. La disette devenait famine. Des millions d'ouvriers nouveaux manquaient de logis, végétaient dans des baraques, souvent sans lumière, dans le froid, dans la saleté. A travers

le pays passait une épidémie de typhus exanthématique telle qu'il n'y en avait pas eu depuis la guerre civile. La lassitude générale et le mécontentement commençaient à se manifester au grand jour. Les ouvriers recouraient de plus en plus fréquemment à la grève ; à Ivanovo-Voznessensk, il y eut de grands mouvements parmi les ouvriers. Des kolkhoziens défendirent les armes à la main leur récolte et leurs biens contre les paysans non-collectivisés. Dans le Caucase et le Kouban sévissait une petite guerre civile permanente. Le trouble, le mécontentement et la méfiance croissants à l'égard de la direction s'infiltraient aussi dans l'appareil. On pouvait entendre de tous côtés, parmi les vieux bolchéviks, les ouvriers, les jeunes communistes, que Staline menait le pays à la ruine.

C'est dans cette situation que se sont trouvés les anciens dirigeants de l'opposition de gauche qui s'étaient séparés d'elle. Après avoir capitulé à divers moments, ils s'étaient tous sincèrement efforcés, au moins au début, de s'adapter à l'appareil staliniste, espérant prendre part à la lutte pour l'industrialisation, à la lutte contre le koulak. Mais la crise économique et politique aiguë les éloigna de l'appareil staliniste. Mi-involontairement, naquit en eux certain sentiment oppositionnel, le besoin de parler entre eux, de critiquer la direction staliniste. C'est ainsi qu'en 1932 on put observer un certain réveil, d'ailleurs assez faible, des groupes qui avaient autrefois capitulé devant Staline : le groupe de Zinoviev et de Kaménev, le groupe des anciens stalinistes de gauche de Lominadzé-Chatskine-Sten (ceux qu'on appelait les « gauchistes »), de Smirnov et de ses amis, et aussi quelques droitiers, Rioutine, Slepkov et autres. Mais il ne faut pas exagérer ce réveil. Pour la majorité, il garda un caractère purement intime, « dominical ». On n'alla pas plus loin que des conversations « à cœur ouvert », on rêvait qu'il serait bon d'avoir une autre politique et une autre direction. Vraisemblablement, les hommes des différents cercles et groupes recherchèrent un rapprochement personnel, des liaisons l'un avec l'autre. Les plus audacieux ont peut-être dit qu'il serait bon de faire un « bloc ». Mais il est probable qu'on n'en vint même pas à dire cela. Aujourd'hui — quatre ans après ! — Staline tire de tout cela un « bloc » et même un « Centre unifié » terroriste.

Les bolchéviks-léninistes russes, c'est évident, n'entrèrent dans aucun bloc avec l'un de ces groupes (1). Tous ces groupes

(1) Si un bloc entre l'opposition de gauche et les divers groupes qui avaient capitulé devant Staline avait existé, comment expliquer que rien n'ait paru sur un fait aussi remarquable dans la presse, et dans la presse staliniste en particulier ? L'opposition de gauche fut toujours un adversaire résolu des combinaisons et des accords de coulisses. Pour elle, la question d'un bloc ne pouvait se poser que comme un acte

avaient à un moment ou à un autre capitulé devant Staline et c'est pourquoi ils s'opposaient irréductiblement aux bolchéviks-léninistes, qui avaient considéré et continuaient de considérer la capitulation comme l'un des plus grands crimes envers le communisme et les intérêts de la classe ouvrière. Dans cette question, l'opposition de gauche prit une attitude particulièrement intransigeante. Aux yeux des bolchéviks-léninistes, ces groupes et ces hommes n'avaient et ne pouvaient avoir aucune autorité politique ou morale.

L'opposition de gauche accordait au réveil de ces groupes — les « libéraux du parti », comme elle les appelait — une importance surtout *symptomatique*. Bien entendu, cela *pouvait* servir de point de départ au retour de Zinoviev, Kaménev, Smirnov et autres sous le vieux drapeau des bolchéviks-léninistes, mais *il n'en fut rien*.

Staline, la Guépéou et la Commission centrale de contrôle ne restèrent pas dans l'ignorance de cet état d'esprit des anciens *oppositionnels*. Cet état d'esprit, soit dit en passant, avait *gagné* entre temps la majorité du parti. *Au début d'octobre 1932, Zinoviev et Kaménev furent exclus du parti*, dans une liste commune avec des droitiers marquants, Ouglanov (ancien secrétaire du Comité central et du Comité de Moscou du parti), Rioutine (membre du Comité central et militant dirigeant de l'organisation de Moscou), Slepkov, Maretski (jeunes théoriciens de la droite, élèves de Boukharine), etc. (1) Rioutine avait, en effet, rédigé un grand document critique de la politique et du régime stalinistes, avec paraît-il, une caractéristique très âpre de Staline (le « mauvais génie du parti », etc.), Zinoviev et Kaménev furent accusés de ceci : « *Sachant que des documents contre-révolutionnaires étaient répandus, ils avaient préféré, au lieu de les dénoncer, discuter ces documents et se montrer ainsi complices directs du groupe contre-révolutionnaire* » (2). (*Pravda*, octobre 1932). Uniquement pour n'avoir pas fait cette dénonciation, — il n'y avait pas d'autre accusation — Zinoviev et Kaménev furent exclus du parti et exilés de Moscou. L'annonce de leur exclusion ne mentionne nullement une action politique propre, elle n'existait pas.

Telle fut la première version, en tout cas plausible, de l'« ac-

politique ouvert, devant la masse, sur la base de sa plate-forme politique. L'histoire des treize années de lutte de l'opposition de gauche en est la garantie.

Bien entendu, une attitude politiquement intransigeante envers l'esprit de capitulation n'excluait pas des rencontres individuelles isolées ou l'échange d'informations, — rien de plus.

(1) Cette exclusion même de Zinoviev et de Kaménev en commun avec celle de droitiers représente un amalgame staliniste, c'est-à-dire thermidorien, typique.

(2) Il s'agit de Rioutine et de ses amis.

tivité » de Zinoviev et de Kaménev en 1932. La *seconde* version (en 1934) parlait déjà d'un « *Centre de Moscou* », du fait d'avoir excité des « *tendances terroristes* », etc. La *troisième* version (le procès d'août 1936), c'est le Centre unifié, le terrorisme, l'assassinat de Kirov ! Plus les faits reculent dans le passé, plus Staline les falsifie impudemment !

Bientôt arriva de Moscou la nouvelle de l'arrestation d'un certain nombre d'anciens *oppositionnels* connus, vieux bolchéviks : I. N. Smirnov, Préobrajenski, Oufimstev, Mratchkovski, Ter-Vaganian et autres (1).

Nous avons écrit plus haut que la déportation de Zinoviev, de Kaménev et des autres aurait pu devenir le point de départ de leur retour aux bolchéviks-léninistes, mais qu'il n'en fut rien. Dès le printemps 1933, Zinoviev et Kaménev *capitulaient de nouveau*, d'une façon beaucoup plus humiliante qu'auparavant, en glorifiant Staline, etc. Ils rentrèrent à Moscou. Voici comment Trotsky appréciait alors dans la presse leur nouvelle capitulation : « *Reconnaissez son génie* (à Staline)... *et Zinoviev Kaménev l'ont « reconnu », c'est-à-dire qu'ils ont définitivement touché le fond... Comme le héros de Gogol, Staline collectionne les âmes mortes...* » (Le 23 mai 1933, *Bulletin de l'Opposition*, n° 35).

Combien ces paroles nous éloignent d'un « bloc » ou d'un « Centre unifié » commun ! Aux yeux d'un homme politiquement de bonne foi cette seule citation anéantit toutes les calomnies stalinistes sur le bloc de Trotsky et de Zinoviev, base du procès.

La nouvelle capitulation de Zinoviev et de Kaménev était étroitement liée à l'amélioration de la situation intérieure de l'U.R.S.S. En 1933, la crise commençait à s'atténuer. Les sentiments *oppositionnels* baissaient. Les groupes capitulards qui s'étaient raïmés retombaient de nouveau dans la passivité. En 1934, ces tendances s'étaient précisées encore davantage.

Au procès, on nous présente un tableau tout différent. Tant que régnait une crise aiguë et un mécontentement général (1932-1933), les terroristes n'ont pas manifesté d'activité particulière. Mais précisément au moment où (en 1934) le pays sortait des difficultés, « *le triomphe de la politique du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. provoqua chez nous un*

(1) Voici comment un correspondant de Moscou du *Bulletin de l'Opposition* russe, un bolchévik-léniniste, décrivait ces événements : « *Les nombreuses arrestations de ceux qui s'étaient séparés de l'opposition (à Moscou seulement on a arrêté et déporté environ 150 personnes) sont expliqués comme une mesure prophylactique. Quoique beaucoup d'entre ceux qui nous avaient quittés fussent passifs, on n'avait pas confiance en eux. Et Staline juge qu'il faut déporter l'homme avant même qu'il puisse réfléchir.* » (*Bulletin de l'Opposition*, n° 35, juillet 1933.)

nouvel accès de fureur et de haine contre la direction du parti... » (1).

Toute cette histoire n'est qu'une bien stupide invention. Elle était nécessaire pour servir à fonder l'accusation d'avoir assassiné Kirov (en 1934).

Après avoir amnistié Zinoviev, Kaménev et autres, Staline ne leur témoigna aucune confiance. Il ne leur confia pas le moindre travail important. On les tint bien loin de la politique. Depuis ce moment-là, c'est-à-dire depuis le printemps 1933, Zinoviev, Kaménev et tous les autres capitulards entrèrent définitivement dans le néant politique. Moralement, ils étaient brisés. Ils ne vivaient plus, ils végétaient. Le coup de revolver de Nikolaïev bouleversa cette situation. Zinoviev, Kaménev, etc., furent brutalement « rappelés » par Staline à la vie politique, « *non pas de leur fait, mais pour les buts de Staline* », en tant que victimes des sommets bonapartistes. De vieux marxistes, qui avaient lié toute leur vie au parti de la classe ouvrière et au mouvement des masses furent accusés d'avoir trempé dans le « terrorisme ».

Marxisme et terreur individuelle

La terreur individuelle se donne pour tâche de provoquer par l'assassinat d'individus isolés un mouvement politique et même une révolution politique. Dans la Russie d'avant la révolution, la question de la terreur individuelle a eu non seulement une importance de principe général, mais aussi une énorme signification politique. Il existait, en effet, en Russie, le parti petit-bourgeois des socialistes-révolutionnaires (épigones de l'héroïque *Narodnata Volia*), qui suivait la tactique de la terreur individuelle à l'égard des ministres et des gouverneurs tzaristes. Les marxistes russes, y compris Trotsky depuis les premières années de son activité politique, prirent part à la lutte contre la tactique aventurière de la terreur individuelle et ses illusions, qui, pour frayer le chemin à la révolution, comptait non pas sur le mouvement des masses ouvrières, mais sur la bombe du terroriste. A la terreur individuelle, le marxisme oppose la révolution prolétarienne.

Dès sa jeunesse, Trotsky adhéra résolument, et pour toujours au marxisme. Si l'on éditait tout ce qu'a écrit Trotsky, cela formerait des dizaines d'épais volumes. On ne pourrait y trouver une seule ligne qui trahit une attitude équivoque envers la terreur individuelle. Comme c'est étrange d'être obligé d'en parler aujourd'hui !

Voici comment Trotsky formulait la position du marxisme envers la terreur individuelle, dans un article paru dans la revue autrichienne *Der Kampf*, en 1911 :

L'attentat terroriste, même « réussi », provoque-t-il un trouble dans les cercles dominants ou non ? Cela dépend des circonstances politiques concrètes. En tout cas, ce trouble ne peut être que de courte durée; l'Etat capitaliste ne s'appuie pas sur des ministres et ne peut être détruit avec eux. Les classes au service desquelles il est trouveront toujours des hommes nouveaux, le mécanisme reste entier et continue son travail.

« Mais le trouble que l'attentat terroriste apporte

(1) *Le Procès...*, p. 13.

dans les rangs des masses ouvrières elles-mêmes est beaucoup plus profond. S'il suffit de s'armer d'un revolver pour arriver au but, pourquoi donc les efforts de la lutte de classes ? Si l'on peut intimider de hauts personnages par le fracas d'une explosion, pourquoi donc un parti ? »

Toute sa vie militante — quarante années ! — le marxiste Trotsky l'a donnée au mouvement ouvrier. Les vingt dernières années de l'activité révolutionnaire de Trotsky se sont passées sous les yeux du monde entier. Dans cette activité, même les pires ennemis ne pourraient trouver une « comptabilité en partie double », des compromis avec le marxisme. Pendant 40 ans, Trotsky est toujours allé au but par des voies droites. Entrer maintenant dans la voie de la terreur individuelle, renoncer au marxisme, signifierait pour Trotsky non seulement renoncer à lui-même, mais aussi réduire à néant le fruit de quarante années d'activité révolutionnaire. Cela signifierait se suicider politiquement.

Rejetant la terreur individuelle à l'égard de l'Etat bourgeois-policiers, car seul le prolétariat *lui-même* peut renverser cet Etat, les bolchéviks-léninistes marxistes rejettent à plus forte raison la terreur individuelle dans le pays des soviets où s'est accomplie la plus grande révolution sociale de l'histoire. *La terreur individuelle en U. R. S. S., tout à fait indépendamment des intentions des terroristes eux-mêmes, ne peut que servir la cause de la contre-révolution bonapartiste et ce n'est qu'au fascisme qu'elle pourrait faciliter la victoire en U. R. S. S.*

L'opposition de gauche, à la différence des bureaucrates et des terroristes, a toujours pensé que le problème ne réside pas dans Staline personnellement, mais dans les modifications sociales qui se sont produites en U.R.S.S. et dont le résultat a été d'assurer la victoire de Staline. L'absolutisme de Staline n'est nullement fortuit, il est le résultat de l'évolution historique. Ce n'est pas Staline personnellement qui a un pouvoir sans bornes, mais la bureaucratie en tant que couche sociale, par l'intermédiaire de Staline. Ce pouvoir illimité a été donné à la bureaucratie par la réaction qui a succédé à l'époque héroïque de la révolution russe. La force de la bureaucratie et, dérivée d'elle, la force de Staline, « *la plus éminente médiocrité du parti* », ne réside nullement dans le « génie » de Staline, mais dans le rapport de force des classes, rapport extrêmement défavorable au prolétariat, tel qu'il s'est formé en U.R.S.S. et hors de l'U.R.S.S. dans la dernière période.

L'éloignement de Staline (de son poste de secrétaire général), comme une question de personne, a été posé par Lénine au

début de 1923 et cela pouvait *alors* avoir un sens, car cela pouvait faciliter la lutte contre la bureaucratie qui n'était pas encore parvenue à s'affermir. Aujourd'hui, et même depuis longtemps, la question de Staline, comme question indépendante, n'existe pas. Impossible de changer par un assassinat le rapport des forces sociales et d'arrêter la marche objective de l'évolution. L'éloignement personnel de Staline ne signifierait aujourd'hui rien d'autre que son remplacement par un Kaganovitch, dont la presse soviétique aurait bientôt fait le génie des génies.

La bureaucratie soviétique est le plus grand danger pour l'U.R.S.S. Mais elle ne peut être écartée que par une montée active de la classe ouvrière. Cette montée ne peut être que le résultat de la renaissance du mouvement ouvrier d'Occident qui, gagnant l'U.R.S.S., sapera et emportera l'absolutisme staliniste. Il ne peut y avoir d'autre voie pour les marxistes révolutionnaires. Et ce n'est pas à l'aide d'une machination policière que Staline discréditera le marxisme et les marxistes ! Il y a bientôt cent ans que la police mondiale s'y emploie, en passant par Bismarck et Napoléon III, mais elle s'est chaque fois brûlé les doigts. Les falsifications et les machinations policières de Staline dépassent à peine les modèles du genre, mais il les a complétées — et de quelle manière ! — par des « aveux » arrachés aux accusés par les méthodes de l'Inquisition, infiniment perfectionnées.

Pour discréditer le marxisme, Staline met en scène toujours le même Reingold, qui déclare que « *Zinoviev fonda (sic) la nécessité de l'emploi du terrorisme sur ce que, quoique (?) la terreur soit incompatible avec le marxisme, il fallait rejeter cela (!!) à l'heure présente* » (1). Quelle belle accumulation de mots ! Zinoviev, voyez-vous, *fonda* cela sur ce que, quoique cela soit incompatible avec le marxisme, « *il fallait rejeter cela* ». Quelle idiotie !

A l'égard du marxisme, comme de la théorie en général, Staline éprouve de la peur, et en même temps une sorte de mépris. Empirique borné, « praticien », Staline a toujours été étranger à la théorie et au marxisme. Pour lui, le marxisme, plus exactement les arguments du « marxisme », sont avant tout une couverture, un rideau de fumée. Les arguments « pratiques », ceux de la vie au jour le jour, en particulier, les arguments du gangstérisme politique lui sont évidemment plus proches. Là, il est dans son élément.

(1) *Le Procès...*, p. 55. Le traducteur français de ce compte rendu a paraphrasé le texte russe, lui enlevant sa grossièreté ; aussi l'avons-nous traduit directement.

Si l'on aborde la question de la terreur individuelle en U.R.S.S. non pas du point de vue théorique, mais du point de vue purement « empirique », du point de vue de ce qu'on appelle le bon sens, il suffit de faire le bilan suivant : Kirov assassiné est immédiatement remplacé par un autre Kirov-Jdanov (Staline en a en réserve autant qu'il peut en avoir besoin). Cependant, des centaines de personnes sont fusillées, des milliers et fort probablement des dizaines de milliers sont déportées. L'étau s'est resserré de plusieurs tours.

Si l'assassinat de Kirov a servi à quelqu'un, c'est bien à la bureaucratie staliniste. Sous le couvert de la lutte contre les « terroristes », elle a étouffé les dernières manifestations de la pensée critique en U.R.S.S. Elle a placé une lourde chape de plomb sur ce qu'il restait encore de la vie publique.

En fait, c'est Staline lui-même qui, par sa politique, pousse des groupes isolés de la jeunesse, politiquement peu développés et désespérés, dans la voie du terrorisme. Réduisant la liberté au droit d'être un sujet docile, étouffant toute vie publique en U.R.S.S., ne donnant à personne la possibilité d'exprimer son opinion dans les cadres de la démocratie prolétarienne, Staline pousse nécessairement des hommes isolés et désespérés dans la voie de la terreur. La personification du régime — le parti n'existe pas, la classe ouvrière n'existe pas, seuls existent Staline et le Kaganovitch local — ne peut manquer d'alimenter des tendances terroristes. Dans la mesure où celles-ci existent réellement en U.R.S.S., Staline et lui seul en porte la pleine responsabilité politique. C'est son régime qui les fait naître et non l'opposition de gauche.

C'est aussi dans le même sens qu'agit la répression monstrueuse et bestiale, en particulier les dernières fusillades de Moscou (et à travers l'U.R.S.S. entière il y a d'autres fusillades dont nous ne savons rien !) Lors du coup de revolver de Nikolaïev, les communistes internationalistes ont déjà condamné la terreur individuelle de la façon la plus impitoyable, la plus résolue. Ils maintiennent aujourd'hui ce point de vue plus fermement que jamais. Si Staline, par sa politique, son régime et l'extermination de l'opposition, peut créer un état d'esprit terroriste, le devoir révolutionnaire dicte impérieusement aux bolchéviks-léninistes de répéter encore une fois de toute leur énergie : la voie de la terreur individuelle n'est pas notre voie, elle ne peut être que la voie qui mène à la perte de la révolution. Ce n'est qu'à la contre-révolution, et à elle seulement, qu'elle pourra faciliter la victoire.

Lénine, le premier terroriste

Au cours du procès comme pendant l'instruction, les accusateurs officiels et les autres (c'est-à-dire les accusés) emploient avec insistance l'expression : « Il faut écarter Staline ». Durant l'instruction, on opère avec cette formule comme avec une gueuse de métal informe, dont on peut faire un casse-tête, mais dont on peut aussi ne rien faire. S'agit-il de l'« écarter » légalement, sur la base des statuts du parti et au congrès du parti, auquel il appartient de réélire ou de remplacer le secrétaire général, ou d'une autre manière, « illégalement » ? Cette question est soigneusement laissée dans l'ombre par les juges d'instruction au début de l'enquête. On verra bien. Tant que les accusés ne sont pas définitivement brisés, on ne leur arrache que l'aveu d'avoir l'intention d'« écarter » Staline, écarter, c'est-à-dire remplacer. Puis, comme par hasard, on exige d'eux l'aveu qu'ils sont pour des « méthodes violentes ». On comprend le reste : on combine les deux déclarations et quand l'accusé est définitivement brisé, le juge d'instruction abat les cartes. Les méthodes violentes deviennent la « terreur », « écarter » devient synonyme d'assassiner et la gueuse informe, inoffensive à première vue, s'est affilée et est devenue arme mortelle (1). Au tribunal, la formule « écarter Staline » apparaît avec son sens nouveau : écarter, c'est assassiner.

Mais pourquoi Staline et ses acolytes tiennent-ils tant à cette expression ? Où l'ont-ils prise ? Dans son discours, le procureur Vychinski nous donne quelques explications à ce sujet : « En mars 1932, dans un accès de fureur contre-révolutionnaire, Trotsky a publié une lettre ouverte appelant à « écarter Staline » (cette lettre fut découverte dans la paroi secrète d'une valise de Goltzman et versée au dossier comme pièce à conviction. » (2) Olberg parle aussi là-dessus et déclare : « Sédov me

(1) Cela apparaît de façon particulièrement frappante dans les dépositions de Ter-Vaganian.

(2) *Le Procès...*, p. 129. Le traducteur français de ce compte-rendu a traduit le verbe russe *oubrati* (écarter, éliminer) par *supprimer*, ce qui est un contresens. C'est un grain de sable qui vient s'ajouter au monceau de falsifications du procès.

parla pour la première fois de mon voyage en U.R.S.S. à la suite de la proclamation que rédigea Trotsky après qu'il fut privé de sa qualité de citoyen de l'U.R.S.S. Trotsky, dans cette proclamation, mettait en avant l'idée qu'il était nécessaire d'assassiner Staline. Cette idée était exprimée en ces termes : « Il est nécessaire d'écarter Staline ». Sédov, après m'avoir montré le texte dactylographié de cette proclamation me dit : « Eh bien, vous voyez maintenant qu'on ne peut pas être plus clair. C'est une formule diplomatique » (1).

Nous apprenons ainsi qu'il s'agit de la lettre ouverte que Trotsky écrivit en mars 1932 à l'occasion du retrait de sa nationalité soviétique. Vychinski ne juge pas nécessaire de citer un document si important, quoique la lettre ait été « versée au dossier comme pièce à conviction » (2).

Pourquoi ? Nous allons le savoir. L'« appel » de Trotsky à l'assassinat de Staline n'est rien d'autre que la *lettre ouverte de Trotsky au présidium du Comité central exécutif de l'U. R. S. S.*, c'est-à-dire à Kalinine, Pétrovski et d'autres, reproduite en son temps par le Bulletin de l'Opposition et par toutes les autres publications de l'opposition de gauche internationale (3). C'est à Kalinine et à Pétrovski que Trotsky transmet — par l'intermédiaire de la presse ! — l'instruction d'assassiner Staline.

Quelle affaire sensationnelle ! Et pourquoi Kalinine n'est-il pas parmi les inculpés ? Son tour n'est-il pas venu ?

Voici l'extrait de cette « lettre ouverte » qui nous intéresse :

« Staline vous a conduits dans une impasse. Il n'y a pas d'issue sans la liquidation du stalinisme. Il faut avoir confiance dans la classe ouvrière, il faut donner à l'avant-garde prolétarienne la possibilité, au moyen de la critique libre, de haut en bas, de réexaminer tout le système soviétique, de l'épurer impitoyablement de tous les décombres accumulés. Il faut, enfin, réaliser le dernier et pressant conseil de Lénine : *écarter Staline.* »

(1) *Ib.*, p. 87. Le traducteur rend ici, à tort, le même verbe russe *oubrati* par *se débarrasser*.

(2) *Ib.*, p. 129.

(3) Bien que cette lettre ait été imprimée, Sédov aurait montré à Olberg un exemplaire « tapé à la machine ». Olberg avait besoin de cette histoire pour donner à la chose un caractère mystérieux et conspiratif. Truc misérable !

Le texte français de la lettre ouverte de Trotsky se trouve dans *La Lutte de Classes*, n° 36, du 15 mars 1932 et dans *La Vérité*, n° 114, du 8 avril 1932.

On comprend maintenant pourquoi Vychinski ne cite pas ce document si important qui pose les bases de la « terreur » ! Si Vychinski avait cité une seule phrase, l'affaire eût été encore plus sensationnelle. Non seulement Trotsky appelle à écarter — « assassiner » — Staline, mais encore il se réfère à Lénine !

Il s'avère ainsi que celui qui a posé les bases du terrorisme et qui fut le premier terroriste, c'est Lénine, et non Trotsky.

Le « dernier et pressant conseil de Lénine », c'est son « Testament » fameux. Rappelons ce qu'y écrivait Lénine :

« Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il sache toujours en user avec suffisamment de prudence.

« Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir aux moyens de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de ce que j'ai écrit des rapports mutuels entre Staline et Trotsky ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce ne soit une bagatelle qui puisse acquérir une importance décisive. Le 4 janvier 1923 » (1).

Déplacer Staline, autrement dit, l'*écarter (oubrati, terme employé par Trotsky)* du poste de secrétaire général, voilà ce que proposait Lénine dans son Testament. Les voilà, les sources du « terrorisme », que fort raisonnablement Vychinski ne cite pas !

Depuis sa formation, l'opposition de gauche a demandé que les prescriptions du Testament de Lénine soient appliquées, dans des centaines d'articles, de documents, de tracts, dans sa plate-forme, dans des articles du *Bulletin de l'Opposition* et, enfin, dans la lettre ouverte de Trotsky au présidium du Comité central exécutif (à l'occasion d'un des premiers amalgames, de petite taille, de Staline, privant Trotsky de sa qualité de citoyen soviétique). Et cette lettre fut écrite il y a quatre

(1) Le numéro de septembre 1936 du *Bolchévik*, organe du Comité central du parti, traduit en ces termes le Testament de Lénine : « *Staline, que Lénine mourant a mis à la tête du parti* » !

ans et demi. Pourquoi Staline n'a-t-il pas osé attribuer *alors* des intentions terroristes à Trotsky ? Parce que Staline avait besoin de *temps* pour préparer le terrain à ses calomnies empoisonnées.

Déplacer (écarter !) Staline signifiait, selon la pensée de Lénine, lui enlever l'immense pouvoir qu'il avait concentré dans ses mains, une fois placé à la tête de l'appareil. Cela signifiait le priver de la possibilité d'abuser de ce pouvoir.

Quand Lénine écrivait son Testament, il était certes loin de pouvoir s'imaginer jusqu'où irait l'abus de pouvoir de Staline. Oui, si Lénine était vivant, il n'aurait pas seulement été mis en prison (« *Lénine n'a été sauvé de la prison que par la mort* », disait Kroupskaïa en 1926), mais il aurait été déclaré le premier et le principal terroriste !

Telle est la vengeance tardive — treize ans après — de Staline contre le Testament de Lénine, contre Lénine. Il a fallu treize ans au fossoyeur de la révolution, à Staline, pour écraser le bolchévisme et conduire la plus grande des révolutions au régime bonapartiste corrompu qui domine maintenant en U. R. S. S.

Les attentats qui n'eurent pas lieu

Outre des entretiens d'ordre général sur la terreur, toutes sortes de « conceptions terroristes », des transmissions d'instructions, etc., il est malgré tout mentionné quelques attentats concrets. Prenons-les l'un après l'autre.

L'attentat du couple Berman-Iourine Fritz David contre Staline

Arrivés en mars 1933 à Moscou (1), Berman-Iourine et Fritz David décidèrent d'organiser un attentat contre Staline à la XIII^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste (décembre 1933). Berman-Iourine indique que « *le plan fut voué à l'échec* » (2), car Fritz David n'avait pu se procurer de carte d'entrée pour Berman-Iourine, « *qui fut désigné pour tirer sur Staline* » (3). Fritz David donne une autre version : « *Ces projets ont échoué puisque Staline n'avait pas assisté à la XIII^e assemblée plénière* » (4). Cela ressemble un peu à l'histoire du pot prêté : Premièrement, dit-il, je lui ai rendu le pot intact, deuxièmement, il était déjà cassé, troisièmement, je ne lui ai rien emprunté du tout. La troisième partie semble manquer ici, mais en fait, elle y est aussi. Il n'y avait pas de carte d'entrée, il n'y avait pas de Staline et il n'y avait aucune intention d'organiser un attentat.

Mais Fritz David et Berman-Iourine ne furent pas abattus par cet échec. En effet, « *ils avaient élaboré deux plans concrets (!) d'attentat contre Staline* » (5). Il restait le second

(1) Il est très caractéristique que tous les terroristes « envoyés » par Trotsky en U.R.S.S., Berman-Iourine, Fritz David, Moïse Lourié, etc., y arrivèrent en mars 1933. Ceci ne s'explique-t-il pas par le fait qu'ils furent en réalité « envoyés » en U.R.S.S. non pas par Trotsky, mais par Hitler qui venait de prendre le pouvoir en Allemagne avec l'aide de Staline et de tous ses Berman-Iourine ? Tandis que les ouvriers révolutionnaires allemands étaient expédiés dans les camps de concentration, les fonctionnaires stalinistes, au nombre desquels étaient Berman-Iourine, Fritz David et autres, partaient pour l'U.R.S.S.

(2) *Le Procès...*, p. 96.

(3) *Ib.*, p. 96.

(4) *Ib.*, p. 115.

(5) *Ib.*, p. 115.

plan : organiser un attentat contre Staline au VII^e Congrès de l'Internationale communiste. Sans doute, ce plan était brillant ; il correspondait d'ailleurs aux « directives » de Trotsky, qui étaient de ne pas tuer simplement Staline, mais de le faire obligatoirement au milieu de la musique et des ovations, « devant un forum international » (1), d'après la déposition de Berman-Iourine. Mais malgré tout, ce plan gardait, à notre point de vue, un sérieux inconvenient. Le dernier congrès de l'Internationale communiste à cette date (le VI^e) s'était tenu en 1928. De 1928 à 1933 il s'était déjà passé plus de cinq ans et il n'était pas du tout question d'un nouveau congrès. Violant les statuts de l'Internationale communiste, Staline le repoussait d'année en année, ayant bien l'intention, si possible, de ne plus jamais le convoquer. Dans la propagande de l'opposition de gauche à l'étranger, pendant ces années-là, la question de la non-convocation du congrès de l'Internationale communiste joua un grand rôle. Voici ce qu'écrivait, par exemple, Trotsky en décembre 1934 (on peut trouver des dizaines de citations semblables : « *Le groupe staliniste dirigeant, au fond, a depuis longtemps renoncé à compter sur l'Internationale communiste. L'une des preuves les plus manifestes en est le refus de Staline de convoquer le congrès international.* » (Bulletin de l'Opposition, n^o 41).

Berman-Iourine et Fritz David furent envoyés par Trotsky, par le même Trotsky qui pensait que le congrès ne serait pas convoqué, et en même temps, comme l'indique Berman-Iourine, proposait à ce dernier d' « organiser un attentat au congrès ». Et voilà qu'en guise d'activité terroriste, nos terroristes attendent... le congrès. Ils attendent un an, deux ans et enfin, deux ans et demi plus tard, ils ont satisfaction. Après un intervalle de sept ans, de 1928 à 1935, le VII^e congrès est enfin convoqué. On peut rétorquer : ils ont peut-être attendu longtemps, mais en revanche ils avaient bien préparé l'attentat et « élaboré un plan concret. » Laissons la parole au compte rendu du procès, « Pour ce qui est du congrès de l'Internationale communiste, seul Fritz David a pu y pénétrer, n'ayant pas réussi à avoir une carte d'entrée pour Berman-Iourine. Or, Fritz David, à l'en croire, n'a pu accomplir son acte terroriste parce qu'il lui fut impossible d'approcher Staline... » (2). « Il y avait trop de monde dans la loge où lui, Fritz David, était assis et tirer était hors de question. » (3).

Sans doute Fritz David avait-il pensé qu'on l'aurait mis à

(1) *Ib.*, p. 26.

(2) *Ib.*, p. 115.

(3) *Ib.*, p. 97.

la présidence et qu'au congrès, « il n'y aurait pas eu trop de monde »...

Ainsi finit l'histoire. Mais, comment la Guépéou a-t-elle appris tout cela ? Ces « terroristes » seraient-ils allés eux-mêmes à la Guépéou pour lui raconter leurs échecs ? S'ils n'avaient pas commis cette erreur, ils seraient encore fort probablement en vie et prépareraient, avec non moins de succès, un nouvel attentat contre Staline, par exemple, pour le VIII^e congrès de l'Internationale communiste, en 1940 ou en 1945.

Et voilà ce que fut la seule tentative « concrète » d'attentat contre Staline ! D'ailleurs, le tribunal lui-même, semble-t-il, ne prend pas très au sérieux cette histoire policière, car il ne la mentionne même pas dans son verdict.

L'attentat du terroriste Olberg contre Staline

Tout comme Berman-Iourine et Fritz David, Olberg a « reçu des instructions » de Trotsky sur l'activité terroriste. Pas plus que Berman-Iourine et Fritz David, Trotsky n'a vu Olberg (quoique, à la différence des deux premiers, il ait entendu parler de lui, certes, en mauvaise part seulement (1)).

Olberg fit trois voyages en U. R. S. S. Ayant reçu en 1932 des « instructions terroristes », il partit fin mars 1933 en Union soviétique et y resta jusqu'en juillet 1933 ; il « se cacha », on ne sait pourquoi, un mois et demi à Moscou, puis il partit pour Stalinbad, où il parvint à obtenir un emploi de professeur d'histoire. Stalinbad, qui est distant de Moscou, donc aussi de tous les grands chefs, de quelque 4.000 kilomètres au moins, fut évidemment choisi par Olberg comme l'endroit le plus favorable à son activité terroriste. Mais bientôt Olberg dut retourner à Prague, car « ses papiers militaires n'étaient pas en règle ». Olberg alla en U. R. S. S., pour la seconde fois, en mars 1935, mais il n'y passa tout au plus que quelques jours, car il n'avait qu'un visa de touriste. En juillet 1935, Olberg vient pour la troisième fois en U. R. S. S. Ses deux derniers voyages, Olberg les fait avec le célèbre passeport du Honduras (la seule preuve matérielle officiellement mentionnée dans l'affaire). « Il séjourna d'abord quelque temps à Minsk ; de là il (Olberg) partit pour Gorki et établit des rapports avec les trotskistes Iéline et Fédotov, obtint rapidement du travail à l'Institut pédagogique de Gorki, où il travaillait au moment de son arrestation. » (2)

(1) Voir page 40.

(2) Le procès..., p. 90.

A lire cette histoire invraisemblable, on peut croire qu'il n'existe pas de Guépéou en U. R. S. S.! Vychinski manifeste une grande curiosité pour le passeport du Honduras d'Olberg : ses parents avaient-ils quelque rapport avec le Honduras ou, peut-être, sa grand-mère ? (1). On se demande pourquoi la Guépéou n'avait pas manifesté le même intérêt au moment des voyages d'Olberg ! Quiconque a une notion des conditions dans lesquelles on donne des visas pour l'U. R. S. S. et de la manière rigoureuse avec laquelle la Guépéou surveille même les étrangers « sérieux » qui arrivent, reconnaîtra toute l'invraisemblance de cette histoire. Un individu arrive, et pas pour la première fois, avec un passeport exotique peu sérieux de la République du Honduras, ne parle pas un mot des langues américaines, mais parle... russe. Il est difficile d'imaginer un étranger plus suspect. Cependant, Olberg non seulement entre sans obstacle en U. R. S. S., en sort et y entre de nouveau, mais encore il obtient une charge officielle dans l'enseignement, dans un institut pédagogique d'Etat ! Nous nous permettons d'affirmer de la façon la plus catégorique : *Olberg n'a pu recevoir un visa pour l'U.R.S.S., y entrer et y obtenir du travail qu'avec le concours des autorités soviétiques, la Guépéou y compris.*

Mais revenons à l'activité « terroriste » d'Olberg. Trois années — de 1932 à 1935 — se passèrent, sans que nous entendions un mot sur cette activité. Mais voici qu'arrivé à Gorki, en juillet 1935, « *Olberg apprit de Fédotov que des groupes de combat terroristes avaient été organisés avant son arrivée. Olberg n'eut donc qu'à élaborer le plan même de l'attentat.* » (2)

Notons que ni Iéline, ni Fédotov (qui n'est autre que le directeur de l'Institut pédagogique où enseignait Olberg !) ne furent cités devant le tribunal ; ni comme accusés, ni comme témoins. Notons aussi que s'il avait réellement existé à Gorki des « *groupes de combat* » terroristes, organisés par Fédotov, on ne comprend absolument pas quel besoin Fédotov avait d'Olberg. Un jeune homme, sans feu ni lieu, n'ayant aucune notion de l'activité terroriste, ni conspirative en général, doit diriger — « *élaborer un plan* » — une organisation terroriste déjà mise au point par des hommes beaucoup plus expérimentés. Mais en quoi donc ce fameux plan consistait-il ? « *L'acte terroriste devait être accompli le 1^{er} mai 1936 à Moscou* » (3) ; c'est tout ce que nous apprenons par le compte

(1) *Ib.*, p. 89.

(2) *Ib.*, p. 92.

(3) *Ib.*, p. 92.

rendu du procès. Par qui ? Où ? Comment ? Pas un mot là-dessus. « *Qu'est-ce qui empêcha la réalisation de ce plan ?* » demande Vychinski. « *L'arrestation* », répond Olberg (1).

Telle est l'histoire de cet « *attentat* ». Cela, d'ailleurs, n'empêche pas l'écrivassier mercenaire de la *Pravda*, L. Rovinski, de nous informer, le 22 août, que « *l'activité de terroriste et d'espion d'Olberg était bouillonnante... Non seulement il organisait des groupes terroristes d'espionnage, mais encore il enseignait aux terroristes à tirer du revolver et à lancer des bombes* ». Devant le tribunal, il n'a nullement été question de tir au revolver ou de lancement de bombes. Nous nous permettons de rappeler que l'étudiant en sciences politiques, V. Olberg, n'a sans doute jamais vu de ses yeux une bombe, à l'exception de celle que lui a préparée Staline.

L'attentat de Lourié n° 1 et de Lourié n° 2 contre Vorochilov en particulier et contre d'autres en général

N. Lourié affirme qu'il était un actif trotskiste depuis 1927, c'est-à-dire depuis presque neuf ans. Malheureusement, personne n'en a jamais rien su. Aucun trotskiste d'aucun pays, ni en 1927, ni plus tard, ne s'est jamais rencontré avec N. Lourié. A toutes nos tentatives de recevoir des renseignements sur N. Lourié, nous n'avons reçu de tous côtés qu'une seule réponse : inconnu. Malheureusement, parmi nos adresses, nous n'avons pas la Guépéou. Elle pourrait, à coup sûr, donner des renseignements intéressants et nous dire en particulier quand, en 1927 ou à un autre moment, a commencé l'« *activité* » de N. Lourié.

N. Lourié décrit ainsi le début de son activité terroriste : « *Au commencement de 1932, Moïse Lourié me dit qu'il était temps (!) de partir pour l'U. R. S. S. et d'y effectuer un travail terroriste.* » (2) Ce ton enjoué et dégagé est admirable ! Nous avons assez joué au billard, « *il est temps* » d'aller dîner..., c'est-à-dire d'aller faire du terrorisme. A Moscou, Lourié se rencontre avec certains Constant et Liepschitz, qu'il appelle des « *trotskistes allemands* », mais qui, de nouveau, ne sont connus d'aucun véritable trotskiste (soit dit en passant, ni Constant, ni Liepschitz ne sont traduits devant le

(1) *Ib.*, p. 92.

(2) *Ib.*, p. 102.

tribunal ou cités comme témoins. C'est la coutume dans ce procès « modèle » !)

Lourié fait part à Constant des « directives sur la terreur ». Sur le même ton désinvolte, Constant répond à Lourié « que ceci n'a rien de nouveau pour lui » (1) (sans doute connaissait-il ceci depuis l'enfance).

En août 1932, le groupe N. Lourié reçoit d'un certain Franz Weiz (agent secret fasciste, d'après les données du procès) la mission d'accomplir un attentat contre Vorochilov. Lors de l'instruction préalable, N. Lourié déclara que la préparation de cet attentat, à Moscou, avait duré « de l'automne 1932 à la fin de 1933 ». (2) Mais, à l'interrogatoire, le même Lourié indiqua que dès juillet 1933 il partit pour Tchéliabinsk. Si N. Lourié s'est installé en juillet 1933 à Tchéliabinsk, on se demande comment il a pu jusqu'à la fin de 1933 préparer un attentat à Moscou. Pour se rattraper, N. Lourié se hâte, devant le tribunal, de donner une nouvelle version : « Nous nous en sommes occupés (de la préparation de l'attentat contre Vorochilov) depuis septembre 1932 jusqu'au printemps 1933. » (3) Alors, jusqu'au printemps ou jusqu'en automne ? Le tribunal préfère passer cette contradiction sous silence.

Mais en quoi consiste donc la préparation même de l'attentat ? Le trio N. Lourié-Constant-Liepschitz qui, pour des raisons inconnues, est représenté au procès par le seul Lourié, guettait les sorties de Vorochilov, mais l'auto « allait trop vite ». « Il est tout à fait vain de tirer sur une automobile qui va à une trop rapide allure. » (4) S'étant convaincu que l'auto roulait trop vite, ces terroristes de malheur cessèrent de surveiller les sorties de Vorochilov. Au président du tribunal leur demandant ce qu'ils firent ensuite, N. Lourié répond qu'ils portèrent leur attention sur l'acquisition d'explosifs pour accomplir l'attentat au moyen d'une bombe. Le tribunal ne fait aucune tentative pour tirer au clair le fait de savoir s'ils se sont procurés des explosifs, où, quand, comment, si une bombe a été fabriquée, etc. La chose en reste là. En juillet 1933, N. Lourié part pour Tchéliabinsk pour y travailler en qualité de chirurgien. Mais même dans le lointain « Tchéliabinsk, Lourié poursuit son activité terroriste ». (5) Il attend, voyez-vous, que quelque chef, Kaganovitch ou Ordjonikidzé, vienne à Tchéliabinsk. Mais ni Kaganovitch ni Ordjonikidzé, comme un fait exprès, ne viennent à Tchéliabinsk ; en tout

(1) *Ib.*, p. 103.
(2) *Ib.*, p. 28.
(3) *Ib.*, p. 104.
(4) *Ib.*, p. 104.
(5) *Ib.*, p. 105.

cas, N. Lourié n'y rencontre aucun d'eux et n'y commet, bien entendu, aucun attentat. (1)

Cela n'empêche pas Moïse Lourié de montrer « comment il avait organisé l'attentat contre Ordjonikidzé... Pour ce but, M. Lourié proposa à N. Lourié qui partait pour l'usine de tracteurs de Tchéliabinsk d'utiliser l'arrivée éventuelle d'Ordjonikidzé à l'usine pour réaliser l'attentat terroriste » ! (2)

N. Lourié reste deux ans et demi à Tchéliabinsk, dans l'attente infructueuse d'Ordjonikidzé ou de Kaganovitch. Mais, comme dit le proverbe, si la montagne ne vient pas à Mahomet, Mahomet va à la montagne. N. Lourié part pour Lénin-grad. De passage à Moscou, Moïse Lourié le charge en janvier 1936 de « tirer sur Jdanov au cours de la manifestation du 1^{er} mai à Lénin-grad ». (3) Pourquoi lui faut-il assassiner Jdanov, c'est impossible à comprendre. Au cours de la manifestation du 1^{er} mai, N. Lourié marche dans la colonne des manifestants, mais n'essaye pas de tirer. Au président du tribunal (4) lui demandant pourquoi, il répond : « Nous sommes passés trop loin. » (5) Et tout ce galimatias est servi au tribunal comme des attentats !

Nouvel attentat contre Vorochilov

Au cours du procès, il est fait mention de la préparation d'un nouvel acte terroriste contre Vorochilov, que devaient accomplir, dit-on, deux militaires importants, tous deux héros connus de la guerre civile : D. Schmidt et Kouzmitchev. Evidemment, aucune preuve n'est apportée. Ni Schmidt, ni Kouzmitchev, ni les autres militaires accusés d'activité terroriste, — Poutna, Esterman, Gaïevski, — ne sont cités devant le tribunal. Trois inculpés parlent de l'activité terroriste de Schmidt et de Kouzmitchev. Reingold raconte qu'« il sait par Mratchkovski et Dreitzer qu'au cours de l'été 1933 a été organisé...

(1) Il n'en est pas moins dit dans le verdict que « Natan Lourié a essayé d'attenter à la vie des camarades Kaganovitch et Ordjonikidzé ». Le même Natan Lourié se voit accusé dans le verdict d'avoir aussi préparé un attentat contre Staline. Tout au long du compte rendu du procès, pas un seul mot n'est dit sur un attentat de N. Lourié contre Staline !

(2) *Ib.*, p. 107.

(3) *Ib.*, p. 105.

(4) Au cours de tout le procès, le président du tribunal ne fit aucune tentative d'éclaircir les contradictions, de citer devant le tribunal les personnes mises en cause, etc., etc. Mais il manifesta soudain un très grand intérêt quant au revolver de N. Lourié : un brown'ing ? De quel calibre ? Quelle pitoyable comédie !

(5) *Ib.*, p. 106.

un groupe terroriste composé de militaires. Dans ce groupe figuraient Schmidt, commandant d'une brigade de l'Armée rouge, Kouzmitchev, chef d'état-major d'une unité militaire, et un certain nombre (1) d'autres personnes ». (1) Mratchkovski raconte que l'affaire s'est passée un an plus tard. « AU MILIEU DE L'ANNÉE 1934, Dreitzer me rapporta qu'il préparait en même temps l'assassinat de Vorochilov et qu'il devait utiliser à cet effet Schmidt Dimitri... » (2) Dreitzer lui-même déclara devant le parquet : « Pour accomplir cet acte terroriste, je me suis assuré le concours d'Esterman et de Gaïevski, et EN 1935, celui de Schmidt et de Kouzmitchev. Ces derniers se sont chargés de l'assassinat de Vorochilov. » (3) Ainsi ces trois dépositions (et il n'y en a pas d'autre sur cette affaire) se contredisent radicalement l'une l'autre, en citant successivement 1933, 1934 et 1935. Aussi faut-il les rejeter comme de grossiers mensonges.

* *

Au cours du procès, il est encore fait mention d'autres tentatives d'attentats ; mais ces dernières n'ont même pas l'ombre d'une preuve. Ainsi, par exemple, Zinoviev raconte qu'« il était au courant de deux tentatives d'attentats à la vie de Staline auxquelles ont pris part Reingold, Dreitzer et Pikel ». (4) Ni Dreitzer, ni Reingold ne parlent de ces « tentatives ». Pikel déclare « qu'en automne 1933 Bogdan avait fait une nouvelle (?) tentative d'attentat à la vie de Staline ». (5) Il raconte aussi « comment fut préparé l'acte terroriste contre Staline dans l'année 1934 » ; d'ailleurs, sa participation « se bornait à ce qu'il avait mis Bakaïev en rapports avec Radine » (6) (ce dernier n'est pas cité devant le tribunal). Bakaïev fait aussi savoir qu'« en octobre 1934, sous la direction de Kaménev, d'Evdokimov et de lui-même, un attentat contre Staline... était en préparation à Moscou... Cet attentat ne réussit pas ». (7) Et c'est tout.

Le tribunal prend indifféremment acte de toutes ces déclarations, ne tente nullement d'éclaircir les circonstances, le caractère, le moment, le lieu de ces « attentats ». L'absence

(1) *Ib.*, p. 36.
 (2) *Ib.*, p. 35.
 (3) *Ib.*, p. 36.
 (4) *Ib.*, p. 77.
 (5) *Ib.*, p. 63.
 (6) *Ib.*, p. 64.
 (7) *Ib.*, p. 60.

de toute donnée sur ces attentats ne nous permet pas de les examiner plus en détail. (1)

Notons, en conclusion, que dans l'acte d'accusation il est dit que « le centre trotskiste-zinoviéviste unifié a organisé une série de groupes terroristes et préparé une série de mesures pratiques en vue de l'assassinat des camarades Staline, Vorochilov, Kaganovitch, Kirov, Ordjonikidzé, Jdanov, Kossior et Postychev » (2).

Nous nous sommes efforcés plus haut de confronter systématiquement toutes les données sur les attentats qui sont dispersées dans le compte rendu du procès. Si l'on fait du voyage de N. Lourié à Tchéliabinsk un « attentat contre Ordjonikidzé et Kaganovitch » et de son voyage à Léninegrad un « attentat contre Jdanov » il n'en reste pas moins Postychev, Kossior et d'autres... Dans toute l'affaire, il n'est pas dit un seul mot sur des attentats contre eux. Cela n'empêche pas le tribunal d'introduire dans le verdict le paragraphe suivant : « Les débats ont également établi que le centre terroriste trotskiste-zinoviéviste... préparait des actes terroristes contre les camarades Kossior et Postychev, par l'intermédiaire du groupe terroriste ukrainien qui agissait sous la direction du trotskiste Moukhine. » (3)

C'est dans le verdict que le groupe terroriste ukrainien et le nom même de son dirigeant Moukhine sont mentionnés pour la première fois ! L'histoire de Moukhine et de son groupe fut manifestement improvisée au dernier moment pour que Postychev et Kossior ne soient pas offensés.

* *

Faisons le bilan sur la base des données judiciaires elles-mêmes. Il n'y a pas eu un seul attentat, il n'y a même pas eu une seule tentative d'attentat. Le procureur Vychinski considère néanmoins que « la culpabilité... est parfaitement établie et qu'il peut se dispenser de l'obligation d'analyser les matériaux recueillis par l'examen de l'affaire ». (4) Il ajoute : « L'essentiel dans ce procès, c'est qu'ils (les accusés) ont transformé leur pensée contre-révolutionnaire en action con-

(1) Nous laissons de côté un cas tout à fait anecdotique. Le « terroriste » Iakovlev, qui fut avec Safonova le seul témoin du procès (on ne comprend d'ailleurs pas pourquoi ils furent témoins et non inculpés) déclara que Kaménev l'avait chargé d'organiser un groupe terroriste à... l'Académie des Sciences ! (*Le Procès...*, p. 70).

(2) *Ib.*, p. 37.
 (3) *Ib.*, p. 181.
 (4) *Ib.*, p. 159.

tre-révolutionnaire, leur théorie contre-révolutionnaire en activité contre-révolutionnaire : non seulement ils parlent de tirer, mais ils tirent ; ils tirent et ils tuent ! » (1)

Ainsi ils tirent ? ! Au procès il ne fut, en tout cas, pas mentionné qu'un des inculpés ait tiré. Il y eut des « instructions », des « conversations », une « préparation », des « tentatives », des gens furent « indiqués », tantôt l'activité terroriste fut « hâtée », tantôt elle « cessa », — il y eut tout cela en paroles, mais il n'y eut pas de coup de feu. *Pas un seul attentat, pas une seule tentative réelle d'attentat n'ont été établis devant le tribunal.* Il s'avère, comme un fait exprès, que tantôt le personnage visé est trop loin, tantôt c'est le terroriste qui passe trop loin, tantôt l'auto roule trop vite, tantôt le terroriste se trouve à Stalinbad ou à Tchéliabinsk, et Staline, comme par hasard, à Moscou.

Cependant, ces « terroristes » furent placés dans des conditions exceptionnellement favorables. Les difficultés habituelles des terroristes sont l'appartenance à une couche sociale différente, le manque de renseignements sur les hommes visés, l'impossibilité de pénétrer dans leur milieu. Il n'y avait ici rien de tout cela, Zinoviev, Kaménev, Smirnov, Mratchkovski, Bakaïev et d'autres, après leur séparation de l'opposition, fréquentaient les milieux de l'appareil. Ils avaient leurs entrées au Kremlin, dans toutes les institutions, quelques-uns même au secrétariat de Staline. Mratchkovski, par exemple, fut personnellement reçu par Staline (2) ; il ne lui aurait pas coûté grand'chose de décharger son revolver contre Staline. Les possibilités terroristes de la majorité des fusillés, bolchéviks connus, étaient presque illimitées. De plus, ils étaient aidés de l'étranger par Trotsky, et en U.R.S.S., par des dizaines, sinon des centaines, de personnes ; ils étaient soutenus par une organisation aussi puissante que la Gestapo ! Et les résultats ? *Zéro, zéro !* S'il n'y a pas eu d'assassinats, c'est uniquement parce qu'*aucune des personnes fusillées ou impliquées dans l'affaire n'en avait préparé, aucune d'entre*

(1) *Ib.*, p. 131.

(2) C'est Safonova qui déposa sur cette visite, déclarant que « *Mratchkovski nous a fait part (à Safonova et à I. N. Smirnov) de sa conversation avec Staline... et il déclara que la seule issue était d'assassiner Staline.* » (*Le Procès...*, p. 78). Si tout cela n'a pas été inventé d'un bout à l'autre (I. N. Smirnov nie purement et simplement le récit de Safonova), le plus vraisemblable est que l'affaire s'est passée ainsi : Mratchkovski, revenant de sa visite à Staline, extrêmement déçu de cette visite, ce qui n'avait rien d'étonnant, lança quelques fortes invectives contre Staline. C'est de là que Safonova a tiré après coup l'accusation de vouloir la terreur. Bien entendu, ce n'est qu'une hypothèse.

elles n'avait eu l'idée de chercher dans la voie de la terreur une issue pour sortir de l'impasse staliniste.

Sans l'assassinat de Kirov, Staline ne se serait jamais décidé à mettre en circulation tous ces mensonges délirants sur le « terrorisme ». C'est pourquoi il a artificiellement réuni la réalité — l'assassinat de Kirov par Nikolaïev, assassinat avec lequel aucun des inculpés de ce procès n'a eu de rapports — avec toutes les autres inventions. C'est dans cette réunion artificielle que réside la combinaison policière centrale du procès de Moscou. La réalité de l'assassinat de Kirov devait donner une apparence de réalité à d'autres attentats qui n'ont pas eu lieu.

Copenhague

Copenhague a joué un très grand rôle dans le procès. C'est là qu'auraient eu lieu les « entrevues » de Trotsky avec les terroristes, c'est de là que seraient parties les « instructions » de Trotsky sur la terreur. Les trotskistes auraient fait de la paisible capitale danoise, si l'on en croit le compte rendu du procès, une sorte de « centre terroriste » étranger. Cette question exige, par conséquent, un examen détaillé.

En automne 1932, l'organisation social-démocrate des étudiants danois invita Trotsky à faire une conférence sur la révolution russe. Jugeant difficile, sans doute, d'opposer un refus aux étudiants, le gouvernement danois accorda à Trotsky un visa pour le Danemark, valable pour huit jours. Parti de Stamboul le 14 novembre 1932, L. Trotsky (après avoir traversé la France) arrivait le 23 novembre au Danemark. Trotsky resta huit jours à Copenhague ; il quitta cette ville le 2 décembre dans la matinée, pour retourner de nouveau à Stamboul, en passant par la France.

L'acte d'accusation et le verdict disent que Trotsky a mené une activité terroriste pendant cinq ans environ (de 1931 à 1936). Pendant ces cinq années, Trotsky a passé à Copenhague huit jours en tout. Mais, par quelque coïncidence étrange, tous les « terroristes » qui se seraient rencontrés avec Trotsky (Goltzman, Berman-Iourine, Fritz David) ont — tout à fait indépendamment l'un de l'autre — choisi pour lieu de leur entrevue avec Trotsky précisément Copenhague, et pour moment la même semaine, celle du 23 novembre au 2 décembre 1932. On n'a mentionné au cours du procès aucune autre entrevue dans aucune autre ville.

Une seule semaine d'activité « terroriste » pendant cinq années ! Ce seul fait provoque l'étonnement. L'explication en est simple. Copenhague fut choisi par les juges d'instruction de la Guépéou par convenance personnelle. La ville est proche de Berlin, il est facile d'y aller, et surtout les dates et les circonstances du séjour de Trotsky à Copenhague étaient dans

toute la presse. Cela donnait aux juges d'instruction de la Guépéou les « matériaux » nécessaires. Des entrevues à Stamboul ou dans les petits villages perdus de France, où Trotsky a vécu dans ces années-là, représentaient pour la Guépéou un exercice vraiment trop dangereux. Le manque de « matériaux » augmentait le risque de fiasco.

Ayant choisi Copenhague, la Guépéou y « dirigea » non seulement les « terroristes » Goltzman, Berman-Iourine et Fritz David, mais aussi Sédov. Voici ce que raconte Goltzman sur son voyage à Copenhague : « *Sédov me dit... qu'il serait bon que vous alliez avec moi à Copenhague (pour voir Trotsky)... Je consentis, mais je lui déclarai qu'il nous était impossible de voyager ensemble pour des motifs de conspiration. Je convins avec Sédov que dans deux ou trois jours j'arriverais à Copenhague, que je m'y arrêterais à l'hôtel Bristol et que c'est là que nous nous rencontrerions. De la gare, je me suis rendu directement à l'hôtel et j'ai trouvé Sédov dans le hall* » (1).

Cette relation est fort séduisante par les faits matériels, si rares à ce procès, qu'elle apporte. En particulier, elle nomme même l'hôtel Bristol, dans le hall duquel Goltzman et Sédov se seraient rencontrés. Le malheur est qu'IL N'EXISTE PAS D'HÔTEL BRISTOL A COPENHAGUE. Cet hôtel a existé, mais il fut fermé en 1917 et l'édifice même en fut détruit. (2).

Il est possible que Goltzman ou quelque agent instructeur soit allé à Copenhague avant la révolution et soit descendu à l'hôtel Bristol. Il est possible que les juges d'instruction se soient tout simplement dit qu'il n'y a pas de grande ville en Europe sans hôtel Bristol. Tout est possible... Mais les juges d'instruction, incapables et fainéants, auraient mieux fait de se donner la peine de vérifier. Voilà bien là du « sabotage » ! Et que reste-t-il après cela des dépositions de Goltzman, principal témoin de l'accusation, si séduisantes par leurs détails ? Ce seul fait ne jette-t-il pas une vive lumière sur tout le procès ?

(1) *Le Procès...*, p. 100. Il faut noter que Goltzman était citoyen soviétique et, comme tel, l'obtention d'un visa pour un pays quelconque était liée pour lui à des difficultés quasi insurmontables, si la demande n'en était pas appuyée par l'ambassade soviétique. Il ne pouvait évidemment pas être question d'un appui de l'ambassade dans ce cas. Aussi, Goltzman ne pouvait aller à Copenhague qu'illégalement. Il est étrange que le tribunal ne se soit pas intéressé à ce fait et n'ait pas tiré au clair à l'aide de quels papiers Goltzman serait allé au Danemark, où il se serait procuré ces papiers, etc.

(2) Sur ce détail, voir le *Sozial-Demokraten* de Copenhague du 1^{er} septembre 1936, ainsi que le Baedeker.

Le travail de falsification s'est poursuivi même après le procès. Dans le compte rendu du procès en langue anglaise, paru un peu plus tard que les autres, l'hôtel Bristol a disparu !

Le voyage de Sédov à Copenhague

Mais ce n'est pas tout. Goltzman, on vient de le voir, a dû dire qu'il n'était pas allé seul à Copenhague ; Sédov aussi y serait venu. Décrivant les circonstances de son entretien avec Trotsky, Goltzman communique de nouveaux détails fort intéressants : « *Sédov, le fils de Trotsky, entraît ou sortait fréquemment de la chambre.* » (1). OR, SÉDOV N'A JAMAIS ÉTÉ DE SA VIE A COPENHAGUE. Cela paraît presque incroyable. Mais ce n'en est pas moins un fait. En effet, Sédov, pour avoir la possibilité d'aller de Berlin à Copenhague où il résidait alors, devait obtenir de la Préfecture de police de Berlin un visa de sortie et de retour en Allemagne (ce qu'on appelle *Sichtvermerk*). L'obtention d'un tel visa entraîne d'ordinaire pour un *heimatlos* de grandes difficultés.

Quand il apparut que L. Trotsky irait à Copenhague, Sédov entreprit immédiatement — par l'entremise de son avocat, Oscar Cohn, aujourd'hui décédé — des démarches pour obtenir l'autorisation de sortir d'Allemagne et d'y rentrer, espérant obtenir ensuite sans peine le visa danois. Comme il avait été primitivement supposé que le visa danois de Trotsky lui serait prolongé de quelques semaines, pour lui permettre de se soigner, le retard apporté par la Préfecture de police de Berlin n'inquiéta dans les premiers jours ni Sédov ni ses parents. Or, à l'expiration du délai de huit jours, le gouvernement danois, de façon assez inattendue, intima l'ordre à Trotsky sous une forme brutale de quitter le territoire danois. Il ne restait à Sédov aucune possibilité de se rencontrer avec ses parents à Copenhague. Une dernière tentative de se voir fut faite lors du court moment que Trotsky devait passer en France, en allant de Copenhague à Stamboul (Dunkerque-Marseille via Paris). Natalia Trotsky adressa un télégramme circonstancié à Edouard Herriot, alors président du Conseil, le priant d'accorder à son fils, Sédov, l'autorisation de venir en France pour quelques jours au plus, afin qu'ils pussent se voir, après une séparation de quelques années. On peut trouver ce télégramme dans les archives du ministère des Affaires étrangères. Sédov, de son côté, avec le concours d'Oscar Cohn, avait enfin obtenu de la Préfecture de police de Berlin l'autorisation de sortir d'Allemagne et d'y rentrer, sans laquelle il ne pouvait obtenir de visa français. Le 3 décembre 1932 (2), Sédov recevait l'autorisation demandée et le même jour le consulat français à Berlin recevait l'ordre

(1) *Le Procès...*, p. 101.

(2) Trotsky quitta Copenhague, comme nous l'avons déjà indiqué, le 2 décembre.

télégraphique d'accorder à Sédov un visa de séjour en France, valable pour cinq jours. Le 4 décembre au soir, Sédov arrivait à Paris. Le 6 décembre à 10 heures du matin, il se rencontrait à Paris, à la gare du Nord, dans le train, avec Trotsky qui, sans s'arrêter à Paris, allait de Dunkerque à Marseille.

Tout cela peut être vérifié sur la base des documents suivants : 1° *le passeport de Sédov* avec les visas correspondants, les cachets de passage à la frontière franco-allemande à l'aller et au retour, 2° *le télégramme de Natalia Trotsky à Herriot*, le priant d'accorder un visa à son fils qui n'avait pu venir à Copenhague, 3° *les autorités danoises* certifieront que Sédov n'a jamais demandé ni obtenu de visa pour le Danemark.

Mais, pourra-t-on dire, Sédov est peut-être ailé au Danemark « illégalement » ? Admettons-le. Mais alors on se demande pourquoi, après avoir réussi à se rencontrer à Copenhague avec ses parents, en y étant allé illégalement, il serait parti quelques jours plus tard en France pour une nouvelle entrevue avec eux, voyage qui offrait de telles complications (télégramme à Herriot, etc.) !

Nous avons aussi des preuves *irréfutables* du fait que pendant le séjour de Trotsky à Copenhague, Sédov est resté sans interruption à Berlin.

1. Pendant ces huit jours, Trotsky et sa femme parlèrent presque quotidiennement, et parfois deux fois par jour, par téléphone avec Sédov, en appelant de Copenhague le numéro de l'appartement de Sédov à Berlin. Cela peut être établi — et sera établi — par le central téléphonique de Copenhague.

2. Comme le voyage de Trotsky de Stamboul à Copenhague soulevait la haine furieuse de la réaction mondiale, un certain nombre d'amis et de compagnons d'idées de Trotsky se hâtèrent d'aller à Copenhague. Il y eut plus de 20 personnes. Toutes confirmeront sous la foi du serment que L. Sédov n'a jamais été à Copenhague. Nous nous permettrons de nous arrêter sur l'une de ces dépositions. Son auteur est E. Bauer, déjà cité par nous, maintenant membre de la direction du S.A.P. (Parti ouvrier socialiste d'Allemagne), dans le passé membre de l'opposition de gauche allemande. En septembre 1934, à la suite de désaccords politiques graves, E. Bauer rompit avec l'organisation des bolchéviks-léninistes ; cette rupture souleva d'ailleurs en son temps une polémique fort vive. Depuis lors, E. Bauer n'a eu aucun rapport ni politique ni personnel avec les membres de l'organisation trotskiste. « *C'est pourquoi*, — comme il l'écrit dans sa déposition, — *il ne peut être question*

de ma part de quelque partialité en faveur des trotskistes. » Il écrit ensuite : « Depuis le premier jour du séjour de Trotsky à Copenhague, j'ai parlé quotidiennement avec Sédov à Berlin soit directement, soit par téléphone, car il s'agissait de mon voyage projeté à Copenhague. Le 1^{er} décembre 1932 au soir, je suis parti pour Copenhague. Sédov m'accompagna à la gare et ...resta à Berlin. Le 2 décembre au matin, nous (Bauer et une autre personne) arrivions à Copenhague... et deux heures plus tard, entre 10 et 11 heures du matin, je partais de Copenhague en automobile avec L. Trotsky et sa femme ; Sédov n'était pas avec nous, son voyage avait été impossible pour des raisons matérielles. »

Nous avons à notre disposition une dizaine de dépositions semblables et nous en aurons encore d'autres. Nous sommes prêts à soumettre immédiatement tous ces matériaux à une commission responsable ou à un tribunal qui entreprendrait une enquête sur cette affaire.

Voilà ce qu'il reste des dépositions du principal témoin, Goltzman. Lui était, malgré tout, un vieux bolchévik ; mais est-ce la peine de s'arrêter sur les dépositions d'aventuriers, d'agents stalinistes tels que Berman-Iourine et Fritz David ? Ni Trotsky ni Sédov — répétons-le — n'ont jamais vu de leurs yeux ces gens-là, ni à Copenhague, ni ailleurs ; ils apprirent pour la première fois leur existence par les informations sur le procès de Moscou.

* * *

Nous avons déjà noté plus haut qu'au moment du séjour de L. Trotsky à Copenhague, il y avait là-bas plusieurs dizaines d'amis et de camarades. Craignant des incidents possibles, ces camarades avaient organisé une garde très sérieuse autour de Trotsky. Il était impossible de pénétrer dans le cabinet de travail de L. Trotsky autrement qu'en passant à travers une autre pièce, où se trouvaient en permanence quatre à cinq camarades. L'accès de la petite villa occupée par Trotsky à Copenhague n'était permis qu'à quelques proches amis (1). Ni Berman-Iourine, ni Fritz David, ni personne d'autre n'aurait pu parvenir à Trotsky sans être connu des camarades de faction dans la première pièce.

(1) Nous saisissons l'occasion pour corriger une inexactitude qui s'est glissée dans l'édition russe de ce travail. Il y était dit, à ce passage, que des journalistes avaient rendu visite à Trotsky dans cette villa. C'était inexact et cela fut immédiatement rectifié par des camarades présents à Copenhague. En réalité, aucun journaliste, pas plus que quiconque, en dehors des amis immédiats qui assuraient la garde, n'a pu pénétrer dans la villa.

Par les enquêtes préliminaires, mais absolument précises, menées par les camarades qui furent à Copenhague, on a pu établir que Trotsky ne reçut à Copenhague qu'une seule personne parlant russe.

C'était un certain Abraham Sénine (Sobolévitch), alors citoyen lithuanien et membre de l'organisation berlinoise de l'opposition. Il vint voir Trotsky le dernier jour de son séjour à Copenhague (en même temps qu'E. Bauer) et ne parla pas avec Trotsky plus d'une heure, dans une hâte extrême avant un départ brusqué. Le voyage de Sénine à Copenhague avait eu lieu sur l'insistance d'un certain nombre d'amis berlinois de L. Trotsky ; ils avaient voulu faire une dernière tentative pour sauver Sénine de la capitulation devant les stalinistes, dont il se rapprochait de plus en plus. La tentative ne fut pas couronnée de succès ; quelques semaines plus tard, Sénine, avec trois ou quatre amis, passait aux stalinistes, fait sur lequel il parut alors des informations dans la presse staliniste et oppositionnelle. Par le caractère même de la rencontre de L. Trotsky avec le semi-capitulard Sénine, il est absolument évident que Trotsky ne pouvait nourrir aucune confiance pour Sénine et ne pouvait plus le considérer comme un camarade d'idées.

* * *

En conclusion, nous devons nous arrêter encore sur une déposition d'Olberg qui se rapporte à Copenhague. « J'avais l'intention, dit Olberg, d'aller à Copenhague avec Sédov pour voir Trotsky. Notre voyage ne réussit pas et c'est la femme de Sédov, Suzanne, qui partit pour Copenhague. A son retour, elle apporta une lettre (1) de Trotsky adressée à Sédov et dans laquelle Trotsky consentait à mon voyage en U.R.S.S. » (2.)

Il faut noter avant tout ceci : en affirmant que son voyage à Copenhague avec Sédov n'a pas eu lieu, Olberg est en contradiction avec Goltzman. Car si l'on admettait que Sédov fût allé à Copenhague sans Olberg, pourquoi donc Trotsky aurait-il remis une lettre pour Sédov à la compagnie de celui-ci, comme le prétend Olberg ?

Ensuite, personne n'est obligé de connaître le nom de

(1) Le contenu de cette « lettre » de Trotsky sur Olberg, que le lecteur connaît déjà suffisamment, est fort réjouissant. Pour se remonter, semble-t-il, Olberg déclare que dans sa lettre Trotsky était « pleinement d'accord » avec la candidature d'Olberg pour le voyage en U.R.S.S. Trotsky considérait Olberg comme « un homme qui convenait (?) absolument (!!) et en qui on pouvait avoir toute confiance (!!) ». (Le procès..., p. 24). Toute la lettre n'est qu'un dithyrambe sur Olberg !

(2) Le Procès..., p. 87

la compagne de Sédov, mais Olberg, qui prétend être en intimité complète avec ce dernier (1), aurait dû savoir que la compagne de Sédov ne s'appelle pas Suzanne. De plus, Olberg, comme nous venons de le voir, affirme que cette même Suzanne « à son retour (de Copenhague à Berlin) apporta une lettre de Trotsky » (2) à Sédov. La compagne de Sédov fut réellement à Copenhague (3), mais de là elle partit *non pas pour Berlin, mais directement pour Paris*, où elle resta assez longtemps. Ce fait peut être établi de façon absolument précise sur la base du passeport de la compagne de Sédov. Il est absolument évident que Trotsky ne pouvait remettre à la compagne de Sédov, qui partait *pour Paris* une lettre pour Sédov qui se trouvait à Berlin. Mais, peut-on nous rétorquer de nouveau, peut-être la compagne de Sédov est-elle allée malgré tout illégalement à Berlin. Les « voyages illégaux » ne sont pas du romantisme, c'est une triste nécessité pour ceux qui n'ont pas de papiers. Mais pourquoi une personne qui a un excellent passeport légal pour tous pays, pour la majorité desquels elle n'a même pas besoin de visa, voyagerait-elle illégalement ? Ce n'est pas sérieux !

*
* *

Voilà ce qu'il en est du « centre terroriste à l'étranger » de Copenhague, seule ville d'Europe mentionnée au procès. Outre la bassesse, quelle pauvreté dans l'invention ! Quel pitoyable effondrement !

(1) « Nous vous voyions (Sédov et Olberg) presque chaque semaine et parfois deux fois par semaine. Nos entrevues avaient lieu dans un café... ou bien j'allais le voir chez lui. » (*Le Procès...*, p. 87).

(2) *Ib.*, p. 87.

(3) La Guépéou a pu avoir des informations là-dessus par ses propres moyens, par exemple, par l'intermédiaire de Sénine, mentionné plus haut, qui a joué par la suite un rôle assez louche.

Il n'est pas exclu que ce Sénine soit l'un des candidats au rôle de nouveau Berman-lourine ou Olberg dans un procès à venir. Certes, Sénine a rompu avec l'opposition depuis 1932 et il l'a fait sous une forme particulièrement répugnante, en lançant dans la presse des insinuations calomnieuses à l'égard de l'opposition. Il est alors parti en U.R.S.S. et a raconté à la Guépéou tout ce qu'il pouvait savoir sur la vie de la gauche internationale et depuis lors, voici quatre ans qu'il est avec les stalinistes. Mais de tels faits ont-ils empêché de mettre en cause Lourié et Olberg, ou même Fritz David et Berman-lourine, qui n'avaient jamais été dans les rangs de l'opposition ? Un autre candidat possible est un certain Mill-Oben-Okoun. Il avait fait partie du secrétariat administratif de l'opposition de gauche, mais en avait été écarté pour son incapacité complète. Peu après Mill passa aux stalinistes et partit en U.R.S.S. La presse oppositionnelle publia alors une note qui démasquait cet individu (en langue française dans *La Vérité*, n° 129, du 20 octobre 1932).

La « liaison » de Trotsky avec les inculpés

Au procès, les liaisons suivantes de L. Trotsky avec les inculpés ont été considérées comme établies :

1° Avec Smirnov et Goltzman, par l'intermédiaire de Sédov, et avec Goltzman, directement à Copenhague ;

2° Avec Dreitzer, par l'intermédiaire de Sédov et par une liaison épistolaire directe ;

3° Avec Berman-Lourine et Fritz David ;

4° Avec Olberg, par l'intermédiaire de Sédov ;

5° Avec M. Lourié, par l'intermédiaire de Ruth Fischer-Maslov.

Pour aider le lecteur à se retrouver dans cette question, nous donnons un schéma de ces liaisons, page 105. Le schéma est tracé, bien entendu, sur la base des données au procès et non pas suivant la réalité.

Smirnov et Goltzman

Le 5 août 1936, c'est-à-dire quelques jours avant le commencement du procès, I. N. Smirnov était brisé. Il avait résisté jusqu'alors. Vychinski raconte que la déposition de Smirnov ne contenait « *que ces mots : je le nie, je le nie encore, je nie* » (1) ; ainsi, I. N. Smirnov entra dans la voie des faux aveux. Relatant sa rencontre avec Sédov à Berlin, il dit : « *Au cours de notre entretien, L. Sédov, analysant la situation en Union soviétique, a exprimé son opinion personnelle que, dans les conditions actuelles, ce n'était qu'en supprimant par la violence les dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S. et du gouvernement soviétique que l'on pouvait amener un changement dans la situation générale du pays* » (2). Mais ce faux témoignage ne suffit pas à Staline. On exige de Smirnov des formulations plus « nettes ». Il se passe encore une semaine, une semaine de

(1) *Le Procès...*, p. 159.

(2) *Ib.*, p. 17.

terribles souffrances morales, et le 13 août, à la veille de la signature par le procureur de l'acte d'accusation, Smirnov cède définitivement : « *Je reconnais que l'orientation vers la terreur en tant qu'unique moyen capable de changer la situation en Union soviétique m'était connue à la suite d'un entretien avec Sédov en 1931 à Berlin, comme étant sa position personnelle* » (1).

Dans tout cela, évidemment, il n'y a pas un seul mot de vrai. La vérité est que, en juillet 1931, Sédov rencontra, tout à fait par hasard, I. N. Smirnov dans un grand magasin de nouveautés de Berlin, le « Kadévé ». I. N. Smirnov avait intimement connu Sédov pendant de longues années. Après une seconde de trouble, I. N. Smirnov accepta de se rencontrer avec lui et de lui parler. La rencontre eut lieu. Au cours de l'entretien, il apparut que I. N. Smirnov se trouvait depuis déjà longtemps à Berlin, mais qu'il n'avait fait aucune tentative d'entrer en rapports avec l'opposition et qu'il n'aurait pas fait cette tentative, s'il n'y avait pas eu la rencontre fortuite dans le grand magasin « Kadévé ». Ce fait est indirectement confirmé par le compte rendu même du procès, d'après lequel I. N. Smirnov arriva à Berlin en mai 1931. Or, la rencontre de Sédov et de Smirnov n'eut lieu qu'en juillet (si Smirnov, comme veut le faire croire l'accusation, était venu à Berlin avec le but spécial de se mettre en rapports avec Trotsky, on ne comprend pas pourquoi, arrivé en mai, il aurait attendu, c'est-à-dire perdu, deux mois).

Les interlocuteurs échangèrent tout d'abord des informations. Au cours de l'entretien, I. N. Smirnov, sans s'arrêter directement à la question de sa rupture avec l'opposition, insista sur le fait qu'entre L. Trotsky et lui il y avait avant tout le désaccord suivant : lui, Smirnov, ne partageait pas le point de vue de Trotsky sur la nécessité de mener en U.R.S.S. un travail politique. Par là, Smirnov voulait en quelque sorte expliquer et justifier sa rupture avec l'opposition. Smirnov pensait que les conditions présentes en U.R.S.S. ne permettaient de mener aucun travail oppositionnel et qu'en tout cas il fallait attendre que ces conditions changent. Trait caractéristique : en parlant de l'opposition, Smirnov disait *vous* et non pas *nous*, *votre* point de vue, *vos* camarades, etc. Sans même qu'il y ait eu une proposition de la part de Sédov, Smirnov déclara catégoriquement qu'il n'entrerait pas en rapports avec les bolchéviks-léninistes en U.R.S.S. Il n'y a pas lieu ici de polémiquer avec le point de vue de Smirnov, mais combien tout cela est loin du

(1) *Ib.*, p. 17. Par cet exemple, on peut voir quelle est la technique du témoignage : on pousse les accusés de degré en degré à de faux aveux.

« *terrorisme* » et de la « *représentation* » (1) de Trotsky en U.R.S.S. ! Dans les questions politiques, les interlocuteurs établirent que leurs points de vue étaient assez proches, quoique I. N. Smirnov ne l'ait pas exprimé catégoriquement, abordant en général les questions politiques d'un point de vue de contemplation passive. A la fin de l'entretien, il fut seulement entendu que, si la possibilité s'en présentait, I. N. Smirnov transmettrait sur la situation économique et politique de l'U.R.S.S. des informations, à l'aide desquelles on pourrait ici, à l'étranger, s'orienter de façon plus juste dans les questions russes. Mais à cet égard non plus, I. N. Smirnov ne prit sur lui aucun engagement. Est-ce la peine de démentir qu'il y ait eu des entretiens et des « instructions » « terroristes » ? Notons seulement en passant que l'absurdité du fait que Sédov ait pu donner *personnellement* des « instructions » à I. N. Smirnov, vieux bolchévik, l'un des pionniers du parti, et qui aurait pu être le père de Sédov. Mais peut-être Sédov transmit-il ces « instructions » au nom de Trotsky ? *Smirnov lui-même l'a nié, et né catégoriquement, devant le tribunal.*

Ainsi, la rencontre eut un caractère fortuit, semi-personnel et se plaçait en tout cas en dehors de rapports d'organisation quels qu'ils fussent. L'intérêt principal de cette rencontre fut de donner la possibilité d'un contact personnel immédiat avec un homme qui avait récemment quitté l'U.R.S.S. Pour saisir la réalité soviétique, une semblable rencontre personnelle était plus précieuse que des dizaines d'articles, même les meilleurs.

Pendant plus d'une année, on n'eut aucune nouvelle de I. N. Smirnov. Il semblait que cette rencontre fortuite avec lui n'aurait aucune conséquence, pas même l'envoi de quelques bribes de nouvelles.

Et soudain, en automne 1932, un employé soviétique qui arrive d'U.R.S.S. à Berlin recherche Sédov. C'était Goltzman. Il communiqua que I. N. Smirnov, avec qui il était personnellement lié, ayant appris son départ à l'étranger pour des raisons de travail, l'avait prié de rendre visite à Sédov à Berlin.

Goltzman lui-même n'avait jamais été un oppositionnel actif.

(1) Au cours du procès, Smirnov est tout le temps nommé le « *représentant* » de Trotsky en U.R.S.S. Une telle conception personnelle, où un inférieur représenterait non pas l'organisation, mais un supérieur, est absolument étrangère à l'opposition et c'est, au contraire, une invention tout à fait typique de la bureaucratie, faite à son image : le « chef » et ses représentants personnels. Mais comment Smirnov aurait-il pu être le représentant de l'opposition, lui qui avait rompu publiquement avec elle, en face de milliers de bolchéviks-léninistes en U.R.S.S., fidèles à leur cause ? Celui qui était à la tête de l'opposition de gauche en U.R.S.S. jusqu'en 1934, c'était Rakovski, dont l'autorité morale en cette période ne pouvait être comparée à celle de I. N. Smirnov.

quoiqu'il ait eu de la sympathie pour l'opposition. Il était un représentant assez typique de cette couche de vieux bolchéviks qu'au sein de l'opposition on appelait les « libéraux ». Hommes honnêtes, ils sympathisaient à demi avec l'opposition, mais étaient incapables de lutter contre l'appareil staliniste ; ils s'étaient habitués à ne pas exprimer ouvertement leur pensée, s'adaptaient à l'appareil, grognaient dans leur coin et étaient prêts à rendre un service à un oppositional isolé, surtout exilé. Goltzman ne venait pas au nom de l'organisation de l'opposition de gauche, avec laquelle il n'avait, de même que I. N. Smirnov, aucune liaison, ni au nom de quelque autre groupe, car il n'en existait pas (et d'autant moins au nom d'un « centre » !) Mais il se présenta de la part de I. N. Smirnov personnellement. Smirnov lui avait demandé de raconter à Sédov ce qui se passait en Union soviétique et de lui transmettre une courte lettre, consacrée à la situation économique de l'U.R.S.S. Cette lettre, sous forme d'article, fut imprimée dans le Bulletin de l'opposition (N° 31, de novembre 1932). Cet article contenait de nombreux matériaux de statistique et de faits et avait un caractère purement informatif.

Ce fut le seul document transmis par Goltzman. Quant au reste, il se borna à des informations verbales sur la situation en U.R.S.S., sur l'état des esprits, etc. Sur la base de ces informations, la rédaction du Bulletin composa une correspondance de Moscou, qui parut dans le même numéro (N° 31).

Par tout le caractère de ces rencontres, il est absolument évident que Goltzman ne reçut ni « instructions » ni lettre, et qu'il n'en demanda pas non plus. S'il emporta avec lui en U.R.S.S. des matériaux quelconques, cela ne pouvait être que le Bulletin.

Son désir était de prendre attentivement connaissance du point de vue de Trotsky, de ses appréciations des questions russes en particulier, afin d'être en état d'en informer Smirnov.

Bientôt Goltzman retourna en U.R.S.S. Il n'alla pas à Copenhague et ne vit pas Trotsky. (Sur ce point, voir le chapitre « Copenhague »).

Mais comme pour les buts de la Guépéou, cette entrevue de Goltzman avec Sédov ne donnait rien, elle força Goltzman à avouer un prétendu voyage à Copenhague, pour donner par là plus de poids à toute l'accusation, en liant directement Goltzman à Trotsky. Nous avons déjà vu par quel pitoyable effondrement s'est terminée cette tentative.

Ces deux faits, les entrevues de Smirnov et de Goltzman avec Sédov, sont les seules gouttes de vérité dans la mer de mensonges du procès de Moscou. Les seules ! Tout le reste est mensonge, mensonge d'un bout à l'autre.

Mais que démontre le fait même des rencontres de Smirnov et de Goltzman avec Sédov ? Il démontre qu'il y a eu des rencontres et rien de plus.

* * *

Le 1^{er} janvier 1933, I. N. Smirnov était arrêté. C'est aussi à la même époque, peut-être un peu auparavant, que fut arrêté Goltzman. Smirnov fut condamné par la Guépéou à dix années d'isolement « pour liaison avec l'opposition à l'étranger ». Sans aucun doute, Staline et la Guépéou connaissaient déjà à ce moment-là, au début de 1933, toutes les circonstances de la rencontre de I. N. Smirnov avec Sédov, car I. N. Smirnov n'avait rien à cacher. Smirnov fut arrêté seul. Aucun de ses amis intimes (Safonova, Mratchkovski, etc.) ne fut arrêté ; quelques-uns d'entre eux furent seulement déportés. Ce seul fait montre que la Guépéou — à la suite de l'instruction sur l'affaire Smirnov — jugeait établi que sa liaison « avec l'étranger » avait eu un caractère purement individuel, qu'il n'existait aucun « centre » ou groupe organisé autour de Smirnov. Sinon, les arrestations auraient été beaucoup plus étendues et ce n'est pas Smirnov seulement qui aurait été condamné à l'internement dans un isolateur.

D'autre part, si la « liaison » avec Smirnov avait eu un caractère organisationnel, après l'arrestation de I. N. Smirnov, cette liaison aurait dû passer automatiquement dans les mains de quelqu'un d'autre. Or, des données judiciaires elles-mêmes, il découle de toute évidence que la « liaison » n'a existé qu'avec Smirnov et qu'après son arrestation elle cessa.

Cela n'a pas empêché Staline, trois ans et demi après l'arrestation de Smirnov, de monter sur cette malheureuse rencontre, qui avait déjà valu à Smirnov une condamnation à dix années d'isolement, une nouvelle affaire sur un centre et une activité terroristes et de fusiller Smirnov.

* * *

L'acte d'accusation ne mentionne qu'une seule fois et encore en passant, le nom de Goltzman. Il aurait reçu de Trotsky des instructions, lors d'une rencontre personnelle. Au cours de tout le procès, on parle de Goltzman comme de quelqu'un qui a reçu des instructions terroristes. Pendant le procès, il n'est pas dit une seule fois que Goltzman aurait transmis ces instructions à Smirnov, unique accusé avec qui Goltzman fut lié. Goltzman personnellement nia catégoriquement le fait d'avoir transmis des « instructions ». Celui qui est mentionné comme ayant transmis les instructions de Trotsky sur

la terreur, ce n'est pas Goltzman, mais I. Gaven, qui aurait personnellement reçu de Trotsky des instructions terroristes et les aurait transmises à I. N. Smirnov. C'est de Gaven, comme de l'unique personne qui ait transmis des instructions terroristes de Trotsky au Centre unifié que parle l'acte d'accusation et c'est Gaven seulement que citent les dépositions de Smirnov, Mratchkovski, Safonova, etc. C'est lui aussi que le procureur Vychinski mentionne cinq ou six fois dans son réquisitoire. Il n'y a aucune déposition au procès sur le fait que Goltzman aurait transmis des instructions terroristes de Trotsky. Cependant, l'affaire Gaven est, on ne sait pourquoi, « réservée », et il n'est pas cité devant le tribunal, ne fût-ce que comme témoin. Mais Goltzman est fusillé pour des instructions qu'il a soi-disant reçues, mais qu'il n'a transmises à personne, Gaven, et non Goltzman, telle est la version soutenue tout au long du procès.

Or, dans le verdict, c'est tout le contraire ; le nom de Gaven n'est même pas mentionné et c'est Goltzman qui est cité comme ayant transmis les instructions de Trotsky sur la terreur au Centre unifié. Cet imbroglio était inévitable, car il découle de tout le caractère du procès, grossière et impudente machination policière.

Faut-il répéter que Trotsky n'a pas transmis par l'intermédiaire de I. Gaven, pas plus que par l'intermédiaire de quelqu'un d'autre, des instructions terroristes et ne s'est pas rencontré à l'étranger avec Gaven, pas plus qu'il ne s'est rencontré avec aucun des accusés ?

La lettre de Trotsky à Dreitzer

Comme on le sait, l'accusation ne disposait au procès d'aucune preuve matérielle, d'aucun document ou lettre authentique. Pour combler cette lacune, il est cité dans l'affaire quoique de mémoire, mais entre guillemets, une « lettre » de Trotsky à Dreitzer et à Mratchkovski, dont l'original, bien entendu, fait défaut.

Cette histoire commence par le voyage de Dreitzer à Berlin (automne 1931), où il « s'est rencontré à deux reprises dans un café de la Leipzigerstrasse avec Sédov, le fils de Trotsky. Sédov lui dit alors que les directives de Trotsky seraient expédiées plus tard ». (1).

Pure invention. Non seulement Sédov ne s'est jamais rencontré avec Dreitzer à Berlin, mais il ne s'est même jamais

(1) *Le Procès...*, p. 52. Le texte français dit, par suite d'une erreur du traducteur, Smirnov au lieu de Dreitzer.

rencontré avec lui et ils ne se connaissaient pas personnellement l'un l'autre. (Pour ceux qui connaissent Berlin, notons entre parenthèses qu'un café de la Leipzigerstrasse est un endroit fort peu indiqué pour des entrevues conspiratives).

Les trois lignes citées plus haut, c'est tout ce que Dreitzer communique de son entrevue de Berlin. Il n'y a pas eu d'« instructions ». Il n'y a pas eu non plus d'entretiens sur la terreur. On ne se demande pourquoi la Guépéou avait besoin d'« envoyer » Dreitzer à Berlin. Nous allons le voir maintenant. Sautant par-dessus trois années, Dreitzer indique ensuite qu'« en octobre 1934, la sœur de Dreitzer lui apporta de Varsovie une revue de cinéma allemande qu'un agent (?) de Sédov lui avait transmise. Dreitzer trouve facilement dans cette revue, — comme il s'était entendu à Berlin avec Sédov (voilà la clé de l'énigme ! On comprend maintenant pourquoi la Guépéou avait imaginé l'entrevue de Berlin) — une lettre écrite de la main de Trotsky à l'encre chimique et qui contenait la directive d'avoir à procéder sans retard aux préparatifs et à la réalisation d'actes terroristes contre Staline et Vorochilov. Dreitzer a fait parvenir immédiatement cette lettre à Mratchkovski, qui, après en avoir pris connaissance, l'a brûlée pour des motifs de conspiration ». (1).

Il n'est pas sans intérêt de noter avant tout que cette déposition si importante de Dreitzer ne fut faite qu'après de nombreuses semaines, et peut-être de nombreux mois, d'interrogatoire (dans le dossier de ses dépositions, elle porte le numéro des pages 102 et 103). Il a fallu 100 pages d'aveux extorqués pour lui « rappeler » ce fait si important.

La lettre avait été envoyée de Varsovie. Ni Trotsky, ni Sédov n'ont jamais été à Varsovie. Par quelle voie la sœur inconnue de Dreitzer (pourquoi n'est-elle pas citée comme témoin ?) avait-elle reçu cette lettre si conspirative de Trotsky, écrite de sa main, par l'intermédiaire de qui, venant de qui, dans quelles circonstances ? Fort raisonnablement, on ne nous dit pas un mot de tout cela. Si l'on admet *ab absurdo* que Trotsky ait réellement pu écrire une lettre contenant la directive d'assassiner Staline, il est malgré tout impossible d'admettre que Trotsky ait été assez imprudent pour confier une telle lettre à une sœur de Dreitzer absolument inconnue de lui, et de plus, l'écrire de sa propre main, comme s'il faisait exprès de donner à la Guépéou une preuve accablante contre lui. La lettre n'était même pas chiffrée ! (2). Cette façon d'agir est digne d'un collégien terroriste, mais non pas d'un vieux

(1) *Ib.*, p. 52.

(2) Or, Goltzman avait déclaré qu'il existait un chiffre pour correspondre avec Trotsky.

révolutionnaire ayant de l'expérience dans les affaires conspiratives. Si la Guépéou n'a pu se procurer la lettre, c'est uniquement parce qu'elle n'a jamais été écrite.

Dreitzer raconte ensuite qu'ayant reçu la lettre à Moscou, il en prit connaissance. La lettre avait été écrite à l'encre chimique, de sorte que pour la lire, elle avait dû être révélée. Après avoir révélé et lu la lettre, Dreitzer l'envoya à Mratchkovski alors au Kasakstan. Comment conviendrait-il d'opérer en pareil cas ? Il faudrait écrire de nouveau la lettre, à l'encre chimique, sans même parler du chiffre. Et comment opère Dreitzer ?

Mratchkovski indique « qu'en décembre 1934, alors qu'il était au Kasakstan, il avait reçu de Dreitzer une lettre de Trotsky écrite à l'encre chimique... Mratchkovski fait remarquer qu'il connaît très bien l'écriture de Trotsky et qu'il n'a aucun doute que la lettre ait été écrite effectivement par celui-ci (1).

Ces détails présentent un énorme intérêt. Il s'avère que Dreitzer n'a pas recopié la lettre de Trotsky, mais a envoyé à Mratchkovski l'original révélé par lui. Dreitzer envoie à Mratchkovski au Kasakstan une revue étrangère, dans les marges de laquelle, tout à fait ouvertement, comme si elle était écrite à l'encre ordinaire, on peut lire une lettre de la main de Trotsky, et quelle lettre ! Une lettre qui appelle à l'assassinat de Staline et de Vorochilov !

Dans toute l'histoire de la lutte révolutionnaire, sans aucun doute, il n'y a encore jamais eu chose semblable, une lettre chimique révélée, et de quel contenu ! est expédiée tout à fait ouvertement à des milliers de kilomètres. Ce cas serait sans exemple dans l'histoire de la correspondance illégale. Ce serait, disons-nous, car cela n'a pas eu lieu. Mais « il y a eu » quelque chose plus fantastique encore. Il s'avère que Mratchkovski a reçu l'original de la lettre de Trotsky (« écrite à l'encre chimique ») non révélé. Ainsi, il s'est produit en cours de route une transformation miraculeuse : Dreitzer avait envoyé la lettre révélée, et quand Mratchkovski la reçut, elle n'était plus révélée ! Rien de tel ne s'est jamais produit non seulement dans la pratique révolutionnaire, mais encore dans la nature.

Non, quels incapables, ces gens de la Guépéou ; ils ne savent même pas mentir proprement !

Mais il faut encore dire quelques mots du contenu de ce faux grossier.

Au cours du procès, il fut donné deux variantes de cette lettre : d'après les « souvenirs », l'une, de Dreitzer, l'autre, de

(1) *Ib.*, p. 43 et 44.

Mratchkovski. Les deux variantes, apparemment semblables, diffèrent sur un point essentiel. Dans la variante de Mratchkovski, il est dit que Trotsky donnait l'indication qu'« en cas de guerre, on doit occuper une position défaitiste » (1). Chez Dreitzer, qu'il faut « en cas de guerre, profiter de tous les échecs... » (2).

L'opposition de gauche s'est toujours irréductiblement maintenue sur la position de la défense inconditionnée de l'U.R. S.S. Dans la variante de Mratchkovski, Trotsky fait dans la lettre un tournant à 180° dans cette question si importante, en prenant une position directement contraire à celle que l'opposition de gauche et Trotsky ont défendue pendant de nombreuses années, ainsi que dans leurs derniers travaux. Ce seul point de la lettre ne pouvait manquer de frapper les destinataires, de s'incruster dans leur mémoire pour toujours, car il eût signifié une rupture avec tout le passé. Cependant, dans une question aussi importante, les dépositions de Mratchkovski et de Dreitzer se contredisent.

De même, il est impossible de ne pas noter que la « lettre » de Trotsky, lettre dans laquelle il proposait d'assassiner Staline et Vorochilov, de prendre une position défaitiste, d'organiser des cellules illégales dans l'armée, comprend en tout de 8 à 9 lignes ! On peut penser qu'une « plate-forme » aussi extravagante aurait eu besoin pour le moins de quelques explications. Et encore une chose : si Mratchkovski ou Dreitzer avaient réellement reçu une lettre semblable, ils l'auraient sans aucun doute prise pour une grossière provocation.

Ce faux fabriqué sans talent ni intelligence est bien inférieur, pour ce qui est de sa « qualité », à d'autres modèles de production policière, comme la célèbre « lettre de Zinoviev », sans même parler du bordereau de l'affaire Dreyfus.

* * *

Faisons un court bilan (voir le schéma, page 105) :

1) *Berman-Iourine et Fritz David* n'étaient liés avec aucun autre inculpé. On n'a pu les impliquer dans le procès qu'au moyen d'un fil ténu, qui les aurait reliés à Trotsky et à Sédov. Nous avons déjà montré que ce « fil » était une production de la Guépéou. Arrachons-le. *Berman-Iourine et Fritz David* restent suspendus en l'air. Il devient évident qu'ils furent impliqués dans le procès pour faire l'*amalgame*.

2) *Olberg*, en dehors de Sédov, n'est lié à aucun des accusés. Nous avons montré que c'était cet Olberg, quel fut le caractère de cette « liaison » qui cessa en 1932. Arrachons ce fil

(1) *Ib.*, p. 43.

(2) *Ib.*, p. 22.

aussi. Olberg reste de même suspendu en l'air. C'est aussi pour l'amalgame qu'il a été impliqué dans le procès.

3) Moïse Lourié est impliqué dans le procès par l'intermédiaire de Ruth Fischer-Maslov, qui lui auraient transmis, au début de l'année 1933 à Berlin une instruction terroriste de Trotsky. Mais Trotsky dans cette période n'avait aucune liaison avec Ruth Fischer et Maslov, car ils se trouvaient sur des positions politiques différentes. (Cette liaison ne s'est établie qu'en 1934) (1). Bien entendu, la supposition que Ruth Fischer et Maslov aient transmis en leur propre nom des « instructions » à Zinoviev est une pure absurdité. Le fil qui relie le scribouilleur anti-trotskiste Moïse Lourié à Trotsky est coupé en deux endroits (2). Ils se rompent facilement, ces fils pourris !

4) Dreitzer. Tout le nécessaire a été dit dans ce chapitre sur cette liaison. Arrachons aussi ce fil.

5) Le fil qui relie directement Trotsky à Goltzman a été rompu dans le chapitre précédent. Il reste le triangle Sédov-Smirnov-Goltzman. Nous l'avons mis, à la différence des autres lignes, en trait plein, car le fait même des rencontres correspond à la vérité. C'est la seule chose qui soit vraie dans tout le procès. Ces rencontres ont eu lieu en 1931 et en 1932. Par la suite, il n'y eut aucune liaison ; depuis le début de l'année 1933, Smirnov et Goltzman se trouvaient en prison.

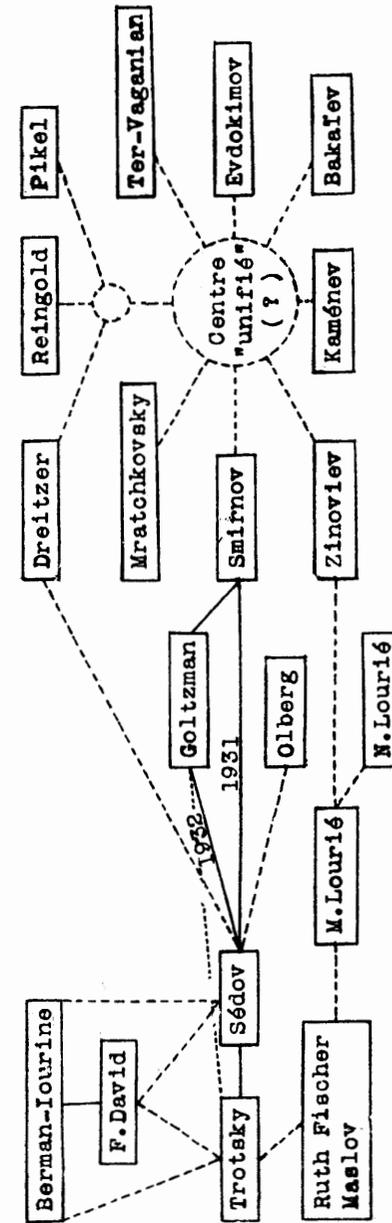
Et sur les deux participants à ces rencontres avec Sédov, l'un d'eux, Smirnov, a nié catégoriquement avoir reçu des instructions terroristes de Trotsky ; « c'était l'opinion personnelle de Sédov », dit-il ; l'autre, Goltzman, n'a pas transmis d'instructions terroristes et s'est discrédité par l'histoire de son « voyage » à Copenhague. Or, ce sont eux qui devaient démontrer la participation de Trotsky à l'activité terroriste, à l'assassinat de Kirov en particulier. Et le verdict de dire que « L. Trotsky, de l'étranger, a hâté par tous les moyens les préparatifs de l'assassinat de Kirov » (quoique au cours du procès, il n'en avait jamais été question).

Pour nous expliquer pourquoi il était nécessaire d'assassiner un Kirov qui ne jouait aucun rôle indépendant, on nous a déclaré que c'était une vengeance des zinoviévistes, que Kirov avait écrasés à Léninegrad. Mais alors que vient faire Trotsky ? Quand Kirov a écrasé les zinoviévistes à Lénin-

(1) Ce fait peut être contrôlé sur la base de documents et de nombreuses dépositions de témoins.

(2) Quant à la « liaison » de Moïse Lourié avec Zinoviev, il est intéressant de noter que Lourié, qui apportait à Zinoviev des instructions terroristes si importantes, est arrivé à Moscou en mars 1933, mais ne s'est rencontré avec lui qu'en août 1934 !

Le schéma des liaisons



Pour l'explication de ce schéma, voir pages 95 et 103.

grad, ils étaient aussi hostiles à l'opposition de gauche que les stalinistes.

Sur le rôle de Trotsky dans l'assassinat de Kirov, Zinoviev a déposé d'une façon beaucoup plus éloquente : « A MON AVIS, Bakatév a raison quand il dit que les vrais et principaux auteurs de l'odieux assassinat de Kirov étaient en premier lieu moi-même, Zinoviev, Trotsky et Kaménev » (1).

Pendant quatre ans, Zinoviev et Trotsky dirigent une action terroriste d'une envergure sans précédent, et Zinoviev, l'un des principaux inculpés, parle du rôle du principal accusé, Trotsky, d'une manière très incertaine (« à mon avis ») et en se référant à une troisième personne.

Sans commentaires.

Sur la base de faits irréfutables, nous avons montré qu'il n'y a eu ni terrorisme, ni « centre » ; nous avons aussi montré ce que valent les liaisons de Trotsky avec les inculpés. Du « schéma » staliniste, il ne reste qu'une feuille blanche. Pour la remplir d'un schéma qui correspondrait à la réalité, il suffirait de dessiner deux rectangles : un grand : Staline, un autre plus petit : Iagoda. Le procès de Moscou est d'un bout à l'autre leur création.

(1) Ib., p. 62.

Vieille chanson, nouvel air

« Peut-on croire un seul instant au bien-fondé de l'information..., suivant laquelle Trotsky, ancien président du Soviet des députés de Pétersbourg en 1905, révolutionnaire qui a servi pendant des dizaines d'années la révolution avec désintéressement, aurait quelque rapport avec un plan financé par le « gouvernement allemand » ? C'est une calomnie manifieste, inouïe, malhonnête lancée contre un révolutionnaire. »

Lénine, dans la Pravda du 16 avril 1917.

Il y a une calomnie que l'on ne réfute pas, à côté de laquelle on passe, pour ne pas se salir : C'est la calomnie sur les « liaisons avec la Gestapo ». Mais même celle-ci, ce n'est pas Staline qui l'a inventée. Staline répète servilement la vieille calomnie des impérialistes anglais, russes et autres sur les « espions allemands Lénine et Trotsky », en la modernisant seulement par le mot de Gestapo. Lorsqu'en 1917, la bourgeoisie russe et ses agents Milioukov, Kérenski, etc., s'efforcèrent de calomnier et de noircir le parti bolchévik, parti vers qui tendaient tous les espoirs de la classe ouvrière russe et de larges couches de la paysannerie, ils proclamèrent que ses chefs Lénine et Trotsky étaient des « agents de l'Etat-major allemand ». Si Staline ne fut pas lui-même à ce moment-là au nombre des chefs calomniés (Lénine, Trotsky, Zinoviev), c'est uniquement parce qu'à cette époque héroïque il était trop peu connu et n'était qu'une figure de troisième plan. Le méprisable et pitoyable Kérenski reste au moins fidèle à lui-même quand il écrit aujourd'hui qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que Trotsky et Zinoviev aient eu des relations avec la Gestapo, car, voyez-vous, Lénine, Trotsky et d'autres ont déjà été liés en 1917 avec le général Ludendorff !

Kérenski renoue le fil de sa propre calomnie d'autrefois contre Lénine, Trotsky et Zinoviev à la calomnie d'aujourd'hui

lancée par Staline contre Trotsky et Zinoviev. (Si Lénine n'était pas mort, il aurait été, bien entendu, le premier et le principal agent de la Gestapo.) Combien significative est cette poignée de mains que les deux calomniateurs, Kérenski et Staline, se donnent par-dessus toute une époque : 1917-1936 !

Dans la citation que nous avons donné en épigraphe, Lénine dit dans la *Pravda* de 1917 que « *c'est une calomnie manifeste, inouïe, malhonnête lancée contre un révolutionnaire* ». Ces mots sont aujourd'hui d'une plus grande actualité que jamais, mais entre temps, toute la Révolution a passé.

Quand la *Pravda* écrivait avec indignation ces lignes, Trotsky n'avait pas encore été à côté de Lénine, chef de la révolution d'Octobre, pendant laquelle, selon Staline lui-même, « *tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection fut mené sous la direction immédiate de Trotsky, président du Soviet de Pétrograd. On peut dire avec certitude que le rapide passage de la garnison du Soviet et l'habile organisation du travail du Comité militaire révolutionnaire, le parti en est avant tout et surtout redevable au camarade Trotsky.* » (Article de Staline dans la *Pravda* du 6 novembre 1918.) Trotsky n'avait pas encore été alors, à côté de Lénine et de Zinoviev, créateur et chef de l'Internationale communiste. Trotsky n'avait pas encore été alors le chef de l'Armée rouge et l'organisateur des victoires de la guerre civile.

Et peut-il exister une meilleure preuve de la confiance de Lénine en Trotsky, et en Trotsky seulement, que la « *carte blanche* » bien connue que lui donna Lénine. En 1919, au plus fort de la guerre civile, Lénine remit le document suivant à L. Trotsky :

« *Camarades !*

« *Connaissant le caractère rigoureux des prescriptions du camarade Trotsky, je suis tellement persuadé, persuadé à un degré absolu, de la justesse, de l'opportunité et de la nécessité pour la cause, de l'ordre donné par le camarade Trotsky que je confirme intégralement cette prescription.*

V. Oulianov-Lénine. »

Lénine écrivit ces quelques lignes au bas d'une feuille de papier en blanc portant l'en-tête du Président du Conseil des commissaires du peuple (en juillet 1919), afin que Trotsky pût écrire au-dessus de la signature de Lénine toute décision qu'il jugerait nécessaire.

Un journal réactionnaire français, le clérical *Echo de Paris*, communique déjà que les trotskistes français sont des agents du Reich. *L'Humanité* se saisit immédiatement de cette découverte. Oh ! il n'y a aucun doute là-dessus, *l'Echo de Paris* le dit.

Les bolchéviks-léninistes de Pologne sont des agents de la police secrète, proclame la *Pravda*. Bien sûr ! On ne peut pas les forcer comme Thorez et Duclos à crier « *Vive la Pologne* » de Pilsudski ! Ils préparent dans la lutte illégale et dans les prisons une nouvelle Pologne, qui ne sera pas la Pologne de Pilsudski. Evidemment, ce sont des agents de la police secrète !

Cet « *argument* » n'est pas nouveau : Lénine et Liebknecht, Trotsky et Rosa Luxembourg ont eu à le subir. Marx aussi l'a subi : la presse bonapartiste française l'accusait d'être un agent de Bismarck. (1) Eh bien, ce n'est pas une si mauvaise tradition !

Lisez les journaux fascistes allemands, voyez avec quelle rage haineuse ils manifestent pour Trotsky. Ce sont eux qui conseillent de livrer Trotsky à Staline ! Les fascistes allemands ne peuvent pardonner à Trotsky non seulement son rôle révolutionnaire en général, mais aussi sa politique révolutionnaire en Allemagne. Ils savent que c'est Trotsky qui a propagé en Allemagne l'idée du front unique, seule politique qui aurait pu vaincre le fascisme, tandis que Staline ne faisait qu'aider le fascisme, en proclamant que social-démocratie et fascisme étaient des « *jumeaux* » et que la social-démocratie était le fascisme de gauche. *Sans Staline, il n'y aurait pas eu Hitler, ni la Gestapo !* C'est Staline qui a aidé Hitler à s'asseoir sur le dos de la classe ouvrière allemande. Et c'est dans ce sens historique, beaucoup plus profond, que Staline est un agent de la Gestapo, et toutes ses pitoyables machinations policières ne pourront effacer cette terrible responsabilité. Oui, s'il existe aujourd'hui en Allemagne le fascisme et la Gestapo, ils le doivent « *avant tout et surtout* » à Staline.

(1) La police de Napoléon III a d'ailleurs accusé aussi la Première Internationale d'avoir trempé dans un attentat contre l'Empereur (Affaire Beaury, mai 1870). Comme tout se répète !

Le suicide-assassinat de Bogdan

Staline ne fusille pas seulement les vieux bolchéviks, il s'ingénie aussi à les faire revenir de l'autre monde. Il n'est pas besoin de rappeler ici le cadavre de Kirov. Mais, dans l'affaire, ce n'est pas l'unique cadavre.

Auprès de Zinoviev avait travaillé pendant de nombreuses années comme secrétaire un vieux membre du parti, Bogdan. Il y a quelques années, Bogdan, exclu du parti, ne supporta pas les persécutions et la répression de Staline et se suicida (1). Ce suicide produisit en son temps une assez forte impression dans le parti. On parlait de l'impasse dans laquelle Staline poussait les gens qui se permettaient d'avoir une opinion à eux. Mais c'est précisément pourquoi Staline a décidé, sans doute, de mêler le cadavre de Bogdan au procès. Il lui fallait « se venger » de Zinoviev et des autres, qui avaient certainement parlé entre eux de Bogdan comme d'une victime du régime staliniste. C'est à cette fin qu'il fut dit au cours du procès que « le suicide de Bogdan était en somme un assassinat décidé par le centre terroriste... Bakaïev a essayé de persuader Bogdan d'accomplir son attentat contre Staline ou de se suicider. Bogdan se suicida et laissa, comme cela lui avait été prescrit, une lettre dans laquelle il prétendait être victime de l'épuration du parti » (2).

Le mensonge devient ici délire insensé. Admettons que Bogdan ait dû réellement tenter d'assassiner Staline et que cette tentative, comme on nous l'indique au cours du procès, n'ait pas réussi. Mais pourquoi eût-il fallu le contraindre à se suicider ? En châtiment de l'échec de sa tentative ? Y a-t-il donc eu d'autres « tentatives » qui aient réussi ? Pas une seule ! Pourquoi d'autres ne se sont-ils pas suicidés ? Où et quand a-t-on jamais vu que des terroristes malheureux se

(1) Quelques années auparavant, c'est dans des circonstances analogues que s'était suicidé M. S. Glazman, secrétaire de Trotsky. Révolutionnaire d'une droiture et d'un dévouement rares, il s'était tué à la suite de son exclusion du parti.

(2) Déposition de Pikel. **Le Procès...**, p. 63.

soient suicidés sur un ordre reçu d'en haut ? Bogdan laissa même « une lettre dans laquelle il prétendait être victime de l'épuration du parti ». Sans doute, cette « victime de Zinoviev » a-t-elle menti devant la mort... pour causer de l'ennui à Staline. Sur ce « simple » fait tragique, le suicide d'un membre du parti, calomnié et traqué, Staline bâtit tout un échafaudage de mensonges qui relèvent de la pathologie. Par moments on croirait lire *les Possédés*.

Voici l'histoire de ce suicide. Reingold, toujours lui, déclare que « le centre trotskiste-zinoviéviste, s'IL AVAIT ACCÉDÉ AU POUVOIR, pensait anéantir... tous ceux de ses propres partisans ayant pris une part active et immédiate à la terreur » (1). Cette déposition est le produit des machinations personnelles de Staline. Quiconque connaît quelque peu le « chef bien-aimé » ne saurait en douter. Fusiller ses propres agents, devenus dangereux parce qu'ils en savent trop, c'est bien là sa méthode, la méthode de l'homme que rien n'arrête, sans scrupules dans le choix des moyens et capable de tout. C'est la méthode qu'il a employée lors du procès des 14 (Nikolaïev et autres), où il y eut parmi les fusillés des agents de la Guépéou. C'est aussi la méthode qu'il a employée dans le présent procès. Staline trahit ici sa psychologie. Il impute sa propre bassesse à ses victimes !

Nous savons combien Zinoviev et Kamenev étaient loin du pouvoir. Mais, nous apprend-on, ils n'avaient pas seulement rêvé du pouvoir, pas seulement partagé entre eux les portefeuilles et, en premier lieu, bien entendu, le portefeuille de la Guépéou, mais ils avaient même songé à fusiller ceux de leurs partisans qui en savaient trop long ! Quelle prévoyance ! Sans doute Zinoviev et Kamenev n'avaient-ils aucun autre souci. De plus, ils étaient même allés jusqu'à divulguer par avance ces plans, comme pour avertir leurs partisans de ce qui les attendait en cas de succès. Sans doute la Guépéou staliniste devait-elle garder vivants les terroristes qui avaient accompli des assassinats, afin qu'ils puissent être fusillés par la Guépéou zinoviéviste, une fois que Zinoviev aurait pris le pouvoir !

Même des inculpés modèles comme Zinoviev et Kaménev n'ont pas accepté de prendre sur eux cette histoire effarante. « C'est du Jules Verne, dit Zinoviev, ce sont des contes des Mille et Une Nuits. » Le procureur lui répliqua d'une voix faussement pathétique : « Et l'assassinat de Bogdan, secrétaire de Zinoviev, qu'est-ce que c'est, un conte ? » (2)

(1) *Ib.*, p. 58.

(2) *Ib.*, p. 163.

Mais que vient faire dans tout cela Bogdan ? Le « plan » d'extermination de leurs propres partisans devait être exécuté par Zinoviev et Kaménev après la prise du pouvoir, par l'intermédiaire de la Guépéou, à la tête de laquelle devait être placé Bakaïev. Est-ce que Zinoviev et Kaménev avaient déjà pris le pouvoir ? Et Bakaïev s'était-il approprié la Guépéou ?

Les cheveux se dressent sur la tête, quand on lit cette édition staliniste des *Possédés*. Jusqu'où est allée la dégénérescence de la révolution russe pour que Staline ait pu mettre en circulation toutes ces monstrueuses impudences au nom de... la justice soviétique ?

Le procureur Vychinski

Qui fut procureur en face de Zinoviev, de Kaménev et des autres vieux bolchéviks ? *Le menchévik Vychinski*. Certes, il avait été encore beaucoup moins menchévik que petit avocat provincial qui s'accommodait à merveille du tzarisme. Emporté, comme beaucoup d'autres petits bourgeois, dans la révolution de 1905, Vychinski devint menchévik, mais dès 1907 il se séparait du mouvement ouvrier et revenait à sa vie de philistin. *Il y a dans sa biographie officielle de 1907 à 1920 un trou béant*. Après la révolution de février, Vychinski reprend de l'activité comme menchévik de droite, il agit, dans le quartier de Zamoskvoretski à Moscou, comme ennemi déclaré du bolchévisme et de la révolution d'Octobre. Après la victoire, Vychinski se décide à se faufiler dans les rangs du bolchévisme. Mais il attend d'abord prudemment les résultats de la guerre civile. Il entre dans le parti communiste en 1920, alors que le pouvoir soviétique a remporté ses victoires, qu'il est solidement assuré et que Vychinski, par conséquent, ne risque plus rien. Entré dans le parti, le futur procureur devient, bien entendu, l'adversaire furieux de toute opposition et est un staliniste fidèle. De même que dans le passé il s'était adapté au tzarisme, il s'adapte maintenant au stalinisme.

Et c'est à cet homme que Staline a confié la mission de diriger l'accusation contre de vieux bolchéviks ! Un ancien menchévik, ennemi du bolchévisme et de la révolution d'Octobre, qui réclame la tête des chefs du bolchévisme et de la révolution d'Octobre ! N'est-ce pas un symbole ? Ce seul fait n'en dit-il pas plus long que tous les discours ? A coup sûr. Vychinski s'est senti à l'aise dans son rôle de procureur thermidorien qui se vengeait du bolchévisme.

Vychinski n'est pas une exception ; il y a des milliers et des milliers de Vychinski, fidèles sujets de Staline, soutiens du régime. L'ancien ministre du gouvernement blanc patronné par Koltchiak. Maïski, est maintenant ambassadeur soviétique

à Londres ; l'ancien ministre de Petlioura, Rafès, est l'un des dirigeants de l'Internationale communiste.

En 1917, dans le *Dni*, le journaliste vénal Zaslavski calomniait avec une haine particulière Lénine et Trotsky, les traitant d'espions allemands. C'est de lui que Lénine a écrit à maintes reprises : « Zaslavski et autres canailles », « plume mercenaire », « maître-chanteur », « calomniateur ». Ces qualificatifs se rencontrent bien souvent chez Lénine dans ses articles de 1917.

Et qui écrit aujourd'hui dans la *Pravda* les articles calomnieux qui font de Trotsky un agent de la Gestapo ? *Le même Zaslavski*.

Quel symbole, là encore !

Mais revenons à Vychinski. Il commet dans son discours l'imprudence de se hasarder dans des recherches historiques. Pour confondre Kaménev, Vychinski raconte qu'en éditant un livre de Machiavel, « Kaménev... écrivait dans une courte introduction à ce livre... « Maître de l'aphorisme politique et brillant dialecticien... » Et Vychinski ajoute : « Ce Machiavel est d'après Kaménev un dialecticien ! Ce fripon consommé est, paraît-il, un dialecticien ! » (1).

Citons sur Machiavel quelques appréciations d'hommes dont les œuvres ne sont pas encore interdites en U.R.S.S., mais dont les héritiers révolutionnaires y sont fusillés. Il s'agit de Marx et d'Engels. Marx qualifia l'Histoire de Florence de Machiavel d'« œuvre de maître » (dans une lettre à Engels). Engels écrit de son côté : « Machiavel fut homme d'Etat, historien, poète et en même temps le premier écrivain des temps modernes digne d'être nommé » (1880). Dans un article de la *Kölnische Zeitung* (n° 179), Marx mentionne Machiavel, à côté de Spinoza, de Rousseau, de Hegel, comme celui qui a découvert les lois du fonctionnement de l'Etat, faisant un parallèle entre cette découverte et la découverte de Copernic ! Il existe encore d'autres appréciations enthousiastes de Marx sur Machiavel ; son nom se rencontre souvent dans sa correspondance.

Il semble donc que Marx et Engels ne considéraient pas Machiavel comme un « fripon consommé ». Mais même « fripon consommé » ne suffit pas à Vychinski. Comme criminel, Machiavel est « un blanc-bec et un rustaud à côté d'eux (Zinoviev et Kaménev) » (2). C'est un peu fort ! Et cet imbécile de procureur demande au tribunal de ne pas considérer cette préface de Kaménev au livre de Machiavel « comme une des

(1) *Le Procès...*, p. 140.

(2) *Ib.*, p. 141.

pièces à conviction » (pourtant, Vychinski n'en avait pas trop).

L'appréciation de Machiavel par Kaménev « a, selon les termes de Vychinski, une certaine importance pour définir le niveau moral et idéologique, si l'on préfère, de l'accusé Kaménev. » (1)

« Le niveau moral ou idéologique, si l'on préfère ». Mais de qui ? Par ce seul exemple, Vychinski dévoile complètement son propre « niveau idéologique », dans la mesure où cette expression puisse convenir à un tel individu.

Tout le discours de Vychinski s'est strictement maintenu à cette hauteur. Arrêtons-nous seulement à la calomnie qu'il lance, selon laquelle Trotsky aurait à l'égard de l'U.R.S.S. un point de vue défaitiste. Le procureur invoque les dépositions de Berman-Iourine et de Fritz David, individus archisuspects. Il n'arrive d'ailleurs à tirer de ces dépositions que quelques phrases, selon lesquelles Trotsky aurait indiqué que la tâche était la « décomposition des forces militaires ». Sentant, semble-t-il, lui-même que tout cela est trop mensonger, grossier et stupide, Vychinski ajoute : « Tout cela a peut-être été inventé ? Peut-être Fritz David et Berman-Iourine se sont-ils lancés ici dans des fictions fantaisistes ? Tout cela est peut-être de la fantaisie, une pure invention, des bavardages irresponsables d'accusés qui cherchent à dire le plus de mal possible les uns des autres, afin d'alléger leur propre sort ? » (2)

En soulevant cette délicate question, Vychinski invoque à titre de preuve les « thèses de Clémenceau ». Nous ne savons pas si Clémenceau a jamais écrit de thèses. Ce faible des marxistes n'était sans doute pas dans le caractère du Tigre. Vychinski a certainement en vue, et il dévoile ici de nouveau son « niveau idéologique », ce qu'on appelle la « thèse Clémenceau ». Mais écoutons Vychinski lui-même. Ces thèses mystérieuses de Clémenceau, selon ses termes, parlent « de la nécessité d'attendre, en cas de guerre, que l'ennemi se trouve à une distance de 80 kilomètres de Moscou pour prendre les armes contre le gouvernement soviétique, pour le renverser. » (3)

En réalité, c'est dans un de ses discours au Bureau politique, en 1927, que Trotsky a dit que le danger de guerre ou la guerre n'effacerait nullement les désaccords de l'opposition avec les stalinistes et que la direction staliniste, incapable en temps de paix, dévoilerait son incapacité avec une force encore plus grande en cas de guerre. Trotsky résumait

(1) *Ib.*, p. 139.

(2) *Ib.*, p. 133.

(3) *Ib.*, p. 132.

sa pensée dans les termes suivants : « Pour la patrie socialiste ? Oui ! Pour le cours staliniste ? Non ! » Trotsky prit l'exemple de Clémenceau qui au début de la guerre, jusqu'au moment où il devint président du Conseil, ne cessa jamais de critiquer et de combattre durement les gouvernements succédés qu'il accusait d'incapacité dans la conduite de la guerre. Clémenceau renversa le gouvernement et prit le pouvoir. Comme, probablement, le sait aussi Vychinski, Clémenceau ne le prit pas au moyen de l'insurrection armée ou de combats de rues. Il renversa le gouvernement dans les cadres du parlementarisme. Par cette analogie, Trotsky voulait dire que, pour que l'Union soviétique pût vaincre dans la guerre, il était nécessaire de liquider le cours staliniste et d'éliminer la direction staliniste. Bien entendu, dans le cadre de l'ordre constitutionnel soviétique. Si pour Trotsky il s'était agi d'insurrection armée, pourquoi aurait-il tiré exemple de Clémenceau ?

Après avoir invoqué, aussi imprudemment, les « thèses de Clémenceau », Vychinski conclut : « C'EST PRÉCISÉMENT POUR CELA qu'il faut reconnaître que cette partie de la déclaration de Berman-Iourine et de Fritz David correspond à la réalité. » C'est précisément pour cela qu'il faut reconnaître, dirons-nous, que les dépositions de Berman-Iourine et de Fritz David dans cette partie non plus ne correspondent pas à la réalité.

Quant à l'attitude des bolchéviks-léninistes envers la défense de l'U.R.S.S., quiconque lit la presse de l'opposition depuis quelques années n'a pas besoin d'explications supplémentaires de notre part. Il lui suffit de parcourir ce qu'ont écrit les bolchéviks-léninistes pour y trouver à chaque page que la défense de l'U.R.S.S. est une obligation absolue, malgré la bureaucratie et ses ignominies, pour tout ouvrier. Indiquons encore que l'opposition de gauche a toujours impitoyablement rompu avec ceux qui laissaient planer une équivoque sur cette question.

Le compromis tragique : contre les aveux, la vie sauve

Un décret du Comité central exécutif de l'U.R.S.S. du 1^{er} décembre 1934 établissait une procédure militaire accélérée dans les affaires de terrorisme, sans défenseurs, à huis clos, sans droit d'appel et avec exécution immédiate du verdict. Pour le procès de Moseou, il fut fait une « exception » à ce décret. Formellement, tout fut admis : les avocats, l'appel au Comité central exécutif, l'audience publique. La réalité fut toute autre.

Un avocat tant soit peu indépendant aurait rendu le procès impossible. Aussi les accusés renoncèrent-ils aux avocats, et cet abandon était un de leurs apports dans le « compromis » que Staline avait passé avec eux : pour les aveux, la vie sauve.

La question du *droit d'appel* a une importance toute particulière. Pourquoi Staline donna-t-il ce droit aux accusés ? Il avait pourtant décidé par avance de les fusiller. L'unique explication de ce fait est celle-ci : en donnant aux accusés, par dérogation au décret spécial du Comité central exécutif, le droit de faire appel, Staline leur offrait une « garantie » du compromis conclu avec eux : pour prix des aveux, la vie sauve.

Or, au tribunal, c'est une comédie qui se joua, avec des rôles distribués à l'avance. Tout avait été convenu auparavant. Les accusés remplirent les conditions imposées, mais Staline les « viola »... Ce fut l'exécution.

* * *

En guise de défenseurs (1), des accusateurs, c'est-à-dire les

(1) Comment ne pas rappeler ici le procès des socialistes-révolutionnaires de 1922 ? Ils étaient eux, de véritables terroristes. Ils avaient tué Ouzitski, Volodarski, blessé Lénine. Et c'était dans les moments les plus redoutables et les plus précieuses de la révolution. Le procès fut public, des avocats furent admis, même des avocats étrangers (Vandervelde, Kurt Rosenfeld, Theodor Liebknecht). Il n'y avait alors rien à cacher. Le procès établit en pleine évidence que les actes terroristes n'avaient pas été le fait d'individus isolés, comme il l'avait semblé tout d'abord, mais avaient été organisés par le parti des socialistes-révolutionnaires. Tous les accusés, ennemis mortels de la révolution d'Octobre, eurent malgré tout la vie sauve.

inculpés eux-mêmes ; en guise de public, une assistance de deux cents agents de la Guépéou, triés sur le volet, au « maintien militaire », comme le communiquaient les correspondants des journaux britanniques. La présence de ce public n'était qu'une nouvelle dérision de Staline à l'égard des accusés.

Cette lie thermidorienne, quoique choisie, n'a pas seulement applaudi les discours du procureur et le verdict, mais elle a ri aussi bien souvent des malheureux accusés... Elle considérait avec délectation l'anéantissement et la fin des anciens chefs du bolchévisme et de la révolution. A eux, à ces thermidoriens comme à Staline, il fallait la fuillade. Les traditions et les idées de la révolution d'Octobre les tourmentent comme un sombre cauchemar, elles les gênent pour construire leur « vie heureuse et sereine ».

Enfin, les juges se réunirent pour délibérer. Et pour « rédiger » le verdict, préparé depuis longtemps au secrétariat de Staline, il leur fallut sept heures et demie. Encore une nouvelle vengeance misérable et odieuse de Staline : faire souffrir ces hommes, se jouer d'eux aux dernières heures de leur vie. Certes, les accusés avaient le droit de faire appel à la grâce... pour qu'elle ne leur soit pas accordée. Le 24 août, à la nuit, ils furent directement conduits de la salle du tribunal à la mort.

Le procès, non seulement dans son ensemble, mais même dans chaque détail, porte la marque d'une ignominie inhumaine.

Après le procès

Le procès de Moscou n'est pas terminé, il continue sous des formes nouvelles. L'affaire de la « terreur » est conduite à toute allure. Des dizaines, des centaines de personnes arrêtées en relation avec le procès des vieux bolchéviks remplissent les prisons de l'U.R.S.S. La machine répressive poursuit sa besogne.

On arrête des gens parce qu'ils ont eu un parent trotskiste, parce qu'il y a une dizaine d'années, ils ont exprimé quelque pensée oppositionnelle. On arrête à Moscou, en Ukraine, au Turkestan, partout. On arrête des écrivains et des économistes, des journalistes et des militaires ; il n'y a de grâce pour personne. Boukharine, rédacteur des *Izvestia*, imprime, dans le journal dont il a la direction, des résolutions qui réclament sa tête ! L'encre du projet de la nouvelle constitution staliniste n'était pas encore sèche que l'un des principaux rédacteurs, Radek, est livré à un autre, Vychinski. Après avoir élaboré la « constitution la plus démocratique du monde », ses auteurs s'envoient l'un l'autre à la guillotine. Le jour même où Radek réclamait dans les colonnes des *Izvestia* le passage par les armes des accusés (dans le rapport de délateur (dans l'affaire Blumkine) pour apaiser Staline, son nom était cité dans le compte rendu du procès et il était déclaré « terroriste ». Il suffisait de tourner la page du journal !

Piatkov est emprisonné par la Guépéou sous l'inculpation des mêmes crimes pour lesquels il réclamait la veille de son arrestation un châtiment impitoyable pour les autres accusés. Piatkov, adjoint d'Ordjonikidzé, est inculpé de terrorisme, c'est-à-dire qu'il aurait eu l'intention... d'assassiner son supérieur immédiat ! Sokolnikov et Sérébriakov, Ouglanov et Poutna sont en prison. Séparés depuis de nombreuses années de toute opposition, ils étaient devenus des fonctionnaires dociles de Staline. Rien à faire ! Même ces gens-là sont par quelque côté dangereux pour Staline ; ou plutôt il y a quelque autre redoutable danger qui le menace et il espère le conjurer en frappant ces hommes, en se débarrassant d'eux. Liés par leur passé à la révolution dont Staline est le fossoyeur, ils le gênent par le fait même de leur existence. Et si Staline,

après de nombreuses années de préparation et d'hésitation, s'est décidé maintenant à une répression sanglante, cela démontre que dans la voie de la liquidation de la révolution, il prépare quelque chose de nouveau, sans comparaison avec tout ce qu'il a déjà fait. Son coup contre les anciens révolutionnaires, son coup porté à la gauche, ne permet pas de douter que sa voie se dirige délibérément vers la droite.

Ce sont les représentants les plus marquants du bolchévisme qui ont été impliqués, comme nous l'avons déjà indiqué, dans le procès de Moscou. Rappelons que 19 membres du Comité central et 8 membres du Bureau politique furent mêlés à l'affaire ! Rykov et Boukharine ont bénéficié, il est vrai, d'un non-lieu (1), après trois semaines d'instruction. Mais quel non-lieu ! « *L'enquête n'a pas établi de données judiciaires qui permettent de traduire Boukharine et Rykov devant le tribunal.* » Comme nous connaissons bien cette odieuse formule ! Elle répète mot pour mot le premier non-lieu concernant Zinoviev. Par cette formule bien staliniste, le « père du peuple » garde les mains libres pour des infamies futures. Des « données », on peut toujours en trouver. Il suffit d'un peu de temps et nous apprendrons que le Centre unifié n'était rien en comparaison d'un autre centre, le « Centre Boukharine-Rykov », dont les fusillés avaient caché l'existence. Nous apprendrons aussi que Boukharine était allé personnellement à Léninegrad organiser l'assassinat de Kirov, etc., etc. Le fait que les noms de Rykov et de Boukharine aient été mentionnés au procès est un « avertissement » de Staline : vous êtes dans mes mains, il me suffit de dire un mot et c'est votre fin. Dans la langue du droit pénal, cette méthode s'appelle du chantage, et sous sa forme la plus odieuse, le chantage sur la vie même.

La mort de Tomski (2), qui a produit une très forte impres-

(1) Reingold, Kaménev et Zinoviev avaient déclaré que ceux-ci étaient au courant de l'activité terroriste et qu'ils avaient trouvé avec eux un « langage commun ». La « réhabilitation » de Boukharine et de Rykov donne indirectement une appréciation non équivoque des dépositions des inculpés.

(2) M. P. Tomski (né en 1880), ouvrier lithographe, entra en 1904 dans le mouvement révolutionnaire ; en 1905 député au Soviet de Réval ; arrêté pour la première fois en 1906, il est déporté et s'enfuit de la déportation. Délégué au Congrès de Londres (1907) ; de nouveau arrêté à la fin de 1907, Tomski, sauf une courte interruption, reste en prison jusqu'en avril 1909. Après quelques mois d'activité illégale, il est de nouveau arrêté en décembre 1909 et, après deux ans de détention préventive, il est une nouvelle fois condamné à cinq ans de prison. En 1916, après presque sept ans d'emprisonnement, Tomski sort de prison pour être déporté à vie en Sibérie. Après la révolution d'Octobre, Tomski est pour de nombreuses années le dirigeant des syndicats soviétiques ; membre du Comité Central et du Bureau politique.

sion dans le pays, n'a pas été sans influencer sur l'allégement temporaire du sort de Rykov et de Boukharine. Ce suicide a forcé l'usurpateur déchainé à modérer son emportement. Accusé d'avoir participé à la terreur, Tomski comprit qu'il n'y avait pas d'issue au piège staliniste. Révolutionnaire et bolchévik, Tomski a préféré la mort volontaire plutôt que de subir les ignominies stalinistes, que de se salir lui-même, que de traîner dans la boue tout ce pour quoi il avait lutté pendant des dizaines d'années.

Est-ce que ce seul fait, le suicide d'un des chefs du parti, ne démontre pas dans quel marais Staline a conduit la révolution ?

Staline s'est vengé de Tomski à sa manière. Après avoir à demi condamné et à demi réhabilité Rykov et Boukharine, il n'a pas dit un mot de Tomski. Et comment donc Staline aurait-il pu réhabiliter sa mémoire ? Cela eût signifié avouer la calomnie, sur la tombe encore fraîche d'un des chefs du parti et du bolchévik le plus capable qu'ait donné la classe ouvrière russe.



Il n'est pas difficile de s'imaginer l'atmosphère de cauchemar qui règne maintenant en U.R.S.S. Personne n'est sûr du lendemain et, moins que quiconque, les vieux bolchéviks. Hier dirigeants responsables et émérites, on les déclarera demain terroristes et on les jettera sous l'engrenage de la machine répressive. Les vieux bolchéviks, ceux qui ont été au premier rang dans le passé, ne peuvent que se demander avec angoisse : à qui le tour ? (1).

Seuls les « bolchéviks sans-parti » se sentent à l'aise. Ces bureaucrates parvenus n'ont dans le passé ni prison, ni lutte pour la révolution, ils n'ont même *aucun passé*. Et c'est pourquoi leur *avenir* est d'autant mieux assuré.

De même que la bureaucratie dans son ensemble s'est affranchie de toute dépendance à l'égard des travailleurs, de même à l'intérieur de la bureaucratie, la Guépéou prend de plus

(1) Cet état d'esprit ne manque pas de pénétrer les sommets eux-mêmes. Fait caractéristique : dans la liste, composée par Staline, des chefs que les terroristes auraient eu l'intention d'assassiner, on ne trouve pas seulement les chefs de première grandeur, mais aussi les Jdanov, Kossior et Postychev. Or, il n'y a pas Molotov. Dans ce genre d'affaires Staline ne laisse rien au hasard. Ne se prépare-t-il pas le terrain pour la « liquidation » future de Molotov ? Que les terroristes n'aient pas voulu assassiner Molotov, cela ne signifie-t-il pas qu'ils « comptaient » sur lui ? Et de là il n'y a qu'un pas pour accuser Molotov lui-même de terrorisme. Mais, bien entendu, c'est là une réserve pour un avenir encore assez lointain.

en plus un caractère autonome. Indépendante non seulement des masses, mais aussi presque indépendante de la bureaucratie elle-même, la Guépéou est l'instrument personnel de Staline. Bien entendu, elle protège les positions de la bureaucratie en tant que couche sociale privilégiée, mais sa première tâche est de sauvegarder la position personnelle de Staline et son absolutisme, de le défendre contre la bureaucratie elle-même, si les circonstances l'exigent. Le caractère bonapartiste du stalinisme apparaît de façon particulièrement frappante par l'exemple de la Guépéou. Parvenue à une puissance sans précédent, la Guépéou, appelée à lutter contre les dangers qui menacent Staline, commence à devenir elle-même un danger pour lui. Ce n'est pas sans inquiétude que Staline doit regarder la Guépéou. Elle ne dépend que du « chef », mais le chef ne dépend pas moins d'elle. Et si la Guépéou voulait un autre chef ? C'est de ce point de vue, semble-t-il, qu'il faut considérer l'éloignement de Iagoda. Il était depuis trop longtemps à la tête de la Guépéou. Même si Iagoda ne menaçait pas encore Staline, il valait mieux, malgré tout, par mesure préventive, l'écarter. C'était plus sûr. Ejov, le nouveau chef de la Guépéou, convient d'autant mieux que c'est un homme nouveau, « inexpérimenté ». Iagoda avait aussi manifesté dans le passé de la sympathie pour la droite. Le procès de Moscou était d'ailleurs un bon prétexte pour l'écarter. La manière « sabotée » dont cette affaire avait été menée exigeait un bouc émissaire, et pas seulement parmi les inférieurs. Pour donner un avertissement aux agents instructeurs incapables, embourbés dans la routine, Staline écarte Iagoda. Ni le titre de « commissaire général à la sûreté », ni l'étoile de grand format au col ne le sauvent du limogeage au Commissariat des Postes. Que peuvent espérer les autres Iagoda, de grade inférieur ? Fusillant les uns, « avertissant » les autres, Staline ne fera qu'accroître la défiance générale, l'inquiétude et le mécontentement.

Nous allons certainement vers un (de) nouveau (x) procès ! Ses contours commencent même à se dessiner. L'accusation calomnieuse de « terrorisme » doit être complétée par l'accusation de « complot militaire » et d'« espionnage ». Un certain nombre de symptômes font entrevoir que c'est autour de ces accusations que sera bâti le nouveau procès. Il suffit de lire l'article leader de la *Pravda* du 8 octobre. Il ne laisse aucun doute sur les plans de Staline pour le proche avenir.

Les « trotskistes » sont des espions, voilà ce qui est répété des dizaines de fois. C'est dans cette direction que se fait maintenant la préparation de l'opinion publique. Qui plus est, la *Pravda* informe ouvertement ses lecteurs de la marche de l'enquête de l'Inquisition staliniste, quand elle dit que les « FRANCS AVEUX d'un certain nombre de trotskistes éminents (7)

démontrent » qu'ils ont « non pas contraints et forcés, mais de leur plein gré, accompli un travail d'espions en Union soviétique. »

Voilà qu'arrivent encore une fois les « francs aveux » bien connus et si discrédités !

Staline aura d'autant plus de facilité de répéter avec les nouveaux accusés ce qu'il a pu faire avec les seize fusillés que ceux-là ont été arrêtés avant ou pendant le procès. Coupés du monde extérieur, ils ignorent tout du sort de Zinoviev, de Kaménev et des autres.

Les arrestations des militaires Poutna, Schmidt, Kouzmitchev, etc., révèlent aussi le caractère de la nouvelle affaire. Ils doivent aider Staline à accuser l'opposition de gauche de « complot militaire » et par leur exécution celui-ci aura la possibilité de « rappeler à l'ordre » la caste militaire.

Il est possible aussi que Staline établisse la nouvelle affaire sur des bases beaucoup plus larges. L'article leader de la *Pravda* dit, par exemple, que « le sabotage contre-révolutionnaire des trotskistes dans notre industrie, dans les usines et les mines, dans les chemins de fer, dans la construction, dans l'agriculture est maintenant démontré et déjà reconnu par toute une série de trotskistes éminents, »

Plus de doute. Nous sommes à la veille d'un nouveau procès (1). Notre devoir est d'en avertir l'opinion publique de l'Occident. Aucune illusion au sujet du Borgia de Moscou, armé de la technique contemporaine !

Staline veut la tête de Trotsky, c'est son principal but. Pour y parvenir, il ira jusqu'au bout, à plus d'ignominie encore. Si l'on pouvait encore avoir des illusions à ce sujet, le procès de Moscou se chargerait de les dissiper. Staline hait Trotsky comme le représentant vivant des idées et des traditions de la révolution d'Octobre, vers qui tend tout ce qui reste de révolutionnaire en Union soviétique. Pour avoir la tête de Trotsky, Staline mène les plus abominables intrigues en Norvège et en prépare d'autres du côté de la Société des Nations. Par ses procès, il prépare le terrain pour l'extradition de Trotsky. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement soviétique a manifesté un si grand intérêt, à l'occasion de l'assassinat du roi de Yougoslavie, pour la collaboration internationale des polices contre les terroristes. A ce moment-là, cela pouvait plutôt étonner. Aujourd'hui, après le procès des « terroristes » de Moscou,

(1) L'un des buts du prochain procès sera aussi d'apporter, par de nouveaux « aveux », des corrections aux contradictions et falsifications les plus flagrantes du dernier procès.

l'intérêt de Staline pour la lutte contre les terroristes, « à l'échelle internationale », prend un sens bien plus précis.

* * *

Les méthodes de Staline et de la Guépéou se transportent de plus en plus sur l'arène internationale. Trotsky est interné. Les trotskistes espagnols sont accusés d'« attentats » contre les chefs du Front populaire (quoique chaque milicien espagnol sache que les bolchéviks-léninistes combattent avec eux sur le front). Les trotskistes polonais sont les agents de la police secrète, les trotskistes allemands les agents de la Gestapo. Telle est l'unique méthode de lutte de Staline.

Il ne s'agit pas des trotskistes, il s'agit des méthodes de Staline, qui menacent d'empoisonner l'atmosphère morale du mouvement ouvrier mondial. Aujourd'hui ces méthodes sont employées surtout dans la lutte contre le « trotskisme », demain elles seront dirigées contre les autres courants de la classe ouvrière. Nous avons déjà vu comment les chefs de la Deuxième Internationale ont été accusés d'être les auxiliaires des agents de la Gestapo pour leur télégramme lors du procès de Moscou. Staline veut réduire les désaccords politiques du mouvement ouvrier à la formule : Guépéou ou Gestapo. Qui n'est pas avec la Guépéou, est un agent de la Gestapo. On doit repousser de la façon la plus énergique, la plus résolue, quel que soit le parti auquel on appartienne, cette atteinte au mouvement ouvrier mondial. Le mouvement ouvrier ne peut souffrir dans son sein des méthodes de *gangstérisme politique*. Le danger est d'autant plus sérieux que Staline a mis au service de ce gangstérisme politique un puissant appareil gouvernemental.

Les calomnies et les assassinats de Moscou ne lèsent pas seulement les intérêts de l'Union soviétique, ne portent pas seulement un coup irréparable à toutes les conquêtes de la révolution d'Octobre, mais aussi à tout le mouvement ouvrier mondial. Malheur à lui, s'il ne sait pas se préserver du venin mortel du stalinisme ! C'est son existence morale qui est en jeu.

Mensonge et calomnie de prétendre que les bolchéviks de l'époque héroïque de la révolution russe, Lénine et Trotsky, ont employé les mêmes méthodes. C'est une calomnie contre la révolution d'Octobre, la plus grande révolution prolétarienne de l'histoire. Est-ce par la boue et le mensonge que la classe ouvrière russe a vaincu en 1917 ? Qu'elle a remporté les victoires de la guerre civile ? La morale politique n'est pas une abstraction. Elle dépend entièrement de la politique elle-même. L'arme empoisonnée de la calomnie était organiquement étrangère à la politique révolutionnaire des masses insurgées de

1917. C'est une arme prise à l'arsenal de la réaction. Mais c'est à l'aide de cette arme seulement, — du mensonge, de la calomnie, de l'assassinat de révolutionnaires, — que peut se maintenir le stalinisme, qui a usurpé le pouvoir en l'arrachant au prolétariat soviétique.

* * *

Le procès de Moscou a de nouveau montré jusqu'à quel point la bureaucratie avait épuisé son rôle de défenseur des conquêtes de la révolution d'Octobre. Elle est devenue un *obstacle au développement ultérieur de l'U.R.S.S.*, car les intérêts de ce développement dans le domaine social, culturel et politique, sont entrés en contradiction irréductible avec les intérêts de caste de la bureaucratie. *Pour ouvrir la voie au développement de l'U.R.S.S. vers le socialisme, il faut liquider la bureaucratie.*

Il y a une dizaine d'années déjà que Staline a dit : « *Les cadres (de la bureaucratie) ne pourront être écartés que par la guerre civile.* » Par là, il plaçait ouvertement la bureaucratie au-dessus de la classe ouvrière, au-dessus du parti. Pendant dix ans, néanmoins, les bolchéviks-léninistes ont défendu la politique de réforme de l'Etat soviétique. Mais, par sa politique et ses méthodes, la bureaucratie a définitivement enlevé au prolétariat soviétique la possibilité de réformer l'Etat par la voie légale.

La Conférence internationale pour la Quatrième Internationale de juillet 1936 — avant le procès, — avait dit dans ses thèses : « *Si pour le retour de l'U.R.S.S. au capitalisme il faut une CONTRE-RÉVOLUTION SOCIALE, pour la marche au socialisme une RÉVOLUTION POLITIQUE est devenue nécessaire.* »

Le procès de Moscou a confirmé avec une force nouvelle la justesse de cette perspective.

Le prolétariat soviétique ne peut marcher au socialisme que par la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique, par la légalisation des partis soviétiques, avant tout celle du parti du bolchévisme révolutionnaire. Mais la renaissance de la démocratie soviétique n'est possible que par le renversement de la bureaucratie. Et renverser la bureaucratie, seule peut le faire la force révolutionnaire des masses travailleuses !

Quelques notes biographiques

Anychev, Anatoli I. (1899-?), historien, exclu en 27 et réintégré en 28, fut condamné en janvier 1935 à six ans de prison, fut « mentionné » en août 1936 et disparut.

Bachkirov, Aleksandr F. (1903-?), employé à l'Institut d'électronique, exclu en 27 et réintégré en 28, condamné en 1935 à 5 ans, fut « mentionné » en août 1936 et ne reparut jamais.

Bakaïev, Ivan P. (1887-1936), avait été ouvrier à Pétersbourg, militant en 1907 et avait passé six ans en prison avant 1917; dirigeant du soviet de Pétrograd en 17, de la tchéka en 1919, lié à Zinoviev, il fut membre de la commission centrale de contrôle du parti, exclu en 27 et réintégré en 28, toujours avec Zinoviev. Il fut condamné à 8 ans de prison en janvier 1935, condamné à mort et exécuté en août 1936.

Bauer, Eugen était le pseudonyme du Dr Erwin H. *Ackerknecht* (né en 1906) dirigeant des trotskystes allemands en 1933-34 et ami de Sedov.

Berman-lourine, Konon (1901-1936), dit Hans Stauer, avait travaillé pour l'I.C., puis le K.P.D. en Allemagne jusqu'en 1932. Condamné à mort et exécuté en août 36.

Bissenieks, Georg (1885-194?), vieux militant social-démocrate letton devenu diplomate était consul à Leningrad en 1934; il fut « rappelé » en janvier 1935, probablement parce qu'il était « le consul » dont l'accusation disait qu'il avait été l'intermédiaire entre Trotsky et Nikolaïev. Il disparut lors de l'entrée des Russes dans son pays en 40.

Boukharine, Nikolai I. (1888-1938) était l'un des principaux dirigeants du parti, de la génération de 1905. Longtemps membre du B.P. et président de l'I.C., leader de la « droite » avec Rykov et Tomsy. Il capitula en 1929. Mis en cause au procès d'août 36, arrêté en février 37, il fut condamné à mort et exécuté en 1938.

Bravo, Boris L. (1900-1936?), militant de Leningrad, exclu en 1928, réintégré après capitulation en 1928, condamné à 5 ans de prison en 1935, disparaît ensuite.

Charov, Ivan V. (1884-193?), ouvrier, vieux bolchevik de Pétrograd, exclu en 27, réintégré en 1928, condamné à 5 ans de prison en 1935, mentionné en août 1936, disparu.

Chatsky Nikolai M. (1899-1935), ingénieur de Vyborg, dirigeant des J.C. de Leningrad, exclu en 27, réintégré en 1928; condamné à mort et exécuté avec Nikolaïev.

Chatzkiine, Lazar A. (1902-1937), ingénieur, un des fondateurs des J.C., premier secrétaire de 1918 à 1922, puis dirigeant de l'union des coopératives. Membre de la commission centrale de contrôle en 1927, lié à partir de 1930, à l'opposition dirigée par Jan Sten. Exclu du C.C. en 1931, membre du « bloc des oppositions » en 1932, arrêté en 1935, mort en prison.

Chliapnikov, Aleksandr G. (1884-1943), ouvrier, membre du parti en 1901; des années de prison et d'exil, assure la liaison entre Lénine et le C.C. en 1914; dirigeant de l'Opposition ouvrière, puis membre de l'Opposition unifiée, il capitule en 1927. Exclu en 1933, arrêté en 1937, il meurt en prison.

David, Fritz, Ilya Krougliansky dit, (1897-1936), apparatchik du K.P.D., lié à H. Neumann, rappelé à Moscou, condamné et exécuté après le procès Zinoviev.

Dreitser, Efim A. (1894-1936), officier de l'Armée rouge, membre de l'Opposition, exclu en 27, exilé en 1928, capitule en 1929. Condamné au procès d'août 1936 et exécuté.

Esterman, G., officier de l'Armée rouge d'origine lettone. Disparaît à partir de 1936, après avoir été « mentionné » au procès.

Evdokimov, Grigori E. (1884-1936), ouvrier et marin à Pétrograd, président du soviet de Leningrad et proche collaborateur de Zinoviev: exclu en 1927 et réintégré en 1928; condamné à 8 ans de prison en janvier 1935; condamné à mort et exécuté en août 1936.

Faïvilovitch, Léonid I. (1900-193?), dirigeant des J.C., exclu en 1928, réintégré en 1929, condamné à 6 ans en 1935, il était inculpé en 1936, mais son cas a été « réservé » et il a disparu.

Fedorov Grigori F. (1891-1936), ouvrier de Leningrad, exclu en 27, réintégré en 28, condamné à six ans en 1935, non mentionné par la suite. Mort ou exécuté en prison.

Fedotov, Grigori V., professeur d'Institut pédagogique à Gorky, accusé de trotskysme, disparaît en prison

Fischer, Ruth (Elfriede Eisler, ép. Friedländer, Golke, Pleuchot) (1895-1961), dirigeante du K.P.D. par la protection de Zinoviev, exclue en 1927, membre du S.I. de la L.C.I. en 34-36.

Friedman Zorokh (1907-1936), communiste letton, membre du K.P.D.

jusqu'en 1933, arrêté en 1935 et condamné à 10 ans de prison pour avoir dit que le gouvernement soviétique exploitait plus les ouvriers que le capitalisme. Extrait de sa prison en 1936, résiste à la préparation et est abattu en cours d'« enquête ».

Gaven, Iouri P. (1884-1937), membre du parti en 1902, dirigeant en Lettonie: pendant la guerre civile combat en Crimée; accusé d'avoir été un des agents de liaison de Trotsky, il n'a jamais été « produit ».

Glazman, Mikhail S., collaborateur de Trotsky pendant la guerre civile, exclu du parti en 1924, se suicide.

Grunstein, Karl I. (1880-1937?), membre du parti letton depuis 1902, des années de bagne. Commissaire de la 5^e armée, puis directeur de l'Ecole de l'Air et président de la société des anciens forçats et prisonniers politiques. Déporté en 1928, capitule en 1932. Arrêté de nouveau en 1933, disparaît en 1936 après avoir été « mentionné ».

Guertik, Artem M. (1879-1936?), vieux bolchevik de Pétrograd, exclu en 1927 et réintégré en 28; condamné en 1935 comme « le plus actif » à 10 ans de prison. Son « affaire » était « réservée » en 1936.

Hertzberg, Aleksandr V. (1892-193?), vieux bolchevik de Leningrad, organisateur de l'opposition de gauche en Allemagne en 1927, exclu la même année, réintégré en 28. Condamné en 1935 à six ans de prison, il « disparaît ».

Hessen, Sergéi M. (1898-1938), membre du parti en 1916, exclu en 27, réintégré en 1928, arrêté en 1934, il meurt en prison.

Holzman, Eduard S. (1882-1936), vieux-bolchevik, économiste, envoyé en 1932 par I.N. Smirnov pour informer Sedov et Trotsky de la constitution du Bloc de oppositions. Arrêté en 1932, il fut l'un des accusés du procès de 1936; condamné à mort et exécuté.

Iagoda, Henrikh G. (1891-1938), membre du parti en 1907, organisateur des Gardes rouges puis de la Tcheka (1920), il succède à Menjinsky en 1934, organise probablement le meurtre de Kirov, puis « monte » le premier procès, à la suite duquel il est remplacé par Ejov en septembre 1936; condamné à mort et exécuté en mai 1938.

Jdanov, Andréi A. (1896-1948), militant en 1912, carrière d'apparatchik, suppléant du C.C. en 1926, titulaire en 1930, il succède à Kirov en 1934 et entre en 1935 au bureau politique et au secrétariat; il a joué un rôle important pendant la guerre froide.

Kaganovitch, Lazar M. Koganovitch, dit (né en 1893), vieux-bolchevik lié très tôt à Staline dont il fut le beau-frère; carrière dans l'appareil (secrétaire du département organisation-instruction) central, puis secrétaire à Moscou et ensuite en Ukraine; commissaire aux chemins de fer. Il survécut à Staline mais fut éliminé avec le « groupe anti-parti ».

Kalinine, Mikhail I. (1875-1946), ouvrier à Saint-Pétersbourg, militant en 1898, bolchevik en 1903. Membre du C.C. en 1912. Président de l'exécutif des soviets à partir de 1919, passe pour avoir été lié à la « droite » du parti.

Kamenev, Lev B. Rosenfeld dit (1883-1936), militant en 1902, bolchevik en 1903, animateur de la fraction parlementaire en 1914, condamné à la déportation à vie; lié à Zinoviev, combat avec lui la décision d'insurrection en 1917. Membre du C.C. puis du bureau politique, allié en 1923 à Staline, avec Zinoviev dans la « troïka », puis membre de l'Opposition unifiée, exclu en 1927, capitule en 1928. A plusieurs reprises exclu puis réintégré après autocritique, semble avoir fait partie du « bloc des oppositions » en 1932. Arrêté en 1934, condamné à 5 ans de prison en janvier, à dix ans de prison après un procès à huis clos destiné à le briser, au cours de l'été. Condamné à mort et exécuté en août 1936. Kamenev avait épousé la sœur de Trotsky.

Kerensky, Aleksandr F. (1882-1970), avocat, membre du parti s.r., puis de la petite formation « travailliste », d'abord ministre de la Justice puis président, en 1917, du Gouvernement provisoire abattu par la révolution d'Octobre. Exilé d'abord en France puis aux Etats-Unis.

Kirov, Sergéi M. Kostrikov, dit, (1886-1934), ouvrier, bolchevik en 1905, succède en 1927 à la tête du parti à Leningrad à Zinoviev écrasé. A partir de 1932, considéré comme le lieutenant et le dauphin de Staline, il est également poussé contre lui par les partisans de l'apaisement et les adversaires de la terreur. Il est assassiné le 1er décembre 1934 à Smolny par Nikolaïev, selon toute vraisemblance manipulé par le G.P.U.

Koltchak, Anton V. (1873-1920), amiral de la flotte tsariste, soulevé contre le pouvoir bolchevique en 1918, reconnu comme « commandant suprême » et, à la conférence de la paix, comme chef d'Etat. Fusillé en 1920.

Kossior, Stanislav V. (1889-1939), ouvrier sidérurgiste, bolchevik en 1907, puis organisateur clandestin. Sert pendant la guerre civile en Ukraine, puis en Sibérie. Fait ensuite carrière dans l'appareil du parti en Ukraine. Membre du C.C. en 1924, du bureau politique en 1930. Peut-être adversaire de la terreur, il est arrêté en janvier 1938 et exécuté sans procès sur ordre de Staline l'année suivante. Il était le frère de V.V. Kossior.

Kotolynov, Ivan I. (1905-1935), étudiant, membre du parti bolchevique, dirigeant des J.C. à Leningrad, membre du C.C. en 1906 et porte-parole de l'Opposition unifiée; exclu en 1927, réintégré en 1928. Accusé d'avoir été l'un des organisateurs du meurtre de Kirov, il a été exécuté en décembre 1934 avec Nikolaïev.

Koukline, Aleksandr S. (1876-1937?), un des plus vieux militants ouvriers bolcheviques de St-Pétersbourg, membre du C.C. en 1925-1926; exclu en 1927, réintégré en 1928; arrêté en décembre 1934, condamné en janvier 1935 à 10 ans de prison comme « le plus actif »; mentionné aux procès de 1936 et 1937, il n'a jamais reparu.

Kroupskaïa, Nadejda N. (1869-1939), fille d'officier, militante en 1891, connaît Lénine en déportation et devient sa compagne, associée à tout son travail militant. Membre de l'Opposition unifiée en 1926, elle la quitte

peu après et fera à l'avenir toutes les déclarations que Staline exige d'elle. **Levine**, Vladimir S. (1897-1934), employé de bureau, dirigeant des J.C. de Leningrad exclu en 1927, réintégré en 1928; accusé d'avoir été l'un des organisateurs de l'assassinat de Kirov, jugé et exécuté en décembre 1934. **Lominadzé**, Vissarion V. (1897-1935), Géorgien, dirigeant des Jeunesses communistes et « favori » de Staline pour le compte de qui il effectue en Chine en 1927 une mission qui aboutit à l'insurrection de Canton. Organisateur en 1930 de l'opposition dite des « jeunes staliniens », exclu en 1931 du comité central, il entre avec ses amis dans le « bloc des oppositions » de 1932. Secrétaire du parti à Magnitogorsk, il se suicide en apprenant sa convocation par le G.P.U.

Lourié, Moisei (1897-1936), dit Alexandre Emel, d'abord membre du K.P.D., avait été rappelé en U.R.S.S. en 1924 et y avait été brièvement membre de l'Opposition de gauche. Il avait regagné l'Allemagne en 1927, jusqu'en 1933 et y avait connu Ruth Fischer et Maslow.

Lourié, Nathan L. (1901-1936) est l'un des accusés dont on ne sait presque rien du procès de 1936.

Maisky, Ivan M. Liakhovetsky dit, (1884-1975), d'abord menchevik, avait été exclu par ces derniers pour avoir accepté un poste ministériel sous Koltchak. Rallié aux bolcheviks avant la fin de la guerre civile, il avait été versé dans la diplomatie et était en 1936 ambassadeur à Londres. Il est mort dans son lit.

Mandelstamm, Sergéi O. (1896-1934), employé, dirigeant des J.C. à Leningrad, exclu en 27, réintégré en 1928; condamné à mort et exécuté avec Nikolaïev en décembre 1934.

Maslow, Isaac Tchéréminsky dit Arkadi, (1891-1941), d'origine russe, entré au K.P.D. en 1919, devenu le compagnon de Ruth Fischer et le leader et théoricien de la « gauche » liée à Zinoviev. Exclu en 1926, émigré en 1933 et milite quelque temps avec les trotskystes qu'il quitte en 1936. Il est mort à Cuba.

Medved, Filip D. (1890-1943), membre du parti bolchevique, a fait une carrière dans la Tchèque, puis le G.P.U. en Extrême-Orient, affecté à Leningrad en 1930. Arrêté et condamné pour « négligence criminelle » en janvier 1935, après l'assassinat de Kirov, il est traité avec des égards qu'il refuse, selon des rumeurs persistantes, est envoyé alors à Kolyma où il sera fusillé. Il semble que Medved ait été « joué » dans le meurtre de Kirov par Iagoda et son propre adjoint Zaporozjets.

Milioukov, Pavel N. (1895-1943), professeur d'histoire et chef du parti constitutionnel démocrate (« cadet »), membre de la Douma à partir de 1907 et chef de file de l'opposition bourgeoise au régime tsariste. Ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire dans l'année 1917, il émigre en France puis en Grande-Bretagne.

Molotov, Viatcheslav M. Scriabine, dit, (né en 1890), bolchevik en 1906, responsable de la *Pravda* en 1917, secrétaire du parti en 1920, il a été au

cours des années suivantes, avec des responsabilités de type différent, le premier lieutenant de Staline. Après la mort de ce dernier, il a participé à la coalition contre Béria, puis animé contre Khrouchtchev le « groupe anti-parti ». On ignore s'il est toujours vivant.

Mratchkovsky, Sergéi V. (1883-1936), fils de condamnés politiques, était né en prison; bolchevik en 1905, chef de partisans pendant la guerre civile, il était commandant de district de l'Armée rouge. Membre de l'Opposition de gauche, exclu très tôt en 1927 pour l'affaire dite « de l'imprimerie », il fut déporté et capitula en 1929. Technicien des chemins de fer, il fut arrêté après l'assassinat de Kirov et fit partie de la première fournée de condamnés à mort et exécutés d'août 1936.

Neumann, Heinz (1902-1937), communiste allemand surdoué et, par bien des aspects, aventurier. Il semble avoir été l'homme de confiance de Staline dans le K.P.D. et l'I.C. à la fin des années 1920 et a participé à la même mission chinoise que Lominadzé, avec qui il était très lié. Il est entré dans l'opposition à Staline en 1932. Rappelé à Moscou, il a fait son autocritique, puis a été arrêté et fusillé sans jugement.

Nikolaïev, Leonid N. (1904-1934), ancien membre des J.C. de Leningrad et sans doute ancien « zinoviéviste » de base, a assassiné Kirov le 1er décembre 1934, à la suite d'une intrigue où il semble avoir été manipulé par le G.P.U. Exécuté après procès en décembre 1934.

Ohkun, Pavel, dit Mill (1905-1937), d'origine ukrainienne, émigré en France, a été secrétaire administratif du secrétariat international de l'Opposition de gauche jusqu'à son retour en U.R.S.S. en 1932; on ignore s'il était auparavant au service du G.P.U., mais il lui a livré des informations pour obtenir le droit de retour.

Olberg, Valentin P. (1907-1936), originaire de Lettonie, avait milité à Berlin dans l'Opposition allemande de 1930 à 1931. Il avait vécu en Tchécoslovaquie avant de retourner en U.R.S.S.

Ordjonikidzé, Grigori K. (1886-1937), bolchevik en 1903, membre du C.C. en 1912, était l'un des principaux personnages du régime stalinien, vice-président du conseil, membre du bureau politique et commissaire à l'industrie lourde. Il semble qu'il se soit opposé à l'arrestation de son adjoint Piatakov et à la forme prise par la terreur et s'est suicidé en 1927.

Oufimtsev, Nikolai I. (1888-1938), bolchevik en 1906, commissaire politique pendant la guerre civile, exclu en 1928 comme « trotskyste », capitule et est réintégré en 1930. Exclu à nouveau en 1933, mort en prison, probablement exécuté.

Ouglanov, Nikolai A. (1886-1940), fils de paysan, employé, militant en 1903 et président en 1913 du syndicat des employés du commerce et de l'industrie de Saint-Pétersbourg. Il passe à partir de 1920 dans l'appareil du parti, est notamment secrétaire à Moscou de 1924 à 1928 et y conduit la lutte contre l'Opposition de gauche au compte du bloc centre-droite, et

il est lui-même lié à la droite. Il est écarté en 1928 et se retrouve en 1932 aux côtés de Rioutine, ce qui lui vaut d'être à nouveau exclu. Réintégré en 1934 il est à nouveau arrêté en 1936 et meurt en prison.

Petlioura, Semion V. (1879-1926), ancien séminariste, nationaliste ukrainien et social-démocrate, président de la Rada de Kiev en 1917, soutenu par les Alliés en 1918 comme chef du « Directoire » et « ataman », il se réfugie en Pologne et inspire l'agression polonaise de 1920. Il est mort à Paris où il s'était fixé en 1924.

Petrovsky, Grigori I. (1878-1958), ouvrier d'Ukraine, militant dès 1895, compagnon de clandestinité d'Ordjonikidzé, membre du comité central de 1921 et suppléant du bureau politique de 1926 à 1939 où il est privé de toutes ses responsabilités et affecté au Musée de la Révolution.

Pikel, Richard V. (1896-1936), membre du parti depuis 1917, chef de cabinet de Zinoviev à la présidence de l'I.C., exclu pour « trotskysme » fut l'un des accusés du procès, exécuté.

Piatakov, Georgi (Iouri) L. (1890-1937), étudiant, d'abord anarchiste, bolchevik en 1910, lié à Boukharine pendant la guerre, actif en Ukraine au début de la révolution, commandant de l'Académie militaire en 1920, partisan de Trotsky en 1923, puis actif dans l'Opposition unifiée. Exclu, il fut l'un des premiers à capituler et conserva des fonctions, commissaire du peuple-adjoint et membre du C.C. Il réclama la mort des accusés au procès d'août 1936 mais fut peu après arrêté et joua les premiers rôles avec des aveux complaisants au procès de janvier 1937 où il fut condamné à mort et exécuté.

Postychev, Pavel P. (1887-1940), électricien, militant en 1901, partisan pendant la guerre civile, fait ensuite carrière dans l'appareil du parti en Ukraine, tout en montant au bureau politique et au secrétariat du P.C.U.S. Il semble avoir été l'un des membres du C.C. qui se sont opposés ouvertement à la terreur en février 1937; relevé de ses fonctions en mars 1937, il a été arrêté en 1938 et exécuté en prison.

Poutna, Vitovt K. (1893-1937), Lithuanien, élève-officier pendant la guerre, bolchevik en 1917, commandant de division en 1920. Un des officiers les plus qualifiés, directeur de l'école d'infanterie, puis inspecteur de l'Armée rouge, il est lié à l'Opposition de gauche, dont il se sépare dans les faits à cause d'une mission en Chine puis des fonctions d'attaché militaire au Japon, en Finlande, en Allemagne et en Grande Bretagne. « Mentionné » au procès Zinoviev, il est arrêté, de nouveau « mentionné » au procès Radek-Piatakov, et figure dans la fournée des chefs militaires fusillés en juin 1937 avec le maréchal Toukhatchevsky. Il a été officiellement réhabilité.

Préobrajensky, Evgenii A. (1886-1937), fils de pope, militant dès 1901, avec des années de prison et de bagne, il a dirigé la révolution d'Octobre dans l'Oural. Economiste autodidacte, il est membre du C.C. en 1920 et

secrétaire du parti. Il est avec Trotsky et même porte-parole de l'Opposition en 1923 et polémique ensuite contre Boukharine. Exclu en 1927, il capitule en 1929 avec Radek et Smilga, mais bien que réintégré, est tenu à l'écart. De nouveau exclu en 1933, il semble avoir été arrêté en 1936 et a péri en prison.

Radek, Karl B. Sobelsohn dit, (1885-1939), né en Galicie, actif dans la social-démocratie de Pologne, puis d'Allemagne et exclu des deux. Internationaliste, Radek travaille avec les bolcheviks pendant la guerre et les rejoint en 1917. Il a été emprisonné en Allemagne en 1918-1919, porté à son retour à la direction de l'I.C. Journaliste de talent, mais versatile, il a fait partie de l'Opposition de gauche, mais l'a vilainement reniée lors de sa capitulation de 1929 et est accusé notamment d'avoir livré Blumkine au G.P.U. Il se distingue en août 1936 par ses invectives contre les accusés. Arrêté peu après, il est l'accusé-vedette aux aveux complaisants du second procès de Moscou en janvier 1937, condamné à 10 ans de prison. Il aurait été tué en prison par des co-détenus.

Rafès, Moïseï G. (1883-1942), d'abord militant du Bund en Ukraine et adversaire des bolcheviks, il rejoint ces derniers en 1919. Entré dans l'appareil de l'I.C., il est un stalinien inconditionnel et un pourfendeur de « trotskystes » dans les années 20.

Rakovsky, Khristian G. (1873-1941), vétéran du parti social-démocrate bulgare, fondateur et dirigeant du parti roumain, membre du bureau de la II^e Internationale, lié à Engels, W. Liebknecht, Guesde, Jaurès, Rosa Luxemburg et ami de Trotsky. Rakovsky, rallié à la révolution russe avait dirigé les services politiques de l'Armée rouge puis présidé le conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. « Exilé » comme diplomate, Rakovsky, un des pionniers de l'Opposition de gauche, revenu en 1927, a été son porte-parole au 15^e congrès. Déporté en 1928 à Astrakhan, transféré à Saratov, « puni » pour avoir rédigé des « déclarations » de l'Opposition, il a été envoyé d'abord à Barnaoul puis à Yakoutsk. Repris après une tentative d'évasion, il a capitulé en février 1934. Commissaire-adjoint à la Santé, il a réclaté la mort contre les accusés d'août 1936. Arrêté en 1937, il a résisté 8 mois aux enquêteurs avant d'« avouer » et de se prêter au procès public, en mars 1938 où il est condamné à une peine de prison. Exécuté lors de l'offensive allemande.

Reingold, Isaac I. (1897-1936), bolchevik en 1917, commissaire adjoint aux finances, exclu comme zinoviéviste en 1927, réintégré en 1928, affecté à la direction du trust du coton, arrêté pour avoir donné du travail aux oppositionnels et exclus, est exécuté en août 1936.

Rioutine, Martemian dit Mikhail N., ancien instituteur, devenu officier pendant la guerre, d'abord s.r., puis menchevik, avait rejoint les bolcheviks en Extrême-Orient pendant la guerre. Responsable d'un rayon de Moscou, collaborateur d'Ouglanov et partisan de la droite, il avait pris l'initiative des violences physiques contre les partisans de l'Opposition en

1927. Limogé à la suite de l'élimination des droitiers de la direction, il avait tenté de reconstituer l'opposition de droite sur des bases plus larges et collaboré à l'élaboration de la « plate-forme » qui porte son nom en 1932. Il avait été arrêté et exclu et il semble que le bureau politique ait refusé sa tête, que réclamait Staline. Il est mort en prison, vraisemblablement exécuté quelques années plus tard.

Roumiantsev, Vladimir V. (1902-1934), dirigeant des J.C. à Leningrad, exclu en 1927, réintégré en 1928; arrêté en 1934 après l'assassinat de Kirov, condamné à mort et exécuté en décembre.

Rykov, Aleksei I. (1881-1937), militant depuis 1900, bolchevik depuis 1903, avec des années de bagne à son actif, avait succédé à Lénine à la tête du gouvernement en 1924. Avec Boukharine et Tomsky, il animait la « droite » politiquement battue et organisationnellement éliminée en 1929.

Sakhov, Boris N. (1900-1936?), membre du parti à Leningrad en 1917; exclu en 1927, réintégré en 1928; condamné en janvier 1935 à dix ans de prison comme « le plus actif ». Il n'est plus mentionné ultérieurement.

Schmidt, Dimitri A. (1896-1937), opérateur de cinéma, bolchevik en 1915 alors qu'il est mobilisé, il commande en 1917 un détachement de partisans et, fin 1918, une division de cavalerie cosaque. En 1936, il commande une division de chars et fait partie de l'exécutif des soviets ukrainiens quand il est arrêté et accusé de complot visant à l'assassinat de Vorochilov. Il a été exécuté en prison le 20 mai 1937, et a été réhabilité à titre posthume.

Sénine, Adolphe, Abraham Sobolevicus ou Sobolevitch (1903-?). Fils d'un industriel lithuanien ayant une usine à Leipzig, organise avec son frère Ruvin (Roman Well), une opposition communiste qui rallie l'opposition de gauche allemande. Il tente d'entraîner cette dernière à capituler devant Staline en 1933. En 1936, Victor Serge avait rapporté d'U.R.S.S. des rumeurs accusant Sénine d'être un agent du G.P.U. L'arrestation de l'homme aux Etats-Unis, sous le nom de Jack Soble, et ses aveux complets ont permis de vérifier l'hypothèse selon laquelle les deux frères étaient des agents infiltrés, un fait que Sedov et Trotsky ont toujours ignoré.

Sérébriakov, Léonid P. (1890-1937), métallo, bolchevik en 1905, membre et secrétaire du C.C. en 1919-1920, puis commissaire aux communications. Membre de l'Opposition, exclu en 1927, capitule en 1929, réintégré en 1930. Arrêté à une date inconnue, il comparaitra au second procès en janvier 1937, sera condamné à mort et exécuté.

Slepkov, Aleksandr G. (1900-1937) appartenait à une famille bourgeoise et aurait été partisan des « cadets » en 1917. En 1918, il adhéra au parti bolchevique, commençait des études d'histoire; il entra en 1921 à l'Institut des professeurs rouges où il allait devenir rapidement le disciple favori de Boukharine. Slepkov a été secrétaire politique de l'I.C., instructeur responsable du comité central, membre du comité de rédaction de *Bolchevik* en 1924 de la *Pravda* en 1928, grand pourfendeur des « trotskystes ». Il

semble avoir reproché à Boukharine sa capitulation et son inaction politique. Il est probablement en 1932 l'inspirateur de la « rénovation » de l'opposition de droite et du programme appelé « plate-forme de Rioutine », ce qui lui a valu l'arrestation. Il est resté plusieurs années à Verkhne-ouralsk, dans le célèbre isolateur et y a reconnu son erreur dans la persécution des « trotskystes ». Pour échapper à une « préparation » en vue d'un procès, il s'est pendu dans sa cellule au moyen d'un fil électrique.

Smilga, Ivar T. (1892-1938), membre du parti en 1907, plusieurs fois arrêté et déporté, était en 1917 le benjamin du C.C. et fut le « complice » de Lénine dans la préparation de l'insurrection d'Octobre, alors qu'il était président des soviets de la Baltique. Commissaire pendant la guerre civile, il se spécialisa ensuite dans les problèmes économiques et fut recteur de l'Université d'économie Plékhanov. Membre de l'opposition unifiée en 1926, il fut exclu en 1927 et déporté, capitula en juin 1929 et fut réintégré en 1930; de nouveau exclu en 1933, il fut liquidé en prison sans jugement.

Smirnov, Ivan Nikititch (1880-1936), mécanicien de précision, bolchevik depuis 1903, était l'un des ouvriers révolutionnaires les plus respectés du parti bolchevique, surnommé « sa conscience ». Il fut plus tard « le Lénine de Sibérie ». Membre de l'Opposition de gauche, puis de l'Opposition unifiée, il fut exclu en 1927 et déporté. Il refusa de capituler avec Radek en juin, mais capitula quelques mois après, avec un peu plus de dignité, il est vrai. Devenu directeur de l'usine d'automobiles de Gorky, il rencontra Sedov à Berlin en 1931. En 1932, membre du « bloc des oppositions », il envoya Holzman porter à Sedov messages et documents et fut arrêté peu après. Il fut exécuté après avoir refusé de faire appel contre la sentence à son procès. Une de ses déclarations, notée par Suzanne LaFollette, mais qui avait échappé à Trotsky et Sedov, montre le souci de ruiner l'accusation par ses aveux même.

Sokolnikov, Grigori I. Brilliant (1888-1939), étudiant, bolchevik en 1905, avait été membre du C.C. de 1919 à 1927 et pendant peu de temps, membre de l'Opposition unifiée. « Mentionné » au procès de 1936, il comparut en janvier 1937 et fut condamné à une peine de prison.

Sossitsky, Lev I. (1899-1934) dirigeant des J.C. à Leningrad, exclu en 1927 et réintégré en 1928; arrêté après l'assassinat de Kirov, condamné à mort et exécuté avec Nikolaïev.

Sten, Jan E. (1899-1937), étudiant en philosophie, élève de l'Institut des professeurs rouges, dirigeant des jeunes communistes. Chargé de donner à Staline, au cours des années 20, des leçons de « matérialisme dialectique ». Membre de la commission centrale de contrôle du parti en 1927, il est écarté de toutes ses responsabilités en 1928, et pense déjà que Staline se prépare à dépasser « les affaires Beilis et Dreyfus ». En 1930, il est la cheville ouvrière de l'opposition animée par les anciens des Jeunes communistes, le groupe dit « des jeunes staliniens » de Lominadzé et

Chatzkine, et il est exclu du parti. En 1932, il participe au « bloc des oppositions », est déporté. Il est arrêté en déportation en 1935, résiste aux bourreaux qui le « préparent » et est exécuté dans la prison de Lefortovo.

Tarassov, Ivan I. (1902-1936?), étudiant à Leningrad, dirigeant des J.C., exclu en 1927, réintégré en 1929, condamné en janvier 1935 à 6 ans de prison, il n'est plus mentionné ensuite.

Ter-Vaganian, Vagarchak A. (1893-1936), dirigeant du parti en Arménie dans les années vingt, rédacteur en chef de la revue *Sous la Bannière du Marxisme*, était membre de l'Opposition de gauche depuis 1923. Exilé en 1928, il capitula avec I. N. Smirnov en octobre 1928. Lié à Lominadzé après le premier exil de ce dernier, il aurait contribué à rapprocher le groupe Smirnov et le groupe des « jeunes staliniens » dans le bloc des oppositions. Il avait été déporté en 1932, et arrêté après l'assassinat de Kirov.

Tomsky, (Mikhail P. Efremov dit) (1880-1936), ouvrier imprimeur, bolchevik depuis 1904, dirigeant des syndicats soviétiques depuis 1919 et membre du C.C. était l'un des porte-drapeaux de la « droite » avec Boukharine et Rykov. Éliminé de ses responsabilités en 1929, il demeura inactif, mais, « mentionné » par les aveux en 1936, il se suicida pour éviter l'arrestation.

Tsarkov, Nikolai A. (1903-1936?), employé à Leningrad, responsable des J.C., exclu en 1927, réintégré en 1929, condamné en janvier 1935 à 8 ans de prison et pas mentionné par la suite.

Vardine, Ilya V. Mgeladzé dit, (1890-1943), bolchevik en 1907, responsable à Saratov en 1917, membre de l'Opposition unifiée, il capitule en 1928, est réintégré en 1930, arrêté et exclu en 1935 et meurt en prison.

Vorochilov, Klementi E. (1881-1969), mineur puis métallo, bolchevik en 1903, plusieurs fois arrêté avant 1917. Sous-officier pendant la guerre, puis chef de partisans, se lie à Staline à Tsaritsyne et devient un de ses « compagnons d'armes ». Commissaire à la défense de 1925 à 1940, membre du bureau politique à partir de 1926, président du soviet suprême de 1953 à 1960, il a sympathisé contre Khrouchtchev avec le « groupe anti-parti » mais à été « pardonné » en raison de ses « services passés ».

Vychinsky, Andréi Y. (1883-1955), avocat social-démocrate, menchevik en 1903 et pendant la guerre civile, à la fin de laquelle il rallia les vainqueurs. Professeur de droit à Moscou, il était recteur de l'université en 1927 et se montra particulièrement actif dans la chasse aux étudiants trotskystes, dirigés alors par Karl Melnais. Procureur général de la R.S.F.S.R. en 1931, de l'U.R.S.S. en 1935, il requit les peines les plus sévères avec les pires injures contre les vieux-bolcheviks qu'il avait toujours combattus. Il fut vice-ministre des affaires étrangères de 1940 à 1949 et de 1953 à sa mort, et ministre de 1949 à 1953, et joua un rôle non négligeable d'exécutant dans la mise au pas des pays de l'Est européen.

Wrangel, Piotr N., (1878-1928), général tsariste, se révolte en 1917 avec Kaledine et rejoint Denikine en 1918. Après la défaite de ce dernier, il

reçoit l'aide du gouvernement français mais est battu et doit évacuer Sébastopol en 1920. Il se réfugie alors en Belgique.

Zaloutsky, Piotr A. (1887-1937), ouvrier du textile, s.r. en 1904, devient cheminot en 1905, bolchevik en 1907. En 1917, il est l'un des principaux dirigeants du parti à Pétrograd. C'est son élimination, en 1926, qui donne le signal de la lutte contre les « zinoviévistes ». Exclu en 1927, il est réintégré en 1928 et dirige alors la construction d'une centrale électrique. Il est arrêté et exclu en 1934 et meurt en prison.

Zaslavsky, David I. (1880-1965), d'abord militant du Bund, puis journaliste professionnel spécialisé dans l'anti-bolchevisme, rallié au régime en 1919, avait été admis au parti, puis affecté à la *Pravda* en 1928, après l'exclusion des militants de l'Opposition, et se distinguait par la violence de ses injures dans ses comptes rendus d'audience dans la *Pravda*.

Zinoviev, Grigori E. Radomylsky, dit, (1883-1936), étudiant à Berne, militant en 1901, bolchevik en 1903 au congrès du P.O.S.D.R. où il était délégué; devint le principal collaborateur de Lénine en exil et revint avec lui en Russie en 1917. Il combattit l'idée de l'insurrection d'Octobre, ce qui ne l'empêcha pas d'avoir les plus hautes responsabilités, membre du C.C. et du B.P., président de l'Internationale communiste et du soviet de Pétrograd. Allié à Staline contre Trotsky à partir de 1923, avec Kamenev, tous deux sont écrasés en 1925 à la tête de la « nouvelle opposition ». Ils s'allient avec Trotsky et constituent en 1926 l'« opposition unifiée ». Exclu en 1927, il fait une déclaration de repentir, est réintégré en 1928 et employé à la direction de l'union des coopératives de consommation. En 1932 il esquisse un retour vers l'activité et se joint au « bloc des oppositions »; mais il est exclu pour n'avoir pas dénoncé l'activité de Rioutine, confesse ses « actions anti-parti » en mars 1933 et est une seconde fois réintégré. Arrêté après le meurtre de Kirov, il est condamné à 10 ans de prison en janvier 1935 avant d'être la « vedette » du procès d'août 1936 à la suite duquel, condamné à mort, il sera abattu.

Le Procès de Novosibirsk, préparation d'un procès plus important* (8 janvier 1937)

Le procès de Moscou contre Zinoviev-Kamenev-Smirnov a été considéré par une certaine partie de l'opinion publique occidentale sympathisante de l'U.R.S.S. comme un malentendu, une erreur, un malheur, qui ne pouvait que compromettre l'U.R.S.S. et qui, espérait-on, ne se reproduirait plus. En réalité, ces espoirs n'étaient pas du tout fondés. Au contraire, non seulement l'orientation générale de la politique intérieure de Staline, mais encore les articles de la presse soviétique ne laissent aucun doute à ce sujet.

La réaction provoquée en Occident par le procès stalinien s'est révélée insuffisante pour empêcher de nouveaux massacres, mais, précisément par son insuffisance, elle a joué le rôle de stimulant supplémentaire pour un nouveau procès. Staline espère dissiper la méfiance ou l'inquiétude causées par le procès contre Zinoviev et Kamenev à l'aide d'un amalgame judiciaire plus adroitement préparé. Les motifs inhérents à la situation intérieure de l'U.R.S.S. qui constituent l'axe des procès staliniens contre le bolchevisme, poussent inéluctablement la couche dirigeante soviétique à de nouveaux massacres judiciaires de la vieille garde de Lénine.

Le procès antitrotskyiste de Novosibirsk du 19 au 22 novembre 1936 s'est révélé un nouveau chaînon dans la série des mises en scène judiciaires de Staline. Son importance en soi est minime; son but principal est de fournir des données à la veille d'un procès plus important contre Piatakov-Sokolnikov-Radek et probablement aussi contre Ouglanov et nombre d'autres.

Le sabotage, l'assassinat des ouvriers et la restauration du capitalisme

Au procès de Novosibirsk, neuf accusés — tous dirigeants de l'économie et ingénieurs des mines de Kemerovo (Kouzbas), et parmi eux un ingénieur allemand (Stickling) ont reconnu avoir participé au sabotage et

* Article (17218) traduit du russe pour *Quatrième Internationale*, traduction de 1937 revue et complétée par Isabelle Lombard.

avoir préparé des massacres massifs d'ouvriers, bien entendu en application des directives du « centre trotskyste ». Dans ce but, ils ont décidé et prétendument provoqué, « au jour fixé à l'avance » (le 23 septembre 1936), une explosion dans le puits central, causant ainsi la mort de dix ouvriers (14 ouvriers furent grièvement blessés). Et neuf mois auparavant, deux ouvriers avaient été asphyxiés par les accusés.

Des explosions dans les puits de houille se produisent dans les différents pays. Elles sont dues à l'inobservance des règlements de sécurité et en particulier à l'absence ou à la défectuosité de la ventilation. Une explosion préméditée dans le dessein de tuer des ouvriers eût été un événement sans précédent. Mais l'acte d'accusation ne prouve nullement que cette explosion puisse être attribuée à la malveillance. Les ouvriers cités comme témoins¹ dressent un tableau désolant du travail dans ces puits. Dans la course à l'augmentation du rendement du travail, on néglige les règles élémentaires de sécurité; l'administration manifeste une complète indifférence envers les revendications des ouvriers. Les ouvriers racontent que « la ventilation fonctionne mal, ça pue toujours », qu'après qu'ils aient réclamé, on les a tranquilisés en leur disant que « le pourcentage de gaz dans le puits est normal, que l'administration a traité de « fainéants » ceux qui s'obstinaient à revendiquer, et qu'elle les a accusés de saboter l'extraction de la houille. Devant le tribunal, on a appris que les stakhanovistes travaillent en partie debout dans l'eau, qu'on ne dépense pour les mesures techniques de sécurité que 24% des crédits affectés, etc. En un mot, un tableau caractéristique de l'industrie en U.R.S.S.

Une telle indifférence envers les besoins des ouvriers — due à la course inexorable à l'augmentation de l'extraction — est donc imputable aux accusés de Kemerovo comme à tous les autres dirigeants soviétiques de l'économie, mais pas plus. Ce sont les méthodes économiques du stalinisme. Est-ce par mauvaise intention qu'un quart seulement des sommes affectées aux dispositifs de sécurité a été employé? Il n'y a pas eu au procès de données qui permettent d'étayer semblables accusations. On sait pourtant que, succombant sous le poids de plans manifestement excessifs, cédant à la pression d'en haut, les dirigeants de l'économie, à tort ou à raison, rognent sur tous les crédits, surtout s'ils sont affectés à l'amélioration des conditions de travail des ouvriers. Lorsque le dirigeant de l'économie n'exerce pas une pression suffisante sur l'ouvrier, il s'expose lui-même à la pression, d'en haut. Il est certain qu'Ordjonikidzé qui, lui, exerce la pression la plus décisive dans ce sens, ne sera pas traduit sur le banc des accusés!

Peut-être le puits central se trouvait-il dans une situation particulièrement défavorable ou était-il mal dirigé? Au contraire, à plusieurs reprises,

1. Au procès de Sibérie on a introduit en élément nouveau: des témoins, des experts et même des avocats. (Note de Sedov)

les journaux soviétiques ont publié des informations concernant les succès obtenus dans ces puits et mines. En 1933 (*Pravda*, 5 juin 1933) une résolution signée de Pechekhonov, Andreiev et autres, aujourd'hui fusillés, au nom des ingénieurs et techniciens de l'administration des mines de Kemerovo, fut adressé aux ingénieurs et techniciens du Donbass et du Kouzbass afin d'augmenter le rendement du travail. Il y était fait allusion aux succès obtenus à Kemerovo, seule ville où les plans fussent dépassés à la fois pour la quantité de houille extraite et pour l'augmentation du rendement. Les journaux soviétiques donnèrent à plusieurs reprises des informations sur les succès du mouvement stakhanoviste au puits central, même peu de temps encore avant l'explosion. Le jour même de l'explosion, le télégramme suivant fut envoyé de Novosibirsk au journal *Za Industrializatsiu* :

« 27.9.36. L'ouvrier Vieljaguine a abattu au puits central de la mine de Kemerovo 108 tonnes de houille en 4 heures et demi de travail et a établi quatre boisages. Le camarade Vieljaguine a exécuté les objectifs de l'équipe à 752% et a gagné 229 roubles. »

Bien entendu, les journaux ne soufflaient mot de l'explosion, qui s'était produite le même jour, ni de la mort de dix ouvriers, qui ne furent révélées que par l'acte d'accusation.

En décrivant en détail les pénibles conditions de travail dans les puits, aucun des ouvriers témoins n'indiqua que cette situation était due à des initiatives délibérées, que l'explosion aurait été produite intentionnellement : aucun d'eux ne fit la moindre allusion au sabotage ou au trotskysme. Les témoignages des ouvriers, par une description exacte des conditions de la production, ne corroborent nullement l'accusation de sabotage formulée par le procureur.

Il y avait au procès deux experts. Le premier, Gorbatchev, mena l'enquête sur l'asphyxie de deux ouvriers (27 décembre 1935). Voici sa conclusion : « Les causes de la catastrophe sont dues à la mauvaise direction des travaux de la mine ». Nous voyons que l'expert n'attribue pas, lui non plus, à la malveillance l'asphyxie des deux ouvriers. Le second expert, Grindler, qui enquêta sur l'explosion au cours de laquelle dix ouvriers trouvèrent la mort, n'appuie à son tour que bien faiblement la thèse de l'accusation, bien qu'à plusieurs reprises le procureur lui ait suggéré le sens de sa déposition : « L'asphyxie des ouvriers par le gaz était-elle due, selon vous, à la négligence et à la malveillance ? », a demandé le procureur. L'expert répond évasivement : « Je dois conclure des matériaux mis à ma disposition que les travaux du puits central étaient menés de façon criminelle ». Le mot « criminelle », dans le contexte donné, ne peut être pris à la lettre². N'oublions pas la pression à laquelle les experts sont soumis de la

2. Si l'explosion avait été préméditée, l'expertise aurait dû porter sur la manière dont l'explosion avait été prévue et le lieu, l'arme du crime qui avait servi, ou autres procédés utilisés par les accusés pour provoquer l'explosion, etc. (Note de Sedov)

part du gouvernement.

En résumé, il faut dire qu'aucun fait n'a été apporté au procès qui confirme tant soit peu la thèse de l'accusation selon laquelle l'explosion était due à la malveillance et, de façon générale de confirmation du sabotage imputé aux accusés. Le procureur Roginsky, à l'instar de son chef Vy-chinsky, ne prend pas la peine de *prouver*. Il demande aux accusés des aveux et, bien entendu, les obtient. Les dialogues entre les accusés et lui semblent être copiés sur le procès de Moscou :

Le procureur : « Vous avez comploté l'assassinat en masse des ouvriers, naturellement de façon consciente et délibérée, conséquence logique de votre idéologie trotskyste contre-révolutionnaire et de votre haine du pouvoir soviétique ? »

L'accusé Noskov : « Oui ».

Le procureur : « L'asphyxie (des deux ouvriers) était-elle volontaire ? »

L'accusé Choubine : « Oui ».

« Les accusés Choubine, Leonenko, Andreiev, Noskov, Pechekhonov, reconnaissent que la déposition de Choubine, d'après laquelle ils avaient tous préparé délibérément l'assassinat en masse des ouvriers, est exacte. »

Si l'on peut admettre qu'il subsiste en U.R.S.S. des terroristes isolés parmi les jeunes communistes désespérés, du genre du meurtrier de Kirov, il est tout à fait invraisemblable de se représenter des terroristes organisés ayant pour objectif l'assassinat en masse de milliers, de centaines de milliers, de millions d'ouvriers. En admettant même qu'ils soient des ennemis jurés du pouvoir soviétique, des monstres ayant perdu tout visage humain, ils devraient pourtant agir avec un certain *bon sens*.

Pourquoi les accusés voulaient-ils faire périr des ouvriers ? Et en quoi cet assassinat d'ouvriers dans la lointaine Sibérie servait-elle le chef de toute l'industrie lourde de l'U.R.S.S., le « saboteur » Piatakov ? Ou bien avon-nous à faire à des maniaques dangereux, du genre du Hongrois Matuszka qui était mu par l'idée fixe de faire rouler un train sur une pente ? Non, sur le banc des accusés il y a des hommes abattus et moralement brisés, mais pas des hommes atteints de maladies mentales. La monstrueuse absurdité de l'accusation saute aux yeux. Inutile de parler de son aspect moral ou bien la rupture entre les dirigeants et les masses est-elle si profonde que les « attentats » contre les chefs n'indignent plus personne et qu'il faille recourir à l'assassinat des ouvriers ?

Les accusés ont également reconnu que les explosions et les assassinats en masse des ouvriers constituaient la « tactique » des trotskystes, qu'ils avaient agi suivant les instructions du « centre trotskyste » (avec à sa tête Piatakov) dont la principale méthode de travail était le sabotage³.

3. On sait que le problème complexe au sujet du centre unifié se complique encore devant le procès de Novosibirsk. Ici on mentionne un autre centre unifié, dont on ne connaît pas la composition (le G.P.U. s'est évidemment empressé d'en désigner tous les membres). (Note de Sedov)

On sait qu'au procès Zinoviev-Kamenev, il ne fut pas fait une seule allusion au sabotage. Evidemment, dans la hâte avec laquelle il fallut monter ce procès, on avait tout simplement oublié le sabotage. Cette lacune, Staline l'a maintenant comblée au procès de Novosibirsk. Cette correction était d'autant plus nécessaire que Staline veut faire du sabotage l'axe de l'accusation au prochain procès contre Piatakov-Sokolnikov-Radek. C'est pourquoi le procès de Novosibirsk doit fournir la base de cette nouvelle invention.

Cette nouveauté ne marque en effet que le retour à quelque chose de bien ancien : les procès contre le sabotage qui, en leur temps, furent à la mode en U.R.S.S. avec cette seule différence qu'autrefois ne figuraient en qualité de saboteurs que des ingénieurs et des spécialistes, alors que maintenant ce sont les anciens bolcheviks, les dirigeants du parti, du gouvernement, de l'économie jusqu'à ces derniers temps.

Mais pourquoi ou à quelles fins Zinoviev, Kamenev, Piatakov, Sokolnikov, etc., seraient-ils devenus des saboteurs ? On avait cependant considéré comme fermement établi par le procès contre Zinoviev que « le seul motif des crimes des accusés était leur soif insatiable de pouvoir personnel ». Et brusquement, après le procès, après l'exécution des accusés, nous apprenons par les articles des journaux, parmi lesquels, aussi, ceux d'auteurs officiels comme le procureur Vychinsky, que les accusés auraient dissimulé le but de leur activité. Ce n'était donc pas la soif du pouvoir, mais le dessein de restaurer le capitalisme en U.R.S.S. qui les poussait sur le chemin du crime. Ainsi, sans aucune donnée nouvelle, mais simplement sur ordre d'en haut, la thèse de l'accusation est-elle modifiée radicalement, sur un point pourtant aussi capital. Le procès de Novosibirsk estampille, peut-on dire, juridiquement cette nouvelle interprétation : la restauration du capitalisme et même l'instauration du fascisme en U.R.S.S. sont, d'après les comptes rendus d'audience, les buts des trotskystes, et l'un des moyens pour atteindre ce but est le sabotage.

Mais on se demande pour quelles raisons des gens comme Zinoviev, Piatakov, Radek, ont besoin de la restauration du capitalisme, de l'instauration du fascisme ? Les plus proches disciples de Lénine sont-ils devenus eux-mêmes fascistes, vingt ans après la révolution, après d'indéniables succès économiques d'une grande importance ? Ou bien aspiraient-ils à des profits personnels dont ils n'auraient pu jouir que sous la domination du capitalisme ou du fascisme ? Or, la restauration capitaliste en U.R.S.S. ne serait possible qu'à la suite d'une guerre civile cruelle et après l'extermination de tous les cadres communistes, c'est-à-dire en premier lieu des Zinoviev, Piatakov, Radek, etc. Evidemment Zinoviev, Piatakov et Radek étaient naïfs au point d'ignorer cela et de se préparer à une mort certaine : la fusillade par Staline en cas d'échec, la fusillade par les fascistes en cas de succès. Quelle accumulation d'inepties, quelles platitudes sans talent !

Le triple amalgame : « les trotskystes », les saboteurs, la Gestapo.

Parmi les accusés sibériens, il n'y a aucun trotskyste, pas même un ancien trotskyste. On ignore s'il existait des divergences entre les accusés et la bureaucratie dirigeante. Les accusés n'ont exprimé et défendu aucune conception et on n'a trouvé chez eux aucun document à caractère politique. Non seulement le trotskysme, mais, de façon générale, toutes les questions politiques semblent leur avoir été étrangères.

Ce n'est qu'à propos des deux accusés Noskov et Choubine qu'on a fait quelques tentatives pour démontrer leurs liens avec l'Opposition. L'accusé Choubine a, paraît-il, participé à deux assemblées « illégales » convoquées par Trotsky et Smilga en 1927, c'est-à-dire avant que l'Opposition soit exclue du parti. C'est à cela que s'est limitée son activité oppositionnelle. Il faut rappeler qu'à la fin de l'année 1927, l'Opposition de gauche organisa de grandes assemblées auxquelles les ouvriers de l'Opposition invitaient des camarades d'usine, des membres du parti et des sans parti. Ce n'étaient pas du tout des assemblées illégales, elles réunissaient parfois des centaines de participants. Souvent des représentants des commissions de contrôle y apparaissaient et en exigeaient la dissolution, s'efforçant de disperser les participants, mais toujours en vain.

C'étaient Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Smilga, Radek et autres qui parlaient à ces assemblées appelées par plaisanterie « smytchka » (liaison) entre les chefs et les masses. Il est bien possible que l'accusé Choubine ait participé en tant que simple auditeur à une telle assemblée, mêlé à des dizaines de milliers d'ouvriers du parti et sans parti. Mais si Choubine avait été oppositionnel, son activité n'aurait pu se limiter à la participation à deux assemblées de masse en 1927. Et justement le fait que Choubine n'ait participé qu'à de telles assemblées — à deux seulement — démontre qu'il n'appartenait pas à l'Opposition de gauche.

L'histoire du « trotskysme » d'un autre des principaux accusés, Noskov, est pire encore. Il paraît qu'il était « hostile » à la ligne du parti en 1929-30, tout en dissimulant ses « divergences ». C'est tout ce qu'on apprend sur sa personnalité politique. Il n'est pas difficile de devenir comment on découvrit, six ans après, cette hostilité inavouée de Noskov : en liaison avec tous ces aveux sur le sabotage, sur l'assassinat des ouvriers etc. Si Noskov avait manifesté son hostilité d'une manière quelconque, le G.P.U. n'aurait bien entendu pas hésité à nous en informer.

Parmi les administrateurs de la mine de Kemerovo, il y avait un individu nommé Pechekhonov, condamné en 1928 dans l'affaire du Chakhty. Ce Pechekhonov était un trésor pour le G.P.U. puisqu'il devait servir à réaliser l'amalgame des « trotskystes » et des saboteurs. Il est vrai que Pechekhonov ne fut condamné au procès de Chakhty qu'à

une déportation de trois ans, les témoignages ayant établi qu'il n'avait été mêlé qu'incidemment à l'affaire. Sa déportation elle-même fut fictive: à partir de 1929, Pechekhonorov travailla sans interruption à la mine de Kemerovo jusqu'au moment de son arrestation: aucun acte de sabotage accompli au cours de ces huit années ne put lui être reproché au procès.

Pour rendre plus convaincante l'accusation de « sabotage », on a affirmé au procès que Pechekhonorov était en liaison, par l'intermédiaire de Stroilov, avec des « cercles étrangers ». Bien entendu, aucune preuve n'en a été donnée. En revanche, cette accusation permettait d'élargir l'amalgame. Pourtant, même sous cette forme, il ne présentait pas un intérêt suffisant. Il n'y entrait pas l'élément décisif: la Gestapo. Un procès antitrotskyiste ne peut plus désormais se dérouler sans qu'y intervienne la Gestapo. L'accusation de liens avec la Gestapo devient peu à peu le point central et formera certainement l'axe du prochain procès contre Piatakov etc.

Sur cette question de « la liaison avec la Gestapo », le procès de Novosibirsk s'est révélé n'être également qu'une répétition générale à la veille d'un procès plus important. Parmi les accusés de Novosibirsk figurait un Allemand, l'ingénieur Stickling. Comme il n'y avait pas d'Allemand au puits central, il a fallu se contenter d'un puits voisin, où travaillait l'ingénieur Stickling.

Au procès de Moscou, des staliniens, membres des jeunesses communistes, Lourié et Olberg — tous deux juifs — furent dénoncés comme agents de la Gestapo. Il faut tenir ce choix comme malheureux, car il est peu vraisemblable que la Gestapo recrute ses agents d'une certaine importance parmi les intellectuels communistes juifs. Quels buts Olberg et Lourié pouvaient-ils poursuivre en se faisant agents de la Gestapo? Il ne pouvait être question de profits personnels. Olberg et Lourié sympathisaient-ils avec les « idées » de Himmler et avaient-ils décidé pour cette raison de risquer leur tête? Peut-on sérieusement imaginer qu'un jeune communiste juif se présente à la Gestapo comme trotskyste et lui demande son aide pour assassiner Staline? (C'est à peu près ainsi que fut présentée l'affaire Olberg). On ne peut pas prendre les chefs de la Gestapo pour des imbéciles. Ils auraient certainement considéré une telle proposition comme une grossière provocation et auraient facilité le départ de son auteur, non pour l'U.R.S.S., mais pour un camp de concentration en Allemagne.

Au procès de Novosibirsk, le choix a été plus heureux. Ejov a, si l'on peut dire, fait mieux que Iagoda. Stickling n'est pas un Juif de Pologne ou de Lithuanie, ce n'est pas un communiste, mais c'est un « véritable » Allemand et lui-même se prétend national-socialiste. Il est difficile de dire que Stickling est vraiment un agent de la Gestapo. N'oublions pas qu'il a vécu en Russie plusieurs années, qu'il a épousé une Russe (qui n'était pas devenue citoyenne allemande), que son enfant était de nationalité russe,

et qu'il était ainsi attaché à la Russie soviétique par des liens solides. D'autre part, sa conduite au procès, où il a semblé espérer une intervention active du gouvernement allemand, ne ressemblait pas à celle d'un véritable agent de la Gestapo. Il est peu probable qu'un agent de la Gestapo se soit ainsi repenti, d'autant plus qu'il n'y avait au procès aucune preuve contre lui. S'il avait nié ce qui lui était reproché, sa situation aurait été bien meilleure et le gouvernement allemand l'eût sans doute protégé plus activement.

La conduite de Stickling au procès a révélé indiscutablement l'influence d'une *contrainte*, exercée d'une manière ou d'autre par le G.P.U. On en vient à supposer que, même si Stickling était un agent de la Gestapo, il était en même temps agent du G.P.U. et se trouvait ainsi complètement aux mains de ce dernier. Il est possible que Stickling, à la seule instigation du G.P.U., soit devenu agent de la Gestapo, mais au service du premier, pas de la seconde. Mais que Stickling ait ou non été agent de la Gestapo, voilà qui, en fin de compte, n'a pas d'importance. Le plus important, c'est que *Stickling n'a jamais eu aucun rapport avec le trotskysme*, ni avec aucune *des oppositions communistes*, c'est qu'aucun trotskyste n'a connu l'existence de Stickling avant le procès.

Même si on admet que Stickling était vraiment un agent de la Gestapo, il faut insister sur le fait qu'il ne pouvait pas obtenir le permis de séjour et un poste responsable dans l'industrie sans le consentement du G.P.U. Si, à ce poste, cet agent de la Gestapo a pu duper tout le monde et la Russie soviétique, la responsabilité en incombe au G.P.U. et à lui seul. Il est très caractéristique que la liaison entre Stickling et la Gestapo ait été découverte non pas en raison de son activité, mais parce que le G.P.U. avait besoin de monter un procès antitrotskyiste et de démontrer la « liaison » entre des trotskystes et la Gestapo. Les agents de la Gestapo ne sont donc découverts que lorsque l'exige un amalgame avec les « trotskystes ». C'est ainsi que l'homme, qualifié officiellement d'agent de la Gestapo, est *grâcié, pour ne pas mécontenter Hitler*, tandis que les vieux bolcheviks Zinoviev, Kamenev et Smirnov sont fusillés. Pour sauver « les apparences », Staline veut atténuer les effets de cette lâche capitulation devant Hitler en grâciant aussi deux Russes.

Le procès de Novosibirsk, préparation d'un procès plus important

La cause directe du procès de Novosibirsk a été nous le savons, un fait local: la mort des ouvriers du puits central. Bien que la nouvelle de la mort de ces ouvriers n'ait pas été révélée par la presse, les ouvriers du Kouzbass l'avaient su et en avaient conçu un très vif mécontentement, qui s'était traduit par des protestations. Le gouvernement avait besoin de boucs émissaires. On sacrifia des spécialistes locaux, appelés arbitrairement « trotskystes ». Le Kremlin pensait faire d'une pierre deux coups:

calmer les ouvriers du Kouzbass et les dresser contre les « trotskystes-assassins d'ouvriers et saboteurs », préparer l'opinion publique au prochain procès — objectif principal de la mise en scène de celui de Novosibirsk.

C'est dans ce but qu'ont été cités à ce propos quelques témoins à charge — Drobnis, Chestov — qui, en qualité de « trotskystes », devaient mettre en lumière la liaison des accusés avec le trotskysme et surtout démontrer la participation de Piatakov, Mouralov et autres vieux bolcheviks à l'assassinat des ouvriers de Kemerovo.

L'un de ces témoins à charge, Chestov, ne fit aucune allusion à l'affaire de Kemerovo. Evidemment, il n'avait rien à faire avec ce procès, mais ses « révélations » sur Piatakov, Mouralov, Bogouslavsky, etc., étaient nécessaires pour le procès suivant. Chestov a déclaré par exemple : « Pendant mon séjour à Berlin en 1931, je reçus directement de Piatakov la directive d'organiser des actes terroristes au Kouzbass ». Piatakov ordonne même à Chestov d'organiser des actes terroristes contre des membres du gouvernement. Nous apprenons ainsi d'une façon inattendue au procès de Novosibirsk que le témoin Chestov avait organisé en 1934 un attentat contre Molotov. Molotov lui aussi a enfin été jugé digne de cet honneur et on lui a offert son « attentat ». On se souvient qu'il avait été oublié au procès Zinoviev : Molotov ne figurait pas sur la liste des chefs contre lesquels les prétendus terroristes avaient préparé des attentats.

Le *Bulleten Oppositsii*, qui souligna en son temps cette étrange lacune, émettait l'hypothèse qu'en l'omettant sur la liste en question, Staline avait peut-être préparé à longue échéance une étude plus approfondie sur le cas Molotov. N'était-ce pas une raison suffisante pour justifier le retard dans la révélation que des attentats avaient été organisés contre Molotov ? Le mécanisme de l'attentat était le suivant : les terroristes devaient provoquer un accident de la voiture au volant de laquelle se tenait un terroriste. Mais la vitesse n'était pas suffisante et la voiture ne fit que se retourner et il n'y eut pas d'accident. Cela n'empêche pas le procureur Roginsky d'affirmer que « seule la vigilance rigoureuse des tchékistes a empêché cet attentat ». Non, messieurs, accordez un peu mieux vos violons : ou bien l'attentat a échoué parce que la voiture n'allait pas assez vite, ou bien il a échoué à cause de la vigilance du G.P.U. Sinon, le fait que la voiture n'allait pas vite pourrait apparaître comme une conséquence de la vigilance du G.P.U., en d'autres termes, démontrerait que le « terroriste » au volant de la voiture était le collaborateur de Iagoda.

D'une façon ou de l'autre, avec une aussi rigoureuse vigilance, les membres du G.P.U. ne devaient en tout cas pas ignorer qu'un attentat avait été organisé contre Molotov. Cela se passait en 1934. Pourtant, nous l'avons déjà montré, personne n'y a fait d'allusion au procès de Moscou. Le vigilant G.P.U., qui avait empêché la réussite de cet attentat en 1934,

en avait complètement perdu le souvenir en août 1936. Il est donc hors de doute que l'« attentat » contre Molotov appartient à l'ensemble des inventions récentes, montées après le procès de Moscou.

L'origine du groupe saboteur de Kemerovo remonte à la rencontre, en août 1935, de l'accusé Noskov avec le témoin Drobnis.

Drobnis est un vieux bolchevik dont le nom était devenu légendaire en Ukraine au temps de la guerre civile. A trois reprises, Drobnis fut condamné à être fusillé par les ennemis du pouvoir soviétique, et, chaque fois, parvint à se sauver miraculeusement. Un jour, un détachement de l'armée rouge réussit à le dégager d'un amoncellement de cadavres de communistes fusillés par les Blancs. Il n'avait pas été mortellement atteint : il n'était que grièvement blessé. Quelques années plus tard, Drobnis devint membre de l'Opposition de gauche, dont il se sépara en même temps que Radek, Smirnov etc., au commencement de 1929. Depuis, il avait rompu toutes relations avec les trotskystes.

Au procès de Novosibirsk, Drobnis n'était cité qu'en qualité de témoin — son cas personnel étant « réservé ». Mais en réalité, il joua dans ce procès un rôle capital. Le procès prétendit démontrer que Drobnis avait été l'organisateur du groupe de saboteurs de Kemerovo et l'agent de liaison entre celui-ci et les accusés à venir, les dirigeants du sabotage, Piatakov, etc.

A sa première rencontre, en août 1935, avec l'accusé Noskov, Drobnis lui proposa, immédiatement après avoir fait sa connaissance, de commencer « l'activité contre-révolutionnaire ». A leur deuxième rencontre, en novembre 1935, Noskov a déjà organisé l'asphyxie de deux ouvriers, ce qui lui vaut les éloges de Drobnis et cet encouragement : « Il faut continuer ce travail ». Ce travail - c'est l'assassinat en masse des ouvriers ! - est effectué par ces gens qui ne se connaissent même pas, avec autant d'aisance et de facilité que s'il s'agissait d'une partie de plaisir.

C'est ainsi qu'a été décrite au procès la liaison entre Drobnis et les accusés qui agissaient prétendument sur ses directives. L'affaire des liaisons entre Drobnis et le « saboteur » principal à l'échelle de toute l'Union, Piatakov, qui avait montré à Drobnis, lors d'un entretien à la fin de 1934, la nécessité de faire du travail de sabotage au Kouzbass, présente la même simplicité. Pour donner plus d'autorité à ses directives, Piatakov alléguait qu'elles n'émanaient pas de lui, mais de Smirnov. Si Drobnis avait quelques doutes, « Smirnov pouvait le confirmer ». Rappelons qu'I. N. Smirnov était en prison depuis janvier 1934. Comment, dans ces conditions, Piatakov pouvait-il transmettre à la fin de 1934 les instructions de Smirnov ? Et comment Smirnov, toujours en prison, aurait-il pu confirmer les instructions ? Ou bien Piatakov a-t-il transmis à Drobnis les instructions de Smirnov avec un léger retard de deux ans au maximum ? Tout cela constitue le secret des malheureux inventeurs.

Si Piatakov transmet les instructions de Smirnov à Drobnis avec un

retard de deux ans, le retard avec lequel il le met au courant de la conférence tenue à Berlin en 1931 est encore plus grand. Au printemps de 1935, Piatakov le mit au courant de la conférence de Berlin, à laquelle avaient pris part Piatakov, Smirnov, Sedov. A cette conférence, on discuta des questions concernant l'organisation des attentats terroristes contre Staline, etc.

Tout ceci relève bien entendu de la pure fantaisie. Pendant les neuf dernières années, Sedov rencontra une seule fois Piatakov et c'était dans la rue, par hasard, à Berlin, Unter den Linden, en 1931 ou 1932. Dès qu'il aperçut Sedov, Piatakov lui tourna le dos, feignant de ne pas l'avoir vu. C'est là la seule « rencontre » entre Sedov et Piatakov pendant les neuf dernières années ! Pouvait-il en être autrement ? Après sa rupture avec l'Opposition, Piatakov devint non seulement un bon fonctionnaire stalinien mais encore un ennemi farouche de l'Opposition.

Notons encore que les versions officielles prétendent que la conférence à laquelle il est fait allusion se tint sous la protection de la Gestapo, bien que, comme chacun sait, il n'existât encore aucune Gestapo en 1931. De telles « erreurs » caractérisant bien la justice soviétique. Il suffit de rappeler l'histoire de l'hôtel Bristol, qui n'existait plus à Copenhague, dans le hall duquel Sedov, qui n'était jamais allé au Danemark, aurait prétendument rencontré Holzman.

Bien avant le procès de Novosibirsk, la *Pravda*, à plusieurs reprises, a accolé le nom de Piatakov à celui de Trotsky, Zinoviev, comme « agent du fascisme » et comme « terroriste ». Piatakov et Sokolnikov ont été traités de « coquins crapuleux, plus lâches des lâches ». Il est clair que le sort de Piatakov est réglé et qu'il sera la prochaine victime de la « justice » stalinienne. Le procès de Novosibirsk a démontré qu'un rôle de premier plan lui était réservé dans le prochain procès.

Piatakov, l'un des bolcheviks les plus éminents parmi les « jeunes » — il a maintenant environ 45 ans — est entré au parti en 1910, a été peu après condamné à la déportation et s'est enfui de Sibérie au Japon. En émigration, Piatakov a travaillé en liaison étroite avec Lénine. Au moment de la révolution d'Octobre, il a dirigé l'insurrection de Kiev. Il fut le premier président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. A la fin de la guerre civile, Piatakov devint, à demeure, l'un des dirigeants de l'économie soviétique. Membre depuis 1921 du C.C. du parti, l'organisme le plus important du pays, après s'être rallié à l'Opposition de gauche en 1923, Piatakov l'a quittée en janvier 1928, c'est-à-dire il y a neuf ans. A ce moment, alors que les anciens dirigeants de l'Opposition qui venaient de quitter ses rangs, Kamenev, Zinoviev, Smirnov, n'obtenaient pas la confiance de Staline et n'étaient admis à aucun poste responsable, mais étaient au contraire déportés, Piatakov fut bientôt associé au travail de direction. En 1930, il fut même réélu au C.C. dont il est resté membre jusqu'à aujourd'hui. Piatakov était considéré dans l'appareil comme un

excellent travailleur. Lénine lui-même, dans son testament, avait dit que Piatakov était, avec Boukharine, « le plus capable parmi les jeunes membres du C.C. »

Avec Radek, Piatakov a appartenu, au cours des dernières années aux plus fidèles des fidèles de Staline et aux ennemis les plus acharnés de l'Opposition. La haine de Piatakov contre des oppositionnels allait si loin qu'il chassa impitoyablement des membres de sa famille, oppositionnels en déportation, qui, gravement malades, lui demandaient son aide. Et maintenant on veut nous convaincre que non seulement Piatakov était « trotskyste », mais qu'il a dirigé pendant cinq ans la terreur et le sabotage ! Pendant cinq ans, Piatakov a dirigé le commissariat du peuple à l'industrie lourde sous les yeux de son chef Ordjonikidzé, il a saboté, il a organisé l'assassinat des ouvriers et personne n'a rien remarqué. Qui peut le croire ?

Pendant le procès Zinoviev-Kamenev, Piatakov, de même que Radek, le jour même où ils étaient dénoncés au procès comme ayant pris part aux attentats, ont publié un article qui réclamait la peine capitale contre Zinoviev et les autres accusés ! Piatakov écrit que « les mots lui manquent pour exprimer son dégoût », il exige l'extermination des « traîtres ». « Il faut les exterminer sans pitié ». Dans son article, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de Piatakov, Radek rappelle de son côté les services qu'il a rendus dans l'affaire Blumkine et demande lui aussi l'extermination des « salauds ». Le même jour, ils sont arrêtés et accusés des mêmes crimes pour les auteurs desquels ils exigent le peloton d'exécution !

Et ces gens-là, au prochain procès, on les appellera « trotskystes », membres d'un centre quelconque, récemment imaginé, organisateurs de l'assassinat de Kirov, etc. La *Pravda* prétend déjà que les mains de Piatakov sont rouges du sang de Kirov. En même temps que le nom de Piatakov, on cite généralement celui de Sokolnikov qui sera sans doute lui aussi l'un des principaux accusés du prochain procès.

Sokolnikov, l'un des plus vieux bolcheviks, participant actif à la révolution de 1905 à Moscou, fut déporté, s'enfuit à l'étranger. En émigration, il travailla avec Lénine. Après la révolution de février, il milita à Moscou. Pendant la guerre civile, il fut l'un des dirigeants de l'Armée rouge, en qualité de membre du comité militaire révolutionnaire de diverses armées et occupa entre autres les fonctions de commandant. Il commanda en particulier la 8^e armée combattant contre Denikine. A partir de 1917, Sokolnikov était membre du C.C. et a été réélu à presque tous les congrès. Commissaire du peuple aux finances à partir de 1922, Sokolnikov a dirigé en 1923-24 la réforme financière, la liquidation de l'inflation et l'introduction de l'unité monétaire stable, le *tchervonetz*. En 1925, il se joignit à l'opposition zinoviéviste. A droite dans les questions économiques, il resta isolé dans l'opposition, n'étant d'accord avec elle que sur les

problèmes de la vie interne du parti. Après la fusion en 1926 de l'opposition trotskyste avec les zinoviévistes, Sokolnikov prit encore plus ses distances, et il rompit avec l'opposition avant Zinoviev et Kamenev. En raison de ses sympathies pour la droite, c'est lui qui prit en 1928 l'initiative des fameuses pourparlers entre la droite (Boukharine, Tomsky) et Kamenev et Zinoviev. Ce fut là l'ultime tentative de Sokolnikov pour prendre une part active à la vie politique. Après l'écrasement de la droite, Sokolnikov devint un fonctionnaire stalinien docile: d'abord, pendant plusieurs années en qualité d'ambassadeur à Londres, puis les derniers temps et jusqu'à son arrestation, en tant qu'adjoint au commissaire du peuple à l'industrie légère.

Parmi les « chiens et les salauds », « les plus lâches des lâches », qui prétendent « projetaient de revenir au pouvoir...avec l'appui des baïonnettes des impérialistes au prix de la défaite militaire...voulant restaurer le capitalisme en U.R.S.S. », est tombé aussi Radek lui-même, le capitulard des capitulards.

Membre du parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie, Radek partit bientôt pour Allemagne où, rejoignant la social-démocratie allemande, il travailla sous la direction de Rosa Luxemburg. Dès le début de la guerre, il prit une position internationaliste. Revenu en Russie après la révolution, il adhéra au P.C. en octobre 1917. En janvier 1919, il participa au congrès du Spartakusbund à Berlin et fut arrêté par le gouvernement Scheidemann. En 1919, il fut élu membre du C.C. du P.C.R. et devint dès lors l'un des dirigeants de l'Internationale communiste en qualité de membre de son comité exécutif. En rejoignant l'Opposition de gauche, Radek y provoqua un certain trouble à cause de son impressionisme et de l'inconstance de son caractère. En janvier 1928, en compagnie d'autres oppositionnels connus, il fut déporté en Sibérie. La virilité et une volonté ferme ne furent jamais les traits dominants de son caractère. Déjà au bout de quelques mois de déportation, il commença à vaciller et à semer, par ses lettres et articles, la démoralisation dans les rangs des oppositionnels déportés. Au début de 1929, il rompit avec l'Opposition et rentra à Moscou. De ce moment, il prit une part active à la chasse à l'Opposition; il écrivit contre le trotskysme des dizaines d'articles venimeux et devint un « spécialiste » de la lutte contre l'Opposition de gauche. En 1929, il descendit jusqu'à livrer au G.P.U. l'oppositionnel Blumkine, accusé d'avoir rencontré Trotsky à Istanbul, qui habitait chez lui, portant ainsi la responsabilité de son exécution.

En mars 1931, le correspondant à Moscou du *Bulleten Oppositiv* relate l'épisode suivant, particulièrement caractéristique: « Radek a refusé une demande de secours d'un bolchevik-léniniste gravement malade en déportation, ajoutant qu'il « reviendrait bientôt », c'est-à-dire qu'il capitulerait. Il juge les autres d'après son propre caractère ». Le même correspondant écrit que « les capitulards se divisent en plusieurs groupes suivant

des degrés différents de leur décomposition morale. C'est la personnalité de Radek qui pourrit le plus rapidement ».

Lorsque fin 1932, début 1933, presque tous les oppositionnels capitulards, parmi lesquels Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Mratchkovsky et nombre d'autres, furent déportés ou emprisonnés, ni Radek, ni Piatakov, ni Sokolnikov ne furent atteints par cette mesure. Ils furent à juste titre considérés comme des staliniens fidèles. Maintenant, ces trois hommes sont déclarés « trotskystes » sur l'ordre de Staline. Ce sont des hommes finis.

Parmi les accusés du prochain procès figurera sans doute également Mouralov, dont le nom a été cité plus d'une fois au procès de Novosibirsk, si on parvient à le briser lui aussi. Vieux-bolchevik, participant actif à la révolution de 1905, Mouralov a été emprisonné plusieurs années sous le tsarisme, a été condamné à la déportation; il a participé activement à la révolution de février à Moscou et y a dirigé les luttes d'octobre 1917. Puis il a commandé la garnison de Moscou. Il a été l'un des véritables dirigeants de la guerre civile. Il a appartenu à l'Opposition de gauche à partir de 1923. Chassé bientôt du travail militaire, il demeura membre de la commission centrale de contrôle du parti jusqu'au XV^e congrès où il fut exclu du parti en même temps que toute l'Opposition de gauche. Il fut déporté en Sibérie, où il resta neuf ans, jusqu'à ces derniers temps.

Les dernières années, on n'a pas eu de nouvelles de Mouralov. Il s'est tenu à l'écart de la vie politique des oppositionnels déportés, remplissant loyalement la modeste tâche que le pouvoir lui avait confiée sur son lieu de déportation. Aujourd'hui, Mouralov était accusé de « sabotage », d'« assassinat d'ouvriers », de « préparation » du meurtre du représentant de Staline en Sibérie, Eikhe. Selon ce qu'on prétend au procès, les trotskystes voulaient tuer Eikhe parce qu'il « ne pouvait supporter l'odeur du trotskysme ». Ce militant finira mal, étant donné la finesse de son odorat. Lorsque N. I. Mouralov, en 1906, se trouva seul face à une foule de pogromistes cent-noirs, il n'hésita pas un instant à diriger contre eux son revolver, en tua un et en blessa un autre. Si Mouralov avait décidé de renier le marxisme et de se placer sur le terrain de la terreur individuelle, s'il avait, pour cette raison, jugé nécessaire de descendre l'adjutant stalinien Eikhe, il n'aurait pas perdu de temps en bavardages, mais aurait agi. La vérité est bien entendu que Mouralov ne s'est pas rallié au terrorisme individuel, qu'il n'a même jamais eu l'idée de s'y rallier et qu'il n'a préparé aucun attentat. De telles accusations ne peuvent que soulever le dégoût de tous ceux qui connaissent tant soit peu Mouralov. Mais est-il possible que Mouralov en arrive lui aussi à s'engager sur la voie des aveux mensongers ?

Parmi les futurs accusés se trouveront probablement Sérébriakov, un vieil ouvrier bolchevique, ancien secrétaire du C.C. du P.C.R., ancien commissaire du peuple aux chemins de fer et aux transports, qui avait

rompu avec l'Opposition en 1928. Drobniš, dont nous avons parlé plus haut, Bogouslavsky, vieux-bolchevik, ami personnel de Drobniš, ancien président du conseil restreint des commissaires du peuple, dont le nom a été cité au procès de Novosibirsk. Il est possible que quelques éléments appartenant au milieu militaire soient également traduits devant le tribunal : Poutna, ancien attaché militaire à Londres, Schmidt, héros de la guerre civile, etc.

Il n'est pas exclu que le prochain procès soit également dirigé contre l'ancienne opposition de droite. Lorsqu'il y a peu de temps, la *Pravda*, sur le ton grossier qui lui est habituel, engagea une polémique avec les *Izvestia* sur le rôle du jazz, le caractère bizarre du sujet ne servait qu'à dissimuler le but principal, l'éviction du rédacteur en chef des *Izvestia*, Boukharine, bien que ce dernier ne jouât plus depuis longtemps aucun rôle dans le journal et eût même cessé, comme on s'en doute, de faire acte de présence.

Après avoir débuté par le jazz, la *Pravda* est vite passée à un sujet plus concret. On rappela à Boukharine toutes ses erreurs, à commencer par le mot d'ordre « enrichissez-vous ». Un langage particulièrement ordurier est employé à l'adresse de Rykov. Les oppositionnels de droite sont accusés d'avoir formé des groupes terroristes illégaux en liaison avec la bande criminelle des terroristes trotskystes-zinoviévistes (*Pravda*, 15 décembre 1936). On les traite d'« agents des trotskystes » et d'« organisateurs du sabotage dans l'industrie. Molotov parle aussi des « renégats droitiers ». Bien entendu, tout cela ne peut être interprété comme une gymnastique littéraire anodine, mais bien comme la préparation de l'écrasement judiciaire des éléments de droite. Dans la panique qui a suivi le suicide de Tomsky, Staline avait « réhabilité » Boukharine et Rykov, leaders de l'ancienne opposition de droite⁴. Maintenant, par sa presse, et surtout avec l'aide d'Ejov, Staline corrige cette faute. Au demeurant, Boukharine et Rykov ne figureront pas encore en personne sur le banc des accusés⁵. Mais peut-être au prochain procès, Piatakov-Sokolnikov-Radek seront-ils chargés par leurs amis les plus proches : Ouglanov ou un autre des jeunes disciples de Boukharine. Au prochain procès, il y aura les Reingold prêts à exécuter les ordres d'en haut. On charge Boukharine et Rykov : c'est donc que leur tour est venu.

4. Des « aveux » d'accusés, lors du premier procès de Moscou, avaient mis en cause les dirigeants historiques de la « droite », Tomsky, Rykov et Boukharine. Le 21 août, le procureur Vychinsky avait annoncé l'ouverture d'une enquête sur toutes les personnes ainsi nommées : Tomsky s'était suicidé le 22 en apprenant la nouvelle. Que le suicide de Tomsky ait « affolé » les dirigeants ou que les menaces contre Boukharine aient, comme le pense l'historien américain Stephen Cohen, redonné courage aux adversaires de la terreur dans l'entourage de Staline, la *Pravda* du 10 septembre avait annoncé que l'enquête s'était terminée sans qu'on ait pu « fournir de base juridique permettant d'engager des poursuites légales ». C'est le 27 février 1937 que Boukharine fut « officiellement » arrêté.

5. La méthode de Sedov était bonne puisqu'il pronostiquait correctement qui serait accusé au troisième comme au second procès.

Les inculpés du prochain procès seront accusés d'avoir préparé volontairement des actes terroristes qui n'ont jamais eu lieu, d'avoir participé à l'assassinat de Kirov. Aucun procès ne peut avoir lieu aujourd'hui sans que cette accusation ne soit formulée. Peu à peu nous apprenons que l'assassinat de Kirov ne fut pas l'œuvre de Nikolaïev mais celle d'une centaine environ de vieux bolcheviks auxquels on ajoute sans cesse de nouveaux noms. L'accusation principale sera constituée à coup sûr par la « liaison avec la Gestapo ». Pour s'en convaincre, il suffit de lire la presse soviétique. A l'en croire, les trotskystes et les droitiers se sont à ce point confondus avec l'Okhrana fasciste qu'on « ne peut plus aujourd'hui distinguer un espion et un saboteur d'un trotskyste-zinoviéviste ou d'un bandit droitier » (*Pravda*, 3 janvier 1937).

Qu'il existe en U.R.S.S. des agents de la Gestapo, capables même d'organiser des attentats et d'espionner, voilà qui est incontestable. Mais le G.P.U. entrave lui-même son travail contre eux en remplaçant les recherches sérieuses et persévérantes par les faux aveux d'hommes innocents et par la construction d'amalgames. La lutte contre la Gestapo intéresse beaucoup moins Staline que la lutte contre les vieux bolcheviks.

Nous avons vu déjà par l'exemple du procès de Novosibirsk comment le G.P.U. construit ses amalgames de trotskystes avec la Gestapo. La même méthode sera appliquée une fois de plus au procès Piatakov-Radek. Parmi les accusés, il y aura également de vrais agents de la Gestapo — plus vraisemblablement des agents doubles, c'est-à-dire en fin de compte des agents du G.P.U. que l'on va lier artificiellement à Piatakov, Radek et autres vieux bolcheviks. Le G.P.U. attribuera probablement un rôle actif à Radek puisque, en qualité de journaliste spécialiste des questions extérieures, il était en relations avec les milieux étrangers.

Postychev, le représentant de Staline en Ukraine a déclaré que « les trotskystes peuvent maintenant être caractérisés par le fait qu'ils allaient conclure un pacte avec certains gouvernements capitalistes. Le parti et les organes judiciaires possèdent des documents écrits de leurs mains. » Il est certain qu'une partie des accusés du prochain procès est déjà entrée dans la voie des aveux mensongers. Et on les trompera d'autant plus aisément par la promesse de leur laisser la vie sauve que, ayant été arrêtés avant ou pendant le procès Zinoviev-Kamenev, ils ne connaissent pas jusqu'à ce jour le sort qui a été réservé à Zinoviev, Kamenev, etc.

Si la mise au point de l'acte d'accusation du nouveau procès dure si longtemps — cinq mois — cela s'explique par le fait que la qualité de la production du nouveau procès — doit être — de l'avis des metteurs en scène — considérablement améliorée. Il faut éliminer particulièrement des fautes comme celle de l'hôtel Bristol dans le procès Zinoviev. C'est dans le même dessein que le G.P.U., il y a quelque temps, a volé des archives de Trotsky qui se trouvaient à Paris, afin de se procurer sur Trotsky des informations qu'elle ne pouvait obtenir autrement.

Tous les accusés staliniens et les candidats accusés, les anciens trotskystes, les anciens zinoviévistes, les anciens droitiers, ont en commun d'avoir tous capitulé devant Staline. Tous ont été ou sont devenus des ennemis du trotskysme. L'autocratie stalinienne n'est même pas capable d'assimiler de tels individus ! Les témoins du procès précédent, les survivants de la révolution et du bolchevisme, les disciples et les collaborateurs de Lénine, les fondateurs du pouvoir soviétique, représentent tous un danger pour Staline, sinon actuellement, du moins pour l'avenir. Les accusés staliniens ne sont pas nos amis. Mais on ne peut penser sans angoisse que Staline veut les noyer dans la boue et le sang. La *Pravda* écrivait il n'y a pas longtemps : « On ne peut pas croire un seul mot d'un ancien oppositionnel, pas un seul ». Cette formule ne sert qu'à couvrir un autre mot d'ordre, infiniment moins sentimental : « On ne peut laisser en vie aucun oppositionnel, pas un seul ».

C'est ainsi que Staline règle ses comptes avec ceux des oppositionnels qui ont capitulé. Avec quelle cruauté féroce extermine-t-il en cachette les véritables oppositionnels, les quelques milliers de bolcheviks-léninistes qui remplissent les isolateurs et les camps de concentration de l'Union soviétique ?

Seules de vigoureuses protestations des masses ouvrières du monde entier peuvent empêcher Staline de mener à bien son plan d'extermination physique de tous les représentants de bolchevisme.

« Le trotskysme » en Russie Le prochain Procès Offre illusoire de pardon Piatakov et les autres* (janvier 1937)

Le procès de Moscou de Zinoviev, Kamenev, Smirnov et autres était le premier d'une série de procès anti-Trotsky. Le second de la série, qui s'est déroulé à Novosibirsk du 10 au 22 novembre 1936, n'avait pas en soi une grande importance. Son véritable objectif était de préparer le terrain pour le procès à venir de Piatakov, Sokolnikov et peut-être Radek d'une part, et de militaires, Poutna, Schmidt, de l'autre, auquel l'opinion publique est maintenant préparée. D'anciens membres de la fraction de droite de Rykov et Boukharine, qui n'existe plus, comme Ouglanov, pourraient également être jugés. Les administrateurs d'industrie qui sont accusés seront inculpés de « sabotage », les militaires d'espionnage et de complot militaire. Les deux groupes seront accusés d'avoir préparé des actes terroristes (lesquels, de façon assez étrange, échouent toujours) et finalement d'avoir participé à l'assassinat de Kirov. Dans tous les procès politiques en Russie soviétique aujourd'hui, on fait des efforts pour impliquer les accusés dans cet assassinat. Nous découvrons petit à petit que Kirov n'a pas été assassiné par Nikolaïev, mais par une masse de bolcheviks qui ne cesse de grandir considérablement.

Un plan précis

Les accusés (qui seront leurs propres accusateurs) sont baptisés « trotskystes », afin de discréditer le trotskysme. Mais il n'y a pas un seul vrai trotskyste parmi eux. Les accusés du procès de Novosibirsk n'avaient jamais eu aucun lien avec le trotskysme, tandis que Zinoviev, Kamenev, Piatakov et Smirnov ont finalement rompu depuis des années avec l'Opposition trotskyste. Ce même objectif de discréditer les trotskystes est évident dans le fait que les rangs des accusés sont gonflés d'agents réels ou

* *Manchester Guardian*, 25 janvier 1937. Traduit de l'anglais par Françoise Broué.

fictifs de la Gestapo (lesquels sont, bien sûr, très nombreux en Union soviétique). Ces agents de la Gestapo jouent souvent un double jeu, puisqu'ils sont en mêmes temps payés par le G.P.U. De tels hommes sont des accusés très utiles dans des procès publics. En règle générale, les procès soviétiques sont comme un alliage, un mélange habile d'accusés n'ayant rien à voir les uns avec les autres. Cette méthode n'est en rien nouvelle. Pendant la Révolution française, et pour les discréditer, on jugeait les chefs de l'opposition politique, afin de les discréditer, avec les royalistes et d'ordinaires voleurs.

La procédure

Les accusés réellement traduits en procès sont soigneusement sélectionnés, par le biais d'un examen long et dur, dans un lot bien plus nombreux d'accusés. Sont choisis ceux qui peuvent être « brisés » — amenés à plaider coupables de crimes qu'ils n'ont jamais commis. La pierre angulaire de la la procédure légale est cette enquête, conduite par le G.P.U. Jusqu'à une date récente, des tribunaux secrets du G.P.U. prononçaient leurs peines, même la peine de mort, sur le simple rapport d'un enquêteur, sans avocat de la défense, et hors même de la présence de l'accusé. Une réforme récente du G.P.U., qui semblait affaiblir ses prérogatives, les a en réalité renforcées. Elle a mis l'ensemble du ministère de l'intérieur (la police criminelle, le département des passeports, le bureau des prisons, le département des travaux forcés) sous le contrôle du G.P.U. Cette réforme a diminué les droits des tribunaux secrets du G.P.U. : les sentences qu'ils prononcent sont limitées à cinq ans de prison (comme il n'y a aucun contrôle sur ces tribunaux, ces limitations sont purement fictives). Les accusés qui sont prévus pour des peines plus sévères sont remis par le G.P.U. aux soi-disant tribunaux populaires. La procédure est également secrète, mais au moins les accusés eux-mêmes sont-ils présents et les autres formalités légales sont conservées.

Mais que l'affaire soit traitée par le tribunal du G.P.U. ou par le tribunal populaire spécial, le rôle décisif est joué par l'enquête du G.P.U. qui est conduite dans un secret total. C'est là qu'est décidé le sort de l'accusé. Quand l'affaire a une signification politique, les sentences sont confirmées par l'organisme politique le plus élevé, le Politburo. Quand un procès public va se dérouler en tant que moyen de propagande politique, les enquêteurs du G.P.U. n'ont qu'une seule tâche : arracher un aveu à l'accusé. Habituellement et bien que pas par n'importe quel moyen, ils y arrivent.

La garantie de leurs vies

En échange de l'aveu, le G.P.U. garantit la vie du prisonnier. Elle a en général été respectée. Dans le procès Zinoviev, il a été fait une exception, parce que Staline espérait que l'exécution des accusés aiderait

étayer les preuves non concluantes. Il n'est pas douteux que Zinoviev, Kamenev et les autres avaient reçu la promesse qu'ils vivraient. C'est évident par le fait que, contrairement au décret spécial du 1er décembre 1934 du comité exécutif central ordonnant l'exécution immédiate des sentences contre les terroristes et annulant la prérogative de grâce du comité, les accusés du procès Zinoviev ont été autorisés à faire appel à cette grâce. Ce droit d'appel était considéré par les accusés comme la garantie de leur pardon. Mais le comité n'a pas utilisé son pouvoir. Les accusés ont été horriblement trompés.

Il ne fait pas de doute qu'on emploiera la même méthode au procès de Piatakov, Sokolnikov et autres. Il sera d'autant plus facile de les abuser que la majorité d'entre eux, sinon la totalité, étaient déjà en prison ou avaient été arrêtés (comme, par exemple, Radek et Piatakov) avant la fin du procès Zinoviev, et, dans l'isolement strict de leur prison, n'ont même pas aujourd'hui idée du sort de Zinoviev, Kamenev, Smirnov et les autres.

Une « rencontre » avec Piatakov

Le rôle central dans le procès à venir est réservé à Piatakov, un des plus éminents des vieux-bolcheviks. Après avoir rejoint l'opposition trotskyste en 1925, Piatakov l'a abandonnée avec éclat en janvier 1928 — il y a neuf ans. A la différence d'autres anciens membres de l'opposition qui ont suivi le même chemin, comme Zinoviev, Kamenev et Smirnov, Piatakov a été rapidement réinstallé par Staline à une position dirigeante. Avec Radek et d'autres, il a, pendant des années, été parmi les ennemis les plus acharnés de l'Opposition et a servi Staline avec une fidélité totale. En 1930, Piatakov a été de nouveau admis au comité central du parti communiste et en est resté membre jusqu'à maintenant. Pendant le procès Zinoviev, Piatakov (comme Radek) a publié dans la presse soviétique un article qui exigeait l'exécution de Zinoviev et des autres. Et c'est cet homme qu'on nous présente maintenant comme un « trotskyste ».

Aujourd'hui, Piatakov est accusé en particulier d'avoir participé à une conférence qui se serait prétendument tenue à Berlin (1931) et au cours de laquelle Piatakov, Smirnov (qui a déjà été exécuté) et l'auteur de ces lignes auraient prétendument discuté le plan d'une tentative contre la vie de Staline. Tout cela est bien entendu purement fantaisiste. Au cours des neuf dernières années, je n'ai vu Piatakov qu'une seule fois, tout à fait par hasard, dans une rue (Unter den Linden) de Berlin — en 1931 ou 1932, je ne sais plus exactement. Quand il m'a aperçu, Piatakov s'est immédiatement détourné, faisant mine de ne pas me connaître. Ce fut mon unique rencontre avec Piatakov au cours des neuf dernières années !

Selon des commentateurs officiels, cette « conférence » s'est déroulée « sous les auspices de la Gestapo », en dépit du fait que, en 1931, la Gestapo n'existait pas encore. De telles erreurs sont caractéristiques de l'appareil judiciaire soviétique.

A propos du procès Piatakov-Radek *

(4 février 1937)

Le second procès de Moscou s'est achevé. Staline poursuit sa campagne d'extermination contre les vieux-bolcheviks. Les vies de treize êtres humains sont anéanties sur décision du tribunal. Et combien de dizaines, de centaines, ont été exécutées en secret et sans décision judiciaire? Combien seront encore exécutés? Telle est l'horrible réalité stalinienne.

Il m'est impossible, dans une courte lettre, de développer, ne serait-ce que de façon superficielle, la question du procès dans sa globalité. Nous sommes donc contraints de nous limiter à certains détails qui nous aideront à apprécier à leur juste valeur les aveux, et, par là-même, l'ensemble du procès.

Dans sa déclaration finale, Radek a posé une question très risquée: sur quelles preuves l'accusation s'appuie-t-elle? Et il répond que ces preuves ne sont constituées que par ses aveux à lui et ceux de Piatakov, car « les déclarations de tous les autres accusés », dit-il, « reposent sur nos déclarations ». Et il est vrai qu'il n'existe par ailleurs pas la moindre preuve, le moindre document, la moindre déclaration émanant de témoins non impliqués dans l'affaire.

Soumettons donc à la critique des faits le pilier central du procès: les déclarations de Radek et Piatakov concernant le point décisif de l'accusation, leurs relations présumées avec Trotsky et Sedov.

1. Les « relations » de Radek avec Trotsky passaient exclusivement par le témoin Romm (pourquoi n'est-il que témoin?). Romm prétend avoir rencontré Trotsky fin juillet 1933 au bois de Boulogne à Paris. L'entrevue aurait été ménagée par Sedov et se serait déroulée en sa présence.

Trotsky est arrivé en France, en provenance de Turquie, le 24 juillet 1933 et a quitté le bateau près de Marseille, où je l'ai accueilli avec quelques amis. De là, nous nous sommes rendus en automobile directe-

* Lettre au *Manchester Guardian* (17219), traduite de l'allemand par M. Stobnicer.

ment à Royan (une station balnéaire à l'embouchure de la Garonne¹, à environ 500 km de Paris), où nous avions auparavant loué une maison pour Trotsky. Trotsky est demeuré à Royan sans aucune interruption jusqu'au début octobre. Ce n'est que fin 1933 (après que Trotsky eut passé un mois dans les Pyrénées), qu'il s'installa non loin de Paris (à Barbizon). En raison du risque d'attentats, plusieurs amis (entre autres van Heijenoort, Lastéradé, Craipeau, Beaussier) ont habité en permanence avec Trotsky à Royan. Durant la période évoquée par Romm, j'étais moi-même également présent à Royan. Tous ces témoins pourraient confirmer sous la foi du serment que Trotsky n'a jamais quitté Royan. C'est également durant cette période que Trotsky a reçu des dizaines de visiteurs de différentes nationalités (par exemple, l'écrivain français A. Malraux et aussi, si je me souviens bien, M. Paton et C. A. Smith, de l'I.L.P.). Ces visiteurs — il y en eut plus de cinquante et tous pourront confirmer ces faits — ont tous, sans exception, été reçus par Trotsky à Royan. Trotsky n'a eu aucun entretien, avec quiconque, autre part qu'à Royan, qu'il n'a précisément jamais quitté.

Le caractère mensonger du témoignage de Romm me semble suffisamment établi par les faits que je viens d'indiquer, sans même s'arrêter aux autres absurdités de ce témoignage. Que reste-t-il, dans ces conditions, des « relations » Trotsky-Radek, qui passaient exclusivement par Romm? Ai-je besoin d'ajouter que ni Trotsky ni moi-même n'avons jamais connu Romm?

2. Piatakov prétend avoir eu des entrevues avec moi à Berlin. J'ai déjà évoqué dans le *Manchester Guardian* mon rendez-vous avec Piatakov en 1931 ou 1932: après m'avoir aperçu, Piatakov s'est détourné immédiatement, comme s'il ne m'avait pas reconnu. C'est le 22 novembre 1936 que l'Union soviétique a mentionné pour la première fois une prétendue rencontre avec Piatakov. Lorsqu'il apprit cette affirmation par les journaux, Trotsky, avec sa femme et tout à fait indépendamment de moi, a adressé le 26 novembre 1936 une déclaration à ses avocats, à propos de cette « rencontre » dont il avait eu connaissance par les lettres que je lui avais adressées à l'époque. Cette déclaration correspond dans les moindres détails à mon propre récit. Etant donné que Trotsky est interné depuis la fin août en Norvège et que chaque ligne du courrier qu'il recevait ou expédiait passait entre les mains des autorités norvégiennes, il ne pouvait donc en aucun cas être question d'un « arrangement » convenu entre nous. Dans ce cas, l'internement de Trotsky sert — une fois n'est pas coutume — à l'établissement de la vérité.

3. On sait que Piatakov prétend avoir pris l'avion en décembre 1935 à Berlin pour rendre visite à Trotsky à Oslo. Il est d'autre part établi (voir

1. Royan est au bord de la Gironde.

la déclaration de M. Gulliksen, directeur de l'aéroport d'Oslo) qu'aucun appareil étranger n'a atterri à Oslo durant tout le mois de décembre 1935. Seul un appareil norvégien a atterri, mais sans aucun passager.

Voici ce qu'il en est des relations avec Piatakov, le second témoin-clé de l'accusation.

Les aveux constituent un tout. Si le mensonge est prouvé dans un, deux ou trois cas, comment peut-on accorder foi à tous les autres aveux ?

Mais comment est-il possible que les accusés soient tombés si bas, comment se fait-il qu'ils aient pu prendre à leur compte des crimes si odieux qu'ils n'ont pas commis ?

On ne peut examiner l'attitude des accusés qu'en relation avec les conditions historiques et politiques, avec la psychologie du bourreau et des victimes et avec toute l'atmosphère morale incroyablement délétère qui règne dans le pays.

En fait, c'est depuis dix ans et plus que Staline a préparé ces procès. Toute pensée a été étouffée, tout caractère indépendant a été brisé. On a extirpé du pays l'habitude de penser, et il n'a plus subsisté qu'un seul droit : celui de chanter les louanges du « père des peuples ».

Il y a dix ans, Staline extorquait déjà à ses victimes d'aujourd'hui, les anciens oppositionnels, auto-accusations et confessions. Ils ont tous capitulé ; ils ont non seulement renoncé à leurs idées, mais ont de plus en plus aidé Staline à traîner ces idées dans la boue. Ils sont devenus des fonctionnaires sans opinion personnelle dépourvus de tout respect de soi.

Bien avant les procès, les futurs accusés étaient complètement brisés moralement, dévastés au plus profond d'eux-mêmes, n'étant plus que l'ombre pitoyable de ce qu'ils avaient été en leur période héroïque.

L'« instruction », c'est-à-dire en fait la confrontation de toutes parts avec les fausses accusations émises par d'autres, la torture psychologique par le chantage à l'exécution, etc. ne représente que le couronnement de tout un édifice préparatoire s'étirant sur des années et l'attitude des accusés n'est que l'ultime étape de leur chute ininterrompue.

Si ce dont on les accuse correspondait à la vérité, comment serait-il possible que les accusés se comportent *ainsi* devant le tribunal ? Comment ces prétendus ennemis mortels pourraient-ils faire montre d'un tel remords ? Comment pourraient-ils encenser aujourd'hui de la sorte ce même Staline qu'hier ils voulaient assassiner ?

Les aveux des vieux-bolcheviks ne résistent à aucune analyse sérieuse, qu'elle soit historique, politique ou psychologique. Ils ne résistent pas non plus à la confrontation avec les faits. Ces aveux sont des mensonges, des mensonges de bout en bout.

P.S. Dans mon article précédent (*Manchester Guardian*, 25 janvier 1937), j'ai exprimé ma certitude que les accusés ignoraient tout du sort de Zinoviev et de Kamenev. Cela s'est avéré faux en ce qui concerne Radek.

Car, à en croire les informations officielles, il a été arrêté après l'exécution de Zinoviev et des autres. Pourtant, aujourd'hui encore, il ne fait pour moi aucun doute que, durant l'instruction, la majeure partie des accusés ignoraient tout de l'exécution de Zinoviev et Kamenev. Je voudrais seulement signaler que, même dans l'acte d'accusation contre Piatakov et Radek, cette question est soigneusement évitée et qu'à chaque fois qu'il y est question de Zinoviev et de Kamenev, ils ne sont expressément mentionnés que comme « condamnés ».

L'Affaire Mdivani-Okoudjava* 1922-1937 (juillet 1937)

Le 10 juillet, le journal de Tiflis *Zaria Vostoka* annonçait le passage en jugement, devant le tribunal suprême de Géorgie, de l'affaire B. Mdivani, M. Okoudjava, Torochelidzé, Kouroulov, Tchikhvadzé, Elian et Kartsivadzé¹. Le procès avait eu lieu la veille à huis clos. Il n'aura duré qu'une journée. Le tribunal s'est servi du décret du 1er décembre 1934, interdisant à l'accusé d'avoir des défenseurs et de faire appel et ordonnant l'application immédiate des sentences². Les personnes qui passaient en jugement étaient accusées d'« espionnage » et de « sabotage » au compte des « milieux fascistes (?) d'un Etat étranger », et de « préparation d'actes terroristes ». Dans le numéro suivant (du 11 juillet), le journal se bornait à publier en première page une éditorial et l'énoncé du verdict (le tribunal avait condamné à mort les accusés), puis en dernière page (dans la « chronique ») l'annonce de l'exécution, la veille, de la sentence. Quant à la *Pravda* de Moscou, elle n'écrit pas une ligne sur l'affaire Mdivani !

Parmi les hommes fusillés, les plus connus sont Boudou Mdivani et Mikhaïl Okoudjava ; ils avaient été, avec Sergéï Kavtaradzé et Koté Tsintadzé, à l'origine de la construction du parti bolchevique, puis du pouvoir

* *Biulleten Oppositsii* n° 56-57, juillet-août 1937, traduit du russe par Isabelle Lombard.

1. Polikarp G. dit Boudou *Mdivani* (1877-1937), vieux bolchevik géorgien, vétéran de l'Opposition de gauche, avait été en France comme chef de la légation commerciale de 1924 à 1928. Il avait capitulé en 1930, réintégré dans le parti en 1931 et de nouveau arrêté et exclu en 1936. Mikhaïl N. *Okoudjava*, ancien secrétaire du P.C. géorgien, lui aussi vétéran de l'Opposition de gauche, ancien signataire d'une déclaration de l'Opposition avec Rakovsky et Kossior, avait eu le même itinéraire. Il est de la famille du célèbre chanteur contemporain Boulat Okoudjava.

2. Le décret en question avait été pris aussitôt après l'assassinat de Kirov et en le prenant pour prétexte. Staline faisait d'une pierre deux coups, en assassinant Kirov, en prenant ensuite une législation d'exception.

soviétique dans le Caucase. Révolutionnaires confirmés, membres du parti depuis sa naissance, anciens prisonniers des camps tsaristes, ils étaient les meilleurs représentants du vieux bolchevisme. C'était déjà une raison suffisante pour les supprimer. Mais Staline avait aussi des raisons particulières de les haïr, eux qui le connaissaient trop bien.

Déjà en 1922, Mdivani et ses camarades avaient eu un grave conflit avec Staline au sujet de la politique nationale en Géorgie : Staline, par l'intermédiaire d'Ordjonikidzé, y menait une politique bureaucratique dictatoriale, pratiquant une oppression brutale. Pour briser l'opposition des vieux-bolcheviks géorgiens, Staline, mettant à profit la maladie de Lénine, destitua, par le biais de l'appareil, l'ensemble de la direction géorgienne et la remplaça par ses laquais. C'est précisément en Géorgie que Staline commença à effectuer le tournant qu'il étendit ensuite à tout le pays. C'est là qu'il appliqua ouvertement ses méthodes pour la première fois.

Mais Lénine se rétablit ; il fut informé des prouesses de Staline dans le Caucase. Extrêmement sensible à tout ce qui touchait l'internationalisme et ne supportant aucune manifestation d'omnipotence, Lénine réagit avec véhémence à la politique de Staline. Il écrivit contre Staline-Ordjonikidzé un long article sur la question nationale, ainsi qu'une série de remarques destinées au C.C. (inscrites dans le journal du C.C.). Lénine y démontre qu'il est « indispensable de distinguer le nationalisme d'une nation dominante de celui d'une nation dominée ». Il faut, vis-à-vis de cette dernière, « redoubler de prudence, de prévenance et de souplesse ». Il ne s'agit pas seulement d'établir une égalité « formelle » entre une grande nation et une petite nation, mais aussi de réduire l'inégalité qui existe dans les faits : « il faut aussi compenser, d'une façon ou d'une autre, par notre comportement ou nos concessions aux autres nationalités, la méfiance, les soupçons et les griefs, qui, au cours de l'histoire, ont été engendrés par le gouvernement de la nation « impérialiste » ». Faisant ouvertement allusion à Staline et à Ordjonikidzé, Lénine écrit : « Le Géorgien qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de social-chauvinisme (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique « social-chauvin », mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe... »

Il ajoute par ailleurs : « Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline, son goût pour les méthodes administratives de même que par son ressentiment contre ce fameux « social-chauvinisme » ; de façon générale, le ressentiment est très nuisible en politique. Lénine proposa d'« infliger une punition exemplaire au camarade Ordjonikidzé », qui avait osé frapper au visage un vieux-bolchevik géorgien. « Il va de soi que ce sont *Staline* et *Dzerjinsky* qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne véritablement nationaliste grand-russe ».

Le conflit s'aggravait et Lénine s'en inquiétait. Le 5 mars 1923, il écrivait à Trotsky: « Je vous prie de prendre en charge la défense de l'affaire géorgienne au congrès du parti (Staline et Dzerjinsky s'en occupent actuellement). Je ne peux compter sur leur impartialité, bien au contraire. Je serais rassuré si vous acceptiez de la défendre ». Le même jour, Mdivani et ses amis reçurent une note de Lénine: « Chers camarades, je suis votre affaire avec la plus grande attention. Je suis indigné de la grossièreté d'Ordjonikidzé et de Staline. Je prépare pour vous une note et un discours ». Mais la santé de Lénine se détériora, il eut sa seconde attaque, le coup fatal. Il ne parvint pas à réaliser ses plans. Quant à Staline, lorsqu'il devint clair que Lénine ne se relèverait pas, il cessa totalement de mettre des formes. Mdivani, Okoudjava et leurs amis furent brutalement chassés du Caucase. Ce conflit est à l'origine de la dernière affaire Mdivani.

En 1923, Mdivani, Okoudjava, Kavtaradzé, Tsintsadzé et leurs camarades rallièrent l'Opposition de gauche. Mdivani la quitta en 1929, comme plusieurs autres vieillards épuisés et brisés. Okoudjava la quitta quelques années plus tard. Koté Tsintsadzé, leur camarade de combat, tint bon jusqu'à la fin: il préféra la mort dans la déportation stalinienne à la capitulation. Par la suite, Mdivani, Okoudjava et les autres parvinrent à réintégrer l'appareil stalinien. Grâce à leurs connaissances et à leurs capacités, il accédèrent rapidement à des postes importants. C'est ainsi que, jusqu'à son arrestation, Mdivani fut commissaire du peuple et vice-président du soviet des commissaires du peuple de Géorgie. Son portrait apparaissait dans les journaux de Tiflis et même de Moscou. Ayant oublié les « fautes » de leur passé oppositionnel, ils tentaient de ne pas penser à celles de Staline. Mais bien que s'étant adaptés à la terreur stalinienne, ils ne purent tout accepter. Entre eux, ces camarades de combat devaient se plaindre, exprimer leur mécontentement, critiquer le régime. Nous en trouvons confirmation dans le discours de Béria, gouverneur de Staline dans le Caucase, un carriériste vil et répugnant³. Dans son verbiage sur l'espionnage, le sabotage et les intentions prétendument séparatistes des accusés, Béria mentionne « les bavardages de Mdivani et des autres sur le régime soi-disant « intolérable », sur l'utilisation des certaines (!) méthodes « tchékiste », sur la prétendue « détérioration » de la situation des travailleurs ». Le bavard Béria dévoile ici une parcelle de vérité que

3. Lavrentii P. Béria (1899-1953) avait travaillé dans la tchéka à partir de 1921; depuis 1931, il était premier secrétaire en Géorgie, depuis 1934, membre du C.C. Il allait être promu à la place d'Ejov, à l'Intérieur en 1938 et conserver ce poste jusqu'en 1953 où il fut jugé, condamné à mort et passé par les armes par ses pairs dans la lutte pour la succession de Staline. Nous n'avons pas connaissance qu'un des journalistes de *l'Humanité* qui, après 1953, ont dénoncé « les crimes de Béria », ait jamais rendu hommage à Sedov au moins pour sa « prescience » sur ce point précis!

Staline dissimule avec tant de soin sous des tonnes de mensonges. Existe-t-il un crime plus terrible que de parler du régime « intolérable » et de la détérioration de la situation des travailleurs? Le châtement ne s'est pas fait attendre.

Le procès Mdivani-Okoudjava a été préparé pendant de longs mois. L'intention était sans doute d'en faire un procès public, à l'instar des procès de Zinoviev et Piatakov. Mdivani et ses camarades ont d'abord été mentionnés au cours du procès de Piatakov, puis dans le discours de Béria et dans un article que ce dernier a publié dans la *Pravda* (5 juillet 1937). Tout cela devait aider le G.P.U. à arracher des « aveux sincères » aux accusés. Mais les vieux révolutionnaires géorgiens, contrairement à leurs amis de Moscou, ne se sont pas laissés briser. L'expérience du procès de Moscou n'avait d'ailleurs pas été vaine. Si Staline était parvenu à faire collaborer les accusés à la machination judiciaire, il ne fait aucun doute qu'il aurait ouvert tout grandes les portes du tribunal. Et, s'il s'est contenté, comme pour l'affaire Toukhatchevsky, d'un « travail » en coulisses⁴, c'est pour l'unique raison qu'il n'avait pas le choix. Il ne pouvait pas cependant se passer d'un « procès »: il était trop engagé, surtout dans le Caucase. De plus, il espère vraisemblablement renforcer, par des « jugements » à huis clos, les méthodes de l'Inquisition qu'il utilise pour arracher les aveux, méthodes chancelantes depuis l'issue des procès de Moscou. Les futurs accusés seront soumis à l'alternative suivante: être jugés dans le secret et fusillés immédiatement, ou faire des aveux mensongers dans l'espoir d'avoir « une chance » comme Radek.

L'affaire Mdivani-Okoudjava, comme les exécutions incessantes en Extrême-Orient soulève le voile très léger qui couvre l'orgie sanguinaire qui sévit dans toute l'Union soviétique. Il n'y a presque aucune ville, aucune usine, aucune institution où les « ennemis du peuple » n'ont été réprimés. Des dizaines et des dizaines de milliers d'arrestations, des milliers et des milliers d'exécutions de bolcheviks de la génération d'Octobre ou d'avant Octobre! Sous les balles du bourreau est tombé encore un groupe de vieux-bolcheviks, combattants de la révolution d'Octobre, disciples de Lénine. Mais la signification de l'affaire Mdivani est plus profonde: elle met un terme à la lutte commencée en 1922-1923 par Lénine, internationaliste, contre Staline, nationaliste thermidorien. La « victoire » de Staline est une victoire à la Pyrrhus; elle ne fait que précipiter le mouvement de sa chute.

4. Le mois précédent, Toukhatchevsky, Iakir et les autres généraux avaient été exécutés également à la suite d'un procès à huis clos. Les informations officielles affirmaient bien entendu qu'ils avaient « avoué », mais leur réhabilitation après la mort de Staline, a permis d'avoir la certitude qu'il n'en était rien. Ces accusés n'étaient pas « présentables ».

**Dans leurs numéros 1 à 13 (1979-1983)
les Cahiers Léon Trotsky ont publié :**

Articles

Auteur		N°	Pages
Aranda, Francisco M.	Les amis de Durruti	10	115-117
Blanco, Miguel	Le livre que Trotsky n'a pas écrit	10	109-114
Breitman, George	Quand le journal de Hitler imprimait une lettre de Trotsky	1	101-103
Breitman, George	La discussion autour de l'amendement Ludlow	2	65-71
Broué, Pierre	Quelques proches collaborateurs de Trotsky	1	61-85
Broué, Pierre	Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à Paris? L'affaire Robinson-Rubens	3	151-173
Broué, Pierre	Procès manqué à Prague: l'affaire Grylewicz	3	141-143
Broué, Pierre	Trotsky et le Bloc des Oppositions 1932	5	5-37
Broué, Pierre	Les Trotskystes en Union soviétique 1928-1933	6	29-35
Broué, Pierre	Un Capitular à Paris: l'affaire Kharine	7/8	29-35
Broué, Pierre	La « Réconciliation » avec Molinier	9	61-68
Broué, Pierre	La Mission de Wolf en Espagne	10	75-84
Broué, Pierre	Le Mouvement trotskyste en Amérique latine jusqu'en 1940	11	13-30
Broué, Pierre	Ljova ou le « fiston »	13	5-24
<i>Cahiers Léon Trotsky</i>	Un Point d'histoire: l'imprimerie clandestine et l'officier de Wrangel	4	21-37
Cavignac, Jean	Les Trotskystes espagnols dans la tourmente	10	67-74
Desolre, Guy	L'antitrotskysme en U.R.S.S. aujourd'hui	5	53-67
Dingelstedt Fedor N.	Entre le XIV ^e et le XV ^e congrès du P.C.U.S.	6	121-141
Dingelstedt Fedor N.	Lettre ouverte au capitular Kharine	7/8	95-101
Dingelstedt Fedor N.	Lettre à Sedov (1er février 1930)	7/8	145
Dreyfus, Michel	Des femmes trotskystes et pacifistes sous le Front populaire	9	53-60
Dunaievskaia, Raia	Trotsky l'Homme	2	5-19
Fernández V., Octavio	Comment fut obtenu le droit d'asile pour Trotsky au Mexique	11	63-73
Frank, Pierre et Molinier, Raymond	A Propos de la Crise du mouvement trotskyste en France dans la période d'avant-guerre	9	69-74
Gall, Olivia	La revue <i>Clave</i> outil politique de Trotsky	13	55-61
Gutierrez A., José	Les Péripiétés de Trotsky en Espagne	10	5-11
Hansen, Joseph	Avec Trotsky jusqu'au dernier moment	2	25-51
Institut Léon Trotsky	Des thèmes de recherche pour les historiens du P.C.F.	3	243-244
Joubert, Jean-Paul	Quand <i>l'Humanité</i> couvrait les traces des tueurs	3	203-226
Joubert, Jean-Paul	Trotsky et le Front populaire	9	27-51
Kehmon, Michel	Essénine et Trotsky	1	95-100
Kehmon, Michel	A Propos d'une source de Deutscher	2	89-90
Keller, Fritz	Le Trotskysme en Autriche de 1934 à 1945	5	115-133
Krivine, Jean Michel et Kahn, Marcel Francis	La Mort de Léon Sedov	13	44-54
Lequenne, Michel	Les Demi-aveux de Zborowski	13	25-43
Maestro, Javier	La Campagne anti-trotskyste du P.C.E. de 1928 à 1939	10	91-107
Messina, Pietro	L'Affaire Feroci en 1933	9	21-26
Pagès, Pelai	Le mouvement trotskyste pendant la guerre civile en Espagne	10	47-66
Revol, René	Procès de Moscou en Espagne	3	121-139
Roche, Gérard	Défense et contre-enquête en France	3	61-108

Roche, Gérard	La Rupture de 1930 entre Trotsky et Molinier	9	9-20
Schafranek, Hans	Kurt Landau	5	71-95
Sheridan, Cläre	Le Buste de Trotsky (prés:P. Frank)	2	53-64
Vogelsanger, David	Tentative de contre-procès à Bâle	3	43-60
Weber, Sara	Souvenirs sur Trotsky	5	39-52
Yakovlev L. (Dallin)	Léon Sedov	13	56-60

Documents

Andrade, Juan	Notes sur Narvitch	3	133
Breá, Ramón	A Madrid avec le P.O.U.M.	10	119
Breton, André	Intervention à un meeting du P.O.I.	9	113
Breton, André	Visite à Léon Trotsky	12	105-118
Cannon, James P.	Déclaration sur l'affaire Robinson	3	180
Capablanca, G.	Crise de direction à Cuba	11	105-110
Desnots, Jacques	Procès-verbal de l'entrevue de Hønefoss en juillet 1936	9	92-99
Espinoza, Enrique	Les Ecrivains face à Trotsky	11	31-40
Farrell, James T.	Mémoire sur Léon Trotsky	12	97-103
Fossa, Mateo	Comment j'ai rencontré Trotsky	11	75-81
Frank, P., Molinier R., Trotsky, van Heijenoort	Correspondance 1940	10	106-110
González et Colay	Rapport sur l'Amérique latine	11	111-118
Heijenoort, Jean van	Léon Davidovitch	12	65-70
Hic, Marcel et Craipeau, Yvan	Rapport sur la France (1940)	10	105-110
Lounatcharsky, A.V.	Silhouette de Trotsky	12	45-49
Low, Mary	Nin orateur	11	123-124
Malraux, André	Trotsky	12	79-87
Martin des Pallières, Jeanne	Lettres à Van	4	3-20
Munis, G.	Deux lettres de 1937	10	85-90
Naville, Pierre	Lettre à Solow	3	107-108
Nin Andrés	Lettres à Trotsky(1928)	10	35-45
Orlov, Alexander	Déposition	13	61-62
Paz, Maurice	Quatre Jours avec Trotsky	12	71-74
Quatrième Internationale	Documents du premier congrès	1	7-58
Radek, Karl	Léon Trotsky, l'organisateur de la victoire	12	75-77
Rakovsky, Khristian G.	Déclaration au XV ^e congrès (17 décembre 1927) avec Smilga, Mouralov et Radek	6	71-73
Rakovsky, Khristian G.	Déclaration au comité central (22 août 1929) avec Kossior et Okoudjava	6	78-85
Rakovsky, Khristian G.	Déclaration en vue du XVI ^e congrès (12 avril 1930) avec Kossior, Mouralov et Kasparova	6	90-103
Rakovsky, Khristian G.	Projet de déclaration	7/8	55-61
Rakovsky, Khristian G.	Thèses (3 août 1929) avec Kossior et Okoudjava	7/8	68-81
Rakovsky, Khristian G.	Lettre à Trotsky du 8 septembre 1929	7/8	92
Rakovsky, Khristian G.	Lettre à Trotsky du 9 janvier 1930	7/8	139
Rosmer, Alfred	Trotsky à Paris pendant la seconde guerre mondiale	12	11-35
Sapronov, Timotéi V.	Lettre d'isolateur du 3 février 1930	7/8	146-147
Saufrignon, Louis	Comment j'ai vu Trotsky	12	75-77
Secrétariat international	Procès verbal du 12 juillet 1936	9	89-91
Sedov, Léon	Lettre à Trotsky (1932)	5	36-37
Sedov, Léon	Lettre à Trotsky sur les voyages en U.R.S.S.	7/8	43-54
Sedov, Léon	Lettre à Trotsky 23 avril 1936	7/8	218-220
Sedov, Léon	Lettre à Marcel Martinet (1936)	3	101-104
Sedov, Léon	« Staline et l'Armée rouge » ou comment on écrit l'Histoire	13	74-90
Sedov, Léon	La Persécution de l'Opposition de gauche	13	91-98
Sedov, Léon	Notes sur l'affaire Kirov	13	99-103
Sedov, Léon	Le mouvement Stakhanov	13	104-115
Sedov, Léon	Les Procès à la Chaîne	13	116-121

Sedov, Léon	De Thermidor à Octobre	13	122-125
Serret, Gilbert	Lettre sur la fédération unitaire de l'enseignement	9	86-88
Shachtman, Max	Déclaration (juillet 1936)	9	100-104
Sidorov, V. V.	Lettre à Trotsky du 25 janvier 1930	7/8	142-144
Sidorov, V. V.	Lettre à Sedov du 3 mars 1930	7/8	151-152
Solntsev, Elzéar B.	La Crise de la Révolution (juin 1930), avec G. la. Iakovine et G. Stopalov	6	154-171
Solntsev, Elzéar B.	Lettre à Trotsky du 8 novembre 1928 sur l'Opposition de gauche en dehors de l'U.R.S.S.	7/8	43-54
Solntsev, Elzéar B.	Lettre à Rakovsky (juillet 1929)	7/8	64-67
Solow, Herbert	Le Plan derrière l'affaire Rubens	3	189-198
Tresca, Carlo	Trois articles sur la disparition de Juliet Stuart Poyntz	3	189-198
Tsintsadzé, Koté	Lettre à Okoudjava du 10 février 1930	6	115-120
Tsintsadzé, Koté	Lettre à Trotsky du 21 septembre 1929	7/8	94
Tsintsadzé, Koté	Lettre à Trotsky du 2 mai 1930	7/8	168-170
Trotskyistes en U.R.S.S.	Déclarations politiques	6	69-103
	Textes de Discussion	6	105-184
	Lettres	7/8	
Valenzuela, Humberto	La première Epoque du trotskysme au Chili: la Gauche communiste	11	41-54
Velazquez, Juan Luis	L'homme Trotsky	12	89-95
Zapata, Ricardo	Discours au parlement chilien (avril 1933)	11	98-100
Zborowski, Mordka	Déposition	13	63-73

Textes de Trotsky

A Propos de la philosophie du Surhomme (Nietzsche) (1900)	1	105-120
Lettre à Lénine (septembre 1921)	2	81-83
Lettre à Zinoviev (novembre 1922)	2	85-88
Lettres à B. Grad(1930)	5	97-102
Lettre à L. Sedov (1932)	5	35-36
Mes Relations avec l'Opposition en U.R.S.S. (avril 1937)	7/8	13-26
Message confié à Blumkine (1929)	7/8	83-85
Lettre ouverte sur la déclaration du 22 août (25 septembre 1929)	7/8	102-105
Lettre d'accompagnement de la déclaration du 22 août (25 septembre)	7/8	106-107
Lettre à A. Rosmer (janvier 1930)	7/8	133-136
Réponse à des questions d'U.R.S.S. (21 mars 1930)	7/8	155-157
Lettre à K. M. Tsinsadzé (juin 1930)	7/8	177-178
Lettres d'Espagne (1916)	10	12-34
Lettres à la section mexicaine (1937-1938)	11	95-97

Interviews

Jean van Heijenoort, par R. Prager	1	87-94
Fulvio Abramo, par P. Broué et V. Leonardi	11	83-93

Notices biographiques

(Les notices nécrologiques sont en italique)
Andrade (7/8), *Auniger* (5), *Aussman* (5), *Berger* (5), *Dallin* Lola (9), *Dewar* (6), *Duhl* (5), *Fedem* (5), *Fischer*, *Karl* et *María* (5), *Florence* (13), *Freund* dit *Moulin* (3), *Gabai Elio* (9), *Gabai-Itkine* G. (10), *Gordon* (10), *Grad* (5), *Gronich* (5), *Hansen* (2), *Hindels* (5), *Hochrainer* (5), *Jakobovits* (5), *Kascha*, *Franz* (5), *Kascha*, *Leopold* (5), *Kerry* (13), *Kramer* (5), *Landau* (3), *Lederer* (5), *Margne* (13), *Mayer*, *Franz* (5), *Mink* (3), *Modotti* (3), *Negrete* (3), *Niescher* (5), *Nin* (3), *Pedrosa* (9), *Plastrik* (9), *Poulos* (7/8), *Putz* (5), *Reed E.* (2), *Rosini* (3), *Saccheta* (13), *Scheuer* (5), *Schöffmann* (5), *Schüssler* (11), *Strasser* (5), *Streicher* (5), *Suhl* (11), *Tresca* (3), *van Overstraeten* (11), *Vidali* (3).

Comptes rendus de lecture

Brossat, Pas de poème pour Trotsky (5, 139-140)
Broué, The Founding of the Socialist Workers Party (12, 120-121), Deux dossiers d'archives sur les trotskystes allemands (12, 122-124).
Dreyfus, Michel et Godchau, Jean-François, Actualité bibliographique (1, 121-128; 2, 103-128; 4, 79-95; 5, 141-154; 9, 115-127).

Maitan, Livio, Note de lecture (5, 76-78)

Roche, Gérard, Une thèse magistrale: le *Contre-Procès de Poole* (3, 17-42)

Vergnon, Gilles, Du nouveau sur l'histoire du P.C.F.? (9, 75-84).

Courrier des lecteurs

Lettres de Mika Etchebehere (9), Pierre Broué (4 et 11), Pierre Frank (5 et 9), Daniel Guérin (2), Michel Kehmon (4), Serge Lambert (4), Rudolphe Prager (2, 4 et 12), Jean van Heijenoort (4), Gilbert Walusinski (4). Réponse de l'ILT à quelques lettres (12).

Chronologies

Les numéros 3, 7/8, et 11 comportent des chronologies sur le thème du numéro.

LEON TROTSKY - ŒUVRES (E.D.I.)

La première série de la publication systématique et chronologique des œuvres de Trotsky, 1933-1940, articles, lettres et autres textes, pour la plupart inédits, couvre la dernière partie de sa vie, celle de la construction de la IV^e Internationale.

Œuvres 1, mars 1933-juillet 1933 (juin 1978)

Derniers mois en Turquie de Trotsky convaincu de la nécessité d'un nouveau P.C. en Allemagne après l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'écrasement de la classe ouvrière, fruits de la politique stalinienne. C'est un tournant politique fondamental.

Œuvres 2, juillet 1933-octobre 1933 (septembre 1978)

Dès le début de son séjour en France, il s'agit, pour l'exilé de construire une nouvelle Internationale. Une conférence des socialistes de gauche, à Paris en août, réunit des partis et groupes ayant rompu avec les vieilles Internationales, alliés potentiels de l'Opposition de gauche internationale (« Déclaration des quatre »).

Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934 (novembre 1978)

Incognito à Barbizon, Trotsky poursuit le combat pour la IV^e Internationale, l'analyse du tournant de 1933 et la définition des tâches de la révolution politique en U.R.S.S. En France, la montée des masses et leur aspiration à l'unité ouvrent des perspectives nouvelles. Mais la bourgeoisie ne peut plus assumer le risque de sa présence et l'expulser. Pour lui, le monde est désormais la « planète sans visa ».

Œuvres 4, avril 1934-décembre 1934 (février 1979)

Expulsé en France, Trotsky erre pour s'installer enfin à Domène (Isère), sous surveillance spéciale. Il s'enforce de convaincre ses camarades d'opérer un nouveau tournant, l'« entrisme » dans la S.F.I.O., qui déclenche une crise. L'assassinat de Kirov marque le début de la lutte contre les amalgames, la répression de masse en U.R.S.S. et l'extermination de l'Opposition de gauche, comme de toute opposition.

Œuvres 5, janvier 1934-juin 1935 (mai 1979)

Analysant l'assassinat de Kirov Trotsky propose d'organiser la défense des révolutionnaires d'U.R.S.S. La création aux Pays-Bas et aux Etats-Unis de nouveaux partis par fusion des sections de la L.C.I. et d'organisations centristes en évolution, lui permet de relancer le combat pour la IV^e Internationale (« Lettre ouverte »). Quelques succès de la politique « entriste » sont enregistrés, mais la montée des masses rend nécessaire la « sortie ». Trotsky obtient enfin un visa pour le Norvège.

Œuvres 6, juin 1935-septembre 1935 (octobre 1979)

En Norvège, Trotsky observe la plus grande prudence. La construction de la IV^e Internationale reste au centre de son activité. Suivant leur situation, les sections entrent dans les partis socialistes (Etats-Unis, Pologne), ou en sortent (France) quand l'entrisme a déjà porté ses fruits. Par ailleurs, les « décisions » du VII^e congrès confirment ses pronostics sur l'évolution de l'I.C. et la persécution des révolutionnaires.

Œuvres 7, octobre 1935-décembre 1935 (février 1980)

Trotsky mène la discussion avec ceux de ses camarades qui subissent la pression de la politique du Front populaire. Le R.S.A.P. scissionne et la crise de la section française commence. Les nouvelles d'U.R.S.S. indiquent l'ampleur de la répression et la force des idées « trotskystes ».

Œuvres 8, janvier-février 1936 (juin 1980)

Trotsky appuie l'« entrée » aux Etats-Unis et évite la scission dans ce pays, cependant que la section française explose en sortant. On se prépare à sortir en Belgique. Trotsky essaie de créer un comité de défense des emprisonnés en U.R.S.S.

Œuvres 9, mars 1936-mai 1936 (décembre 1980)

Trotsky poursuit son livre sur *La révolution trahie* et conseille ses amis américains et belges. Les dirigeants hollandais sont mécontents de l'entrisme aux Etats-Unis. Trotsky compte sur le règlement des questions par une conférence internationale.

Œuvres 10, juin 1936-juillet 1936 (mai 1981)

Alors que Trotsky achevait *La Révolution trahie* et préparait les documents pour la conférence internationale, le mouvement de grève en France, le début de la guerre civile espagnole donnent le signal de la « nouvelle montée » qu'il analyse. Il appelle la conférence à défendre les révolutionnaires russes.

Œuvres 11, août 1936-décembre 1936 (octobre 1981)

Quand éclate le cauchemar des procès de Moscou où les compagnons de Lénine « avouent » et le chargent de tous les crimes ; Trotsky est privé des moyens de se défendre par le gouvernement socialiste norvégien. Il lutte pied à pied et redoute pourtant le pire quand le Mexique lui accorde le droit d'asile.

Œuvres 12, décembre 1936-février 1937 (janvier 1982)

Trotsky est déjà au travail sur le bateau. Mais le répit mexicain est bref, avec l'ouverture du deuxième procès de Moscou et l'exécution de nouveaux vieux-bolcheviques. Cette fois Trotsky est libre et il pose les bases d'un « contre-procès » qui s'appuie avant tout sur ses camarades des Etats-Unis.

Œuvres 13, mars 1937-avril 1937 (novembre 1982)

Trotsky vient à peine de sortir de sa prison norvégienne et de s'installer au Mexique que commence le second procès de Moscou, rondement mené et dont les sentences de mort sont immédiatement exécutées.

Toute son activité, pendant ces deux mois de mars et avril 1937 est tournée vers la démolition de ce qu'il appelle « les impostures de Moscou », la démolition de l'édifice des mensonges bâti par les hommes aux ordres de Staline, le début de la guérison de la monstrueuse maladie vénérienne qui affecte, à travers le stalinisme, le mouvement ouvrier international.

Concrètement, cela signifie la lutte pour la mise sur pied d'une commission d'enquête, puis la préparation de cette contre-enquête. La bataille du contre-procès commence : elle n'était pas gagnée d'avance.

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^{te} A

EN MAI 1983
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDECHE

N° 2021 - Imprimé en France

DEPOT LEGAL : MAI 1983